

SITUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DE LA LORRAINE - 2012



Séance Plénière du 8 novembre 2012

Une crise
qui impose
des choix

Ce rapport a été adopté à l'unanimité par le Conseil Economique, Social et Environnemental de Lorraine réuni en séance plénière le 8 novembre 2012.

Président du Groupe de Travail

Gilbert KRAUSENER

Vice-Président du CESE de Lorraine

Rapporteur de la situation économique et sociale de la Lorraine

Coordination et suivi

Vincent HEIN

Chargé de Mission

Comité de pilotage

Roger CAYZELLE, Président du CESE de Lorraine

Olivier CAYLA, Vice-Président du CESE de Lorraine

Raymond FRENOT, Vice-Président du CESE de Lorraine

Maurice GRUNWALD, Vice-Président du CESE de Lorraine

Alexandre MAJERCSIK, Secrétaire Général du CESE de Lorraine

Robert MERTZ, Membre du CESE de Lorraine

Patrick MEYER, Vice-Président du CESE de Lorraine

Le rapport annuel sur la situation économique, sociale et environnementale de la Lorraine est le résultat d'un travail continu des 97 membres de la seconde Assemblée régionale de Lorraine.

AMBROSI Olivier	FRENOT Raymond	MULLER-BECKER Nicole
ARKER Paul	GASTALDELLO Lucien	MUTZENHARDT Pierre
ATTENONT Hubert	GATTI Alain	NICOLLE Bernard
BAILLY Jean-Paul	GENTER Fabrice	NOSAL Christian
BALAUD Eric	GERARD François	OLAIZOLA Jean-Louis
BARBARAS Vincent	GOMEZ Philippe	PEDON-FLESCHE Anne
BAYER Raymond	GOSELIN Bertrand	PERRAY Arlette
BENOIT Jean-Marie	GRUNWALD Maurice	PERRIN Thierry
BERGÉ Guy	GUILLAUME Philippe	PETIOT Sylvie
BERTSCH Claude	GUILMIN Pierre	PIÉRI Philippe
BISTON Christian	HALTEBOURG Patrice	PIERQUIN Jean-Louis
BONAL André	HAUUY Anne-Marie	POCHAT Estelle
BRAXENTHALER Patricia	HILPERT Bernadette	RENOUARD Gérard
BURON-PILÂTRE Philippe	HUMBERT Jean-Luc	RICHETON Christian
CAYLA Olivier	JADOUL Thérèse	SALVI Alain
CAYZELLE Roger	JODIN Elizabeth	SANGLIER Patrice
CECCATO Franck	JOHANN Luc	SCHAFF Gilles
CERUTTI Daniel	JUBERT Michel	SCHMITZBERGER-HOFFER Viviane
CHARLES Pierre	KLEIN Paul	SERGENT Michel
CILLA Daniel	KNEUSS Pascal	STEPHAN Bernard
CLAUDEL Gérard	KRAUSENER Gilbert	THIEBAUT Madeleine
COLLET Lucette	LACRESSE Jean-Paul	THOMAS Jean-Claude
COMBETTES Pascale	LALEVEE Denis	TORDJMAN Charles
CROUVEZIER Yves	LAURENT François	VALDENNAIRE Claude
CUTTITTA Emmanuelle	de LESSEUX Arnould	VATAUX Paul
DECOMPS Claire	LIGER Dominique	VIZOT Alain
DESCADILLES Julie	LOMBARD Patrice	ZENEVRE Michaël
DRANT Annie	MARION Frédéric	
DUHAUT Jacky	MATHIEU Sylvie	
DUCHER Liliane	MAUCOURT Marie-Madeleine	
DUCHSCHER Hubert	MERTZ Robert	
EHLRACHER Frantz	MESSENET Marguerite	
FAIVRE Jean-Raymond	MEYER Patrick	
FEUILLATRE Patrick	MISSOFFE Alain	
FEVOTTE Pascal	MORIN Bernadette	

Avant-propos

Edito : une crise qui impose des choix	Page 10
Synthèse : sept défis à relever	Page 12

Partie 1 - Quatre enjeux clés pour la Lorraine

CHAPITRE 1- Les disparités territoriales de la France	Page 22
CHAPITRE 2- Les évolutions des secteurs d'activité en Lorraine	Page 27
CHAPITRE 3- Les évolutions de la population active en Lorraine	Page 33
CHAPITRE 4- Les évolutions du territoire lorrain	Page 38

Partie 2 - Situation économique de la Lorraine

Activité des principaux secteurs et performances économiques régionales

1- Contexte économique et conjoncture des principaux secteurs d'activité lorrains	Page 47
2- PIB et contributions à la valeur ajoutée	Page 58
3- Commerce extérieur	Page 62
4- Investissements internationaux	Page 68
5- Démographie des entreprises	Page 73
6- Tourisme	Page 79
7- Economie sociale et solidaire	Page 82

Economie de la connaissance et capital humain

8- Recherche, développement et innovation	Page 85
9- Formations, qualifications et enseignement supérieur	Page 94

Partie 3 - Situation sociale de la Lorraine

Le PIB, un indicateur imparfait pour orienter les politiques publiques Page 105

Démographie et société Page 106

1- Démographie Page 106

2- Revenus et inégalités Page 112

3- La place des femmes dans l'emploi Page 117

4- Pauvreté et précarité Page 121

5- Santé Page 127

6- Logement et construction Page 133

Situation de l'emploi Page 139

7- Evolutions de l'emploi salarié : une décennie perdue Page 139

8- L'emploi lorrain paye un lourd tribut à la crise Page 147

9- Emploi frontalier : 9,2% de la population active lorraine Page 152

10- Le nombre de demandeurs d'emploi à un niveau historique Page 157

Partie 4 - Situation environnementale de la Lorraine

Biodiversité et ressources naturelles Page 165

1- Sols et sous-sols Page 167

2- Eau et milieux aquatiques Page 171

Climat, air, énergie Page 176

3- Qualité de l'air Page 176

4- Transports Page 180

5- Profil énergétique de la Lorraine Page 189

Economie verte Page 195

6- Secteurs et emplois de l'économie verte Page 195

7- Déchets Page 198

Annexes Page 203

AVANT-PROPOS



Une crise
qui impose
des choix

Edito : une crise qui impose des choix

L'an dernier nous ressentions déjà la crise plus intensément que d'autres régions, et 2012 n'aura fait qu'amplifier cette tendance. La crise, mal contagieux qui frappe désormais toutes les économies du monde, s'est étendue. La zone euro est à nouveau entrée en récession, la Chine voit sa croissance s'éroder, la Grèce ne s'en sort plus, tout comme l'Espagne. Nos voisins allemands et luxembourgeois connaissent eux aussi un ralentissement de leur économie.

La France n'échappe pas à ces évolutions avec une absence de croissance et une hausse du chômage qui fait apparaître des disparités régionales marquées.

La Lorraine fait partie d'un groupe d'une douzaine de régions qui décrochent désormais dans notre pays. L'ère du tout-à-Paris, puis l'attractivité du sud est renforcée désormais par l'attractivité de l'Ouest français qui, à bien des égards, s'est engagé dans un cercle vertueux : augmentation de la population, croissance des emplois, coopération des acteurs publics. La Lorraine, avec la Champagne-Ardenne, le Nord, la Picardie, la Haute et la Basse-Normandie et la Franche Comté figure parmi les douze régions qui évoluent moins vite en termes de croissance de la population et de l'emploi. Alors que le Gouvernement a créé un Ministère à l'Égalité des territoires, il importe que cela soit aussi vu d'une manière globale afin d'éviter la création d'une France à plusieurs vitesses.

Dans le précédent exercice du rapport annuel sur la Situation Economique, Sociale et Environnementale de la Lorraine (SITECO), le CESE de Lorraine s'était livré à un long exercice de prospection des leviers sur lesquels la Lorraine pourrait s'appuyer pour retrouver le chemin de la croissance. Un an après, l'ensemble de ces propositions reste d'actualité, que ce soit dans les domaines de l'économie, de la formation, des transports, de l'aménagement du territoire ou des solidarités. Et pourtant, la situation ne s'est pas améliorée.

Dans ce contexte, quelles pourraient être les solutions ? Pour le CESE de Lorraine, il est crucial de garder à l'esprit les impératifs fixés l'an dernier mais nous devons aller encore plus loin avec deux priorités absolues :

- La concertation ;
- La priorisation.

1- Travailler et décider ensemble

L'examen de la Situation Economique, Sociale et Environnementale 2012 de la Lorraine coïncide avec l'avis du CESE de Lorraine sur le projet Lorraine 2020 porté dès l'origine par Michel DINET, Conseiller régional délégué à la stratégie régionale. Au-delà du contenu, on peut appréhender cette démarche comme la volonté de créer, enfin, un schéma régional d'aménagement du territoire mais surtout un schéma concerté de développement pour la Lorraine. Dans sa partie liée à la gouvernance, ce document évoque d'ailleurs les pistes d'une meilleure concertation des acteurs publics. C'est un point essentiel de notre capacité collective à redonner du souffle à notre région : **celui de travailler et de décider ensemble.**

Nos voisins d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg et de Belgique ont une pratique ancienne de la codécision en amont. Chaque semaine, par exemple, le représentant de l'Etat, les élus et les organisations syndicales et professionnelles de la Province du Luxembourg belge se réunissent afin d'échanger sur les grandes décisions à prendre. L'efficacité de ce système n'est plus à démontrer.

La France connaît une organisation territoriale inédite, faite d'une multiplicité de communes, d'intercommunalités, de métropoles, de départements, de régions et de la présence toujours forte de l'Etat. La Lorraine a également une organisation géographique

particulière avec entre autres un département représentant, par son poids économique, 50% du territoire lorrain, un partage encore marqué par l'Histoire et des villes se constituant en sillon métropolitain.

Entre cette construction institutionnelle à la française et les spécificités lorraines, il en ressort parfois une compétition stérile entre les territoires. Il est urgent que les grandes décisions qui engagent le territoire lorrain et ses composantes puissent être débattues sereinement, régulièrement, et aboutissent à des prises de décision.

Ainsi, la mise en œuvre d'une conférence des exécutifs, associant le Président de la Région, les Présidents des Conseils généraux, les maires des grandes villes et intercommunalités, ainsi que le Président du CESE au titre de la démocratie sociale organisée, est un impératif.

2- Faire des choix

La France est confrontée à la réduction des dépenses publiques, qu'elles soient de l'État, et des comptes associés, ou des collectivités. Pour ces dernières, il s'agit d'une réalité à laquelle elles font face depuis quelques années et notamment depuis la réforme de la Taxe Professionnelle. Celle-ci a été accompagnée par un gel des dotations, confirmé par le nouveau Gouvernement qui a même annoncé une baisse de ces transferts en 2014 et en 2015.

La Lorraine est, et sera, confrontée à l'obligation de faire des choix et donc de prioriser ses actions. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut plus faire, mais bien dans le contexte actuel qu'on ne peut pas tout faire. Cela nécessite de se concentrer sur des filières fortes, des projets emblématiques qui sont l'une des conditions nécessaires pour développer l'emploi et renforcer l'attractivité de notre région.

Ce principe incontournable peut et doit s'appliquer dans un certain nombre d'actions que le CESE de Lorraine avait déjà explorées l'an dernier comme par exemple :

- **Sur l'économie, la priorité doit être donnée à 3 ou 4 filières industrielles, fortement identitaires et différenciantes pour la Lorraine. Celle des matériaux s'impose bien évidemment (Institut de Recherche Technologique, Pôle de compétitivité Materialia, Institut Jean Lamour, ...). Mais on peut également citer le bois, l'eau et aussi l'automobile.**
- **Dans le domaine des infrastructures, l'heure des choix s'impose également. Au moment où se dessine une grande zone logistique à Illange, l'aménagement du Contournement Ouest de Thionville, la mise à 2x3 voies de l'A31 et le développement de l'aéroport semblent devoir être mis en avant.**
- **Dans le domaine de l'éducation et de la formation, nous devons réfléchir au renforcement des qualifications de haut-niveau et au développement des formations binationales.**
- **Sur le plan environnemental et social, la lutte contre la précarité énergétique doit être au cœur de toutes nos attentions.**

Synthèse : 7 défis à relever

Résumer en quelques pages un document de plus de 180 pages est presque une gageure. Le diagnostic fourni dans la Situation Economique, Sociale et Environnementale de la Lorraine est complet, actualisé et consultable par chapitre, au gré des centres d'intérêt de chacun. Mais cette analyse fouillée de la Lorraine permet de faire émerger des sujets majeurs qui se doivent d'interpeller l'ensemble des acteurs lorrains, au premier rang desquels le Conseil Régional de Lorraine.

1- La Lorraine au cœur de la fracture territoriale qui se dessine en France

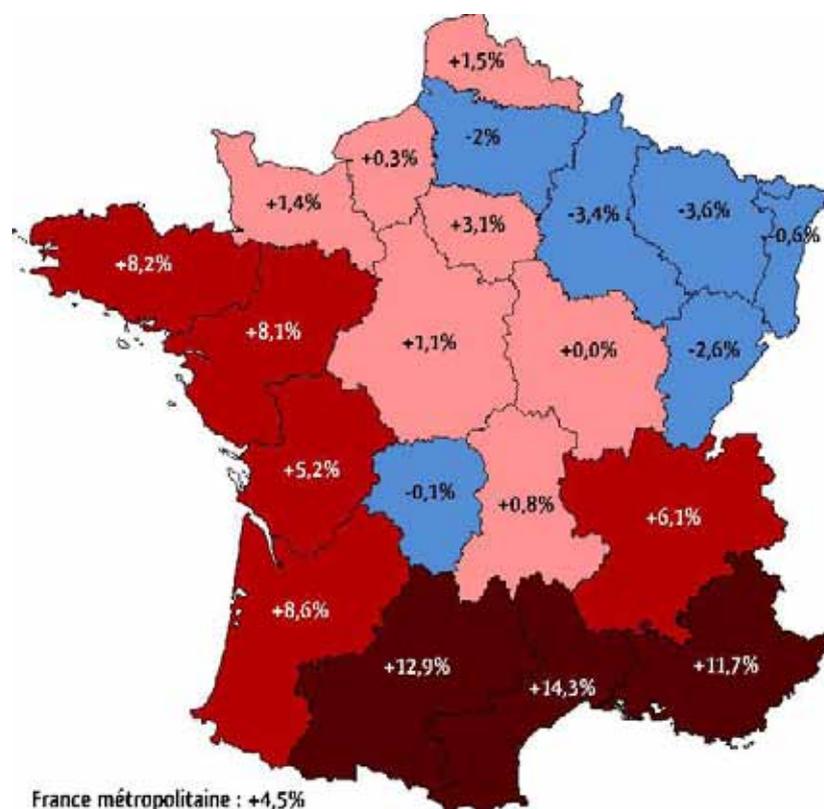
En 1970, la DATAR avait publié une étude prospective représentant la France de l'an 2000. Elle faisait apparaître un Nord et un quart Nord-Est solides, un couloir rhodanien et une façade méditerranéenne déjà attractifs, et une frange Ouest de la France en retrait. 40 ans plus tard, force est de constater que la réalité est toute autre. 8 régions françaises (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, PACA, Rhône Alpes, Bretagne, Pays de Loire et Poitou-Charentes) ont ainsi capté 65% de la croissance démographique et 70% des créations d'emploi entre 1999 et 2009 alors qu'elles représentent 45% de la population et 42% des emplois. Il se dessine ainsi une nouvelle France. Cette France à deux vitesses se matérialise également par un groupe de régions dont la croissance démographique est très faible, voire nulle et dans lesquelles la croissance des emplois est très faible également. Ces 12 Régions sont géographiquement localisables: elles se situent principalement au Nord d'une ligne Le-Havre-Grenoble. Un sous-groupe peut y être matérialisé, regroupant la Lorraine, la Picardie, La Franche-Comté et la Bourgogne. 4 régions qui perdent des emplois avec une démographie très faible.

Le trait commun de ces dernières régions est d'être des terres historiques d'industrie subissant depuis plus de 30 ans des restructurations lourdes, dont les reconversions n'ont pas abouti. De plus, le lien étroit entre la démographie et l'économie plongent ces régions dans des cercles peu vertueux et ne fait qu'accentuer les écarts constatés.

A l'opposé, les 8 régions affichant des croissances importantes tant démographiquement qu'économiquement bénéficient à la fois d'une attractivité naturelle d'où le développement d'une économie résidentielle importante, d'un meilleur développement de leur socle industriel (agro-alimentaire en Bretagne par exemple) et d'un développement important des activités de service (aux personnes et aux entreprises). Ce qui ne les empêche pas de faire face à des problèmes de ruptures sociales et environnementales.

Ces mutations qui s'accroissent depuis le début de ce siècle imposent un engagement collectif local fort, c'est évident. Mais elles nécessitent également un engagement puissant des pouvoirs publics pour une réelle solidarité nationale. Les outils existent, au travers des grands programmes nationaux qui sont lancés (SNIT, Investissements d'Avenir, transfert des emplois publics,...), des fonds mis en œuvre (le statut de Régions intermédiaires dans le cadre de la future programmation des crédits européens). Cela doit s'intégrer dans une démarche nationale d'aménagement du territoire qui favorise un rééquilibrage global.

Evolution de l'emploi salarié total (marchand et non marchand) entre 2000 et 2010



Données INSEE

2- La spécificité de région industrielle de la Lorraine s'érode peu à peu

Depuis le début de ce siècle, avec le deuxième choc de l'emploi industriel (2003-2004), la crise des subprimes (2008-2009) et la crise des dettes souveraines (depuis 2011), la Lorraine est la région française qui aura le plus souffert sur le plan industriel. Ce recul trouve son origine dans ses spécialisations industrielles qui la rendent plus sensible à tout choc économique. D'une manière générale, les produits industriels lorrains sont pris en étau entre une industrie

«haut de gamme», que l'on retrouve plus fréquemment en Allemagne, et une industrie «low cost» issue des pays émergents ou d'Europe de l'Est. La Lorraine paie ainsi le prix d'un placement sectoriel qui la met au centre des retournements de conjoncture et de l'émergence de nouveaux concurrents.

La Lorraine souffre également d'avoir trop longtemps bénéficié de reconversions «comptables» de son industrie imposées par l'urgence des chocs des industries de base. Même si cela a généré de belles réussites comme la création d'une filière automobile forte (la Lorraine au premier rang des équipementiers de l'automobile), les «industries de reconversion» sont aujourd'hui en difficulté en Lorraine.

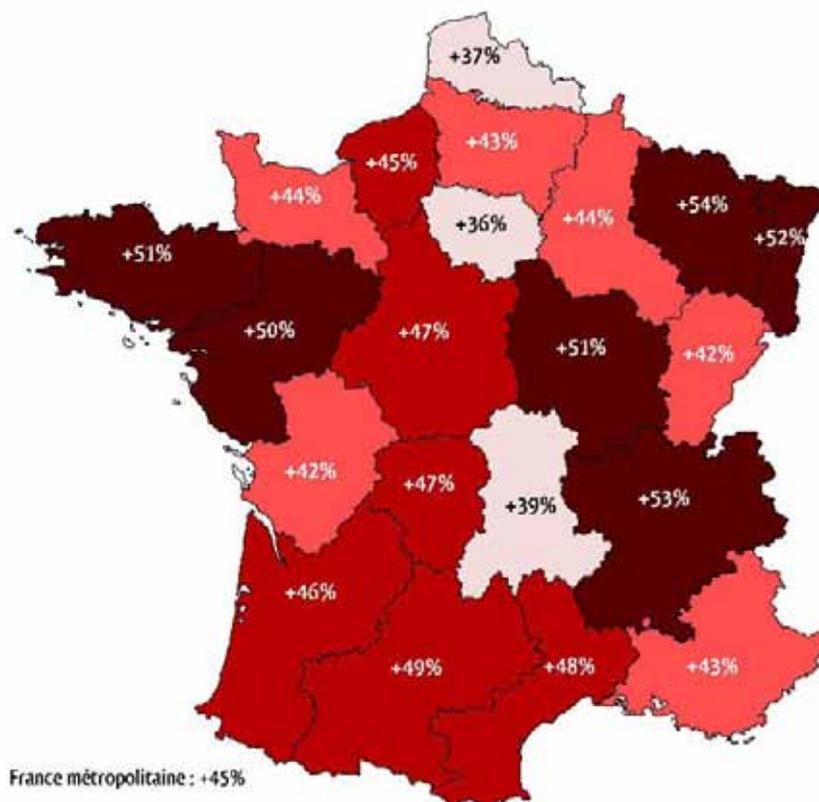
3- Une crise aux conséquences sociales graves : le chômage à un niveau record

La Lorraine a connu depuis le début de la crise une hausse historique du chômage. D'un chômage conjoncturel, la Lorraine est passée désormais à un chômage structurel lourd. Avec plus de 162 000 demandeurs d'emploi en septembre 2012 (catégories A, B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a cru de plus de 54% depuis le début de la crise (+45% en France métropolitaine). Cette croissance du chômage se caractérise également en Lorraine par une forte poussée du chômage de longue durée et d'une aggravation pour les seniors. Ainsi, avec plus de 35000 Lorrains âgés de 50 ans et plus au chômage, la Lorraine est à un niveau jamais atteint.

Cette situation s'accompagne d'une fracture territoriale au sein même de la Lorraine et l'émergence de poches de pauvreté sur certaines parties du territoire. L'amplification du chômage structurel génère parallèlement une montée du nombre de bénéficiaires des minimas sociaux. Pris en charge par les pouvoirs publics, Etat et Départements principalement, cette précarité risque de souffrir des propres difficultés des finances publiques. Ces mécanismes de solidarité doivent pourtant être préservés.

La Lorraine souffre également d'une démographie atone. A titre d'exemple, le département des Vosges perd des habitants et affiche désormais un solde naturel négatif. Ces difficultés démographiques s'expliquent notamment par un solde migratoire négatif qui touche principalement la classe d'âge des personnes jeunes et diplômés. La conséquence en est un vieillissement accru de la population, ce qui aura à terme un impact sur l'accompagnement de la dépendance, et un solde naturel qui s'érode du fait d'un nombre de naissances en diminution.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois entre juin 2008 et juin 2012 (catégories A, B et C)



4- Les Lorrains face aux nouveaux défis de l'emploi

En raison de sa structure démographique, la Lorraine devrait connaître d'ici à 2020 des départs en retraite au nombre de 20 000 par an. Il convient d'anticiper ce mouvement par la mise en œuvre de formations adaptées en fonction des différents métiers et de leurs évolutions.

Le taux d'activité des femmes a progressé en Lorraine, se rapprochant peu à peu de la moyenne française. Leur activité reste néanmoins marquée par une situation plus difficile que celle des hommes (taux de chômage, temps partiel, salaire, déclassement par rapport au niveau d'études,...).

Les niveaux de qualification continuent d'augmenter en Lorraine. On note une part de titulaires de formations professionnelles et technologiques supérieure à la moyenne française (CAP, BEP, et Bacs technologiques). Cependant, la part des diplômés du supérieur reste inférieure à la moyenne française.

L'évolution de la part des cadres et professions intermédiaires a été importante dans tous les secteurs. Les ouvriers et employés ont eu tendance à occuper une place moins importante dans l'industrie, mais plus visible pour les plus qualifiés d'entre eux dans les secteurs hors-industrie. Face à cette évolution prévisible, la Lorraine doit renforcer ses niveaux de qualification et favoriser conjointement l'accès à l'enseignement supérieur.

5- Les pôles urbains de Metz et de Nancy, moteurs de croissance et d'emplois

Que ce soit à l'échelle mondiale ou simplement à l'échelle nationale, ce sont les grands pôles urbains qui participent le plus à la création de richesses, de valeur et dont les effets entrants et sortants sont les plus intéressants. Lors de son allocution devant le CESE

de la République, le Président l'a rappelé en indiquant que c'est dans les métropoles que se trouvent les principaux relais de croissance.

En Lorraine, sur la période 1999-2008, plus de la moitié des nouveaux emplois créés l'ont été dans les pôles urbains de Metz et de Nancy. Il convient de renforcer cette dynamique, créatrice de valeur et d'emplois de cadres des fonctions métropolitaines. Cela suppose une volonté commune des acteurs publics de soutien au renforcement des deux pôles de Metz et Nancy, une même volonté pour renforcer le Pôle Métropolitain du Sillon Lorrain, d'Epinal à Thionville, et enfin, une inscription forte dans la métropolisation polycentrique et transfrontalière, source de croissance et de développement économique pour la Lorraine.

Cependant, cette création de richesses se fait au détriment d'une maîtrise de l'habitat et d'une rurbanisation de plus en plus forte. Des couronnes périurbaines de plus en plus éloignées voient le jour en Lorraine et génèrent de fortes contraintes :

- **Défi économique** : le développement des fonctions métropolitaines, le financement des équipements structurants de centralité, le financement des infrastructures et par voie de conséquence, la question de la fiscalité ; le développement des réseaux à très haut-débit ;
- **Défi social** : l'urbanisation et la rurbanisation maîtrisées, le développement équilibré des territoires, l'accès aux services (notamment de santé), les coûts de déplacement domicile-travail, la conciliation des temps de vie, l'accès à la formation et à la culture ;
- **Défi environnemental** : celui-ci se pose sur la contrainte des déplacements domicile-travail, la préservation des espaces naturels et l'efficacité énergétique.

Chaque territoire doit trouver sa place dans un développement équilibré, respectueux des contraintes démographiques, économiques et environnementales dans ses fonctions propres (métropole, villes relais et zones rurales). Les acteurs lorrains disposent aujourd'hui des outils nécessaires pour relever ces défis.

6- La Lorraine européenne

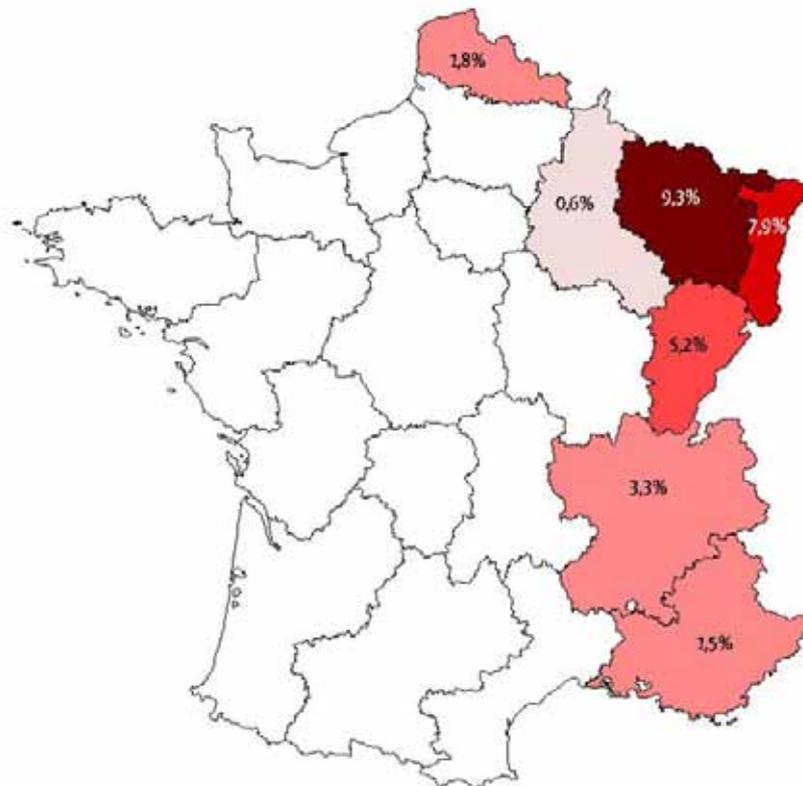
La Lorraine est fortement ancrée dans la **zone Euro**, avec 68% de ses exportations réalisées dans cette zone, soit plus de 20 points au-dessus de la moyenne française. Si cela peut se révéler être un handicap en cas de baisse d'activité dans cette zone, c'est surtout, en phase de croissance, un atout considérable. Cet ancrage dans la zone Euro se mesure également par le nombre de salariés employés par une entreprise étrangère issue de l'UE.

La Lorraine entretient des liens très forts avec ses voisins les plus directs, dans un **environnement transfrontalier** unique en étant voisine de 3 pays : la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne. Cette proximité est un atout indéniable et déjà une réalité au plan économique.

La Lorraine compte ainsi plus de 100 000 travailleurs frontaliers dont 78 000 pour le seul Grand-Duché de Luxembourg. Ce pays constitue un véritable réacteur économique tant en termes de croissance économique (en 10 ans, le PIB a augmenté de 33%, il représente l'équivalent de 67% du PIB lorrain) que de création d'emplois (dont le nombre a cru de 36% en 10 ans).

Les liens avec l'Allemagne sont constitués à la fois par les travailleurs frontaliers (19 400 personnes), par la présence d'investissements allemands sur le territoire lorrain (plus de 250 entreprises et 20 000 emplois) et par les exportations lorraines vers ce pays (5,8 milliards d'euros, soit 11% du PIB lorrain).

Part des actifs occupés travaillant à l'étranger en 2009



Données INSEE

Face aux défis qui s'annoncent, il convient d'accroître plus encore les relations de la Lorraine avec nos voisins allemands, luxembourgeois et wallons. Tous les domaines d'activité sont concernés par cette coopération à développer : formations, enseignement supérieur, clusters, recherche, santé, transition énergétique, ... Une liste exhaustive est difficile à établir tant les domaines de coopération et d'échange sont nombreux.

Une culture du dialogue, de l'échange et de la mobilisation collective est ici aussi plus impérieuse qu'ailleurs. Peu de régions françaises ont cette possibilité.

7- Les défis environnementaux de la Lorraine

« Nous sommes entrés dans un univers de crises non plus successives mais combinées. Elles sont au nombre de trois, de nature très différente : la crise environnementale, la crise des matières premières, la crise financière ». Dans ce constat, Laurent DAVEZIES*, montre que les questions environnementales sont désormais incontournables. La prise de conscience du caractère limité des ressources naturelles, de l'impact du réchauffement climatique, de l'importance des fonctions écologiques des milieux naturels nous imposent d'inventer de nouveaux modèles de développement et de croissance.

Depuis le Grenelle de l'Environnement, les politiques publiques disposent d'un cadre d'actions qui concerne l'ensemble des piliers du développement durable (économie, social et environnement).

Si le Plan Climat Energie a fixé un objectif quantifié d'atteinte d'objectifs (3x20), la déclinaison au niveau de chaque territoire doit s'adapter aux spécificités de celui-ci. Ce travail a été réalisé en Lorraine à travers

le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) sur lequel le CESE de Lorraine a donné un avis circonstancié lors de sa séance plénière du 19 octobre 2012.

Ce Schéma a permis de faire ressortir les caractéristiques propres à la Lorraine : la consommation d'énergie (dont celles importantes de l'industrie et du résidentiel), l'étalement urbain et la question des déplacements domicile travail, les rejets industriels, les émissions de gaz à effet de serre, la qualité de l'eau et de l'air, le potentiel d'énergies renouvelables.

En ce qui concerne la Lorraine, il semble que 6 priorités puissent être dégagées et faire l'objet d'un plan d'action partagé :

- Le chantier de la rénovation thermique des logements est primordial. Au vu de la masse de logements concernés en Lorraine et du coût que cela représente, ce chantier devrait être inscrit dans des priorités nationales ;
- La protection de l'environnement et la cohérence écologique doivent être au cœur des politiques d'aménagement du territoire (plans d'urbanisme, fin de l'artificialisation des sols, protection des trames vertes et bleues) ;
- Lier la reconversion des sites pollués à une filière du traitement des sols et du recyclage ;
- Être exemplaire en matière de contrôle et de prévention de l'émission des particules fines notamment chez les particuliers, dans les transports et dans l'industrie ;
- La lutte contre l'extension des déplacements domicile-travail et leurs impacts sur l'environnement implique une politique d'aménagement global luttant contre la rurbanisation et suppose de répondre aux questions de l'optimodalité, du co-voiturage et du renforcement des transports en commun ;
- En dernier lieu, et cela peut impulser l'émergence d'une nouvelle filière : le traitement, la valorisation et une nouvelle approche économique basée sur le cycle de vie des produits.

* DAVEZIES L., *La crise qui vient : la nouvelle fracture territoriale*, Seuil, Octobre 2012

QUATRE ENJEUX CLÉS POUR LA LORRAINE



PARTIE 1

CHAPITRE 1- Les disparités territoriales de la France	Page 22
CHAPITRE 2- Les évolutions des secteurs d'activité en Lorraine	Page 27
CHAPITRE 3- Les évolutions de la population active en Lorraine	Page 33
CHAPITRE 4- Les évolutions du territoire lorrain	Page 38

Parmi les nombreux phénomènes sociaux-économiques marquant les transformations de la Lorraine, le rapport SITECO apporte cette année un éclairage particulier sur quatre thématiques déterminantes.

Les disparités territoriales de la France. La Lorraine, souvent décrite comme une région en proie à des difficultés économiques et démographiques, n'est pas totalement isolée dans ces tendances. Depuis les années 2000, on observe des écarts grandissants entre une France qui prospère et une autre qui stagne. Ces écarts appellent à une réflexion sur les leviers à mettre en œuvre par les pouvoirs publics et les acteurs régionaux permettant un développement plus harmonisé des régions.

Les évolutions des secteurs d'activité en Lorraine. La dernière décennie a été marquée par une succession de tensions et chocs économiques ayant eu un impact inégal sur les secteurs d'activité de la région. Certaines activités ont cependant connu des hausses notables d'emploi, comme les services à la personne par exemple. Un regard plus précis sur les spécialisations de la région montre qu'elle est encore sous-représentée dans les secteurs les plus dynamiques en termes d'emploi, comme les services aux entreprises. La mise en place de politiques de développement économique doit dès lors répondre à des défis structurels bien spécifiques.

Les évolutions de la population active en Lorraine.

Dans le cadre des questions démographiques, on trouve les réflexions liées aux évolutions de population active. Ses évolutions en Lorraine font apparaître de nombreux enjeux, comme la participation croissante des femmes au marché du travail, l'activité des jeunes et des seniors, mais aussi l'anticipation des départs à la retraite et du vieillissement de la population.

Les transformations du territoire lorrain.

L'éloignement entre les lieux de vie et les lieux de travail, le rôle croissant des villes et des phénomènes transfrontaliers ont contribué à changer la manière de vivre en territoire lorrain. La décennie à venir va être décisive pour les chantiers d'aménagement du territoire régional. Ils vont être déterminants pour le devenir de la Lorraine et son attractivité.

Chapitre 1- Les disparités territoriales de la France

Les évolutions économiques et sociales de la France sont loin d'être homogènes. Lors de la dernière décennie, huit régions sur vingt-deux ont concentré à elles seules 65% de la croissance démographique et 70% des créations d'emploi du pays. Ces écarts se sont amplifiés à partir des années 2000, notamment en ce qui concerne l'emploi et la croissance du PIB.

La Lorraine n'est pas totalement isolée dans ses trajectoires économiques et sociales : elle appartient à un large quart Nord-Est qui présente une stagnation dans l'emploi et la démographie et semble s'éloigner toujours un peu plus des régions locomotives situées en dessous d'une ligne Le Havre-Nice.

Il est difficile de dresser une typologie exhaustive des atouts et faiblesses des régions qui « prospèrent » et des régions qui « stagnent », dans la mesure où ces deux groupes sont, eux aussi, hétérogènes. Cependant, certains aspects expliquent en partie les évolutions convergentes de l'emploi et de la démographie.

La principale caractéristique qu'ont en commun les régions les plus en difficulté est la part de l'industrie dans leur système économique. La succession de mutations industrielles, la concurrence internationale croissante, les gains de productivité, ... ainsi que l'absence de stratégie industrielle nationale, ont pénalisé plus fortement les régions de tradition industrielle. Comme le souligne la DATAR*, la Lorraine fait partie d'un groupe de régions qui « pâtissent des conséquences des restructurations de l'activité économique intervenues depuis plus de 30 ans, qui se sont faites au détriment des activités industrielles. Le PIB par emploi est en recul par rapport à la

moyenne nationale, et le taux d'emploi se dégrade. Leur faible attractivité résidentielle aggrave leur situation, faisant obstacle à la croissance des activités tertiaires qui se concentrent dans les grandes agglomérations du Sud et de l'Ouest ».

A l'inverse, un groupe de régions qui sont des territoires davantage tirés par la consommation et la redistribution, sont ceux qui montrent les meilleures performances de création d'emplois. Ils font également partie des régions les plus attractives pour les populations migrant d'une région à l'autre, qu'elles soient à la recherche d'un emploi ou d'un lieu de vie. Ces territoires ne sont pas dénués d'un tissu productif qui profite des mobilités professionnelles croissantes.

Ces phénomènes économiques et démographiques s'auto-entretiennent et les périodes de crises économiques ont tendance à creuser les écarts. La question des leviers à mettre en œuvre et des soutiens publics permettant un développement plus harmonisé des régions françaises est ici posée.

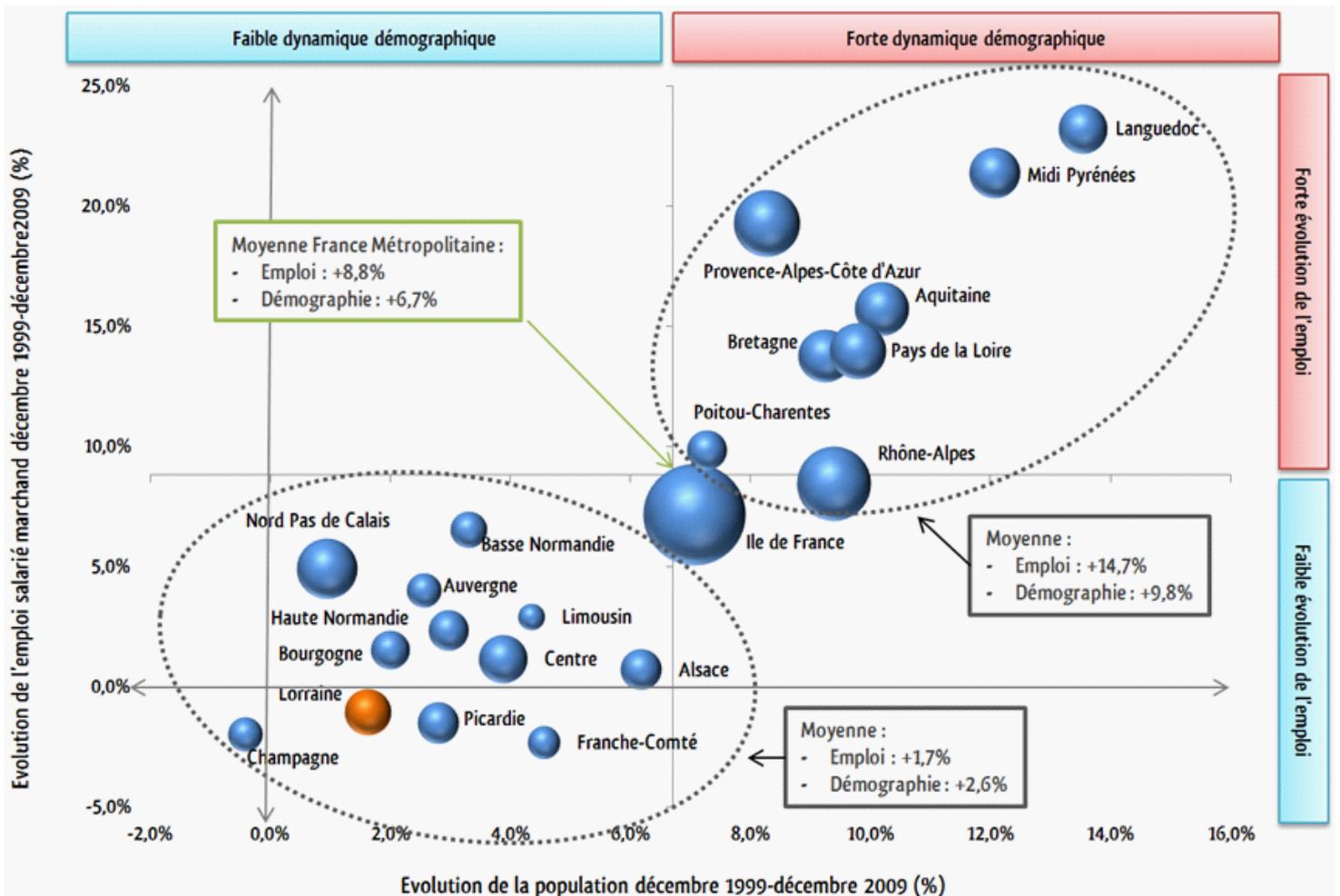
1- Bilan de la décennie : une France qui prospère et une autre qui stagne

a- L'emploi et la démographie tirés par huit régions

Sur la période 1999-2009, l'évolution de la population et de l'emploi dans les régions (hors Corse), montrent assez nettement deux groupes de régions.

* DATAR, Dynamiques, Interdépendance et Cohésion des Territoires, Rapport de l'Observatoire des Territoires 2011

Evolutions de l'emploi salarié du secteur marchand et de la population entre 1999 et 2009 (%)*



* Les emplois mesurés ici sont uniquement les emplois salariés du secteur marchand, en fonction du lieu de travail. Cela ne prend donc pas en compte l'emploi frontalier, ni l'emploi public (voir chapitres dédiés du rapport).

b- Huit régions concentrent 70% des créations d'emploi et 65% de la croissance démographique

Le premier groupe concerne 8 régions qui connaissent un fort taux d'évolution de l'emploi, associé à une forte dynamique démographique. En effet, ces régions connaissent sur la décennie une évolution moyenne de l'emploi salarié marchand de près de 15%, ce qui correspond à une augmentation de 940 000 emplois, soit 70% des créations d'emploi en France (alors qu'elles ne représentent que 42% des emplois français). Cette progression de l'emploi s'est accompagnée d'une progression de 9,8% de la population (plus 2 540 637 habitants), c'est 65% de l'augmentation totale de la population en France métropolitaine pour 45% de la population (voir tableau ci-dessous).

Le second groupe concerne 12 régions qui affichent globalement une croissance très faible de l'emploi salarié avec une augmentation de 90 472 postes (7% de l'augmentation, contre 32% des emplois), et une croissance démographique quatre fois inférieure au groupe précédent (+65% contre +15%). Dans ce groupe, quatre régions connaissent même un recul de l'emploi (Champagne-Ardenne, Lorraine, Picardie et Franche Comté)*, et une seule région une évolution négative de sa population (Champagne-Ardenne).

* Parmi ces régions, certaines bénéficient d'un « amortisseur » de l'emploi lié à des phénomènes frontaliers.

Comparaison entre les groupes de régions¹ : leur part dans la croissance de la population et de l'emploi entre 1999 et 2009 (%) et leur poids dans l'emploi et la population françaises en 1999 et 2009 (%)

	Population			Emploi		
	part en 1999	part en 2009	part dans la croissance 99-09	part en 1999	part en 2009	part dans la croissance 99-09
Groupe 1 (8 Régions)	44%	45%	65%	40%	42%	70%
Groupe 2 (12 régions)	37%	35%	15%	34%	32%	7%
Ile de France	19%	19%	20%	26%	26%	22%

Données URSSAF / INSEE

* Groupe 1 : Aquitaine, Bretagne, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Pays-de-Loire, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-D'azur et Rhône-Alpes

- Groupe 2 : Alsace, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Limousin, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais et Picardie / La Corse n'est pas intégrée dans ces mesures.

c- Le Grand-Est* en plus grande difficulté

Les cinq régions du quart Nord-Est, toutes dans le second groupe, apparaissent, au vu des indicateurs présentés ci-dessus, toujours plus isolées des évolutions moyennes des 22 régions.

Le Grand-Est représente 13,3% de la population de France métropolitaine et 12,1% des emplois salariés du secteur marchand. Entre 1999 et 2009, ces régions ont connu une baisse de -0,9% de l'emploi salarié marchand (-14 700 postes). La croissance démographique a, quant à elle, été de 2,7% sur la période (soit +222 000 habitants).

Plus forte présence de l'industrie

En 2000, les cinq régions du quart Nord-Est étaient caractérisées par un emploi industriel encore très présent dans l'emploi salarié du secteur marchand (32% des emplois, contre 24% en France métropolitaine).

La décennie a été marquée par un très net recul de l'emploi des industries manufacturières en France (-22% entre 2000 et 2010), mais il a été plus fort dans le Grand-Est (-26%). En 2010, le poids de l'industrie manufacturière ne s'élève plus qu'à 24% dans le Grand-Est (17% en France métropolitaine).

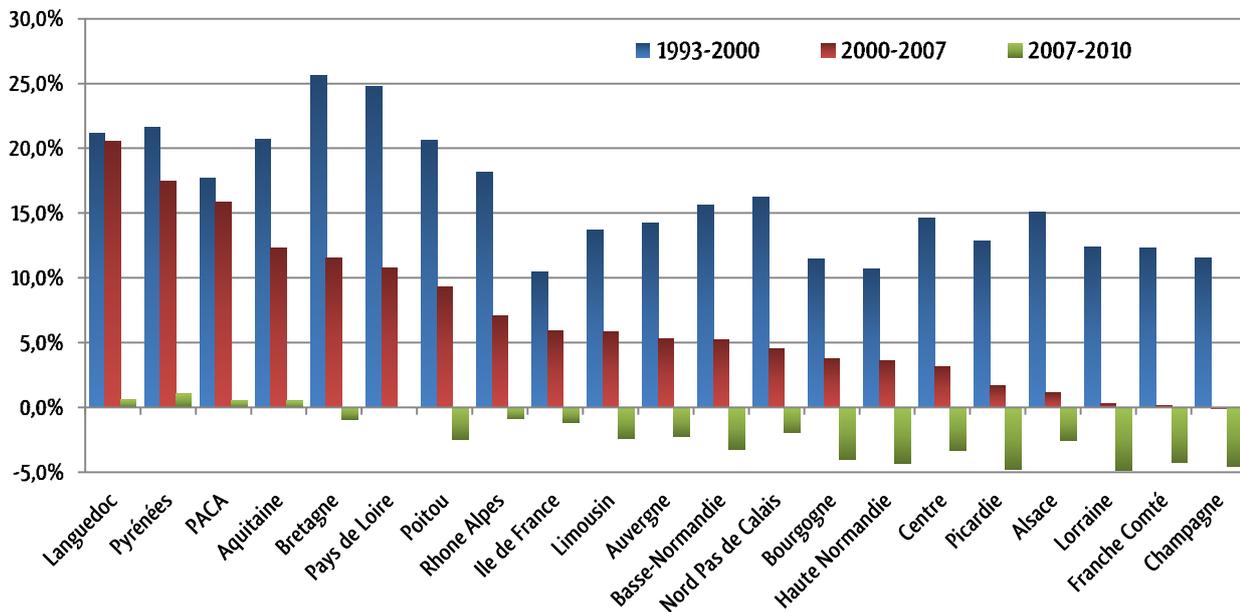
* Grand Est : Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté et Lorraine

2- Un décrochage qui a commencé en 2000 et s'est amplifié avec l'arrivée de la crise de 2008

a. Une première période entre 1993 et 2000 : progression de l'emploi dans toutes les régions

Sur la période 1993-2010, l'évolution de l'emploi marchand montre distinctement trois phases. **La première, de 1993 à 2000** est fortement créatrice d'emplois pour la totalité des régions françaises. 2,084 millions d'emplois ont été créés en France métropolitaine (+15,6%). La Lorraine affiche sur cette période une croissance de +12,4%, soit 58 800 emplois supplémentaires. Aucune région française n'a eu sur la période un taux de croissance de l'emploi salarié marchand inférieur à +10%.

Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand
sur les périodes 1993-2000 ; 2000-2007 et 2007-2010 (%)



Données Pôle emploi (Unistatis)

b- Le tournant de la décennie 2000 : la diagonale Nord-Ouest <-> Sud-Est

La deuxième période, entre 2000 et 2007, est marquée par d'importantes inégalités en termes de croissance de l'emploi. C'est à partir de ce moment que se dessinent très nettement les disparités de développement de l'emploi entre les groupes de régions détaillés ci-avant. Entre 2000 et 2007, la France a créé 1,15 millions d'emplois dans le secteur marchand. Cela représente une croissance de +7,4%, mais sa répartition entre les régions est très hétérogène :

Des régions en tête : 6 régions affichent des taux de croissance de plus de 10% : Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, PACA, Aquitaine, Bretagne et Pays-de-Loire. Ces six régions ont créé 53% des emplois français entre 2000 et 2007, alors qu'elles représentaient 29% du stock d'emplois en 2007.

Des régions intermédiaires : 6 régions affichent des taux de croissance compris entre +5% et +10% : Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Ile-de-France, Limousin, Auvergne et Basse-Normandie.

Ces six régions ont créé 37% des emplois sur la période, alors qu'elles représentaient 43% du stock d'emplois en 2007.

Des régions en difficulté : 9 régions ont des taux de croissance inférieurs à +5% : Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne, Haute-Normandie, Centre, Picardie, Alsace. La Lorraine, la Franche-Comté et Champagne-Ardenne affichent des taux de croissance nuls, voire négatifs. Ces 9 régions ont bénéficié de 9% des créations d'emploi nationales, alors qu'elles représentaient 27% des emplois du pays.

c- La Lorraine particulièrement touchée sur la période 2007-2010

C'est donc bien dans un contexte d'inégalités montantes, entamé au début des années 2000, que la crise économique de 2008 est arrivée. Sur la période 2007-2010, seules 5 régions accroissent ou maintiennent leur nombre d'emplois marchand, et 16 régions affichent un recul. Avec une perte de 5% des emplois, la Lorraine affiche la plus forte baisse relative du nombre d'emplois (soit -26 000).

Chapitre 2- Les évolutions des secteurs d'activité en Lorraine

Entre 2000 et 2010, l'emploi salarié* a reculé de 5% en Lorraine alors qu'il a cru de 6% en France métropolitaine. Si la Lorraine avait suivi la même tendance que la moyenne française, elle compterait aujourd'hui 56 000 emplois supplémentaires. Avec la dernière crise démarrée en 2008, on a pu voir à quel point l'emploi était réactif à la conjoncture dans notre région. Cela s'explique en partie par les spécialisations de l'économie lorraine dans des branches industrielles qui connaissent d'importantes mutations (métallurgie, automobile, chimie, ...) et le niveau d'ouverture de la région au commerce extérieur (30% du PIB régional). Ces évolutions sont très contrastées dans les différents secteurs d'activité. Dans les spécialisations de la Lorraine, on trouve néanmoins des évolutions positives dans des domaines d'activité porteurs (énergie, environnement,...).

Cependant, la plupart des secteurs créateurs d'emploi restent sous-représentés dans l'économie régionale. On trouve notamment dans ces secteurs les services aux entreprises, dont la Lorraine n'a que trop peu profité du développement récent.

Suite aux crises des industries « historiques », la Lorraine a cherché des relais pour l'emploi dans les industries « de reconversion ». Ces secteurs ont aujourd'hui entamé un tournant, dans la mesure où ils connaissent des évolutions négatives de l'emploi, depuis le deuxième choc industriel (repéré par le CESEL en 2004). Quels sont aujourd'hui les relais possibles ? Dans quelle mesure la puissance publique pourra mener des politiques industrielles dynamiques et stratégiques ?

Ces phénomènes impliquent des politiques régionales de développement économique spécifiques en Lorraine. Elles nécessitent davantage de réactivité, de coordination et d'anticipation.

D'une part, ces politiques doivent viser à **consolider les filières identitaires** de la région (matériaux, bois, eaux, ...). Elles connaissent à l'heure actuelle des mutations importantes et détiennent toutes de réels potentiels de croissance et d'emploi sur lesquels il faut orienter leur développement (nouveaux matériaux et procédés, économie circulaire et décarbonée, énergies renouvelables, écoconstruction, ...).

D'autre part, la Lorraine doit se fixer comme objectif de rattraper son retard dans certains domaines stratégiques, notamment dans **les services aux entreprises**. Contrairement à la moyenne française, les emplois créés dans ces secteurs lors de la dernière décennie n'ont pas compensé les pertes dans l'industrie manufacturière.

* L'étude qui suit repose sur une analyse de données de l'emploi salarié du secteur marchand, fournies par le portail UNIS-TATIS.

1- Des spécialisations sectorielles pénalisantes pour la Lorraine

a- Recul de l'emploi sur la dernière décennie en Lorraine, hausse en France

Evolution des secteurs d'activité en Lorraine : une différence de 56 000 emplois par rapport à la moyenne nationale

Sur la période 2000-2010, l'évolution de l'emploi dans les secteurs d'activité concurrentiels a été nettement moins favorable en Lorraine qu'au niveau national, avec une perte d'emplois de -5% contre une progression moyenne en France métropolitaine de +6%. Si la Lorraine avait suivi la même tendance, elle compterait à la fin 2010 plus de 56 000 emplois supplémentaires.

Une évolution sectorielle qui reste difficile pour la Lorraine

Dans les treize secteurs répertoriés dans le tableau ci-dessous, la Lorraine compte seulement sept secteurs avec une évolution positive de l'emploi et six secteurs qui connaissent une évolution négative, contre dix secteurs positifs et trois secteurs négatifs pour la France métropolitaine.

De 2000 à 2010, c'est le secteur des industries manufacturières qui aura le plus souffert avec un recul de 31% des emplois (-42 700 emplois) et le secteur immobilier avec une évolution de -20% des emplois (-1 140 emplois). Le secteur de la construction recule légèrement sur la décennie en Lorraine (-1%) contre une progression de +16% en France.

Cet écart de croissance de l'emploi salarié entre la Lorraine et la France métropolitaine concerne pratiquement l'ensemble des secteurs d'activité à l'exception de deux d'entre eux : hébergement et restauration et l'énergie-déchets, qui connaissent une croissance identique à celle de la moyenne nationale.

Emploi salarié des principaux secteurs marchands et évolution 2000-2010 (%) en Lorraine et France métropolitaine

	Lorraine			France métropolitaine		
	2010		Evolution 2000-2010 (%)	2010		Evolution 2000-2010 (%)
	Nombre d'emplois	part dans l'emploi		Nombre d'emplois	part dans l'emploi	
Agriculture, industries agroalimentaires et extractives	19 222	3,8%	-10%	532 758	3,3%	-6%
Industries manufacturières	96 195	18,8%	-31%	2 329 411	14,2%	-25%
Energie, eau et déchets	7 081	1,4%	37%	168 018	1,0%	38%
Construction	47 994	9,4%	-1%	1 462 275	8,9%	16%
Commerce	93 989	18,4%	-2%	2 974 940	18,2%	4%
Transports, logistique	25 256	4,9%	2%	856 430	5,2%	20%
Hébergement et restauration	24 393	4,8%	21%	909 805	5,6%	21%
TIC	6 678	1,3%	-5%	583 640	3,6%	19%
Finance et assurance	16 085	3,2%	6%	713 235	4,4%	7%
Immobilier	4 544	0,9%	-20%	209 727	1,3%	-2%
Services aux entreprises	72 556	14,2%	4%	2 908 244	17,8%	19%
Administration pub., santé, enseignement, action sociale	80 190	15,7%	19%	2 202 502	13,4%	24%
Autres services	16 195	3,2%	8%	532 357	3,2%	7%
TOTAL	510 378	100,0%	-5%	16 383 342	100,0%	6%

Données Pôle emploi (Unistatis)

b- Une sous-représentation dans les secteurs les plus dynamiques

Secteur marchand : deux salariés sur trois dans un secteur qui perd de l'emploi

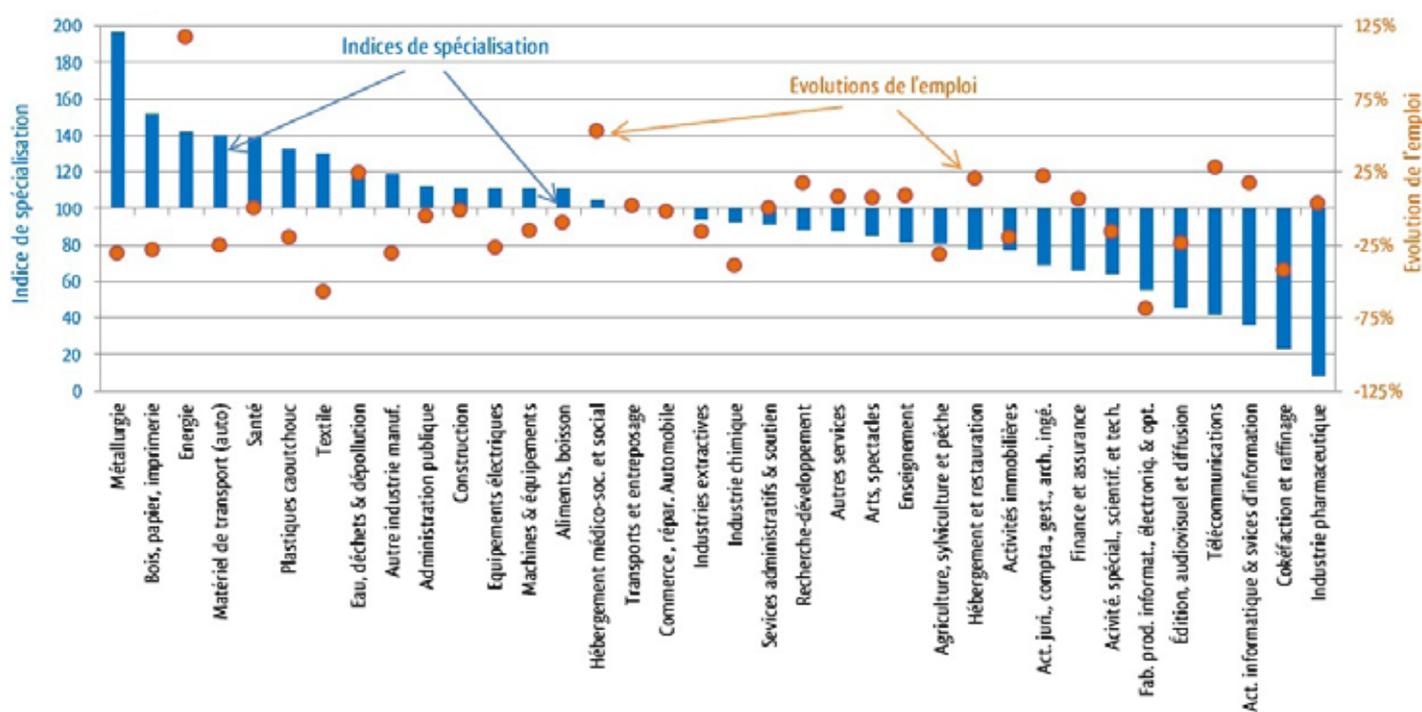
Les spécialisations sectorielles de la Lorraine sont peu favorables à l'évolution de l'emploi. Dans les 15 principaux secteurs pour lesquels la région apparaît comme plus représentée (indice de spécialisation >100), 13 sont des secteurs dont l'emploi recule. Ils sont essentiellement des secteurs industriels fortement concurrentiels. Pour la moyenne française, les secteurs dont l'emploi recule concernent un salarié sur cinq, contre deux sur trois en Lorraine.

Métallurgie, bois, automobile : des filières «identitaires»

Un salarié lorrain sur 20 du secteur privé travaille dans le secteur de la métallurgie (contre 1 sur 40 en France), ce qui place la Lorraine en tête des régions françaises sur cette spécialité. D'autres filières industrielles sont également très représentées dans la région (bois, automobile, plasturgie-chimie, ...).

Malgré des pertes globales d'emplois, ces activités restent néanmoins porteuses de débouchés dans l'avenir sur lesquels la Lorraine doit s'appuyer. Elles s'inscrivent dans le cadre de filières stratégiques dont il faut consolider la présence en Lorraine par une politique ciblée.

Indice de spécialisation* et évolution de l'emploi salarié des secteurs de l'économie marchande lorraine entre 2000 et 2010 (%)



Données Pôle emploi (Unistatis)

Note de lecture : L'industrie textile est plus présente dans l'économie lorraine que la moyenne française (indice = 130, histogramme bleu). Entre 2000 et 2010, elle a perdu 57% de ses emplois dans la région (point orange)

* L'indice de spécialisation montre les secteurs surreprésentés ($i > 100$) et sous-représentés ($i < 100$) dans l'emploi en Lorraine par rapport à la moyenne française.

Indice = (part du secteur dans l'emploi en Lorraine / part du secteur dans l'emploi en France) x 100

Seuls 3 secteurs « de spécialité » gagnent de l'emploi

La Lorraine est plus spécialisée dans trois secteurs qui ont créé de l'emploi lors de la dernière décennie. Il s'agit du secteur de l'énergie, du secteur de l'eau-déchets-dépollution et du secteur de l'hébergement médico-social et social. A eux trois, ils ont généré plus de 14 000 emplois sur la période.

12 000 emplois créés dans des secteurs encore peu présents en Lorraine

Dix autres secteurs ont évolué positivement dans la région : la R&D, les arts et spectacles, l'enseignement, l'hôtellerie-restauration, diverses activités de services aux entreprises (voir ci-après), la finance et les assurances, les télécommunications, les TIC et l'industrie pharmaceutique. Ces secteurs ont créés 12 000 emplois en 10 ans, mais leur présence dans l'économie régionale est trop faible pour que cela compense les pertes enregistrées par ailleurs.

2- Industries de reconversion et services aux entreprises peu dynamiques

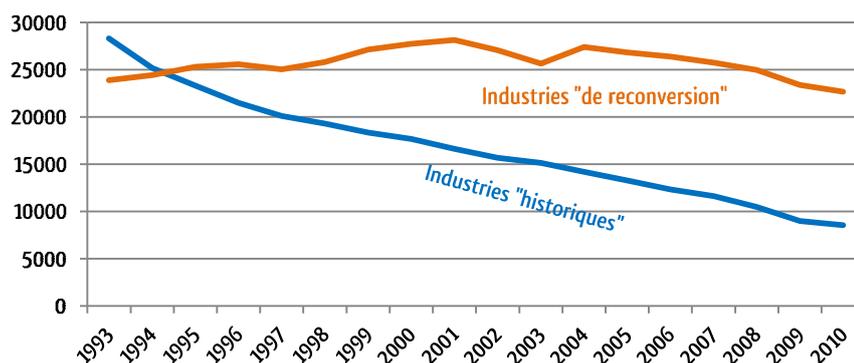
c- Les industries de reconversion en panne de création d'emplois

Avec la crise des industries de base (sidérurgie, mines, textile), la Lorraine s'est engagée dans un processus long et difficile de reconversion industrielle, au travers notamment de l'industrie automobile (équipementiers et constructeurs), qui place en 2010 la région au premier rang des régions équipementières.

En 1993, soit près de 20 ans après le début de la crise de l'emploi dans les secteurs des industries historiques, celles-ci représentent encore plus de 28 000 salariés contre 24 000 pour les industries dites de reconversion. En 2010, les industries historiques sont passées sous la barre des 9 000 salariés. Les industries de reconversion, après avoir progressé jusqu'en 2004, amorcent depuis un recul des emplois, notamment dans le secteur de l'industrie automobile.

* Voir annexe pour le détail des secteurs « industries historiques », « industries de reconversion » et « services aux entreprises »

Emplois salariés marchands dans les secteurs industriels « historiques » et « de reconversion en Lorraine »



Données Pôle emploi (UNISTATIS)

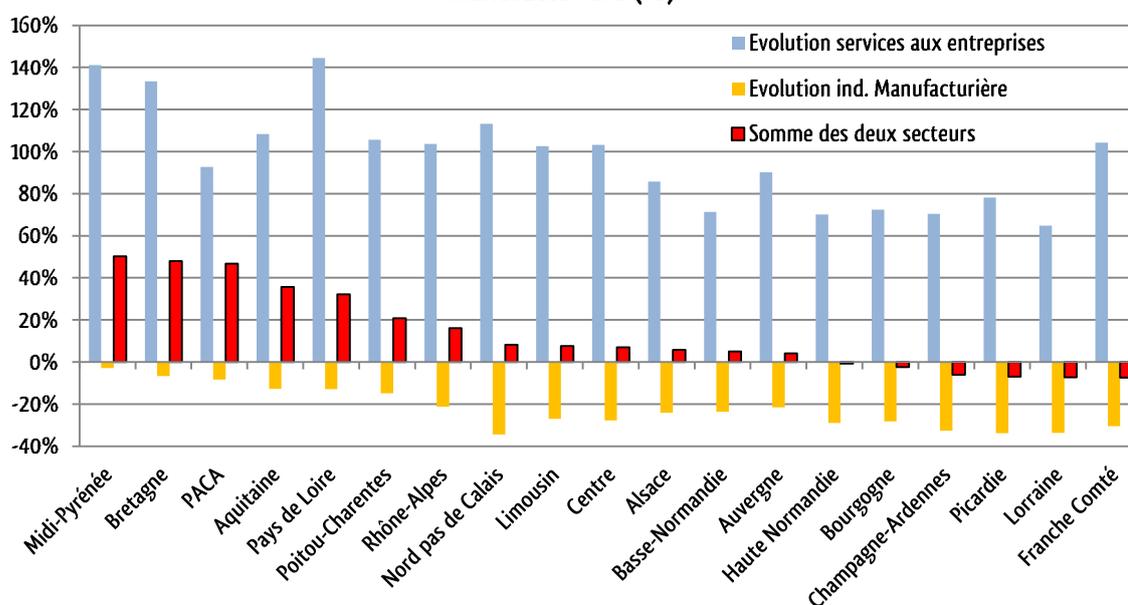
d- L'industrie et les services aux entreprises

Avec l'externalisation d'une partie des activités des entreprises industrielles (nettoyage, informatique, gardiennage, publicité,...), l'économie a connu un fort développement des emplois dans les services aux entreprises. La Lorraine n'a pas échappé à ce processus, mais le niveau de création d'emplois dans les activités de services aux entreprises reste cependant nettement moins important, handicapé, semble-t-il, par la structure des entreprises présentes sur le territoire lorrain.

La somme des emplois perdus dans l'industrie manufacturière et des emplois gagnés dans les services aux entreprises fait apparaître la Lorraine en dernière position, avec un solde négatif de 14 400 emplois.

La part des services aux entreprises dans l'économie ne cesse de croître. Elle reste très liée au maintien d'un tissu industriel, surtout s'il est positionné sur des niches à forte valeur ajoutée mais également à la présence de sièges sociaux. Mais les évolutions de l'emploi dans les services aux entreprises sont également importantes dans des régions moins industrielles. Une stratégie de développement dans ces secteurs apparaît dès lors comme vitale pour l'avenir de l'emploi.

Evolution entre 1993 et 2010 de l'emploi salarié marchand dans les services aux entreprises et l'industrie manufacturière (%)



Données Pôle emploi (UNISTATIS)

e- Une augmentation de la qualification professionnelle

La structure des qualifications a également fortement évolué lors de la dernière décennie, notamment dans l'industrie où le nombre d'ouvriers et d'employés a baissé au profit des cadres et professions intermédiaires.

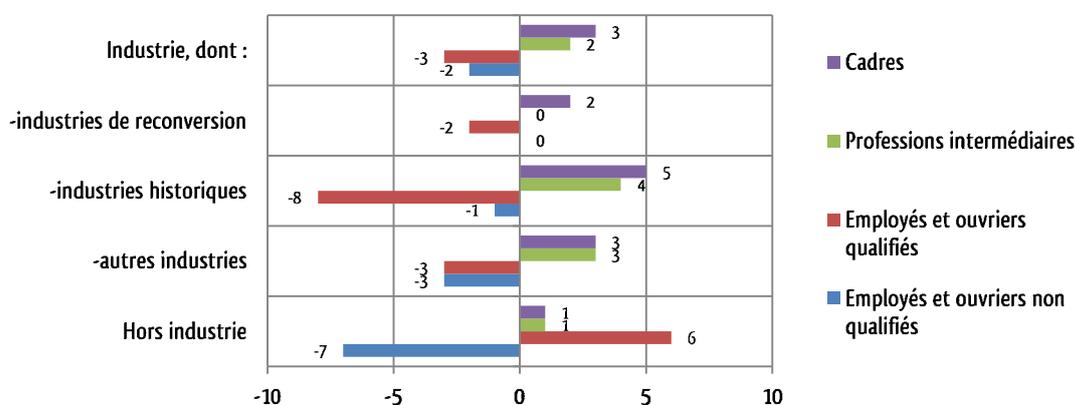
Selon une récente étude de la DARES et du Centre d'Analyse Stratégique*, « la part des métiers occupés

par des cadres ou des professions intermédiaires pourrait passer de 39% de l'emploi total en 2010 à 40,6% en 2020, tandis que les métiers peu qualifiés d'employés ou d'ouvriers se maintiendraient à un niveau proche de 18%. Les femmes devraient continuer à investir les métiers de cadres. Elles pourraient représenter 48,8% des personnes en emploi en 2020 contre 47,5% en 2010 ».

Ces évolutions montrent à quel point la politique de formation reste déterminante dans l'anticipation des mutations économiques.

* DARES Analyses n°022, *Les métiers en 2020*, mars 2012

Evolution entre 1999 et 2007 de la qualification professionnelle (%)



Données INSEE, Calculs OREFQ

Chapitre 3- Les évolutions de la population active en Lorraine

La population active* s'élève à 1,089 millions de personnes en Lorraine en 2009. Ses facteurs d'évolution sont multiples. Ils concernent l'alternance des générations nombreuses et des générations creuses sur le marché du travail, les migrations entre les régions, l'augmentation de la durée d'activité, l'augmentation de l'activité féminine, ...

Ainsi, sur la période 1999 – 2009, la population active a **augmenté** en Lorraine de 8% (+80 000 personnes). Cette hausse résulte principalement de la **participation croissante des femmes au marché du travail**. Cependant, **une stabilisation** de la population active pourrait intervenir dès 2013, en raison d'un déficit migratoire chez les jeunes et d'un vieillissement de la population active. A cette période, succèderait **une baisse** de la population active à partir des années 2020, ce qui signifie davantage de retraits du marché du travail que d'arrivées.

* Définition : la population active telle qu'elle est définie par l'INSEE est issue des données du recensement de la population. Elle comprend toutes les personnes déclarant exercer un emploi ou être à la recherche d'un emploi.

Les pyramides des âges de la population active permettent d'anticiper d'éventuels déséquilibres entre l'offre et la demande sur le marché du travail.** En effet, le nombre de départs en fin de carrière pourrait atteindre une moyenne de 20 000 par an d'ici à 2020. Ainsi, même des secteurs d'activité qui perdent de l'emploi vont faire appel à de la main d'œuvre dans les prochaines années en raison de nombreux départs à la retraite.

On peut également **anticiper un vieillissement de la population** : en 2010, on compte 10,7 actifs pour 1 personne de 80 ans et plus en Lorraine (9,8 pour la France métropolitaine), ce rapport passera à 6,2 en 2030 (6,1 pour la FM). Ces évolutions vont entraîner de nouveaux besoins dans les services à la personne.

Les évolutions de population active dans les territoires sont très contrastées en Lorraine. Elles marquent déjà un recul dans trois des quinze zones d'emploi de la région (Remiremont, Bar-le-Duc et Neufchâteau). Au contraire, certains bassins connaissent d'importantes hausses de la population active, il s'agit notamment des territoires frontaliers.

** Une observation plus fine de ces données sera livrée dans le cadre d'une étude partenariale entre le CESEL et l'INSEE Lorraine.

Population active en Lorraine, données issues du recensement 2009, INSEE

Population active totale	Hommes	Femmes	15-24 ans	25-54 ans	55-64 ans	
1 089 000	580 200	508 800	137 500	840 000	111 500	
Population active occupée (au lieu de résidence)	Agriculteurs	Artisans, commerçants, chefs d'ent.	Cadres, professions intellectuelles	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
960 900	12 500	45 900	115 000	233 500	293 000	261 000
Population active occupée (au lieu de travail)	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce, transports, services	Administration publique, santé, enseignement, action sociale	
865 060	18 928	147 383	59 791	335 916	303 442	

1- La Lorraine au 12ème rang des régions pour l'évolution de sa population active

Une meilleure participation des femmes au marché du travail tire la croissance de la population active lorraine entre 1999 et 2009...

La Lorraine présente des évolutions démographiques nettement moins favorables que la plupart des régions : l'augmentation de +1,6% (soit + 37 400 personnes) entre 1999 et 2009 de la population place la Lorraine au 20ème rang sur 22 des régions. Cependant, l'évolution du nombre d'actifs sur la période situe la région dans le milieu du tableau (12ème rang). En effet, de 1999 à 2009, la Lorraine connaît une croissance de 8% du nombre d'actifs (+80 000 personnes) soit 3% de l'augmentation nationale.

Cette augmentation de la population active est tirée principalement par une participation croissante des femmes sur le marché du travail. En effet, sur les

80 000 actifs supplémentaires, plus de 65 000 sont des femmes, ce qui confirme un «rattrapage» de la Lorraine en termes d'activité féminine.

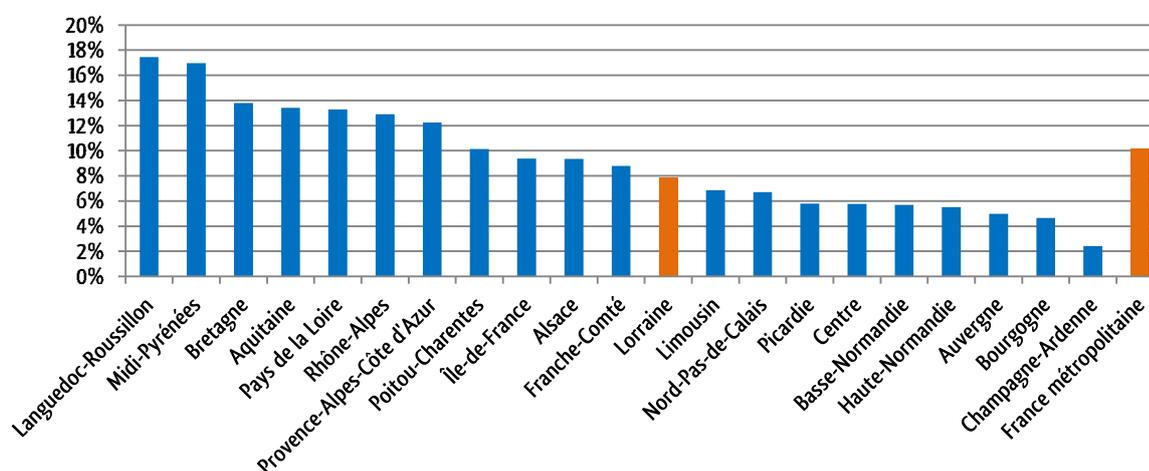
... mais des projections moins favorables pour la Lorraine à l'horizon 2030*

Selon les plus récentes projections de l'INSEE sur l'évolution de la population active dans les régions, la Lorraine ferait partie des quatre régions qui connaîtraient une évolution négative (-2,01%), avec Champagne-Ardenne (-5,31%), Bourgogne (-0,94%) et Basse-Normandie (-0,75%) à l'horizon 2030. La population active augmenterait significativement dans dix régions, situées dans le Sud et l'Ouest du pays, ainsi qu'en Île-de-France.

Au total, le nombre d'actifs en France augmenterait entre 2010 et 2030 de 6,5%. La grande partie de cette hausse se produirait entre 2010 et 2025, après laquelle la population active stagnerait pendant une décennie puis augmenterait à nouveau à partir de 2035. En Lorraine, elle serait stable entre 2010 et 2020 et commencerait à baisser à partir de 2021.

* Insee Première n°1371, *La population active en métropole à l'horizon 2030 : une croissance significative dans 10 régions*, Octobre 2011

Evolution du nombre d'actifs de 15 à 64 ans entre 1999 et 2009 (%)



2- Les défis posés à la Lorraine dans les évolutions de population active

a- Un taux d'activité des seniors nettement inférieur à la moyenne nationale

Le taux d'activité en Lorraine est de 70%, contre 72% en France métropolitaine. Il a augmenté de 3 points depuis 1999 en Lorraine comme en France, notamment grâce à la progression de l'activité féminine. Cependant, il existe encore une différence entre le taux d'activité féminin (66% en Lorraine, contre 68% en France) et masculin (75% en Lorraine contre 76% en France).

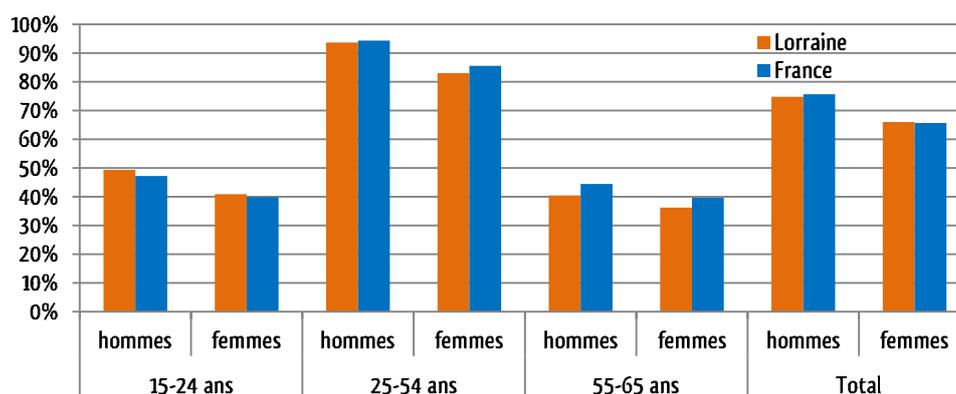
Selon les âges, on note une activité plus importante des jeunes en Lorraine, notamment chez les hommes de 15 à 24 ans. Le taux d'activité des

jeunes est de 45,2% en Lorraine contre 43,6% en France, soit une différence de 1,6 point. Cet écart est lié à la plus faible participation dans les formations supérieures des jeunes lorrains, qui entrent en moyenne plus tôt sur le marché du travail.

Pour les 25-54 ans, le taux d'activité est identique chez les hommes, mais marque un retard de 3 points par rapport à la moyenne française chez les femmes.

En ce qui concerne les seniors, leur taux d'activité est de 38,3% en Lorraine contre 42% en France, ce qui représente un écart de 3,7 points. Cette différence s'explique en partie par une proportion plus importante de « pré-retraités » dans la population des 55-65 ans. Le taux d'activité des seniors reste néanmoins très faible, surtout en comparaison avec la plupart des pays européens.

Taux d'activité* par tranches d'âges (%)



Données INSEE, Recensement de la population 2009

* = Nombre d'actifs dans une tranche d'âges / population totale de la tranche d'âges

b- Les disparités territoriales dans la région

Les bassins d'emploi régionaux n'ont pas tous connu les mêmes évolutions de la population active. En effet, trois bassins ont vu un recul du nombre d'actifs, alors que quatre autres ont connu une progression supérieure à +10%, la moyenne nationale. Le taux d'activité varie de 65% dans la zone d'emploi de Forbach à 73% dans celle de Thionville.

Trois zones d'emploi ont vu reculer le nombre d'actifs en 10 ans

Il s'agit de Neufchâteau (-3%), Bar-le-Duc (-1%) et Remiremont (-1%) qui sont trois bassins d'emplois identifiés comme connaissant une des difficultés démographiques.

Les deux zones connaissant la plus forte progression sont deux bassins frontaliers : Longwy (+16%) et Thionville (+16%).

Le taux d'activité du bassin de Thionville dépasse la moyenne nationale (73% contre 72%).

L'effet métropolitain est également notable, avec Metz et Nancy dont les bassins d'emploi connaissent des progressions importantes. L'attractivité de Nancy pour les étudiants est visible dans son faible taux d'activité (69%), ces derniers n'étant pas inclus dans la population active.

On remarquera également des progressions importantes dans les zones d'emploi de Commercy (+12%), Sarrebourg (+9%) et Verdun (+8%).

Données sur la population active par territoire en 1999 et 2009

	Actifs 15-64 ans en 2009	évolution 1999-2009	Taux d'activité ¹⁵ 1999	Taux d'activité 2009	Taux d'activité des hommes 2009	Taux d'activité des femmes 2009
Longwy	50 565	16%	65%	71%	77%	66%
Thionville	104 275	16%	66%	73%	78%	68%
Commercy	20 162	12%	66%	71%	76%	65%
Metz	243 077	12%	66%	72%	76%	68%
Sarrebourg	34 477	9%	69%	73%	78%	67%
Verdun	28 548	8%	67%	71%	77%	65%
Nancy	240 316	8%	66%	69%	72%	66%
Sarreguemines	52 316	6%	67%	70%	75%	64%
Lunéville	14 759	6%	68%	70%	74%	65%
Épinal	74 568	4%	69%	71%	75%	67%
Saint-Dié-des-Vosges	39 561	3%	70%	71%	75%	67%
Forbach	95 362	2%	62%	65%	70%	60%
Remiremont	39 066	-1%	72%	72%	76%	69%
Bar-le-Duc	28 661	-1%	70%	72%	76%	68%
Neufchâteau	23 371	-3%	70%	71%	76%	66%
Lorraine	1 089 083	8%	67%	70%	75%	66%
France métropolitaine	29 134 507	10%	69%	72%	76%	68%

Données INSEE, Recensement de la population 2009

c- Une moyenne de 20 000 départs en fin de carrière par an jusqu'en 2020 en Lorraine

Une récente étude de la DARES* estime qu'à l'horizon 2020, le nombre de départs en fin de carrière en France devrait s'élever à 600 000 par an. D'après la structure de la population active en Lorraine et en conformité avec la projection de la DARES, le CESEL estime que d'ici 2020 en Lorraine, le nombre de départs annuels en fin de carrière serait proche de 20 000 par an. **Cet ordre de grandeur sera atteint même dans une perspective d'augmentation de l'âge moyen de cessation d'activité.**

Il s'agit d'anticiper ces mouvements au niveau des différents secteurs d'activité. A ce titre, la pyramide des âges des actifs occupés en Lorraine par famille professionnelle nous permet de faire ressortir les secteurs qui vont connaître d'importants départs en fin de carrière dans les prochaines années.

* Dares Analyses n°022, Les métiers en 2020 : progression et féminisation des emplois les plus qualifiés ; dynamisme des métiers d'aide et de soins aux personnes, Mars 2011

230 000 actifs occupés de plus de 50 ans résidant en Lorraine...

Sur les 965 000 actifs occupés résidant en Lorraine en 2008, on compte 230 000 actifs de plus de 50 ans, soit 23,7%. Les écarts sont importants, par exemple le secteur des services aux particuliers est le plus concerné avec 32% (soit 32 700 personnes) et le secteur informatique et télécommunications le moins concerné avec 14% (soit 1 600 personnes).

... dont plus de 20 000 actifs de plus de 50 ans dans la mécanique, la métallurgie et les industries de process...

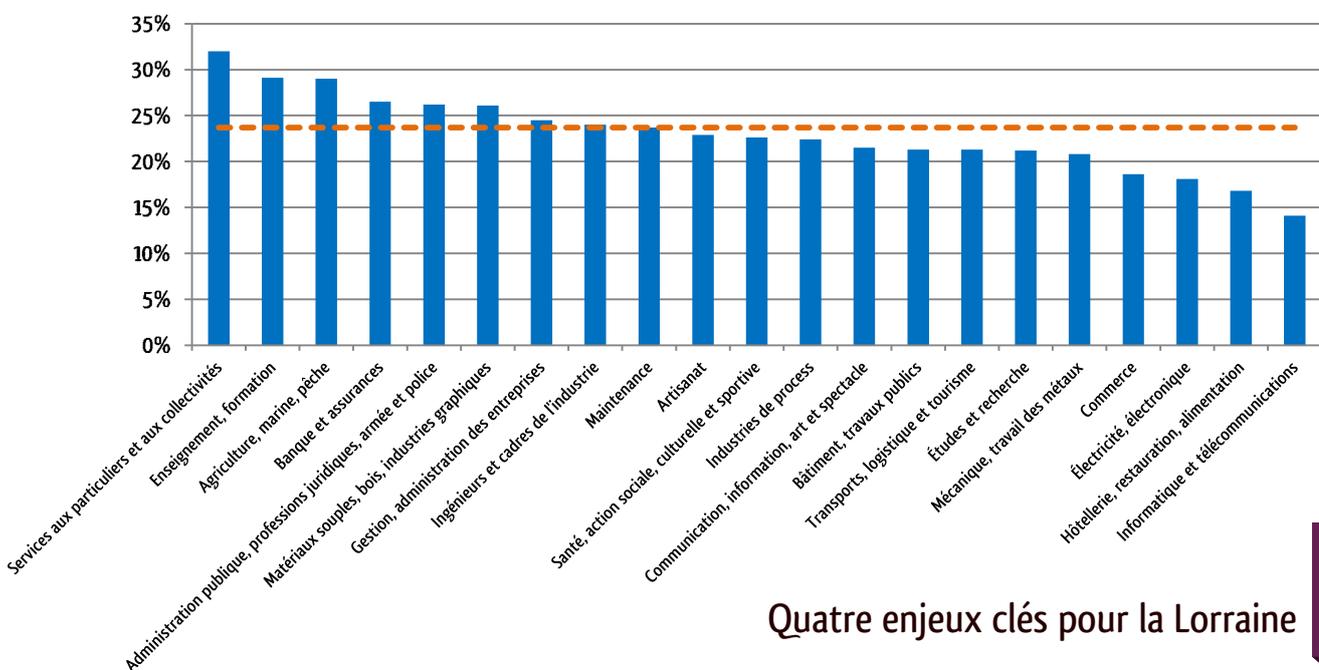
Ces familles professionnelles sont largement représentées chez les actifs occupés de la région en raison de ses spécialisations industrielles (voir chapitre précédent). Elles regroupent les secteurs de l'automobile, de la sidérurgie. Dans ce dernier secteur, on sait que certains établissements font état de pyramides des âges annonçant de nombreux départs à la retraite dans les prochaines années.

... et 78 000 personnes concernées dans les services aux particuliers et aux collectivités, l'administration publique et la santé

Ce sont les secteurs des services où les cessations d'activités vont être les plus importantes dans les prochaines années en nombre de postes.

Part des actifs en emploi de plus de 50 ans en fonction de la famille professionnelle en 2008 (%)

Moyenne Lorraine = 23,7%



Données INSEE-ORFQ, Recensement de la population 2008

Chapitre 4- Les évolutions du territoire lorrain

Dans « Nouveau portrait de la France : la société des modes de vie », le sociologue Jean Viard décrit comment a évolué notre manière de vivre le territoire : « nos modes de vie, nos attentes individuelles, nos rêves privés sont devenus des grands transformateurs sociaux et territoriaux ». La Lorraine n'a pas échappé aux mutations territoriales qui redessinent les espaces. On assistait dans les années 1990 à une concentration des emplois dans les pôles urbains et à une extension croissante de leurs couronnes.

De nombreuses études récentes nous permettent d'affirmer que ces phénomènes se sont amplifiés lors de la dernière décennie, en France comme en Lorraine. La moitié des emplois nouveaux créés entre 1999 et 2008 dans la région l'ont été dans les pôles urbains de Metz et de Nancy, malgré une stagnation démographique.

Si la croissance de l'emploi est concentrée dans les pôles urbains, la croissance démographique profite essentiellement aux petites communes situées dans les couronnes de ces pôles. Ainsi, lors de la dernière décennie, les communes lorraines de moins de 5 000 habitants ont gagné 58 000 résidents alors que celles de plus de 10 000 habitants en ont perdu 22 400. Les principales conséquences sont une **dissociation croissante entre les lieux de travail et les lieux de vie** qui entraîne une augmentation des distances domicile-travail, et une importante artificialisation des sols. La croissance de l'emploi frontalier au Luxembourg tend à amplifier ces phénomènes d'éloignement entre les lieux de vie et les lieux de travail en Lorraine.

La prochaine décennie sera décisive sur de nombreux aspects structurants en matière d'aménagement du territoire en Lorraine. L'élaboration d'un schéma « Réseau Métropolitain

Polycentrique Transfrontalier » (RMPT), la structuration du Sillon Lorrain, la révision du contour des intercommunalités, la construction de l'Eurodistrict SaarMoselle, le Groupement Européen de Coopération Territoriale Alzette-Belval (GECT), les Schémas de Cohérence Territoriaux (SCOT), ...

Ces chantiers, pour la plupart déjà entamés doivent relever trois types de défis majeurs :

- **Des défis économiques** (attractivité, développement des fonctions métropolitaines, développement des filières, financement des infrastructures y compris numériques, ...) ;
- **Des défis sociaux** (accès au logement, aux services, conciliation vie familiale-vie professionnelle, formation, culture, ...) ;
- **Des défis environnementaux** (réduction de l'impact environnemental des déplacements, préservation des sols et espaces naturels, densification des villes, efficacité énergétique...).

Chaque territoire doit trouver sa place dans un développement équilibré, respectueux des contraintes démographiques, économiques et environnementales posées à la Lorraine. Les acteurs lorrains disposent aujourd'hui des outils nécessaires pour relever ces défis.

1- Les grands pôles au cœur de la dynamique régionale

a- L'attraction des grands pôles s'étend sur l'emploi

Le zonage réalisé en 2010 par l'INSEE* permet de voir comment la structuration de la région autour

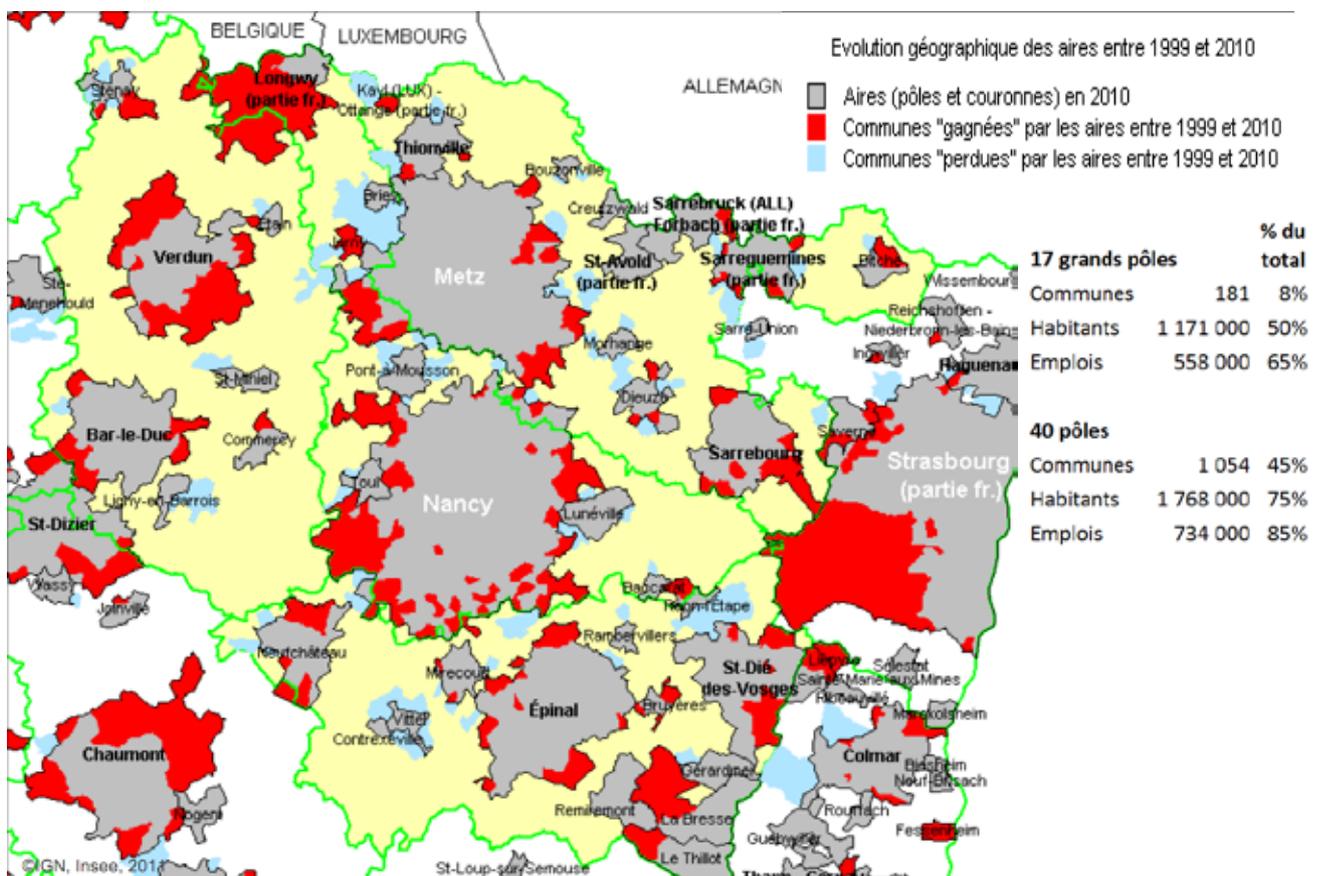
* INSEE Lorraine, *Le zonage en aires urbaines 2010 : un éclairage sur notre nouvelle façon d'habiter et de vivre l'espace*, Economie Lorraine n°269, Octobre 2011

des pôles s'est renforcée. 85% des emplois et 75% de la population sont concentrés dans 17 grands pôles, 5 pôles moyens et 18 petits pôles** et leurs couronnes***.

** **Grand pôle urbain** = unité urbaine de plus de 10 000 emplois, **moyen pôle** = unités urbaines de 5 000 à 10 000 emplois, **petit pôle** = unité urbaine de 1 500 à 5 000 emplois.

*** Les couronnes des pôles sont les communes dans lesquelles au moins 40% des actifs résidents travaillent dans le pôle et les communes attirées par celui-ci par un processus itératif.

Evolution géographique des aires entre 1999 et 2010



Carte INSEE Lorraine

Evolution de population dans les aires urbaines de Metz et de Nancy

Aire	Nombre de communes	Nombre d'habitants en 2008			Evolution entre 1999 et 2008			
		Pôle	Couronne	total	Pôle	Couronne	Total	(%)
Nancy	285	286 733	147 469	432 202	-44 630	+74 868	+30 238	+7,5%
Metz	218	290 523	99 080	389 603	-25 222	+14 579	-10 643	-2,7%

INSEE Lorraine, EL n°269

La moitié des nouveaux emplois lorrains dans les pôles urbains de Metz et de Nancy...

Le rôle des grands pôles urbains de Metz et Nancy reste central. A eux deux, ils ont capté la moitié des hausses d'emploi de la région lors de la dernière décennie. Comme le montre la carte en page précédente, l'attraction de Nancy s'est accrue en direction du Toulinois et du Lunévillois. Celle du pôle messin s'est renforcée sur les actifs de la Nied, de la Seille et de communes à l'Ouest de l'agglomération.

... mais un manque de dynamisme démographique des noyaux urbains de Metz et de Nancy...

Du point de vue démographique, les évolutions des aires urbaines des deux principales villes lorraines restent en deçà de la moyenne des aires urbaines similaires en France, et surtout, en deçà de la progression de l'emploi dans ces territoires. Dans le classement français des aires urbaines en nombre d'habitants, Nancy passe de la 17ème à la 20ème place et Metz glisse de la 18ème à la 24ème place*.

... et une extension géographique des pôles, sans densification

Il apparaît que si les pôles urbains grandissent, c'est plus par extension que par densification de leur population. Par comparaison au zonage réalisé en 1999, les grands pôles ont absorbé des communes anciennement multipolarisées (dont les habitants travaillaient dans plusieurs pôles).

* Cette situation est en partie due à la révision du contour des unités urbaines par l'INSEE, voir étude INSEE, EL n°269

2- Une dissociation croissante entre lieux de vie et lieux de travail qui profite à la démographie des communes des grandes couronnes

a. Les unités urbaines** créent de l'emploi, mais ne gagnent pas d'habitants

La comparaison de la croissance de l'emploi avec celle de la population dans le cœur des aires urbaines (les unités urbaines), montre que les deux principales agglomérations lorraines n'ont pas gagné d'habitants lors de la dernière décennie alors qu'elles ont créé des emplois (+1% d'emplois par an pour Nancy et +1,2% d'emplois par an pour Metz).

Une **unité urbaine** est une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu qui compte au moins 2 000 habitants. Une **aire urbaine** est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. => **Aire urbaine = unité urbaine (>10 000 emplois) + couronne**

Metz et Nancy dans la moyenne d'un phénomène français

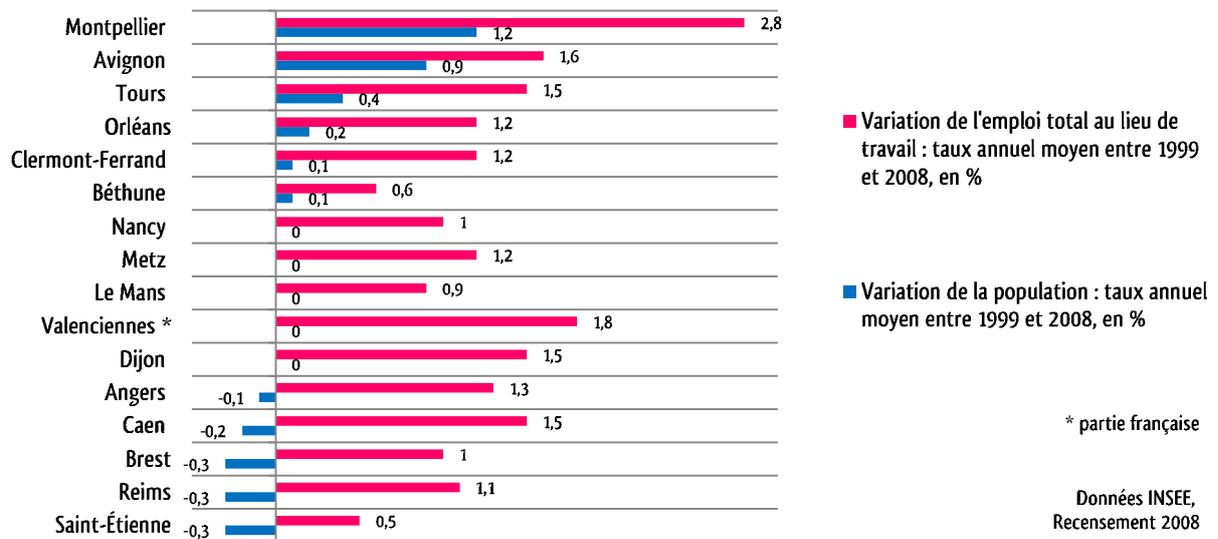
Comme le montre le schéma de cette page, la plupart des agglomérations dont l'aire urbaine est du même ordre de taille que Metz et Nancy ont également connu un écart significatif entre croissance de l'emploi et évolution démographique. Malgré des dynamiques très variées, propres à chacune de ces grandes villes, le constat est le même : les emplois créés dans les cœurs urbains sont nombreux alors qu'ils sont relativement moins attractifs pour les ménages.

Des choix résidentiels tournés vers les couronnes

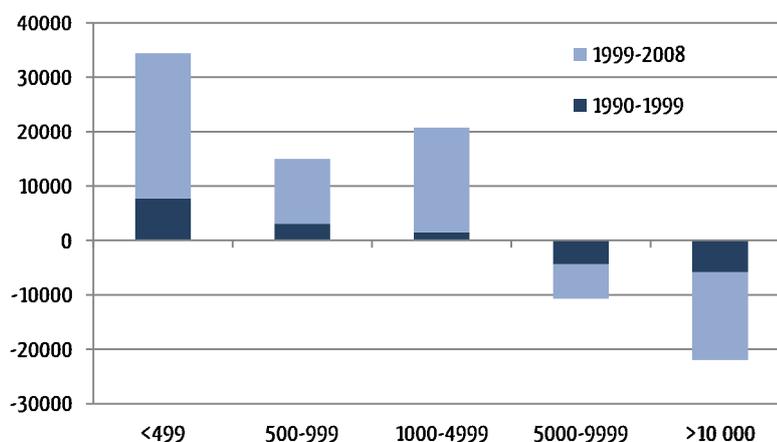
D'après l'INSEE Lorraine, en neuf ans « 36 000 habitants des 17 grands pôles lorrains ont déménagé vers la couronne, dont 72% de trentenaires avec enfants, contre 20 000 qui ont fait le chemin inverse, dont 38% ont entre 15 et 30 ans ». Cela représente un solde migratoire négatif de 16 000 habitants.

Evolution annuelle moyenne entre 1999 et 2008 de la démographie et des emplois (%)

Dans les unités urbaines dont l'aire urbaine totale regroupe entre 300 000 et 540 000 habitants



Evolution de la population en fonction de la taille des communes en Lorraine



b- Les petites communes ont gagné 58 000 habitants en dix ans

Les grandes communes ont perdu des habitants lors des deux dernières décennies. Ce phénomène s'est nettement accéléré les 9 dernières années. Parallèlement, ce sont les plus petites communes qui ont profité des mutations du territoire lorrain.

Les communes de moins de 5 000 habitants ont gagné 62 200 résidents en un peu moins de deux décennies (dont 58 000 pour les seules 9 dernières années), alors que les communes de plus de 5 000 habitants en ont perdu 32 700 (dont 22 400 les 9 dernières années).

Au niveau national, les grandes communes ont également connu une évolution moins favorable que les plus petites, mais elles ont en moyenne continué à gagner en population (elles ont gagné 7% de population entre 1990 et 2008 contre une baisse de -3% en Lorraine). Les communes de moins de 5 000 habitants ont, quant à elles, gagné 15% de population sur la période en France (+6% en Lorraine).

La faible croissance démographique lorraine, conjuguée aux mêmes choix résidentiels que les ménages des autres régions françaises, y compris les plus dynamiques, a donc pour effet un recul de

la population dans les grandes villes. Ce phénomène s'est considérablement accéléré lors de la dernière décennie.

c- Communes rurales : +7% d'habitants en 9 ans

Les communes n'appartenant pas à une agglomération sont définies comme communes «rurales». Elles sont 1948 en Lorraine, soit 83% du total des communes (81% en France hors Île-de-France). Elles représentent 27% de la population, une proportion identique à la moyenne française, et ont connu une croissance démographique de 7% en 9 ans (contre +10% en France).

Les évolutions de l'emploi sont inférieures aux évolutions de la population (+5% en 9 ans, contre +8% en France hors Île-de-France).

Ces moyennes cachent des disparités, notamment entre les communes rurales proches des grands pôles, plus dynamiques, et les communes rurales les plus éloignées, où le vieillissement de la population est plus marqué.

d- L'agglomération de Luxembourg joue également un rôle dans ces transformations

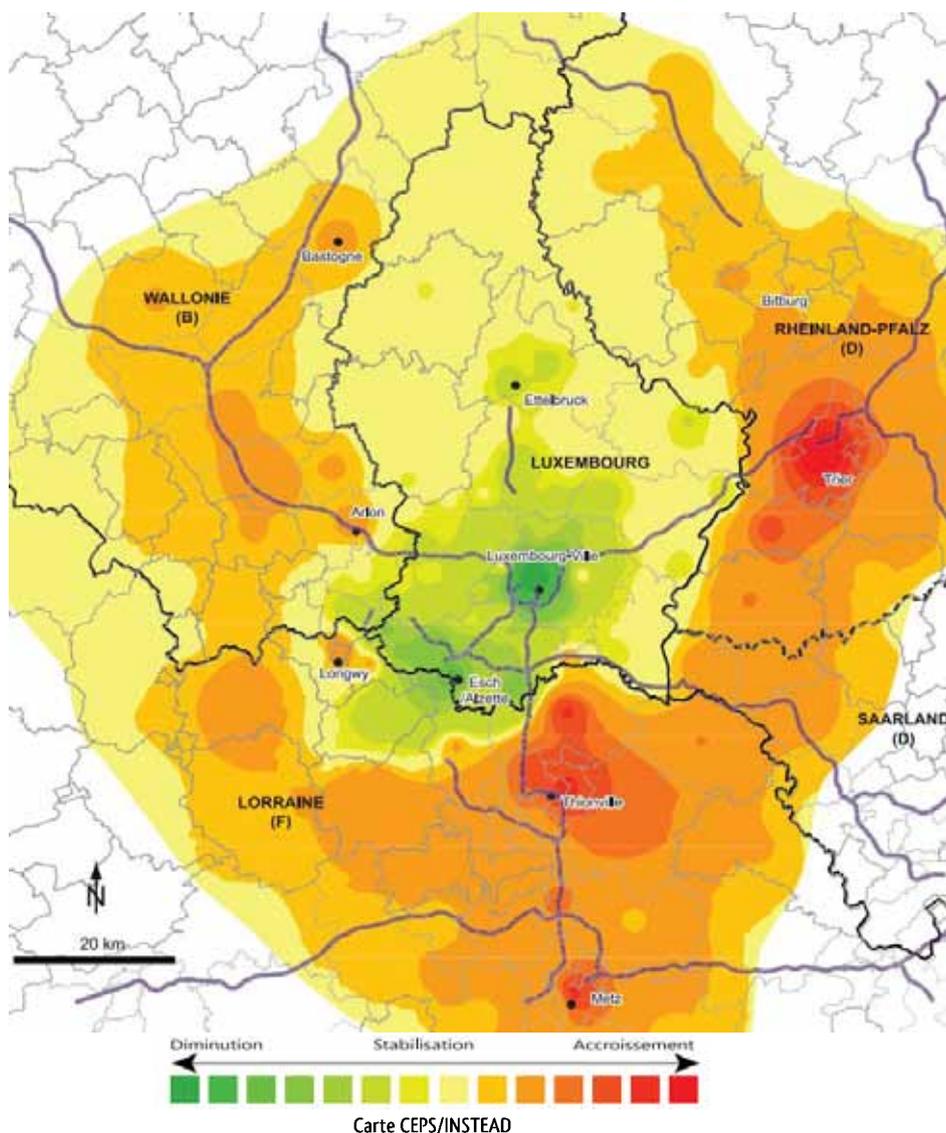
Dans une récente étude*, le CEPS/INSTEAD a montré la progression du caractère transfrontalier de l'agglomération urbaine de Luxembourg-Ville. La métropole luxembourgeoise, tout comme les aires urbaines de Metz et Nancy, connaît un phénomène d'expansion de son aire d'influence, « à travers l'intégration progressive de

nouvelles entités territoriales dans son giron ». En d'autres termes, la croissance de l'emploi dans l'agglomération se traduit par une croissance de la population dans des couronnes toujours plus éloignées.

La carte ci-dessous montre l'évolution relative de la densité des navetteurs vers l'agglomération de Luxembourg-Ville dans les communes environnantes. Cette densité a tendance à se tasser dans le contour proche de l'agglomération mais à progresser, notamment fortement autour des agglomérations de Trèves, Thionville et Metz.

* DECOVILLE A. & SOHN C., Cartographie de l'expansion de l'aire métropolitaine transfrontalière de Luxembourg, Les cahiers du CEPS/INSTEAD Geode n°2010 20, Octobre 2010, Luxembourg

Evolution relative de la densité des navetteurs vers l'agglomération de Luxembourg-Ville entre 1994 et 2008



3- Des conséquences environnementales et sociales à intégrer

a- Des déplacements domicile-travail supérieurs à la moyenne nationale

La conséquence la plus visible de la dissociation croissante entre les lieux de travail et de vie est l'augmentation des déplacements domicile-travail. Le recensement de la population de 2007 montre qu'il y a en Lorraine 999 000 navetteurs (déplacement domicile-travail/lieu d'études). La distance moyenne parcourue par navetteur par jour est de 22km en Lorraine, contre 20,2 en France (hors Île-de-France).

Il est supérieur à la moyenne nationale dans l'ensemble des départements, à l'exception des Vosges (20,7 km en Meurthe-et-Moselle, 24,5km en Meuse, 23,2km en Moselle et 20,1km dans les Vosges). Le phénomène frontalier explique en partie cet écart.

Cette différence avec la moyenne française amplifie les effets de deux contraintes. D'une part, d'un point de vue social, les ménages lorrains sont plus exposés à la contrainte de coût des déplacements, impacté par la hausse des prix des carburants, mais aussi plus exposés à la contrainte de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, liée au temps de transport. D'autre part, d'un point de vue environnemental, des déplacements domicile-travail plus élevés signifient, à l'heure où la voiture reste le principal moyen de transport, des émissions de gaz à effet de serre (et autres polluants) plus importantes par habitant que la moyenne des autres régions.

De moins en moins d'actifs travaillent dans leur commune de résidence.

Entre 1999 et 2009, la part des actifs résidant et travaillant dans la même commune est passée de 32,7% à 27,8% en Lorraine. C'est nettement inférieur à la moyenne des actifs français (hors Île-de-France), qui s'établit à 36,1% en 2009 et qui place la Lorraine au 21ème rang des régions, derrière Nord-Pas-de-Calais.

La Lorraine est devenue la première région pour la part des actifs travaillant à l'étranger, passant de 7,7% en 1999 à 9,4% en 2009 et dépassant ainsi l'Alsace.

b- L'artificialisation des sols continue

La problématique n'est pas spécifique à la Lorraine puisqu'au niveau national, 86 000ha d'espaces naturels et de surface agricole disparaissent chaque année, soit l'équivalent d'un département tous les 7 ans. Par comparaison, l'Allemagne consomme 20 à 30 000 ha. En Lorraine, l'artificialisation annuelle des sols est en moyenne de 4 300 ha*, soit 5% des surfaces artificialisées dans le pays.

La spécificité de la région est que pour un habitant gagné entre 1999 et 2008, 12 ares de terrain ont été artificialisés (hors infrastructures), soit le double de la moyenne des régions hors Île-de-France.

La principale raison pour laquelle l'habitat croît plus vite que la population réside dans le phénomène de desserrement des ménages. Le nombre de personnes par ménage (par logement) diminue continuellement. Ce changement de mode de vie, qui n'est pas propre à la Lorraine, a pour conséquence que depuis 1990, 80% de la variation du parc de logements a servi à absorber la décohabitation des ménages et non à accueillir des habitants supplémentaires.

* Source : DREAL Lorraine, Aménager autrement ? L'évolution de l'artificialisation des sols, Colloque : aménager durablement, les communes en mouvement, 21 Novembre 2011

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA LORRAINE



PARTIE 2

Activité des principaux secteurs et performances économiques régionales

	Page 47
1- Contexte économique et conjoncture des principaux secteurs d'activité lorrains	Page 47
2- PIB et contributions à la valeur ajoutée	Page 58
3- Commerce extérieur	Page 62
4- Investissements internationaux	Page 68
5- Démographie des entreprises	Page 73
6- Tourisme	Page 79
7- Economie sociale et solidaire	Page 82

Economie de la connaissance et capital humain

	Page 85
8- Recherche, développement et innovation	Page 85
9- Formations, qualifications et enseignement supérieur	Page 94

Activité des principaux secteurs et performances économiques régionales

1 – Contexte économique et conjoncture des principaux secteurs d'activité lorrains

1- La zone euro en récession, l'économie française à l'arrêt

La zone euro est en récession au 2ème trimestre 2012

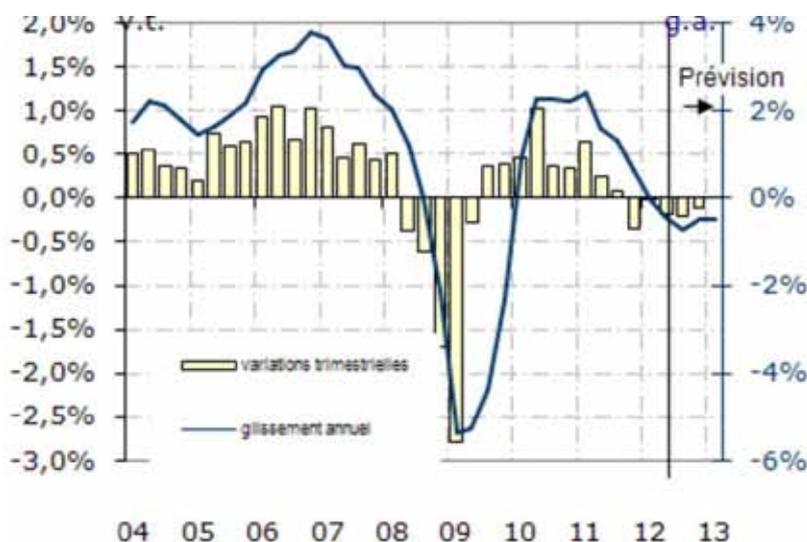
Les économies européennes connaissent un nouvel accès de faiblesse, en raison de la contraction de la demande intérieure. L'activité a reculé dans la zone euro (-0,2%, après +0,0% au premier trimestre). Le Royaume-Uni marque également une entrée en récession (-0,4% après -0,3%). Les contrastes sont toujours très marqués dans la zone, mais le recul d'activité semble s'installer même si l'Allemagne affiche une progression de +0,3%. La croissance a été nulle en France (+0,0%), alors que la récession s'est intensifiée en Espagne (-0,4%) et en Italie (-0,8%).

La Lorraine fortement liée au destin de la zone euro

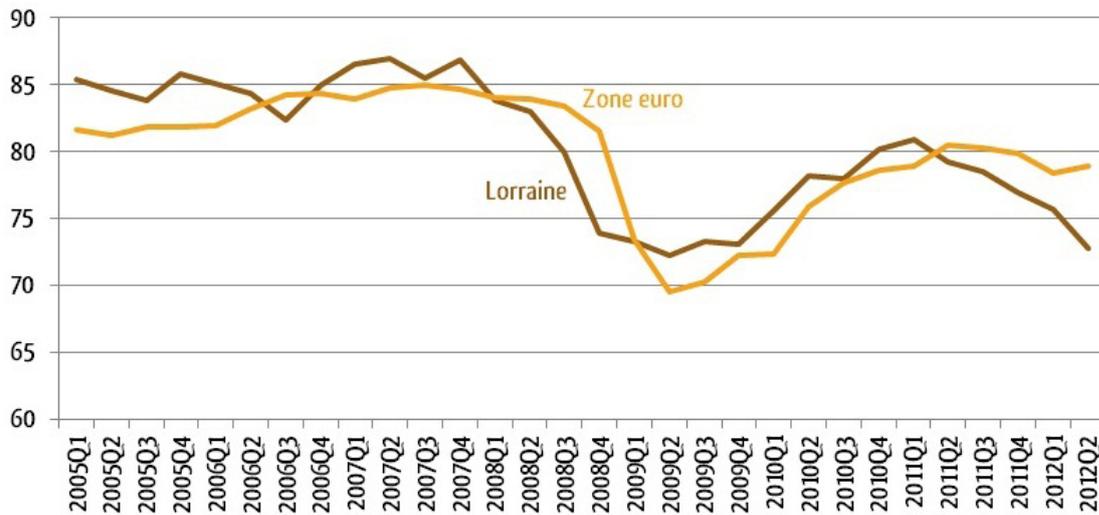
La situation économique de la Lorraine est étroitement liée à celle de la zone euro, bien plus que la conjoncture française en général. En effet, 68% des exports lorrains sont réalisés dans la seule zone euro, soit 20 points de plus que la moyenne française. La santé économique du Royaume-Uni est également un élément important dans la conjoncture lorraine : il est le 4ème client de la Lorraine.

Le taux d'utilisation des capacités de production de la Lorraine suit un cycle proche de celui de la zone euro.

Croissance en zone euro



Evolution du taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière en Lorraine et dans la zone euro (%)



Données Eurostat, Banque de France

2- La situation dans les principaux secteurs d'activité en 2012 en Lorraine

Les notes de conjoncture de cette partie ont été réalisées par les représentants des secteurs d'activité au CESE de Lorraine.

a- Agriculture : situations contrastées avec une attention particulière à porter à l'élevage

Les exploitations agricoles ont connu une année d'excès climatiques. Après un hiver doux, le gel très rigoureux et prolongé en février a endommagé la moitié des cultures d'hiver (blé et orges d'hiver) de la Lorraine. Les rendements en colza sont en chute de 24%. Les cultures de remplacement semées au printemps (orges de printemps, pois, tournesol, maïs) ont heureusement donné des résultats plutôt satisfaisants.

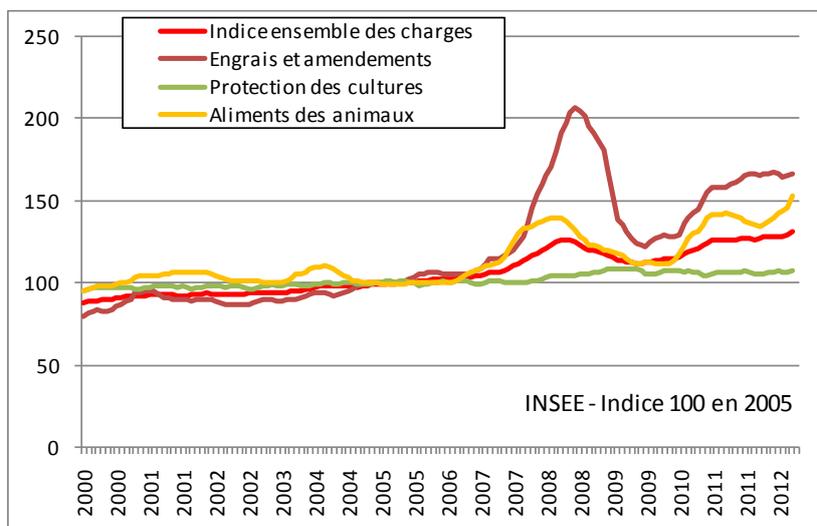
Les excès climatiques ont également perturbé les marchés au niveau mondial. La sécheresse aux USA, en Ukraine et Russie a provoqué une envolée des marchés des productions végétales, avec deux conséquences diamétralement opposées : embellie pour les producteurs de cultures et envolée du coût de l'alimentation animale dans les élevages.

Toutes les charges à la production sont en augmentation ; les engrais voient leur prix progresser plus rapidement que celui du pétrole.

Les embellies des marchés de la viande bovine et du porc sont malheureusement le reflet du recul de ces productions au niveau européen. Alors qu'elle occupe une place centrale dans l'économie agricole et agro-alimentaire lorraine, la filière laitière est dans une situation délicate en raison d'un recul du prix du lait de 5 % sur 2012 et d'une construction collective difficile. L'abandon des pénalités de dépassement en production laitière provoque une augmentation de l'offre, alors que la consommation reste tenue. Les éleveurs ont besoin d'une revalorisation des prix auprès des consommateurs via la grande distribution, à un moment où le pouvoir d'achat est tendu. L'alimentation est devenue la variable d'ajustement des ménages ; les ménages privilégient les nouvelles technologies au détriment de la qualité de leur alimentation.

Le schéma régional Climat Air Energie offre de nouvelles perspectives. Les agriculteurs lorrains ont engagé des démarches de diversification dans la production d'énergie. Les projets en convention avec les collectivités sont prometteurs.

Evolution des prix de charges à la production



b- Industries agro-alimentaires : tensions sur la filière porc

3ème secteur industriel en termes d'emploi avec un effectif salarié de 11 500 personnes (hors artisanat commercial), l'agroalimentaire représente 10% des emplois industriels, derrière la métallurgie (22%) et l'automobile (13%). Ses 332 entreprises sont présentes sur les territoires lorrain au travers de près de cinq cents établissements dont les $\frac{3}{4}$ emploient moins de 10 salariés.

Après une diminution des exportations en 2008 et 2009, le commerce extérieur agroalimentaire retrouve son niveau de 2007 et présente une balance commerciale excédentaire de près de 300 millions d'euros.

Les IAA lorraines se caractérisent par un taux de valeur ajoutée supérieur à la moyenne française (25% contre 20% pour la moyenne nationale) et valorise leurs savoir-faire au travers d'une quinzaine de produits sous des labels officiels de qualité (5 AOC/AOP, 4 IGP, 6 Label Rouge).

Il existe une vraie diversité de filière mais l'industrie laitière reste le plus gros employeur et réalise 40% du CA du secteur. La Lorraine arrive au 2ème rang des régions françaises pour la fabrication de fromage à pâte molle.

La préparation de la levée des quotas laitiers, prévue pour 2015, constitue l'un des enjeux d'avenir pour cette filière. L'industrie des viandes et des boissons compte quant à elles, le plus grand nombre d'entreprises et le plus fort taux de valeur ajoutée. Jusqu'en 2011, l'industrie agroalimentaire résistait plutôt bien à la morosité économique, comme en atteste la relative stabilité de l'emploi (-1% entre 2008 et 2009 et +0,5% entre 2009 et 2010). L'emploi salarié a commencé à décliner depuis le troisième trimestre 2011 (-4,2% entre le second trimestre 2011 et le premier trimestre 2012). Certains secteurs sont plus impactés que d'autres. L'envolée des prix du porc depuis l'été 2012 fragilise fortement la filière de transformation, confrontée à la difficulté de répercuter l'augmentation de ces coûts. Les charcutiers lorrains ne sont pas les seuls concernés, c'est l'ensemble de la filière nationale qui est en danger.

c- Chimie : croissance modérée et disparate selon les secteurs

L'activité de l'industrie chimique en France connaît une croissance modérée mais les évolutions sont disparates selon les secteurs. Compte tenu de la diversité de la chimie en Lorraine, le bilan national permet d'être transposé au niveau régional.

Malgré un contexte de crise et d'incertitude accrue, l'activité est globalement satisfaisante, hormis pour les activités de la chimie minérale qui enregistrent un léger tassement, en lien notamment avec la baisse importante d'activité des marchés de l'automobile et du bâtiment.

En dépit de ce faible dynamisme, de nombreux industriels continuent d'investir et de développer des projets structurants, conscients du rôle essentiel qu'ils jouent dans le tissu économique local.

Ainsi, l'usine Arkema à Carling qui pérennise son site avec un investissement de plus de 30 millions d'euros pour la mise en place de deux nouvelles installations : la construction d'une nouvelle chaudière au meilleur rendement énergétique ainsi qu'un nouvel atelier Adame (acrylate de diméthylamino éthyle) qui permet d'augmenter la capacité de production du site de 25%.

La société Novacarb à quant à elle investit l'an dernier près de 15 millions d'euros pour la création d'un nouvel atelier de production de bicarbonate de sodium. Le taux d'utilisation de cet atelier conduit Novacarb à injecter dès à présent quelques millions d'euros supplémentaires pour le dégoulotter.

La société Mersen, qui confirme l'ancrage régional de l'industrie chimique dans le paysage lorrain, fête ses 120 ans d'existence.

d- Bois, papier et carton : activités en repli

Première Transformation

Pour les scieries de résineux, l'activité a été relativement bonne jusqu'à l'été 2012. Depuis, la situation s'est dégradée et les entreprises ont, en moyenne, à peine une semaine en carnet de commande et la baisse du nombre de permis de construire fait craindre une nouvelle détérioration de l'activité. Compte tenu de l'inadéquation entre le prix de vente des sciages et le prix d'achat de la matière première, la rentabilité s'est fortement dégradée et des défaillances d'entreprises ont été récemment constatées. C'est ainsi que la plus importante scierie de Lorraine a été placée en liquidation judiciaire. (60 emplois détruits.) En moins d'un an, la Lorraine a perdu 110 000 m³ de production de sciage, soit 20% de sa production annuelle.

Concernant les bois feuillus, l'activité est actuellement catastrophique avec une absence de marchés pour le hêtre sauf quelques exportations vers l'Algérie à des prix très bas. Certaines scieries tournent à 50% de leurs capacités. Pour le chêne, un courant d'affaires vers les pays émergents apparaît mais la délocalisation des fabrications de parquets vers la Chine a fermé aux entreprises françaises les marchés européens.

Ameublement

Le secteur connaît une nette dégradation depuis mai 2012, liée à la baisse de consommation. Il en résulte une baisse de production principalement pour les entreprises qui travaillent directement avec les magasins. (Nota- le groupe IKEA annonce une baisse d'activité en France.)

Papier-Carton

Globalement l'activité papetière est en recul. Le secteur du papier journal constate une baisse de consommation entraînant de facto une baisse de production. Dans le papier écriture, la conjoncture n'est pas meilleure. Le marché est en surcapacité de production et la concurrence est sévère.

En conclusion, l'absence de visibilité et la tension sur les trésoreries des entreprises du secteur conduisent à un gel des investissements.

e- Textile : activité de 2012 en retrait par rapport à 2011

Pour la filière textile-habillement, l'année 2012 se situe en retrait par rapport à la même période de l'année 2011. Tous les secteurs de production de l'industrie textile sont sur la même tendance, qu'il s'agisse des filatures, tissages, ennoblement ou confection.

Au total, pour les sept premiers mois de l'année, la consommation d'articles d'habillement et textiles affiche un recul de 2,7 % en valeur, par rapport aux sept premiers mois de 2011.

Les filatures ont quasiment toutes disparu en Lorraine au bénéfice des fils d'importation.

En tissage, la demande est relativement faible et les industriels n'ont en général aucune visibilité. La sous-activité risque de générer de nouveau la mise en place de chômage partiel.

Le secteur de l'ennoblement connaît une activité en demi-teinte. Les six premiers mois de l'année ont connu une nette sous-activité. On notait une légère reprise au mois de septembre. Les ennoblementeurs sont confrontés à des contraintes environnementales de plus en plus lourdes, une hausse importante du coût de l'énergie (notamment la hausse du prix du gaz de 30 %). La situation reste très compliquée, la concurrence internationale est plus forte que jamais et les importations portent sur les produits finis. De fait, le secteur de la confection est également mis à mal.

Le marché français est en grande difficulté pour les produits à destination des particuliers. Le secteur de l'hôtellerie restauration connaît également un ralentissement lié aux incertitudes politiques du moment et à la morosité de la saison estivale en termes de fréquentation. L'export tire encore son épingle du jeu.

L'intérêt qu'a suscité le « fabriqué en France » ne trouve pas encore assez d'échos auprès de la majorité des consommateurs qui achètent d'abord un prix. La filière s'est fortement mobilisée autour de la création du « label de terroir industriel » Vosges, terre textile destiné à promouvoir le savoir-faire industriel du textile vosgien et préserver les emplois.

f- Mécanique, métallurgie et sidérurgie

La tendance reste sur les mêmes bases que celles du début d'année. Les marchés français sont le plus souvent atones. La visibilité demeure très réduite, et la situation prochaine est très incertaine.

Les marchés d'Europe du Sud, les plus touchés par la crise de l'euro, sont dans une situation encore plus difficile, mais les marchés allemands pour ne citer que nos plus proches voisins, ou les marchés mondiaux conservent un certain dynamisme. Pourtant, quelques signes montrent que ces derniers commencent à s'es-souffler.

Parmi les problématiques les plus souvent exprimées par les entreprises, figure l'allongement des délais de paiement. La situation financière est toujours tendue. Les coûts de matière se sont largement stabilisés, en revanche, la concurrence de plus en plus sévère sur certains marchés pousse à la baisse des prix de vente.

Dans l'industrie des biens intermédiaires, la situation est mitigée. La sidérurgie continue de susciter des inquiétudes, avec notamment l'annonce par Arcelor-Mittal de la fermeture de la filière liquide entraînant de lourdes conséquences pour les activités sous-traitantes. Dans la métallurgie et le travail des métaux, les situations sont diverses. L'activité demeure dans l'ensemble correcte, mais la situation sur les marchés français est toujours jugée très calme. Les perspectives sont incertaines.

Dans les biens d'équipement, la tendance reste positive. Si les investissements demeurent faibles sur le marché français, la situation demeure plus favorable à l'export. Des secteurs comme l'aéronautique et l'extraction minière restent dynamiques et gèrent de bons flux de commandes.

g- Automobile : une situation contrastée

La situation est aujourd'hui très contrastée dans le secteur de l'automobile en Lorraine. Les baisses des ventes de véhicules enregistrés les derniers mois en France et en Europe ne touchent pas toutes les entreprises de la même manière.

Les gros sous-traitants de 1er rang sont plutôt épargnés par la crise en ce moment dans notre région. Ils travaillent notamment pour des usines d'assemblage qui ne sont pas forcément impactées par la chute des ventes (Ford ou BMW en Allemagne par exemple). Le site de PSA Peugeot Citroën à Trémery vient de finaliser un investissement dans une nouvelle chaîne de production d'un moteur, l'emploi n'y est pas menacé. C'est également le cas chez ThyssenKrupp Presta à Florange. Côté assembleurs, Sovab à Batilly produit le Master, et Daimler à Hambach est positionné sur des niches en croissance avec le lancement de la Smart électrique qui y sera assemblée. Cependant, compte tenu de la conjoncture, des annonces de chômage partiel ont été faites par PSA Trémery, Sovab Batilly, ...

En ce qui concerne les petits sous-traitants, la situation est aujourd'hui plus fragile, avec un affaiblissement des carnets de commande. La dernière enquête de conjoncture d'Autoessor (1er trimestre 2012) révèle que la moitié des entreprises du secteur ont des craintes pour leur trésorerie et manquent de visibilité.

Autoessor estime à 5 000 les pertes d'emplois de l'ensemble de la filière automobile depuis le début de la crise.

Au 2ème trimestre 2012, les exportations de la filière automobile sont stables par rapport au 2ème trimestre 2011. Elles représentent 23% des exports totaux de la région. Sur l'année 2011, elles ont représenté 3,9 milliards d'euros, contre 4,5 milliards en 2008, soit une perte de 13% par rapport au début de la crise.

h- Energie : hausse de la puissance installée raccordée au réseau en 2011

En 2011, la Lorraine a produit 44,5 TWh. Cette énergie produite en Lorraine couvre les besoins de la consommation régionale à hauteur de 19 TWh et permet pour la différence de fixer des emplois en région Lorraine. Ainsi le secteur électrique emploie plus de 5.000 salariés directs, et deux à trois fois plus au travers des emplois indirects, soit sous-traitants, soit des emplois liés aux exportations de savoir-faire comme c'est le cas des 70 entreprises prestataires du nucléaire regroupées dans le groupement GIM Est.

Le secteur de l'énergie entretient également un lien étroit avec les pôles de compétitivité (MATERALIA, Pôle Fibre) et le monde de la recherche - principalement l'Université de Lorraine ou le CNRS - afin de construire dans le domaine des nouveaux matériaux, de la rénovation du bâti et des véhicules électriques des solutions pour la ville de demain.

La puissance installée en Lorraine a augmenté en 2011 avec le raccordement d'un cycle combiné gaz de 430 MW à Toul et le développement des énergies renouvelables (+90 MW éolien et + 32 MW photovoltaïque) pour atteindre une puissance installée de 10 500 MW. A noter que des installations d'intérêt national sont installées en Lorraine comme le centre de stockage des pièces de rechange des centrales nucléaires à Velaines ou le Centre de recherche sur le stockage profond de l'ANDRA à Bure Saudron.

En 2012, le renouvellement du parc de production se poursuit, compensant en partie les fermetures annoncées des anciennes centrales thermiques (Saint-Avold, Blénod et la Maxe), et l'arrêt de la Centrale de Richement dont la déconstruction a commencé récemment. Ainsi l'année 2012 se caractérise par l'orientation forte de mise en œuvre de moyens de production décarbonés via le lancement d'une centrale biomasse de l'UEM Metz (9,5 MW), la construction de la plus grande centrale photovoltaïque d'Europe (115 MW) par EDF EN à Toul Rosière, enfin par la mise en service à Blénod-les-Pont-à-Mousson d'un cycle combiné gaz de 430 MW, en substitution de charbon.

i- Bâtiment : une nouvelle période de fragilisation inquiétante

Grâce à une légère amélioration d'activité en 2011, le secteur du Bâtiment en Lorraine a enregistré, pour la première fois depuis le début de la crise, une augmentation du chiffre d'affaire (+4,6%). Malheureusement, cette reprise économique se voit stoppée en 2012. Actuellement, la conjoncture du secteur est défavorable avec plusieurs indicateurs au rouge et les prévisions annoncent une dégradation qui pourrait prendre plus d'ampleur au troisième trimestre 2012 et en 2013.

Depuis 2008, la perte d'emplois du BTP en Lorraine augmente d'une année sur l'autre (et passe presque inaperçue) pour atteindre à l'heure actuelle 3 700 postes dont 1 000 cette année !

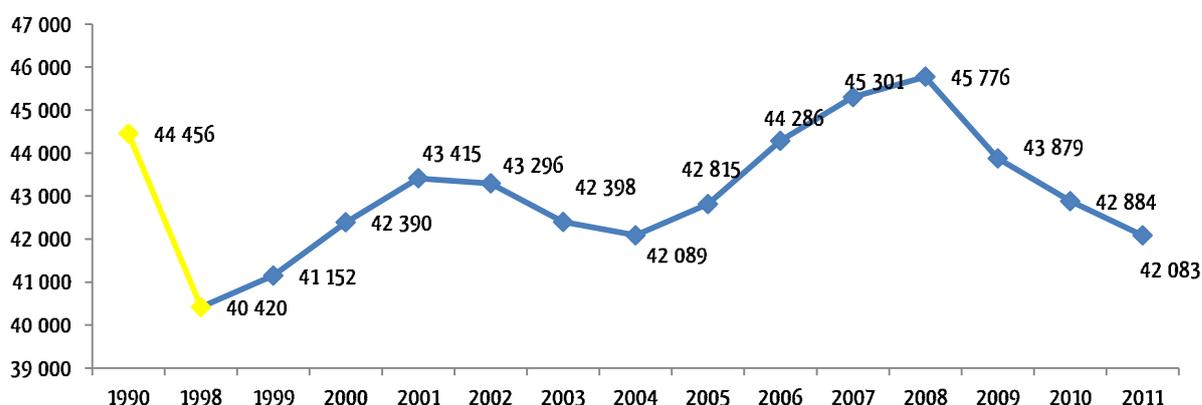
Les prévisions de mises en chantier dans la construction annoncent un recul par rapport à l'année 2011 et le secteur est loin du pic d'activité de l'année 2007 (-26% pour le logement et -40% pour le non-résidentiel). Les effectifs en formation initiale du BTP sont également en recul (5%).

La perte de rentabilité des entreprises du secteur, due à la baisse des appels d'offre (40% au premier semestre 2012), aux prix anormalement bas et à une concurrence exacerbée et souvent déloyale (entreprises étrangères, auto-entrepreneurs...) se ressent plus que jamais leur trésorerie. De plus, les délais de paiement des clients continuent de s'allonger, alors que les délais fournisseurs doivent aujourd'hui strictement respecter la LME.

L'incertitude sur l'activité à venir, sur la politique fiscale et budgétaire, ainsi que sur l'environnement institutionnel (acte III de la décentralisation, BPI, remplacement de l'outil DEXIA...) rend la situation complexe : les acteurs sont en attente de lisibilité.

Pour les mois qui viennent, les perspectives s'avèrent clairement négatives, avec en prévision une baisse de 2% en volume de l'activité pour 2012. Le secteur attend la mise en place des outils afin d'améliorer la situation dans l'emploi (emplois d'avenir, aidés ; contrats de génération) ainsi que sur le marché du BTP (objectif 500 000 logements, dispositif Duflot, marché de rénovation thermique et de l'accessibilité...).

Evolution des effectifs du bâtiment en Lorraine



Source: CCP Moselle, CCP Région Est au 31 décembre

j- Travaux publics : un risque de contraction de l'activité dans les mois à venir

La situation conjoncturelle dans le secteur des Travaux Publics est très contrastée entre la perception actuelle et la crainte des prévisions à court terme.

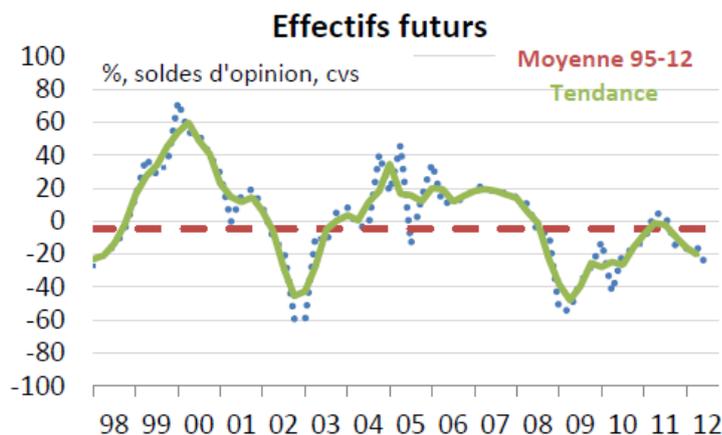
L'année 2012 voit une activité en retrait avec un chiffre d'affaires prévisionnel globalement en baisse de 5 à 8 %, alors que les matières premières ont augmenté significativement. En outre, les marges des entreprises restent extrêmement faibles, compte-tenu d'une concurrence qui reste vive entre les opérateurs, et qui tire les prix à la baisse. Les trésoreries sont d'autant plus tendues que les entreprises paient désormais plus rapidement leurs fournisseurs, conséquence de la loi LME, alors que les clients publics et privés continuent à tarder à régler les entreprises de travaux publics.

Les effectifs se sont globalement maintenus, malgré une légère érosion due au non remplacement de collaborateurs partant à la retraite. Les entreprises hésitent à embaucher et préfèrent recourir à l'intérim lorsqu'il y a un surcroît d'activité. Corolaire de cette situation,

l'appareil de formation mis en place par la profession est confronté à des difficultés compte tenu d'une baisse des effectifs de jeunes en formation.

Côté prévisions, le secteur risque de connaître une contraction significative de son activité dans les mois à venir. Les grands projets d'infrastructures sont achevés ou en passe de l'être (2ème phase de la LGV Est-Européenne, METTIS, Tram de Nancy...). Or, dans la mesure où la commande publique constitue 73% de l'activité du secteur (source : FNTP), les perspectives ne sont pas **rassurantes** :

- le cycle électoral pourrait laisser supposer un regain d'activité au niveau communal, mais la tendance est actuellement aux économies de toutes parts, ce qui pourrait freiner les Maires dans leurs projets d'investissements ;
- au niveau des départements, les dépenses sociales explosent, et rendent ainsi les marges de manœuvre de ces collectivités de plus en plus étroites en matière d'investissement ;



Les entrepreneurs anticipent une baisse de leurs effectifs dans les mois à venir car très inquiets sur l'activité à venir (source : FNTP)

k- Artisanat : une faible visibilité économique, mais un fort potentiel d'emploi et de formation

En Lorraine, près de 34 000 entreprises artisanales maillent le territoire et emploient 150 000 actifs.

Pour l'Artisanat lorrain, l'année 2011 a été marquée par de grandes disparités. Négatif pour les « Services » et stable pour « l'Alimentation », l'activité a progressé dans les autres secteurs, le « Bâtiment » et la « Fabrication ». La chiffre d'affaires, toutes activités confondues, affiche une augmentation moyenne de 1,5%. Corrélativement, 10 000 embauches ont été réalisées par 22% des entreprises artisanales de Lorraine.

L'année 2012 s'annonce contrastée. Démarrée avec un niveau satisfaisant et un certain optimisme, l'activité s'est peu à peu resserrée dans un contexte de tension sur les prix des matières et de baisse du pouvoir d'achat des ménages. Il y a une érosion des marges et des tensions persistantes sur les trésoreries même si les conditions de financement se sont singulièrement améliorées. Les projets d'investissement portent essentiellement sur le renouvellement de la capacité de production des entreprises ou sur la mise en conformité des outils. Ces projets relèvent plus d'une stratégie visant à maintenir et conforter l'activité que d'une stratégie de développement ou d'innovation.

Il convient de souligner que ces difficultés n'ont pas eu, pour l'heure, d'impact direct sur l'emploi.

Malgré la faible visibilité économique et le relatif tassement de l'activité, l'Artisanat affiche un réel optimisme. Une enquête, réalisée au printemps 2012, par la chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de Lorraine montre, que près d'un quart des chefs d'entreprises artisanales, envisage une amélioration de leur activité dans les mois à venir et que 42% anticipent un développement de leur entreprise. Dans ce contexte, ils sont 25% à imaginer recruter dont 70% dans un délai de 12 mois. L'Artisanat lorrain affiche ainsi un potentiel de 10 000 embauches (dont un tiers par l'alternance).

Parallèlement, 50% considèrent avoir des difficultés à recruter dont une raison majeure réside dans la difficulté de trouver une main d'œuvre qualifiée.

Près de 40 % des entreprises ont un projet de développement, soit près de 12.000 entreprises en Lorraine. Ces projets passent prioritairement par une nouvelle démarche commerciale (44%), une amélioration de la production (36%) et enfin, la création d'une nouvelle activité (25%).

L'artisanat joue également un rôle déterminant dans la formation et l'insertion professionnelle des jeunes. L'apprentissage y constitue la voie d'excellence vers la réussite professionnelle. Chaque année, 200 000 apprentis sont formés dans les entreprises artisanales, dont 7 000 en Lorraine. 80% des apprentis formés trouvent un emploi à l'issue de leur formation. Un chef d'entreprise artisanale sur deux est issu de l'apprentissage.

Un effort et un investissement accrus dans la formation s'avèrent indispensables pour permettre le développement et la pérennisation des entreprises artisanales. C'est l'enjeu majeur pour le Secteur des Métiers.

I- Transports : stagnation des flux de marchandises en 2011

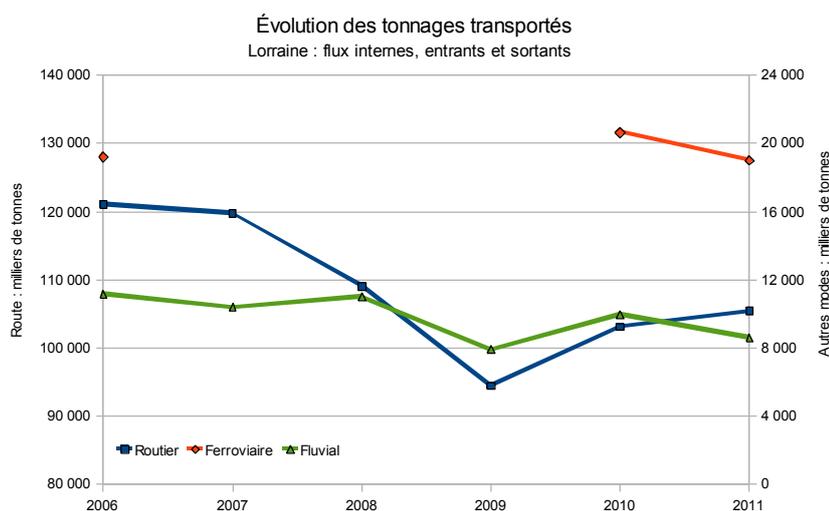
A l'amont et à l'aval de toute activité économique, l'activité du transport de marchandises est bien souvent un indicateur de santé économique.

Ainsi, les tonnages transportés en Lorraine (flux internes à la région, y entrant ou en sortant) tous modes confondus sont en stagnation entre 2010 et 2011 (-0,5 %) pour atteindre 133 millions de tonnes. Mais ce chiffre cache des disparités suivant les origines-destinations : alors que les flux internes à la région sont en augmentation de 6 %, les échanges avec les autres régions françaises ou l'international sont en recul de 7 %.

Les baisses constatées sont surtout du fait du recul des modes fluvial et ferroviaire (-10 % de tonnages). Pour ces deux modes, particulièrement bien adaptés aux flux massifiés, l'explication de cette baisse tient pour beaucoup à la situation de la filière sidérurgique,

en grande difficulté en 2011. A l'inverse, le transport routier de marchandises a transporté davantage en 2011 qu'en 2010 (+2 %). La courte distance (flux internes : +6 % en tonnages) et le transport pour compte propre (+11 % en tonnages) font croître ce chiffre, alors que le transport pour compte d'autrui enregistre une baisse de ses tonnages.

En stagnation en 2011, et même en recul sur les échanges extérieurs à la région, le monde du transport, et singulièrement celui du transport routier, sera de plus en plus contraint de dégager des nouvelles synergies, afin de gagner en productivité et en compétitivité. De manière complémentaire à cette offre de transport, le fret ferroviaire en déclin aura à repenser son modèle économique. Comprenant cette nécessité, des professionnels, chargeurs et transporteurs, se sont saisis de cette question et se constituent en groupement d'intérêt économique, pour promouvoir la naissance d'un « Organisateur Ferroviaire de Proximité lorrain ».



m- Services financiers : l'encours de crédit progresse, les banques impactées par les nouvelles exigences prudentielles

Les encours de crédit des banques lorraines, comme celles des autres régions de France n'ont cessé de progresser ces dernières années malgré un contexte économique difficile : de 38.5 milliards d'euros avant la crise en juillet 2007, ils sont passés à 47.4 milliards d'euros en juillet 2012. Ils sont le reflet d'un engagement actif en faveur du financement de l'économie locale.

Cette augmentation régulière concerne aussi bien les crédits aux ménages que ceux aux entreprises. Elle est plus particulièrement marquée pour les PME qui en sont les premiers bénéficiaires : + 3.4% en rythme annuel par rapport à +2.6% pour l'ensemble de l'économie (Banque de France – à fin juillet 2012).

Depuis quelques mois toutefois, la demande de crédit est moindre sous l'effet du ralentissement économique, et ce malgré des taux globalement toujours très attractifs : incertitudes des particuliers qui reportent voire annulent leurs projets de consommation ou d'achat immobilier, ajustements des stocks et baisse des investissements pour les entreprises.

La situation des banques

Les banques sont fortement affectées par la mise en conformité avec les exigences prudentielles internationales de renforcement de fonds propres nécessitant plus de fonds propres pour un même volume de crédit. Surtout, l'application du futur ratio de liquidité européen, actuellement en discussion reviendra pratiquement, tel qu'il est prévu, à un équilibre entre les dépôts d'une banque, et les crédits distribués à ses clients. Or en France, la structure de l'épargne est spécifique avec une proportion importante de dépôts qui ne sont pas inscrits au bilan (livrets, assurance vie). Dans ces conditions particulières, les banques françaises devront prochainement réviser la répartition emploi/ressources actuellement de 1500 milliards € de dépôts pour un peu plus de 1900 milliards € de crédits octroyés. C'est un enjeu important pour l'économie européenne financée pour près de 80% par les banques.

Chiffres clés

	Lorraine	France
Agences	1 030	38 000
Emplois	8 700	400 000
Crédits	47,4 Mds €	1 930 Mds €
- Croissance <i>sur un an</i>	+ 0,8 Mds € par rapport à 2011	+ 2,6%
- Crédits à l'habitat	29,8 Mds €	865,2 Mds €
- Crédits d'équipement	10,7 Mds €	-
Dépôts	44 Mds €	1 500 Mds €

2 – PIB et contribution à la valeur ajoutée

En 2010, la Lorraine représente 2,9% du PIB français, contre 3,4% en 1990. Les spécialisations de la Lorraine rendent son économie beaucoup plus exposée aux effets de la conjoncture internationale. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale est plus importante en Lorraine qu'au niveau national et les secteurs les plus épargnés par la récession sont insuffisamment développés dans la région pour lui permettre d'amortir les effets de la crise actuelle.

Les évolutions du PIB lorrain sont davantage soumises aux aléas cycliques de la situation économique européenne. La récession de 2009 a placé la Lorraine au 18ème rang des régions françaises pour l'évolution du PIB (-3,4%, contre -2,7% en moyenne en France métropolitaine). L'amélioration du PIB en 2010 (+1,5%) s'est inscrite dans la moyenne de la croissance nationale, mais s'est avérée insuffisante pour retrouver le niveau du PIB de 2008. Seules 5 régions ont retrouvé leur PIB d'avant-crise.

En plus de la situation de la zone euro, des indicateurs tels que l'utilisation des capacités de production, l'emploi intérimaire ou encore le chiffre d'affaires des entreprises de la région ne laissent que peu de doutes sur une nouvelle entrée en récession de l'économie lorraine en 2012.

1- Difficile rattrapage après la récession de 2009

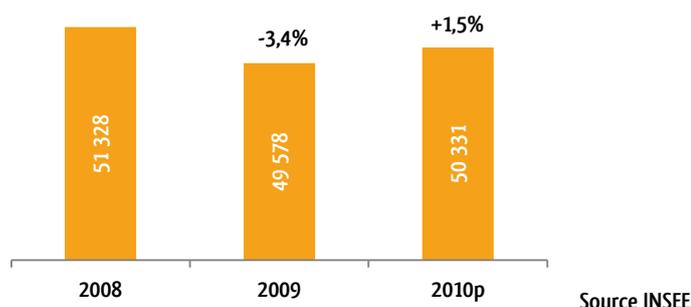
Le PIB lorrain s'élève à 50,331 milliards d'euros en 2010 (en volume, prix chaînés de 2005). Il enregistre une hausse de +1,5% en 2010 par rapport à 2009, année de forte récession dans la région.

Une reprise insuffisante suite à la récession de 2009

En 2009, la récession lorraine s'établit à -3,4% contre -2,7% en France métropolitaine, plaçant la Lorraine au 18ème rang des 22 régions. En 2010, la croissance du PIB de la Lorraine est similaire au niveau national (+1,5%), ce qui la place au 6ème rang des régions.

Si en 2010, la hausse du PIB lorrain s'est située au niveau de la hausse nationale, elle fait suite à une année 2009 très dure pour la région et reste insuffisante pour retrouver le niveau de PIB de 2008.

PIB lorrain en volume entre 2008 et 2010 (prix chaînés 2005, en millions €)



En 2010, seules 5 régions ont retrouvé leur niveau de PIB d'avant crise

La Lorraine est au 18ème rang des régions métropolitaines pour l'évolution entre 2008 et 2010 du PIB. Il est inférieur de 2,9%, soit 1 milliard d'euros, à celui de 2008.

Sur les 22 régions métropolitaines, seules 5 ont retrouvé ou dépassé leur PIB de 2008 (La Corse, l'Aquitaine, Midi-Pyrénées, Le Languedoc Roussillon et la région PACA). Ce constat confirme les conclusions de la première partie de ce rapport montrant les disparités progressives entre deux groupes de régions en France*. A l'exception de l'Alsace, toutes les régions du quart Nord-est connaissent un recul du PIB sur 2 ans supérieur à celui de la France métropolitaine.

* Voir analyse du chapitre Les disparités territoriales de la France

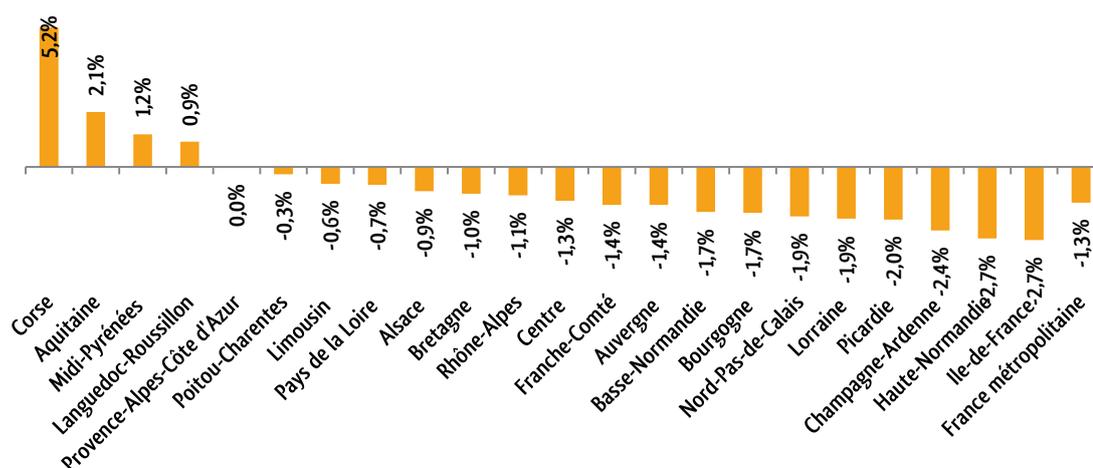
Le tertiaire résiste mieux à la crise

En évolution relative, c'est dans le secteur de la construction que la valeur ajoutée brute a le plus reculé en France comme en Lorraine entre 2008 et 2010 : -9,5% en Lorraine et -8,5% en moyenne en France métropolitaine. Ce secteur représente 6,2% de la valeur ajoutée Lorraine et a reculé de 325 millions d'euros en 2 ans.

En valeur, c'est l'industrie qui a été marquée par la plus forte baisse de valeur ajoutée, en Lorraine comme en France. Avec un recul de 8,1% en 2 ans, elle baisse de 722 millions d'euros par rapport au niveau de 2008 en Lorraine.

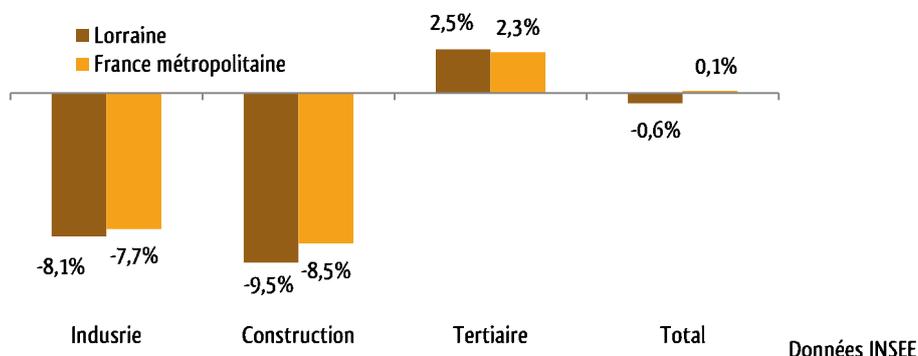
Le secteur des services (marchand + non-marchand) a vu sa valeur ajoutée brute augmenter sur la période, avec même un léger avantage pour la Lorraine par rapport à la moyenne nationale (+2,5% dans la région, soit +903 millions d'euros et +2,3% en France métropolitaine).

Evolution des PIB régionaux en volume entre 2008 et 2010 (prix chaînés 2005)



Source INSEE

Evolution entre 2008 et 2010 de la valeur ajoutée brute pour les principaux secteurs d'activité (%)



2- Les signes d'une nouvelle récession en Lorraine

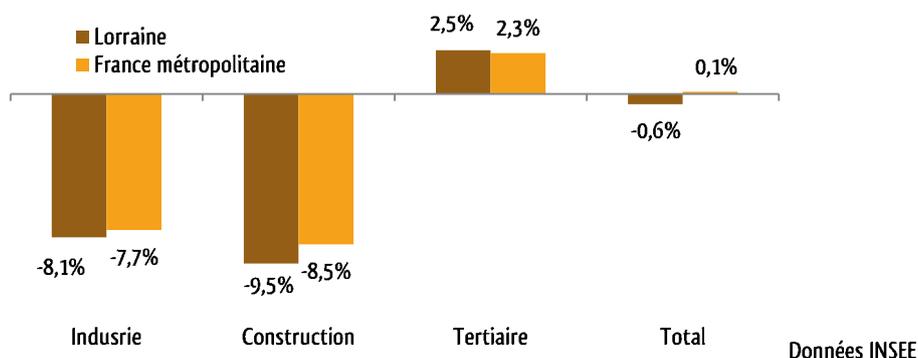
Dans une étude datant de mai 2012, le cabinet Astères a réalisé des prévisions de croissance économique pour les régions françaises selon une hypothèse de croissance de +0,3% en France. Au moins deux régions devraient voir leur PIB reculer sur l'année : la Picardie, -0,1% et la Lorraine avec -0,4%. D'après le cabinet, le différentiel de croissance entre les régions devrait néanmoins se réduire dans la mesure où le ralentissement économique toucherait plus de secteurs en 2012.

Dans le tableau de bord n°37 du 20 septembre 2012, le CESEL a par ailleurs alerté sur les signes de récession visible dans de nombreux indicateurs en Lor-

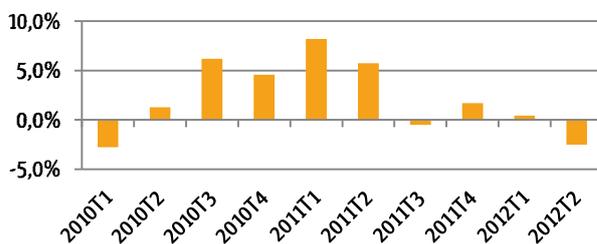
raine, comme le taux d'utilisation des capacités de production, l'emploi intérimaire, les offres d'emploi publiées à pôle emploi, les autorisations de logement ou encore le chiffre d'affaires des entreprises lorraines.

Le chiffre d'affaires des entreprises lorraines s'élève à 19,74 milliards d'euros au deuxième trimestre 2012, soit une baisse de -2,5% par rapport au deuxième trimestre 2011. Sur le premier semestre, l'activité est supérieure à celle de 2009 et 2010, mais revient en deçà de celle de 2011.

Evolution entre 2008 et 2010 de la valeur ajoutée brute pour les principaux secteurs d'activité (%)



Variation annuelle du chiffre d'affaires des entreprises lorraines (%)



Données DRFIP

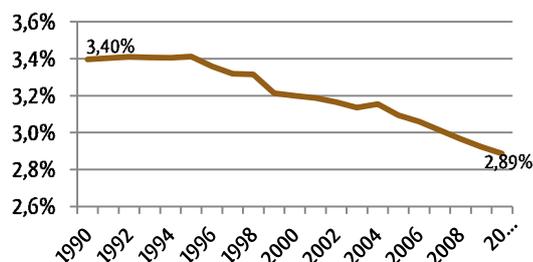
3- Recul continu du poids de la Lorraine dans l'économie

La part de la Lorraine dans le PIB national reflète le décrochage de la région par rapport à la croissance française depuis la crise de ses industries de base. En 1975, la Lorraine représentait 4,5% du PIB français, contre 3,4% en 1990 et 2,9% en 2010.

Valeur ajoutée nationale : recul du poids de la Lorraine dans la plupart des secteurs

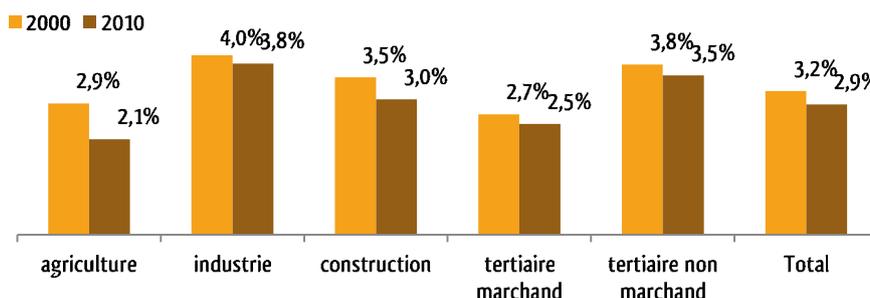
En 1990, la Lorraine représentait 3,4% de la valeur ajoutée nationale, pour 2,9% en 2010. Dans la quasi-totalité des secteurs d'activité, le poids de la Lorraine dans la valeur ajoutée est en recul. Seule l'industrie automobile résiste mieux en Lorraine, marquant ainsi une réelle spécificité régionale (La Lorraine représentait 6% de la valeur ajoutée automobile française en 1990, elle en représente 7,2% en 2009).

Part de la Lorraine dans le PIB brut de France métropolitaine (%)



Données INSEE

Part de la Lorraine dans la Valeur ajoutée brute de France métropolitaine en 2000 et 2010 (%)



Données INSEE

3 – Commerce extérieur

En 2011, les exportations de la Lorraine ont représenté 17,9 milliards d'euros, soit 32% du PIB régional et 9 points de plus que la moyenne française. La Lorraine se distingue également par son solde commercial excédentaire, la plaçant au troisième rang des régions pour cet indicateur. Depuis 2003, la Lorraine est l'une des régions pour laquelle les exportations ont le moins progressé. Elles ont augmenté de 1,7% alors qu'elles progressaient de 30% sur la même période en France.

Les évolutions du commerce extérieur de la Lorraine doivent être suivies de très près, notamment dans la mesure où ses exportations sont fortement dépendantes du sort de la zone euro. Cet espace représente en effet 68% des débouchés commerciaux de la Lorraine, soit 20 points de plus que la moyenne française. L'entrée en récession de la zone euro pèse fortement sur les exportations lorraines.

Les spécialisations en termes de produits sont concentrées sur les biens intermédiaires et l'automobile. Elles font apparaître une présence insuffisante dans des branches industrielles à plus forte valeur ajoutée (aéronautique, pharmacie, ...).

Le soutien et l'accompagnement des entreprises à l'export sont donc très importants, la maison régionale de l'export apparaît donc comme un élément structurant pour la dynamique du commerce extérieur lorrain.

1- La France de moins en moins présente dans le commerce mondial

Entre 1999 et 2012, la part de marché de la France dans le commerce mondial est passée de 6,5% à 3,5%. Malgré une certaine résistance dans des secteurs à forte valeur ajoutée comme l'aéronautique, la pharmacie et les cosmétiques, la plupart des secteurs de l'industrie manufacturière du pays creusent des déficits depuis 10 ans. Ces déséquilibres seront difficilement soutenables pour l'économie française sur le long terme. Il est pourtant vital de maintenir une balance des paiements plus équilibrée, ne serait-ce que pour assumer les approvisionnements énergétiques du pays. Sur le plan de l'emploi, le commerce extérieur reste également un levier important de développement : gagner un milliard d'euros à l'export, c'est gagner 10 000 emplois en France.

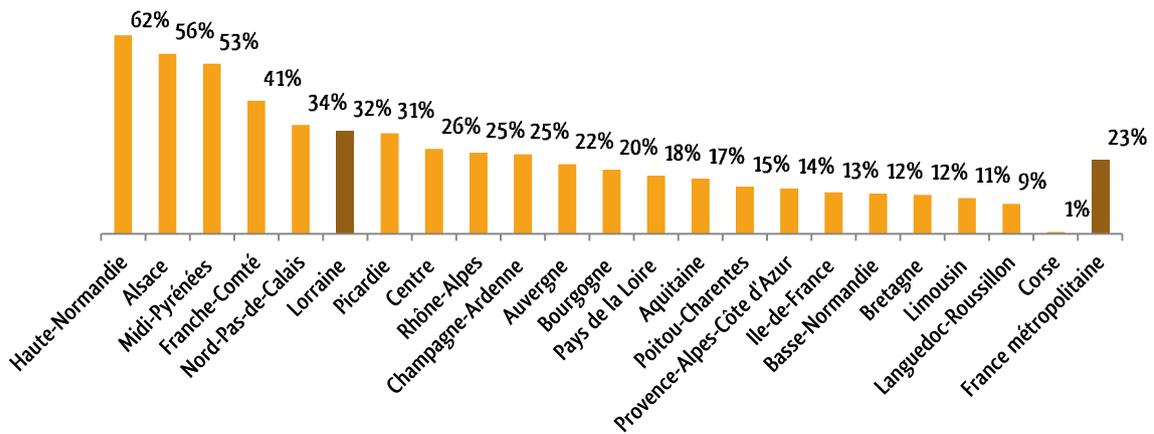
Les défis sont nombreux pour les entreprises qui se lancent à l'export. Sur 100 entreprises qui exportent pour la première fois, elles ne sont plus que 30 l'année suivante.

2- Commerce extérieur : le tiers du PIB lorrain

La Lorraine au 6ème rang des régions pour l'importance des exportations dans le PIB...

Les exportations représentent 32% du PIB régional (9 points de plus que la moyenne française), ce qui place la Lorraine au 6ème rang des régions pour leur importance relative. La Lorraine a exporté en 2011 pour 17,9 milliards d'euros de marchandises.

Part des exportations dans le PIB en 2010 (%)



Données douanes/INSEE

... et au 3ème rang des régions pour le solde commercial

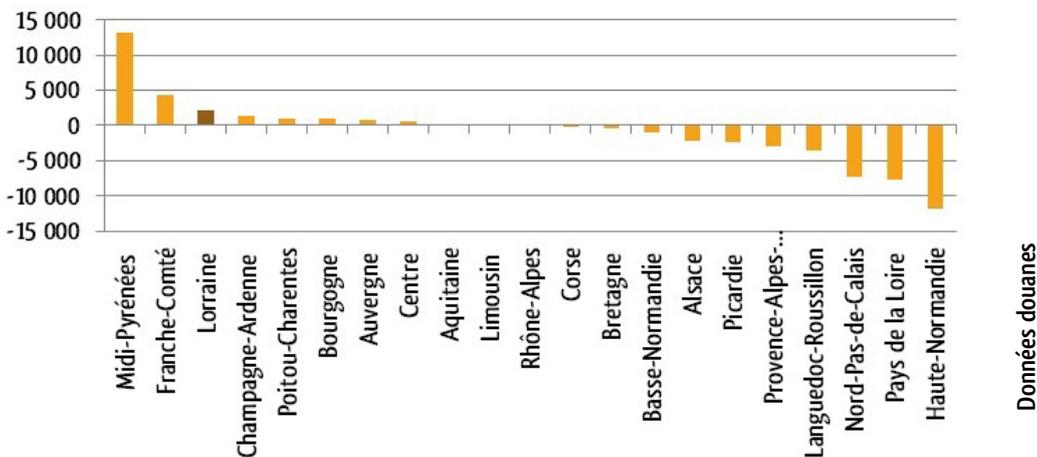
En 2011, le solde commercial de la France est négatif pour la 9ème année consécutive et atteint le niveau historique de -71,8 milliards d'euros. Plus de la moitié des régions ont un solde commercial négatif. Cependant, la Lorraine affiche un excédent commercial de 2,2 milliards d'euros et figure au 3ème rang des régions derrière Midi-Pyrénées et Franche-Comté.

Les entreprises exportatrices en Lorraine

Avec 7 447 entreprises exportatrices en 2011, la Lorraine représente 6,4% du tissu français d'entreprises exportatrices (pour 4,3% des exports). Près de 3 000 entreprises lorraines exportent vers l'Allemagne.

Les primo-exportateurs sont moins représentés dans le tissu d'entreprises exportatrices que la moyenne nationale, mais leur taux de maintien à 5 ans est sensiblement supérieur au taux français (16%, contre 12,8%).

Balances commerciales en 2011 (millions €)



	Lorraine	France	Part Lorraine
Nombre d'exportateurs	7447	117 170	6,40%
Taux % de primo exportateurs	5,7	14,9	
Taux % de maintien des primo à 5 ans	16	12,8	

Données Douanes

La Lorraine fortement dépendante du sort de la zone euro

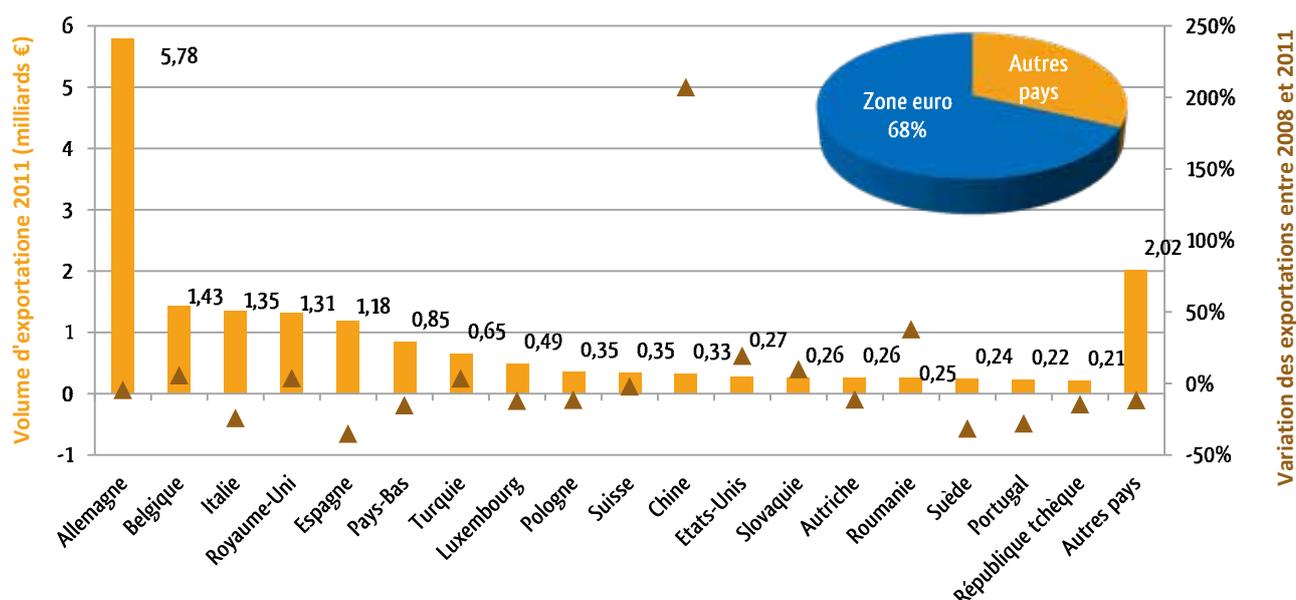
Les échanges commerciaux avec l'Allemagne dépassent de très loin les échanges avec le reste de ses partenaires et représente 32,5% des exportations lorraines.

Au total, les exports vers la zone euro représentent 12,1 milliards d'euros, soit 68% des exports lorrains (contre 48% au niveau français), ou encore l'équivalent de 20% du PIB régional. Si la région est si sensible à la conjoncture européenne c'est notamment en raison de ses spécificités industrielles (sidérurgie, automobile, ...), ce qui la rend plus vulnérable dans le contexte actuel. Mais cela signifie aussi que quand l'Europe va mieux, la Lorraine en profite davantage.

Les pays les plus affectés par la crise sont en recul dans les volumes exportés, alors même qu'ils figurent parmi les premiers clients de la Lorraine (Espagne, Italie). Le contexte exceptionnel que nous vivons actuellement en Europe n'est pas sans conséquences pour la région.

Bien qu'encore modestes (1,9% des exportations), les échanges avec la Chine ont triplé en l'espace de trois ans.

Exportations vers les principaux débouchés de la Lorraine (milliards €) et évolution entre 2008 et 2011 (%)



Données douanes

Note de lecture : Les exportations lorraines vers la Belgique représentent 1,43 milliard d'euro en 2011. Elles ont augmenté de +5,6% entre 2008 et 2011.

60% des exportations lorraines dans les biens intermédiaires et l'automobile

Les points marquants de la Lorraine dans les exportations concernent les secteurs de la métallurgie et de l'automobile. Ils restent les principaux atouts industriels de la région et sont par ailleurs des secteurs clairement identifiés dans les pôles de compétitivité régionaux et les filières stratégiques.

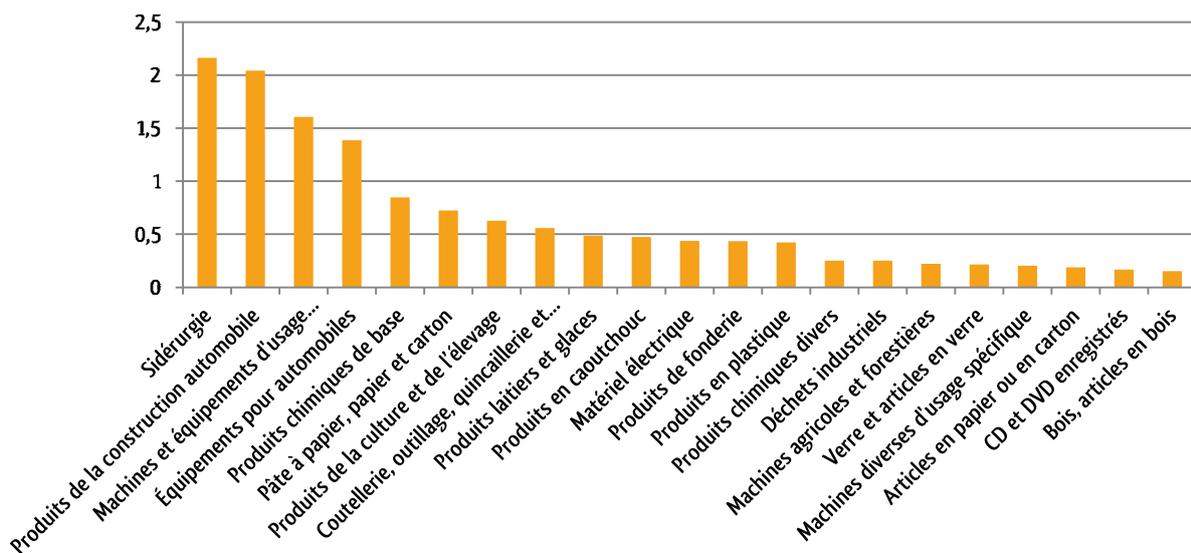
La Lorraine se situe au deuxième rang des régions françaises pour ses exportations de bois, papier et carton, au 3ème rang pour les produits métalliques, au 4ème rang pour les machines industrielles et agricoles ainsi que pour les caoutchoucs-plastiques et au 5ème rang pour l'automobile.

La crise économique a fortement marqué les exportations dans les secteurs clés de l'industrie lorraine. Les exportations de produits de la construction automobile ont reculé de 20% depuis 2008, les produits sidérurgiques de 31%.

Des points faibles dans les secteurs à forte valeur ajoutée

Dans certains secteurs à forte intensité technologique, demandeurs d'efforts en R&D, mais qui ont un potentiel de valeur ajoutée plus développé, la Lorraine reste en retrait des performances nationales. Cela concerne particulièrement deux secteurs : l'aéronautique, où la région pointe au 17ème rang des régions exportatrices et la pharmacie pour lequel la région est au 20ème rang.

Exportations lorraines en 2011 par produits (milliards d'euros)



Données douanes

3- Reprise en 2011, mais un solde commercial en recul

a- 2010 et 2011 marquées par une reprise des exportations...

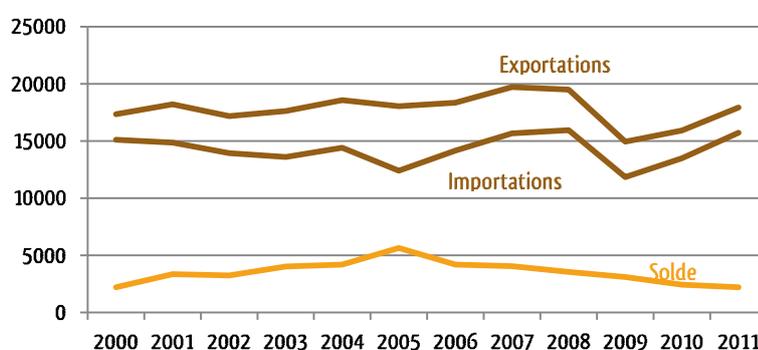
Après la chute historique de 2009 (-23% en un an), le commerce extérieur lorrain reprend un rythme d'exportations plus proche des niveaux d'avant crise, même s'il ne semble pas parvenir à retrouver son niveau de 2007-2008. Les exportations ont en effet

augmenté de 6,6% en 2010, puis de 12,6% en 2011. Les produits « traditionnels » ont tiré la reprise de 2011 (automobile +13%, sidérurgie +17%, machines d'équipement +12%, chimie +27%, ...). Elles restent néanmoins en retrait de 8% par rapport à 2008, soit un manque à gagner de 1,6 milliards.

...et des importations

Les importations ont, quant à elles, retrouvé leur niveau de 2008 du fait de hausses en 2010 et 2011 de respectivement +13,8% et +16,6%.

Evolution du commerce extérieur lorrain en volume (millions €)



Données douanes

b- Une érosion progressive du solde commercial

Une érosion progressive du solde commercial à surveiller de très près

Depuis 2006, le solde commercial de la Lorraine est en retrait progressif. Il s'élevait à 5,6 milliards d'euros en 2006 et ne plafonne plus qu'à 2,2 milliards en 2011. S'il reste le 3ème meilleur solde des régions française, force est de constater que sans un retournement de tendance, il pourrait devenir négatif dans la décennie à venir.

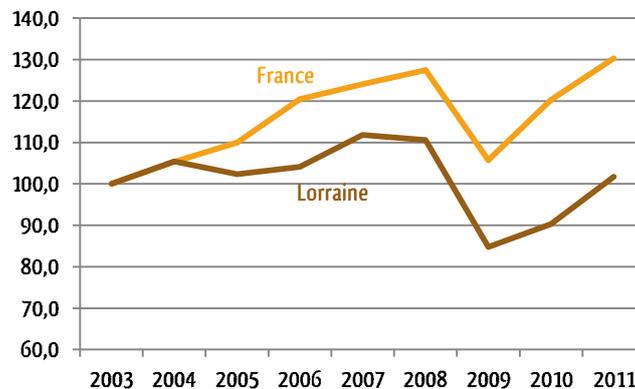
La dynamique des exportations en retrait des tendances nationales

Si la Lorraine affiche sur l'ensemble des bons résultats sur le commerce extérieur, elle connaît cependant une progression des exports moins forte que la moyenne française sur la dernière décennie.

Le maintien actuel d'un solde commercial positif en Lorraine est donc faussement rassurant : il est surtout dû à une moindre progression des importations par rapport au niveau national. La croissance des exportations en France est de +30% de 2003 à 2011, celle des importations de +52%. Sur la même période en Lorraine, les exportations ont augmenté de 1,7% et les importations de 15,5%.

La faible progression des importations est aussi un signe de moindre dynamisme économique d'un territoire car elle reflète en partie la consommation finale et les consommations intermédiaires des entreprises, qui ont tendance à augmenter en période de croissance.

Evolution des exportations françaises et lorraines (2003=100)



Données douanes

La situation au deuxième trimestre 2012

Au 2^{ème} trimestre 2012, les exportations de la Lorraine sont en baisse de 0,8% et les importations en baisse de 4,6%. La Lorraine n'a pas retrouvé son niveau d'exportations de la même période en 2011 (-1,1%).

Le solde commercial s'est amélioré au profit de la baisse marquée des importations. Il est de 824 millions d'euros, soit une hausse de 68% par rapport au 2^{ème} trimestre 2011, un point historiquement bas.

4 – Investissements internationaux

Les investissements internationaux en Lorraine sont un des aspects les plus visibles de l'importance des relations économiques que la région entretient avec les pays étrangers et notamment l'Allemagne. C'est une réalité forte, qui évolue constamment et qui demande une action dynamique des acteurs institutionnels et privés, au vu du nombre d'emplois et du potentiel de développement que cela représente. Le véritable enjeu se trouve dans le développement des filiales étrangères présentes en Lorraine. C'est un atout considérable, une spécificité régionale à développer.

Avec 1 374 emplois créés ou maintenus par les IDE en 2011, la Lorraine affiche un niveau d'IDE important après le recul de 2009.

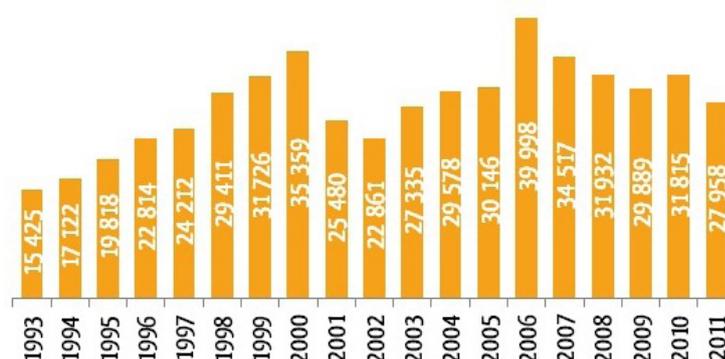
1- Eclaircie en 2010-2011 après 5 années de baisse des IDE en Lorraine

156 000 emplois concernés depuis 5 ans en France

Les IDE ont un poids économique déterminant en France. Les filiales sous contrôle de groupes étrangers emploient 13% des effectifs salariés en France. Ils contribuent à hauteur de 19% au chiffre d'affaires de l'économie Française, assurent 31% des exportations du pays, réalisent 12% de l'investissement et assurent 20% des dépenses de R&D des entreprises. Les investisseurs étrangers détiennent 42,4% du capital du CAC 40. En 2011, la France est passée au 3ème rang des pays européens pour les IDE, derrière l'Allemagne. Cependant, elle reste au premier rang pour les implantations manufacturières, mais perd du terrain pour les projets concernant la R&D.

Si les volumes financiers sont en hausse pour la France, les emplois concernés par les IDE entrants marquent une baisse régulière depuis 2006. 28 000 emplois sont concernés par les projets d'IDE relevés en 2011 dans le pays, contre une moyenne de 33 600 les cinq dernière années.

Nombre d'emplois créés ou maintenus par les IDE (Investissements Directs Etrangers) et projets d'IDE en France



Données AFII

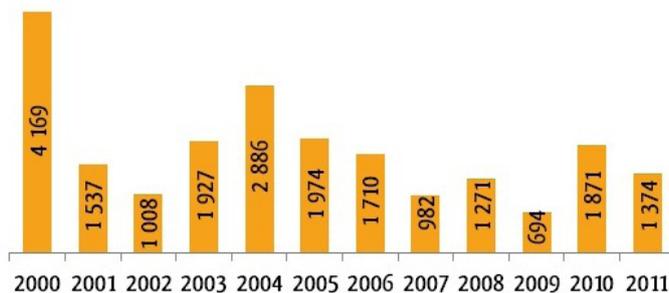
La Lorraine au 5ème rang des régions pour le nombre d'emplois concernés par les IDE

En 2011, l'Agence Française des Investissements Internationaux (AFII) recense 28 projets d'IDE en Lorraine sur 698 en France, pour un total d'emplois estimés à 1 374, soit 5% des 27 958 emplois créés ou maintenus en France. La Lorraine renoue avec un niveau d'emplois concernés légèrement supérieur à la moyenne des 5 dernières années (1 130 emplois par an) et se place ainsi au 5ème rang des régions françaises derrière l'Île-de-France (7 003 emplois), Rhône-Alpes (4 536), Midi-Pyrénées (2 994) et l'Al-

sace (1 820). Au total depuis 2007, 6 200 emplois ont été concernés par les IDE en Lorraine, soit 4% des emplois concernés en France.

Avec 7% des IDE dans des unités de production en France, la Lorraine fait partie des premières régions européennes pour les IDE dans l'industrie manufacturière, mais reste sous-représentée dans les projets de R&D et les services aux entreprises.

Nombre d'emplois créés ou maintenus par les IDE et projets d'IDE en Lorraine



Une attractivité lorraine supérieure à la moyenne française les 5 dernières années

Le ratio calculé ci-après, permet d'apprécier l'attractivité des régions vis-à-vis des IDE en rapportant leur importance relative dans l'emploi salarié du secteur privé. Malgré un niveau relativement faible d'emplois concernés par les IDE en Lorraine lors des cinq dernières années, la région se maintient au cinquième rang des régions pour le poids des IDE nouveaux dans l'emploi salarié du secteur marchand.

Répartition des projets d'IDE selon la fonction

	Lorraine	France
Centre de décision	4	151
Logistique	1	37
Point de vente		23
Production	16	220
R&D, ingénierie, design	2	51
Service aux entreprises	4	177
Services aux particuliers	1	39
TOTAL	28	698

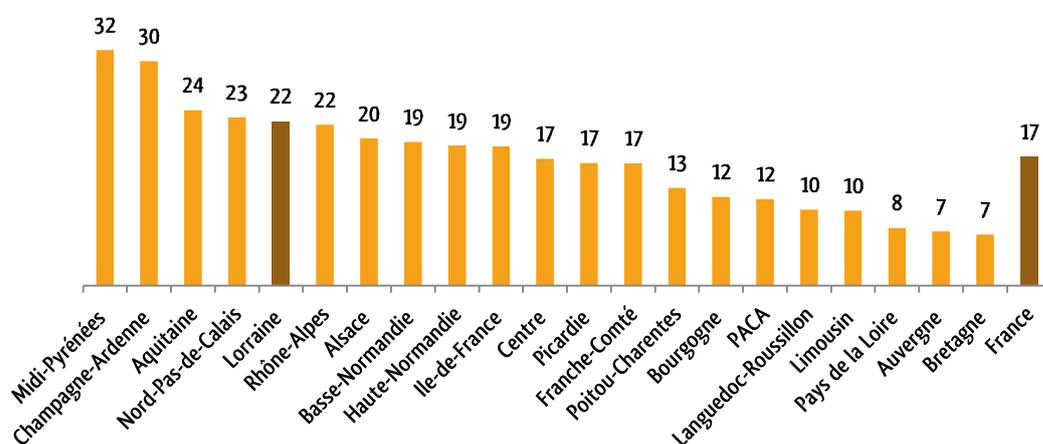
Données AFII

Mutations à partir de 2000-2004* : le cas des IDE allemands

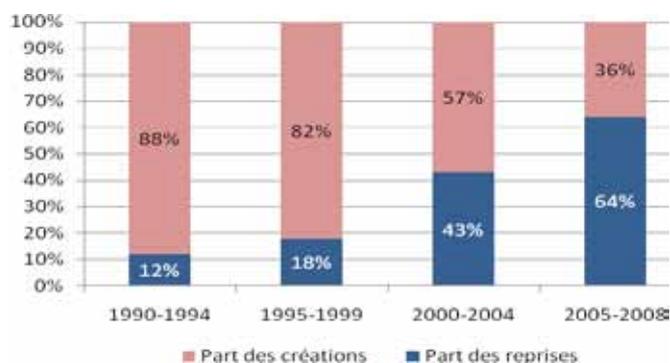
Depuis le début des années 2000, la logique de création d'activités nouvelles par les investissements allemands est nettement en retrait au profit d'investissements caractérisés de plus en plus par des actions de reprise ou d'extension de l'existant.

* Paragraphe extrait de l'étude de cas sur les IDE allemands en Lorraine dans : CESEL, L'Allemagne, partenaire incontournable de la Lorraine, octobre 2011

Nombre d'emplois créés ou maintenus par les IDE en moyenne entre 2007 et 2011 pour 10 000 salariés du secteur marchand



Parts des reprises et des créations d'établissements dans les IDE allemands



Estimations réalisées à partir de la base IDE de Valoris Lorraine

2- Le rôle vital des IDE dans l'économie lorraine

23% de l'emploi salarié du secteur marchand dans le bassin d'emploi de Sarreguemines

En termes de stocks d'entreprises à capital majoritairement étranger, la Lorraine se caractérise par une forte présence étrangère dans son tissu économique, notamment industriel. Dans certaines zones d'emploi, les entreprises étrangères concernent plus de 20% de l'emploi salarié.

Un emploi majoritairement industriel...

62% des emplois liés aux IDE en Lorraine sont des emplois de l'industrie manufacturière, avec en tête les spécialisations traditionnelles de la région : métallurgie et produits métalliques, automobile et machines/équipements, qui, rassemblées, emploient environ 23 000 personnes.

...mais une progression des services depuis les précédentes estimations

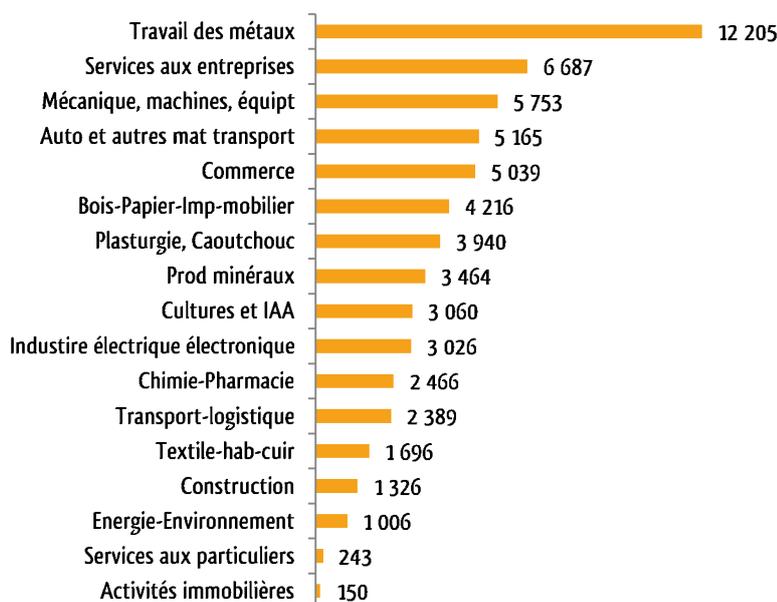
Dans les précédentes estimations réalisées en 2010, l'industrie manufacturière représentait 75% du stock d'emploi dans les IDE, la part des services et notamment des services aux entreprises semble désormais être plus importante en Lorraine.

Malgré cette diversification, de nombreux secteurs restent à promouvoir dans l'attractivité de la Lorraine qui dispose de compétences dans des domaines comme la R&D, la santé, la logistique, services aux entreprises, ... La capacité de la Lorraine à attirer des industriels étrangers reste une des caractéristiques de son attractivité économique.

Répartition géographique des emplois liés aux IDE estimés en Lorraine en octobre 2012

	Nombre d'établissements IDE	Nombre d'emploi dans les IDE	Part dans l'emploi salarié marchand de la zone
Sarreguemines	71	5 674	23%
Neufchâteau	22	2 475	21%
Forbach	126	9 398	19%
Sarrebourog	20	3 342	18%
Thionville	58	6 949	17%
Épinal	39	5 725	15%
Bar-le-Duc	15	1 998	15%
Saint-Dié-des-Vosges	20	2 519	13%
Remiremont	28	2 065	10%
Commercy	7	581	9%
Verdun	10	1 036	9%
Longwy	23	1 347	9%
Nancy	148	9 848	7%
Metz	145	8 930	7%
Lunéville	3	65	1%
Lorraine	735	61 952	11%

Base de données Valoris Lorraine, octobre 2012



Base de données Valoris Lorraine, octobre 2012

L'Allemagne en tête des IDE présents

L'Allemagne représente plus du tiers du nombre d'emplois dépendant des IDE en Lorraine. Elle est suivie par les Etats-Unis (10%), le Luxembourg (8%) et la Suisse (6%).

Voir, pour une étude de cas détaillée du rôle et des enjeux liés au développement des IDE allemands en Lorraine.

Les préconisations détaillées dans le rapport du CESEL : *L'Allemagne, partenaire incontournable de la Lorraine*, en octobre 2011, font ressortir des pistes pour continuer à développer et ancrer les investissements internationaux :

- la mise en réseau des chefs d'entreprises étrangères en Lorraine ;
- la création de clusters transfrontaliers ;
- la mise en avant de la disponibilité foncière et en ressource humaine ;
- le développement de la logistique multimodale ;
- la valorisation des éléments de différenciation régionale (Université de Lorraine, IRT, Pôles de compétitivité, ...) ;
- la mise en avant de l'accès au marché français et transfrontalier.

5 – Démographie des entreprises

Après deux années consécutives de hausse marquée de la création d'entreprise liée notamment à l'introduction du statut de l'auto entrepreneur, 2011 marque une baisse dans les créations d'entreprises, y compris pour ce régime. Les baisses de création (hors auto entrepreneur) se font ressentir dans la grande majorité des secteurs d'activité, à l'exception de l'immobilier, des activités fi-

nancières, de l'éducation et de la santé et l'action sociale. Les créations dans les secteurs technologiquement innovants et des TIC semblent moins bénéficié de l'effet auto entrepreneur et marquent un recul en 2010 et 2011. Les défaillances d'entreprises sont en baisse en 2011, malgré un niveau qui reste élevé.

1- 91 230 entreprises* et 108 897 établissements en Lorraine en 2011

La Lorraine comptait 108 897 établissements au 1er janvier 2011, soit 2,5% du tissu des établissements de France métropolitaine et 91 230 entreprises, soit 2,7% du total national.

La région est plus présente dans tous les secteurs de l'industrie où sa part dans le tissu total des établissements français dépasse son poids moyen. Dans d'autres secteurs cependant, elle reste sous-représentée en représentant 1,4% des établissements dans le domaine des TIC et 1,7% des établissements des activités scientifiques et techniques.

* **L'entreprise** est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché. On distingue : - l'entreprise individuelle (personne physique) qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant ; - l'entreprise sociétaire, par exemple Société Anonyme (SA), Société à Responsabilité Limitée (SARL). L'entreprise est localisée à l'adresse de son établissement siège. **L'établissement** est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

Nombre d'établissements par activité principale exercée (au 1^{er} janvier 2011)

	Lorraine		France métropolitaine		Part de la Lorraine
	nb	%	nb	%	
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2503	2,3%	62295	1,4%	4,0%
Denrées alimentaires, boissons et tabac	2256	2,1%	68241	1,5%	3,3%
Cokéfaction et raffinage	7	0,0%	215	0,0%	3,3%
Equipements électriques, électroniques, informatiques ; machines	484	0,4%	16740	0,4%	2,9%
Matériels de transport	122	0,1%	4028	0,1%	3,0%
Fabrication d'autres produits industriels	5083	4,7%	168115	3,8%	3,0%
Construction	14507	13,3%	513459	11,6%	2,8%
Commerce ; réparation d'automobiles	25489	23,4%	952352	21,6%	2,7%
Transports et entreposage	3234	3,0%	130306	2,9%	2,5%
Hébergement et restauration	7281	6,7%	298423	6,8%	2,4%
Information et communication	2222	2,0%	162939	3,7%	1,4%
Activités financières et d'assurance	4875	4,5%	199262	4,5%	2,4%
Activités immobilières	5020	4,6%	232385	5,3%	2,2%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	13289	12,2%	779886	17,7%	1,7%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	13460	12,4%	524192	11,9%	2,6%
Autres activités de services	9065	8,3%	304376	6,9%	3,0%
Total des établissements	108897	100,0%	4417214	100,0%	2,5%

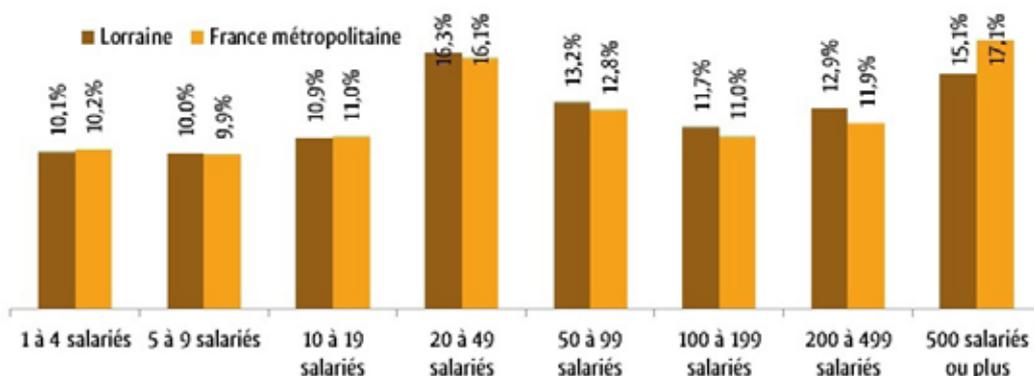
Données INSSE

47% des salariés travaillent dans des établissements de moins de 50 salariés

En Lorraine, les effectifs salariés sont concentrés à 47% dans des établissements de 1 à 50 salariés. Cette proportion est semblable à la moyenne nationale. Dans les établissements de 50 à 500 personnes,

le nombre de salarié est légèrement supérieur à la moyenne française (38% contre 36%), et plus particulièrement dans la tranche 200-499. En revanche, la part des salariés travaillant dans des établissements de plus de 500 salariés est inférieure à la moyenne nationale.

Répartition des effectifs salariés des établissements en fonction de la taille (au 31/12/2010, en %)



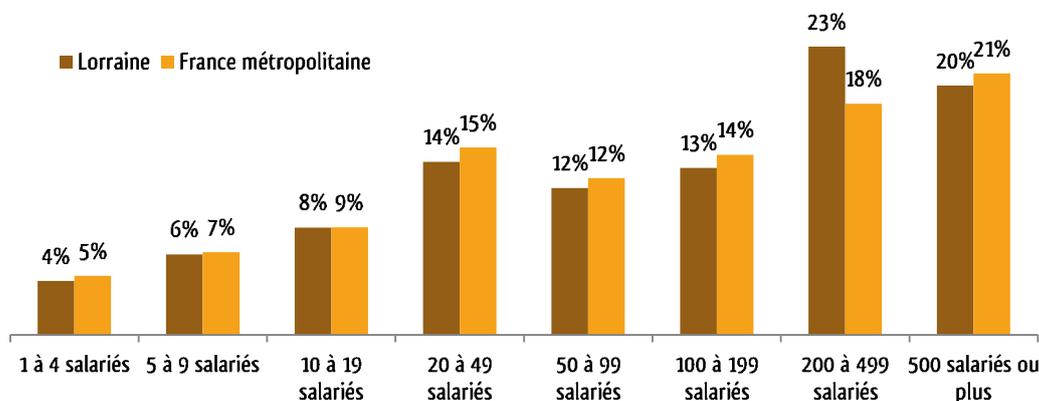
Données INSEE-CLAP

Les établissements de 200 à 499 salariés occupent une place plus importante dans l'emploi industriel en Lorraine

En Lorraine, 23% des salariés de l'industrie travaillent dans des établissements de 200 à 499 personnes, contre 18% en France métropolitaine. Les établisse-

ments de plus de 500 salariés sont le deuxième employeur dans l'industrie en Lorraine selon cette répartition par effectifs. Ce type d'établissements, entre les « grosses PME » et les « petits établissements de taille intermédiaire » jouent un rôle important dans l'industrie lorraine.

Répartition des effectifs salariés des établissements de l'industrie en fonction de la taille (au 31/12/2010, en %)



Données INSEE-CLAP

2- Une baisse des créations d'entreprises en 2011

Première baisse des créations pour les auto entrepreneurs

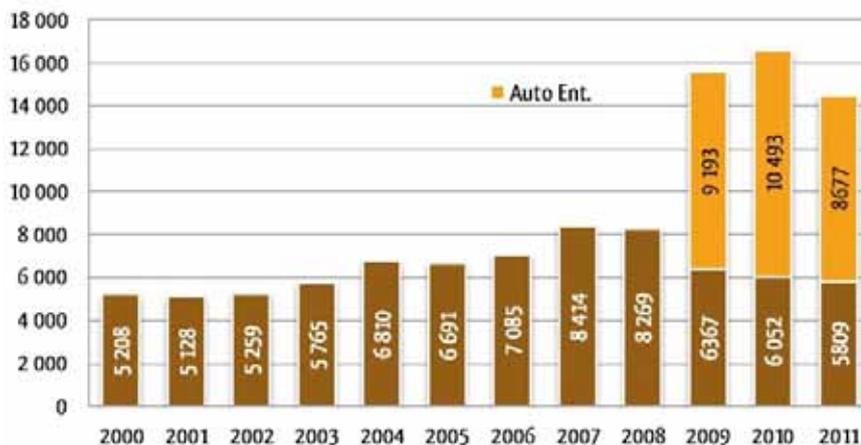
En 2011, 14 486 entreprises ont été créées en Lorraine, contre 16 545 en 2010. Il s'agit de la première baisse des créations d'entreprises depuis l'entrée en vigueur du régime de l'auto entrepreneur en Lorraine, c'est même cette catégorie qui marque le plus fort recul annuel avec une baisse de 17% (-19% pour la France métropolitaine). Au total, les créations reculent de 12% par rapport à 2010 (-11,9% en France métropolitaine). La Lorraine représente 2,7% des créations de France métropolitaine, elle affiche une densité de création de 60 entreprises pour 10 000 habitants, contre 76 pour la France hors Île-de-France.

Une baisse très marquée dans l'industrie

Peu de secteurs sont épargnés par la baisse des créations d'entreprises en 2011 en Lorraine. Hors-auto entrepreneurs, les créations d'entreprise baissent de 23% dans l'industrie. C'est le secteur pour lequel le recul est le plus important.

Près du quart des créations (tous statuts confondus) se fait dans le secteur du commerce. Le secteur des activités immobilières, qui représentent 5,4% des nouvelles entreprises (hors auto entrepreneurs) marque une hausse sensible des créations (+22%) en un an, après avoir connu un fort recul en 2009.

Nombre de créations d'entreprises en Lorraine



Données INSEE

Créations d'entreprises en Lorraine en 2010 et 2011

	Ensemble des créations			Créations hors autoentrepreneurs	
	2010	2011	évolution	2011	évolution
Industrie	883	882	-0,1%	278	-23,0%
Construction	3073	2682	-12,7%	1024	-5,4%
Commerce, transports, hébergement et restauration	4250	4179	-1,7%	1980	-2,9%
<i>dont commerce</i>	3535	3338	-5,6%	1411	-0,7%
<i>dont transport</i>	233	190	-18,5%	142	-11,3%
<i>dont hébergement et restauration</i>	752	651	-13,4%	427	-6,8%
Information et communication	575	442	-23,1%	113	-5,8%
Activités financières	289	305	5,5%	258	9,8%
Activités immobilières	350	356	1,7%	316	22,0%
Soutien aux entreprises	2795	2267	-18,9%	787	-9,3%
Enseignement, santé et action sociale	1387	1371	-1,2%	734	5,6%
Autres services aux ménages	2673	2002	-25,1%	323	-17,6%
Total	16545	14486	-12,4%	5809	-3,9%

Données INSEE

93% des entreprises créées sans salarié

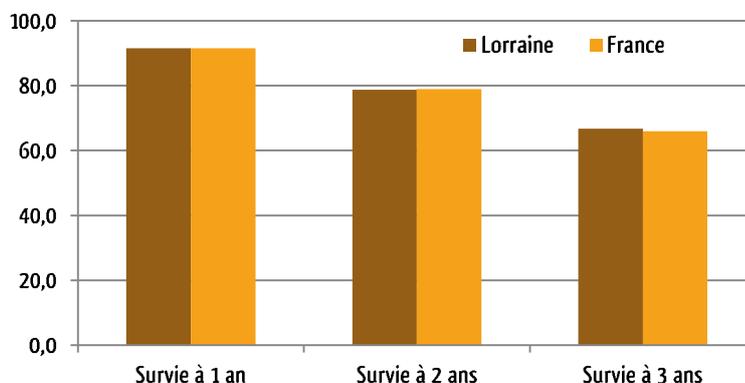
En 2011, 93% des créations se sont faites sans salarié. L'importance de l'autoentreprise explique en partie ce chiffre, mais hormis ce dernier cas, la part des entreprises créées sans salarié demeure élevée (83%). En 2011, 41 entreprises ont été créées avec plus de 10 salariés.

Deux entreprises sur trois survivent à 3 ans

En 2009, l'INSEE a mesuré le taux de survie des entreprises créées en 2006. Il apparaît que la Lorraine se situe très légèrement au-dessus de la moyenne nationale des taux de survie à trois ans. Il s'élève à 67%, contre 66% en France métropolitaine.

Les données suivantes datant d'avant la crise, il sera intéressant d'analyser son impact sur le taux de survie des entreprises.

Taux de survie des entreprises créées en 2006 (%)



Données INSEE

Création d'entreprises dans les secteurs technologiquement innovants, les TIC et le secteur de la santé*

La création d'entreprises dans le secteur de la santé progresse continuellement depuis 2005 avec près de 730 créations en 2011. Les créations dans les secteurs technologiquement innovants et des TIC semblent moins bénéficier de l'effet auto-entrepreneur et marquent un recul en 2010 et 2011 après une hausse très importante en 2009.

En 2008, le secteur des entreprises innovantes en Lorraine représentait 1 800 entités, soit 2,1% des

* **Les secteurs technologiquement innovants** regroupent une partie des secteurs liés aux TIC, les secteurs liés aux produits pharmaceutiques, aux biotechnologies et aux nouveaux matériaux.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) forment un secteur hétérogène puisqu'elles relèvent à la fois de l'industrie, du commerce et des services. L'OCDE a retenu deux champs d'activités. Les TIC au sens strict comprennent des activités de fabrication (ordinateurs par exemple), des services liés à des biens (location de matériel informatique) et les services immatériels (réalisation de logiciels). Les TIC au sens large, champ retenu ici, ajoutent des activités dites de contenu, soit industrielles (imprimerie de livres), soit tertiaires (activité de radio).

entreprises et 16 000 salariés, soit 3,7% des effectifs lorrains. Les entreprises innovantes présentent 3 ans après leur création un taux d'activité de 85% contre 64% pour l'ensemble des secteurs et de 70% après 5 ans contre 50% pour l'ensemble des secteurs.

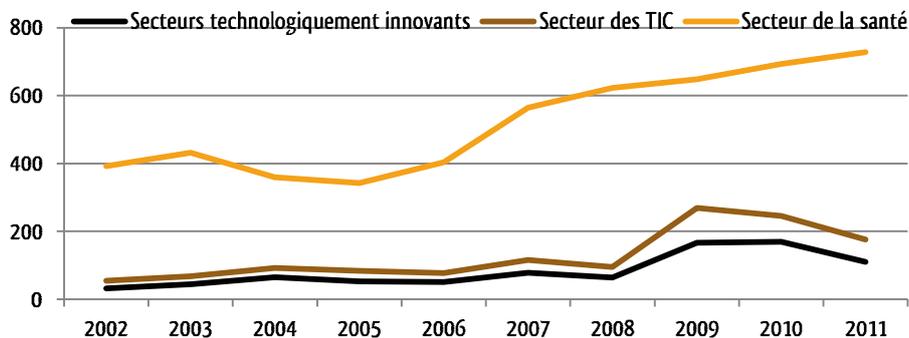
Cet indicateur nécessiterait un suivi plus attentif afin de mieux suivre leur évolution et les besoins spécifiques liés à ce type d'activité au vu du potentiel d'emploi et de valeur ajoutée qu'elles représentent pour l'avenir.

Moins de la moitié des autoentrepreneurs économiquement actifs

Selon une récente étude de l'URSSAF sur des données nationales, 56% des autoentrepreneurs ont déclaré un chiffre d'affaires nul au premier trimestre 2012. Ils sont 5% des cotisants à avoir publié un chiffre d'affaires trimestriel supérieur à 7 500€.

En 2011, le chiffre d'affaires moyen des autoentrepreneurs était de 9 232€ en France métropolitaine. Il s'élevait à 8 639€ dans les Vosges, 8 531€ en Moselle, 8 170€ en Meuse et 8 513€ en Meurthe-et-Moselle.

Nombre de création d'entreprises dans les secteurs « technologiquement innovants », les TIC et la santé



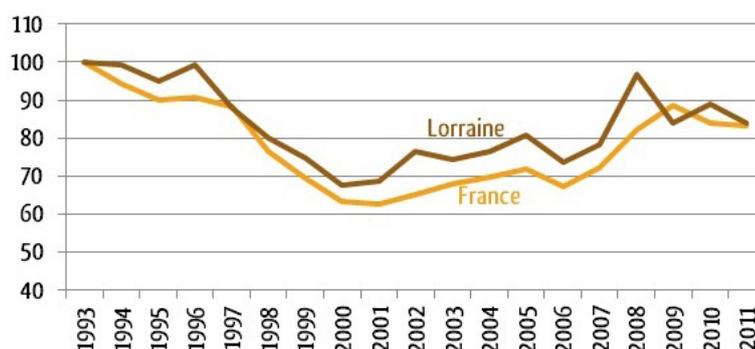
Données INSEE

3- Les défaillances en baisse en 2011, malgré un niveau toujours élevé

1 500 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en 2011 en Lorraine. C'est une baisse de 5,5% par rapport à l'année précédente. Le niveau est équivalent à celui de 2009. La baisse est moins prononcée en France (-0,8%). La Lorraine représente toujours 3% des défaillances nationales. Les évolutions sont contrastées au niveau des départements lorrains (+20,4% en Meuse, -2,5% en Meurthe-et-Moselle, -6,6% dans les Vosges et -11,8% en Moselle).

5 800 salariés ont été confrontés à des situations de défaillance de leurs entreprises, contre 7 000 en 2010. Les contrastes sont très importants au niveau des secteurs d'activité. Les défaillances sont en baisse dans l'industrie (-12,9% en Lorraine et -3,1% en France). Le secteur reste néanmoins très représenté dans les défaillances nationales (3,9%). Les activités d'hébergement et restauration marquent également une hausse sensible des défaillances (+27,9%), la Lorraine représente 3,7% des défaillances dans ce domaine en France.

Evolution des défaillances d'entreprises à la date de jugement (1993=100)



Données INSEE

Défaillances d'entreprises à la date de jugement

Source INSEE	Lorraine			France métropolitaine			Part de la Lorraine
	2010	2011	évolution	2010	2011	évolution	
Industrie	170	148	-12,9%	3889	3769	-3,1%	3,9%
Construction	493	441	-10,5%	14158	13552	-4,3%	3,3%
Commerce, transports, hébergement et restauration	539	542	0,6%	19088	19252	0,9%	2,8%
<i>dont commerce</i>	311	291	-6,4%	11572	11768	1,7%	2,5%
<i>dont transport</i>	56	31	-44,6%	1694	1570	-7,3%	2,0%
<i>dont hébergement et restauration</i>	172	220	27,9%	5822	5914	1,6%	3,7%
Information et communication	18	29	61,1%	1331	1292	-2,9%	2,2%
Activités financières	25	17	-32,0%	872	929	6,5%	1,8%
Activités immobilières	65	61	-6,2%	1693	1618	-4,4%	3,8%
Soutien aux entreprises	151	136	-9,9%	5695	5648	-0,8%	2,4%
Enseignement, santé et action sociale	35	35	0,0%	1231	1409	14,5%	2,5%
Autres services aux ménages	91	90	-1,1%	2901	2974	2,5%	3,0%
Total	2126	2041	-4,0%	50858	50443	-0,8%	3,0%

6 – Tourisme

Le tourisme est un élément fort de qualité de vie et de rayonnement d'un territoire. C'est un secteur aux activités variées, un facteur important de développement économique. Son développement rend les atouts de la Lorraine plus visibles des lorrains, français et étrangers.

Au-delà de ces défis d'image, le tourisme est également une activité économique et sociale pour la Lorraine. En 2010, il concentre 2,7% de l'emploi salarié du secteur marchand, plaçant la Lorraine au 11ème rang des régions françaises pour son importance.

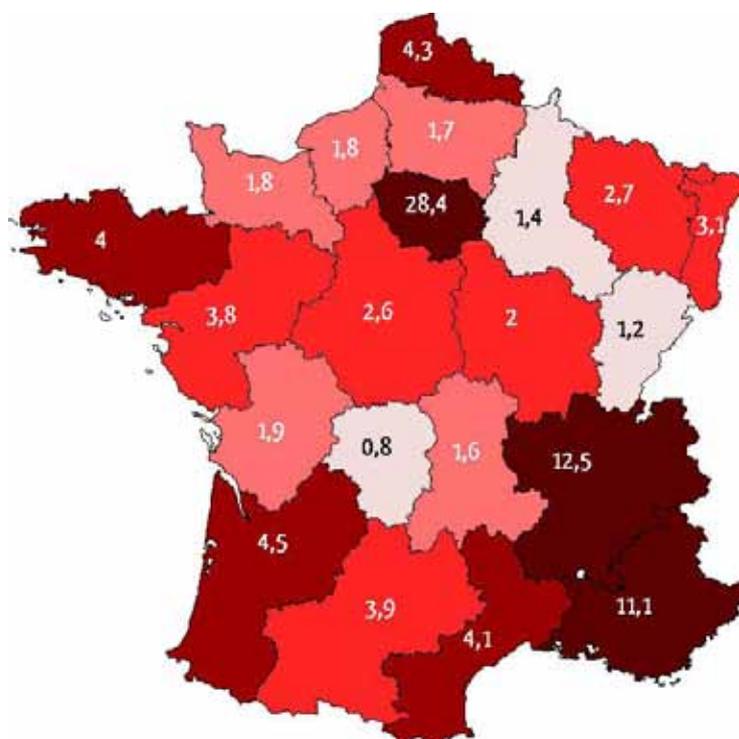
Si la seule fréquentation des hôtels ne peut résumer la situation du tourisme en Lorraine, le bilan de l'année 2011 fait état d'une légère hausse de la fréquentation hôte-

lière pour la deuxième année consécutive. Les premiers signaux de conjoncture pour l'été 2012 montrent cependant une baisse de la fréquentation.

1- La Lorraine au 11ème rang des régions pour le poids de l'emploi touristique

En 2010, les secteurs d'activité liés au tourisme concentrent 2,7% de l'emploi salarié du secteur marchand en Lorraine, ce qui situe la Lorraine au 11ème rang des régions métropolitaines. L'activité touristique joue donc un rôle important dans l'économie de la région.

Estimation de la part de l'emploi touristique dans l'emploi salarié du secteur marchand en 2010

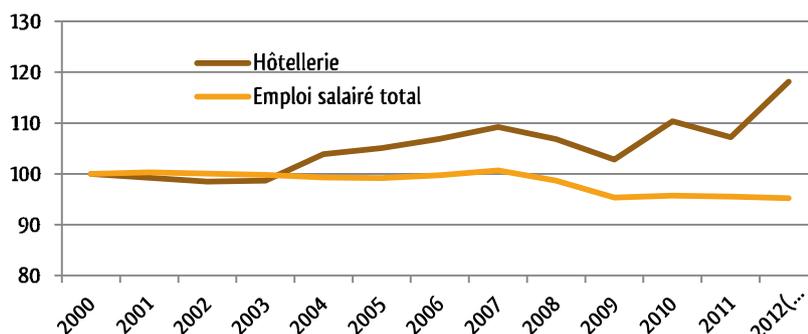


Données Pôle emploi-UNISTATIS

Une progression de l'emploi dans le secteur de l'hôtellerie

Le secteur de l'hôtellerie représente 5 610 salariés dans le secteur marchand en Lorraine. Il a progressé de 18% depuis 2000, quand l'emploi total du secteur marchand a marqué un recul de 4,8%.

Evolution de l'emploi salarié marchand total et dans le secteur de l'hôtellerie (2000=100)



Données URSSAF

2- 2011 marque une deuxième année de hausse consécutive pour l'hôtellerie en Lorraine

Une hausse des nuitées due à la clientèle française

En 2011, 3 650 000 nuitées ont été enregistrées en Lorraine, soit une hausse de 0,8% par rapport à 2010, qui marquait également une progression. Le tourisme d'affaires représente 55% des nuitées d'hôtel, contre 44% en France. Les étrangers pèsent pour 20% de la clientèle totale. Le nombre de clients français a progressé de +3,2%, contrebalançant la baisse de la fréquentation hôtelière des étrangers (-7,9%). On note une très forte progression du nombre de touristes

chinois en Lorraine (+84%). Pour les hôtels de standing (3 et 4 étoiles), la hausse est plus marquée (+5%) et concerne à la fois les touristes étrangers et les touristes français. La fréquentation a baissé de 1,2% dans les hôtels 2 étoiles et a stagné dans les gammes inférieures.

Au niveau des durées de séjour, la Lorraine passe de 3,86 jours à 4,12 en moyenne pour les voyages, soit une hausse de 6,7% par rapport à 2010. Au niveau de la France métropolitaine, la durée moyenne est de 5,37 jours (hausse de 0,7%). La Lorraine est au 16ème rang des régions.

Source INSEE	Nombre de nuitées en 2011	Evolution 2010-2011 (%)
Français	2 918 017	3,2
Etrangers	728 610	-7,9
dont Belgique	178 548	3,2
Allemagne	130 108	-2,7
Pays-Bas	98 714	-13,5
Royaume-Uni	71 884	-17,2
Italie	40 879	6,9
Suisse	22 725	-6,4
Chine	18 146	84,3
Espagne	13 822	-21,9
Etats-Unis	13 499	-17,8
Japon	6 286	-21,7
Total	3 646 627	0,8

Une fréquentation des campings en baisse

En 2011, la fréquentation des campings de Lorraine a baissé de 10,7%. C'est le plus faible niveau de nuitées constatées depuis 2007. Un peu moins de 800 000 nuitées ont été enregistrées, dont 46% pour les français, en recul de 2,1%. La baisse de la fréquentation par les étrangers est là aussi plus marquée (-17%).

Fréquentation des principaux sites touristiques lorrains en 2010 : Pompidou en phare

	2010	var.2010/ 2009	2009
CENTRE POMPIDOU METZ	615 830		NS
PARC ZOOLOGIQUE D'AMNEVILLE	534 295	-3%	548 100
CATHEDRALE DE METZ	590 900	0%	591 871
SITES DE MEMOIRE de Verdun et Douaumont	521 263	-9%	573 740
WALIGATOR PARC	486 000	21%	402 544
SNOW HALL	400 000	102%	198 000
PARC ANIMALIER DE SAINTE CROIX	222 200	3%	214 775
COLLINE DE SION	216 000	-15%	253 784
FRAISPERTUIS CITY	215 784	-2%	220 782
CONFISERIE DES HAUTES VOSGES	183 300	6%	172 600
TOTAL	3 985 572	25%	3 176 196

Données ORT

3- L'été 2012 moins bon que celui de 2011

Selon une enquête de l'observatoire régional du tourisme de Lorraine, 53% des professionnels interrogés jugent que la situation est satisfaisante.

L'activité touristique de l'été 2012 est jugée moins bonne que celle de l'été 2011 pour près d'un professionnel sur deux, quelque soit leur secteur d'activité. L'évolution des clientèles étrangères comme française est en baisse en raison notamment des mauvaises conditions climatiques du mois de juillet.

7 – Economie sociale et solidaire

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) peuvent prendre plusieurs formes juridiques : les associations, coopératives, fondations ou mutuelles. Ces organisations développent leurs compétences dans de nombreux domaines d'activités : l'assurance, les banques, les finances solidaires, la production qu'elle soit industrielle, artisanale et agricole et aussi les services à la personne et aux familles, la protection de l'environnement et l'éducation à l'environnement, la culture, le sport...

Avec 14,1% de l'emploi salarié du secteur marchand dans l'ESS, la Lorraine est au 8ème rang des régions pour l'importance de ce secteur dans l'économie. Il représente 79 870 emplois. Dans certains bassins d'emploi, il représente même 1 emploi du secteur privé sur 5 (Longwy, 21,1% ; Verdun 19,4%). Il reste très majoritairement représenté par l'emploi associatif (84% en nombre de postes).

Pour la première fois en 2011, l'emploi dans l'ESS marque un recul en Lorraine, dû essentiellement à la baisse de l'emploi associatif.

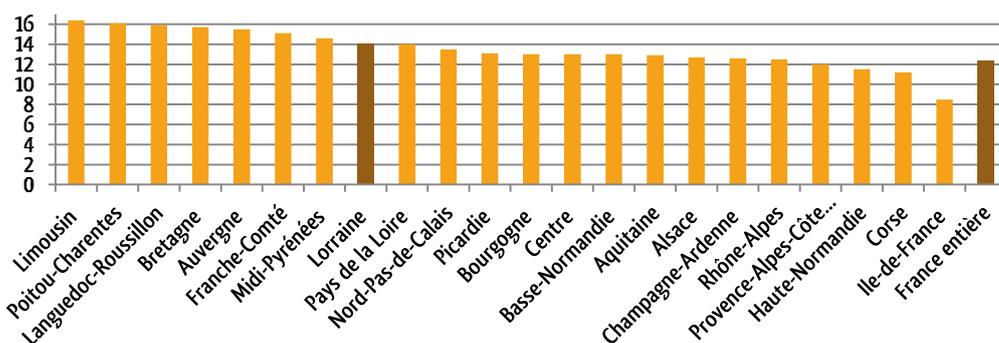
1- La Lorraine au 8ème rang des régions pour l'importance de l'économie sociale et solidaire dans l'emploi

La Lorraine fait partie des régions de France les mieux dotées en maillage d'entreprises et d'organisations relevant de l'économie sociale et solidaire. En 2011, le secteur représente 79 870 emplois, soit 14,1% de l'emploi salarié du secteur privé, ce qui place la Lorraine au 8ème rang des régions pour l'importance de l'ESS dans l'emploi du secteur marchand.

« L'économie sociale et solidaire a été le premier contributeur à l'augmentation de l'emploi salarié entre les années 2005 et 2009, du fait d'une baisse importante de l'emploi privé entre 2007 et 2009, baisse que l'économie sociale et solidaire n'a pas connue sur cette période. 55% de l'emploi de l'économie sociale et solidaire relève de PME de tailles comprises entre 20 et 249 postes. Enfin, la question des départs en retraite, autour de 25 000 postes d'ici 2024, apparaît en Lorraine comme un enjeu majeur pour l'avenir du fonctionnement de ce modèle socio-économique.»

* Source : CRES, Panorama de l'économie sociale et solidaire en Lorraine, juin 2012

Part de l'emploi des secteurs de l'économie solidaire dans l'emploi salarié du secteur marchand (%)



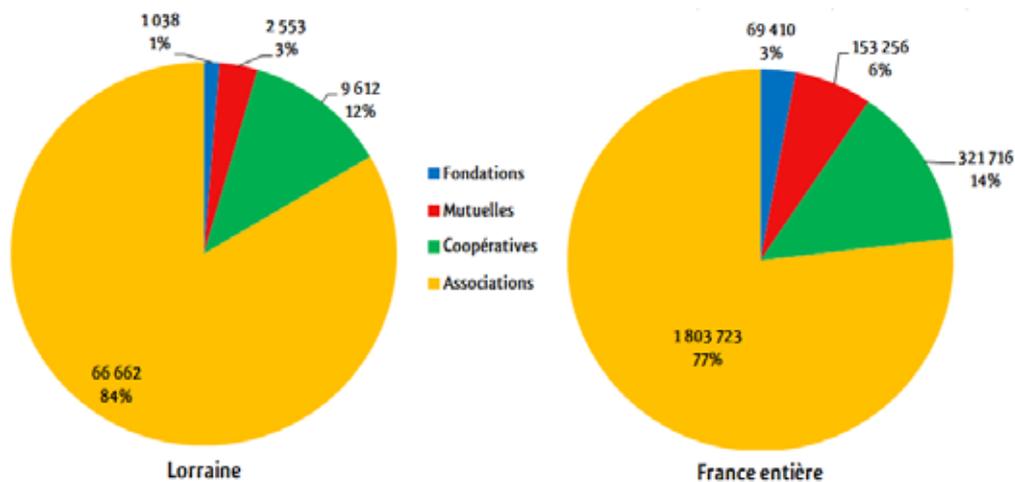
Données ACOSS-URSSAF et MSA

Le secteur associatif représente 84% de l'emploi du secteur...

Les associations lorraines emploient 66 662 salariés en 2011. Ils représentent 84% de l'emploi salarié de l'économie sociale, contre 77% en France. Cependant, si l'on prend en compte les données en équi-

valent temps plein, c'est dans les coopératives que la part d'emplois est la plus importante, atteignant plus de 95% des emplois de la famille (données 2009). Cet écart est lié au fait que la part des emplois à temps partiel est plus importante dans les associations que dans les coopératives.

Répartition de l'emploi dans les secteurs de l'économie sociale en 2011



Données ACOSS-URSSAF et MSA

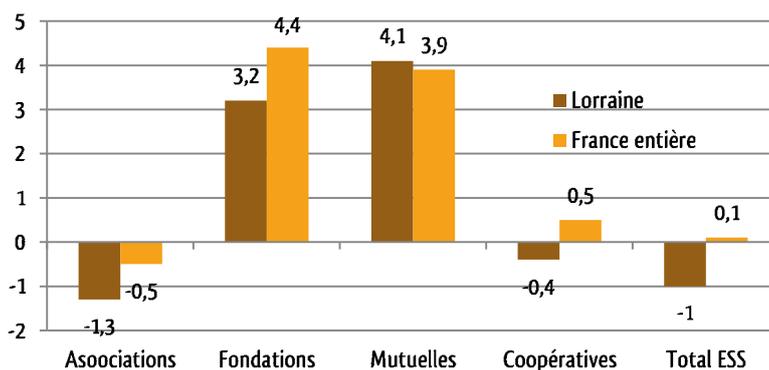
... Mais l'emploi associatif recule pour la première fois en 2011...

Le secteur associatif a créé plus de 12 000 emplois en Lorraine depuis 2000. Cependant, depuis 2011, on enregistre en France, comme en Lorraine, un repli de l'emploi associatif qui n'échappe pas à la crise.

... et entraîne une baisse de l'emploi dans l'ESS en 2011

L'emploi associatif représentant 84% de l'emploi dans les secteurs de l'ESS, sa baisse en 2011 a entraîné une baisse globale du nombre de salariés dans la famille d'activités, malgré une forte progression dans le domaine des fondations et des mutuelles (respectivement +3,2% et +4,1%). L'emploi des coopératives a également marqué un recul de 0,4%.

Evolution de l'emploi salarié marchand entre 2010 et 2011 dans l'ESS (%)



Données ACOSS-URSSAF et MSA

Associations : un recul des créations en 2011-2012 et des inquiétudes sur le bénévolat

En 2010-2011, 1 758 associations ont été créées en Lorraine contre 1 505 en 2011-2012. Le recul est plus marqué qu'au niveau national.

Début 2012, le nombre de bénévoles dans les associations est estimé entre 350 000 et 400 000 personnes, les responsables associatifs lorrains estiment pour 40% d'entre eux que la ressource humaine bénévole est insuffisante. C'est d'ailleurs la première préoccupation des responsables.

Une forte implantation de l'ESS dans le nord-ouest de la région

C'est la zone d'emploi de Longwy qui présente la meilleure implantation de l'économie sociale et solidaire en région. En effet, les associations, coopéra-

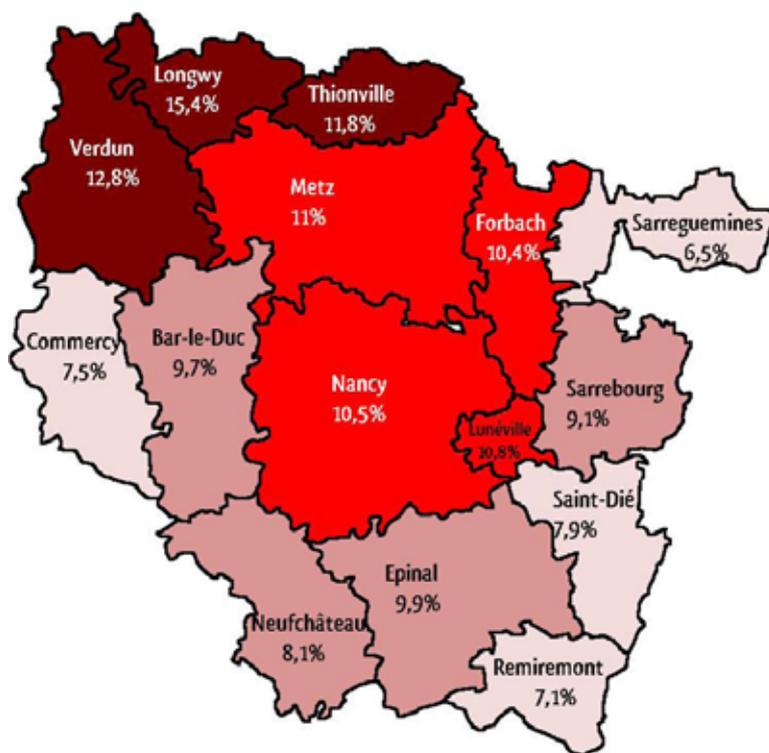
tives et mutuelles emploient 15,4% de l'ensemble des salariés travaillant dans la zone en équivalent temps plein (pour des employeurs publics ou privés).

La zone d'emploi de Verdun se place en 2ème position en termes d'ancrage de l'économie sociale et solidaire dans l'emploi salarié du territoire avec 12,8 % de l'emploi total.

En 3ème position vient la zone d'emploi de Thionville pour la part de l'économie sociale et solidaire dans l'emploi total (avec 11,8 % de l'emploi total).

Les zones d'emploi de Nancy et Metz concentrent à elles deux la majorité des emplois de l'économie sociale et solidaire de la région Lorraine (52,6 % des salariés de l'économie sociale et solidaire de Lorraine travaillent dans ces zones, soit 41 800 postes occupés).

Part de l'ESS dans l'emploi salarié public et privé en équivalent temps plein



Données INSEE-CLAP 2009

Economie de la connaissance et capital humain

8 – Recherche, Développement et Innovation

La Lorraine se caractérise par une forte présence de la recherche publique sur son territoire et par une recherche privée encore insuffisante. Les secteurs économiques les plus présents en Lorraine sont faiblement utilisateurs de R&D.

Le triptyque recherche – développement - innovation est un élément clé des politiques économiques. Il doit permettre à la Lorraine de consolider les filières identitaires de la région mais aussi de développer de nouveaux secteurs d'activité. C'est un processus de long terme que l'ensemble des acteurs doit accompagner afin de poursuivre le rapprochement entre le monde académique et celui des entreprises et de continuer à inciter les rapprochements entre les acteurs économique ayant des intérêts communs dans le domaine de l'innovation.

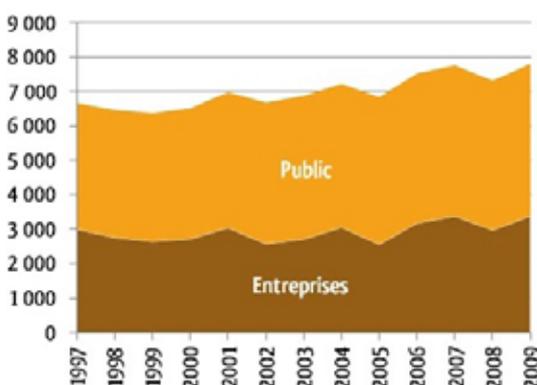
Plusieurs axes de développement concrets doivent être au centre des efforts collectifs. La valorisation de la recherche publique, notamment au sein de la nouvelle Université de Lorraine, le développement de l'incubateur

lorrain, la concrétisation des projets labellisés dans le cadre des investissements d'avenir (Institut de Recherche Technologique, Carnot, Laboratoires d'Excellence, ...), le développement d'une économie de clusters (notamment transfrontaliers) et la montée en puissance des pôles de compétitivité.

1- Un potentiel de 7 800 personnes dont 4 250 chercheurs et 700 millions d'euros de dépenses en Lorraine

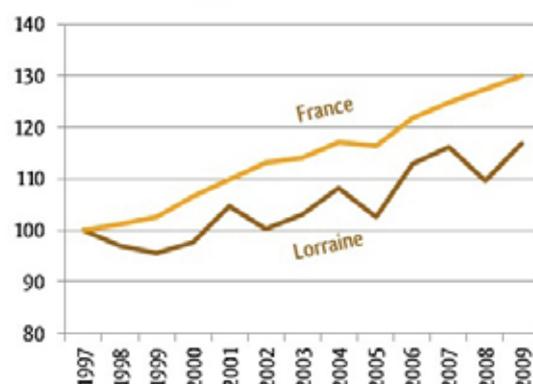
Le secteur de la recherche et développement emploie en lorraine 7 806 personnes dont 4 251 chercheurs en 2009, soit 2% des effectifs nationaux. La Lorraine est au 12ème rang des régions pour les effectifs totaux dans la recherche. Avec un ratio de 5 chercheurs pour 1 000 emplois salariés, la région occupe également la 12ème place des régions.

Emplois dans la R&D en Lorraine



Source Ministère de l'ESR

Effectifs totaux dans la R&D en Lorraine et en France (base 100 en 1997)



Source Ministère de l'ESR

Selon l'INSEE, les emplois liés à l'innovation dans les domaines de la conception et de la recherche représentent environ 13 700 postes en Lorraine, soit 1,5% de l'emploi total (contre 2,2% en moyenne dans les régions hors Ile de France et 2,8% en France métropolitaine), plaçant la Lorraine au 15ème rang des régions pour leur importance dans l'emploi total. Ces emplois sont occupés en majorité par des ingénieurs, cadres et techniciens.

2- Les dépenses de recherche franchissent la barre des 700 millions d'euros en 2009, mais restent insuffisantes dans le secteur privé

Selon les derniers chiffres fournis par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, les dépenses totales de R&D du secteur public et des entreprises se sont élevées à 702 millions d'euros en 2009, soit une progression de 29 millions d'euros par rapport à 2008 (+4,3%).

Recul des dépenses en R&D des entreprises et progression dans la recherche publique

Avec 1,6 % des dépenses nationales en recherche et développement, la Lorraine se situe au 13ème rang des régions. Par rapport à 2008, les dépenses de recherche des entreprises ont baissé de 10 millions d'euros (-3%), alors qu'elles ont augmenté de 2% au niveau national. Les dépenses de la recherche publique ont, quant à elles, progressé de 42 millions d'euros (+12%), ce qui est supérieur à la progression nationale (+7%).

La Lorraine au 15ème rang des régions pour les dépenses de R&D en entreprises

Avec 297 millions d'euros de dépenses, la recherche dans les entreprises ne représente que 1,1% des dépenses nationales plaçant la Lorraine au 15ème rang des régions. C'est une situation paradoxale quand on sait que la Lorraine est au 11ème rang des régions pour l'emploi industriel. Une autre singularité de la région concerne la faible part des dépenses privée dans les dépenses totales de recherche et développement. Seules deux régions (Languedoc-Roussillon et Lorraine) connaissent une part des entreprises dans les dépenses de R&D sous la barre des 50%. La Lorraine se situe ainsi au 21ème rang des régions, avec une part des entreprises de 42% dans le total des dépenses de R&D.

.... et au 8ème rang des régions pour les dépenses de R&D dans le secteur public

Les dépenses publiques de R&D s'élèvent à 405 millions d'euros en 2009 en Lorraine, ce qui la place au 8ème rang des régions. Les dépenses publiques de R&D interviennent dans trois secteurs institutionnels : l'enseignement supérieur regroupant les universités et le CNRS, les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), enfin les institutions sans but lucratif.

Dépenses de R&D en Lorraine en 2009

	Lorraine	Part dans la métropole (%)	Rang de la région
Dépenses totales (millions d'euros)	702	1,6 %	13 ^{ème}
des entreprises	297	1,1 %	15 ^{ème}
des administrations	405	2,5 %	8 ^{ème}
Intensité de recherche (DIRD/PIB) en %	1,09 %		14 ^{ème}

Source Ministère de l'ESR

Dépenses publiques de R&D en Lorraine en 2009

	EPST (hors CNRS)	EPIC	CNRS	Universités	Autres	Total
Dépenses (M€)	39	27	105	200	33	405 millions d'€
Poids dans les dépenses nationales (%)	1,9 %	0,7 %	3,5 %	3,8 %	3 %	2,7 %
Rang de la région	11 ^{ème}	9 ^{ème}	7 ^{ème}	8 ^{ème}	7 ^{ème}	8 ^{ème} rang

Source Ministère de l'ESR

Les universités représentent 49% des dépenses, le CNRS 26%, les EPST (hors CNRS) 9,6%, les EPIC 6,7% et les autres établissements 8,1%.

Les effectifs de l'ensemble de ces organismes est de 4 413 personnes en 2009 dont 48% sont des chercheurs, ce qui place la Lorraine et au 11^{ème} rang des régions pour le nombre de chercheurs dans le secteur public. Depuis l'année 2000, le nombre de chercheurs a davantage progressé en France métropolitaine (+19%) qu'en Lorraine (+14%).

3- Une concentration de la recherche privée dans les « moyennes » technologies*

Un chercheur du secteur privé sur deux travaille dans une entreprise de moins de 250 salariés

* Pour la définition du niveau de technologie en fonction des secteurs, se reporter au tableau « Dépenses privées de R&D selon les secteurs en Lorraine en 2009 »

En Lorraine, les chercheurs du secteur privé sont plutôt concentrés dans les entreprises de moins de 250 salariés qui concentrent 51,7% des effectifs. Les entreprises de plus de 1 000 salariés ne comptent que 22,6% des chercheurs en entreprises.

Ce sont les entreprises de plus de 1 000 salariés qui engagent le plus de dépenses avec 41,7%, du total, soit 10% de plus que les entreprises de moins de 250 salariés.

La part de la Lorraine dans les dépenses et dans le nombre de chercheurs dans les entreprises de plus de 1 000 salariés est de 0,8 % pour les dépenses et de seulement 0,5% des chercheurs. Ces chiffres peuvent être mis en relation avec l'absence de centre de recherche-développement des grands groupes en Lorraine, à l'exception du centre de recherche d'Arcelor-Mittal à Maizières-les-Metz.

Dépenses privées de R&D en Lorraine en 2009

	EFFECTIF TOTAL SALARIÉS							
	Moins de 250		De 250 à moins de 500		De 500 à moins de 1 000		Égal ou supérieur à 1 000	
	DIRDE (M€)	Chercheurs (ETP)	DIRDE (M€)	Chercheurs (ETP)	DIRDE (M€)	Chercheurs (ETP)	DIRDE (M€)	Chercheurs (ETP)
Lorraine	95	797	46	185	32	210	124	349
% Lorraine	1,7	2,0	2,2	1,8	1,3	1,8	0,8	0,5
Part Lorraine %	32,1%	51,7%	15,4%	12,0%	10,8%	13,6%	41,7%	22,6%

Source Ministère de l'ESR

Une faible présence dans le secteur des «hautes technologies»

Selon les chiffres communiqués par le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, les dépenses effectuées dans les secteurs appartenant à la définition des « hautes technologies » ne représentent que 8 millions d'euros, soit 2,7% des dépenses régionales et 0,1% des dépenses nationales dans ce segment.

... mais une forte présence dans les activités de «moyenne» et «faible» technologie

La Lorraine est une région industrielle avec des activités très présentes dans les biens intermédiaires. C'est dans les activités des secteurs classés dans les « moyennes » et « faibles » technologies que la région est ainsi fortement représentée, avec 87,5 % de ses dépenses de R&D des entreprises. Dans le secteur des « moyennes-faibles » technologies, la Lorraine représente 6% des dépenses nationales.

A titre d'exemple, le centre de recherche d'Arcelor-Mittal à Maizières-les-Metz représente 23% des dépenses totales des entreprises en Lorraine et 60% des dépenses du secteur des moyennes et faibles technologies où la Lorraine est au 5ème rang des régions.

Dépenses privées de R&D selon les secteurs en Lorraine en 2009

	Industries manufacturières				Primaire - Énergie - BTP	Services	TOTAL
	Haute technologie	Moyenne-Haute technologie	Moyenne-Faible technologie	Faible technologie			
Dépenses effectuées en Lorraine (M€)	8	127	114	31	2	28	310
% Lorraine par rapport à la France	0,1	1,7	6,0	3,1	0,2	0,9	1,3
% par rapport aux dépenses totales de la Lorraine	2,7%	41,0%	36,6%	9,9%	0,6%	9,1%	100%
Rang de la Lorraine	18	12	5	10	16	10	15
Définition des différents secteurs selon l'OCDE	Aérospatial, électronique, machines de bureau et ordinateurs, pharmacie, instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	Matériel professionnel, automobile, chimie, transport, machines électriques (hors communication) et non électriques (hors bureau),	Caoutchouc et plastiques, raffineries de pétrole, métaux non ferreux, produits minéraux non métalliques, sidérurgie, ouvrages en métaux, construction navale, autres industries manufacturières,	Papier, imprimerie et édition, textiles, habillement et cuir, alimentation, boissons et tabac, bois et meubles.			

Source Ministère de l'ESR

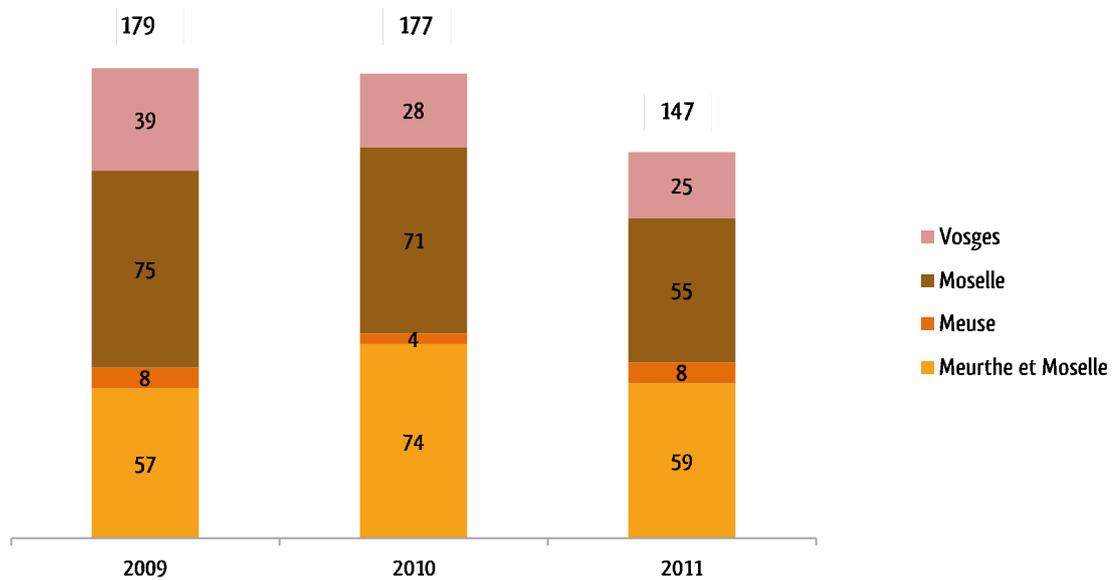
4- Un déficit structurel en matière de dépôts de brevets

Si l'indicateur de dépôts de brevets ne permet pas à lui seul de connaître les efforts d'innovation d'un territoire, il permet de dégager des tendances dans ce domaine.

Un déficit structurel qui s'aggrave en 2011

En 2011, la Lorraine a déposé 147 demandes de brevet par voie nationale, et se classe au 19ème rang des régions, devant la Champagne-Ardenne (141) et derrière la Basse Normandie (150). Par rapport à 2010, la région affiche une baisse de 16,9%. C'est le plus fort recul pour l'ensemble des régions métropolitaines.

Evolution du nombre de dépôts de brevets en Lorraine



Données INPI

Un tiers des dépôts de brevets est le fait des PME et des ETI en Lorraine, et malgré le faible volume de dépôts de brevets, on note une part relative plus importante de dépôts dans les PME, et une part beaucoup plus faible dans les ETI.

Dépôts de brevets par type de structure en Lorraine et en France en 2010

	Brevets publiés par les PME	Brevets publiés par les ETI	Nombre total de brevets publiés en Lorraine	% de brevets émanant de PME ou d'ETI
Lorraine	53	7	177	33,9 %
France	2371	754	14 463	21,6 %
% Lorraine	2,2 %	1 %	1,2 %	

Données INPI

La répartition des brevets publiés en 2010 issues des PME et ETI lorraines en comparaison avec le total des demandes de brevets montre que 33,9 % de brevets proviennent de PME ou d'ETI ce qui est largement supérieur à la moyenne nationale qui est de 21,6%.

La répartition des dépôts de brevet par activité montre une répartition qui ne correspond pas forcément aux secteurs d'activités industrielles présents en Lorraine, ce qui peut s'expliquer lorsque le déposant est une personne morale. En effet, la région d'origine est celle dans lequel se trouve le siège social, ce qui introduit un biais par rapport au lieu de création de l'invention, et notamment une surestimation de la concentration des inventions en Ile de France.

- La Lorraine connaît un déficit structurel en matière de dépôt de brevet qui peut s'expliquer par au moins trois raisons. Une moindre sensibilisation des entreprises lorraines aux enjeux de la propriété industrielle, la faiblesse des dépenses de R&D des entreprises, et enfin le lieu du siège social. Ces trois éléments mériteraient d'être analysés plus finement au cours des prochains mois car il est important de rappeler que la propriété industrielle peut être un élément moteur de la compétitivité des entreprises en permettant de sécuriser et valoriser leur potentiel d'innovation.

- La conjoncture économique depuis la crise de 2008 entretient également une situation financière difficile pour les entreprises, notamment dans les secteurs des biens intermédiaires fortement représenté en Lorraine.

- Il serait souhaitable d'améliorer la lisibilité de cet indicateur afin de mieux évaluer l'innovation dans les régions.

Dépôts de brevets par secteur d'activité en Lorraine

Secteurs d'activité	Nombre de brevets
Electronique, électricité	21
Instrumentation	20
Chimie, matériaux	30
Machines, mécanique, transport	51
Autres	34
Total	156

5- Le rôle des politiques d'aide à l'innovation

Crédits impôts recherche : 42,3 millions d'euros d'aides pour les entreprises lorraines en 2009

Depuis 2004, le crédit d'impôt recherche (CIR) a pris une importance croissante, et depuis 2008, il est devenu la première source de financement public des dépenses de R&D des entreprises. C'est aussi le soutien à la R&D qui touche chaque année le plus grand nombre d'entreprises, notamment les petites et très petites entreprises.

En 2009, 264 entreprises lorraines ont bénéficié du CIR, soit 2,3% des entreprises concernées au niveau national et pour un montant de 42,3 millions d'euros, soit 0,9 % du budget national dédié.

- Au regard de l'importance de cette politique, il serait important de mieux mesurer la présence des PME lorraines dans l'attribution du crédit impôts recherche en réalisant une approche sectorielle beaucoup plus fine. L'impact réel sur les effets structurels de la R&D et de l'innovation en Lorraine du crédit impôt recherche doit être évalué.

Le crédit Impôt Recherche en Lorraine

Nombre de déclarations	Nombre de bénéficiaires	Part du nombre d'entreprises bénéficiaires en %	Part dans les dépenses déclarées du CIR en %	Part dans le total du crédit impôt recherche
353	264	2,3	2,2	0,9

Source Ministère de l'ESR

Budget Recherche et Technologie du Conseil Régional par habitant : la Lorraine au 11ème rang des régions

Le soutien à la recherche du Conseil Régional et des autres collectivités représentent une part importante de l'effort en matière de Recherche et du Développement Technologique et de l'Innovation en Lorraine. Sur la période 2007-2010, le Conseil Régional de Lorraine a dépensé en moyenne annuelle 23,9 millions d'euros pour la recherche et la technologie, ce qui la place au 13ème rang des régions françaises.

Comme le rappelle la note d'information du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche*,

* Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Les collectivités territoriales dans le financement de la Recherche et Technologie, mai 2012

de 2007 à 2010, le budget par habitant s'est élevé en moyenne à 17,3 € sur le plan national, contre 15,6 € en Lorraine. Ce budget par habitant est supérieur à 20 € dans 7 régions (Pays de Loire, Aquitaine, Bretagne, Picardie, PACA, Basse-Normandie et Rhône-Alpes). La Lorraine se place au 11ème rang des régions pour les dépenses par habitant.

Le budget régional consacré à la R&DI est orienté à 39% vers le CPER, et 12% concerne les pôles de compétitivité. En comparaison avec les autres régions, la Lorraine est au 5ème rang des régions pour les dépenses relatives dans le CPER, et au 10ème rang concernant la part du budget R&DI en direction des pôles de compétitivité.

Budget consacré à la recherche et développement et à la technologie par le Conseil Régional de Lorraine

	Budget (M€) moyenne période 2007-2010	CPER (Contrat de Projets Etat-Région) (%)	Pôles (%)	Ventilation du budget R&DT du conseil Régional (%)				
				Immobilier	Transfert Techno. Aides entreprises	Equipement Labos publics	Projet recherche Labos publics	Aides aux chercheurs
Lorraine	23,9	39	12	20	28	23	10	14
France	748,3	32	15	27	29	10	15	13

Pôles de compétitivité : 38 millions de financement aux projets de R&D lorrains de 2008 à 2011

Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie et développer la croissance et l'emploi. Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés

En Lorraine, les pôles sont devenus des éléments forts de visibilité régionale, nationale et internationale. Les 3 pôles présents en Lorraine mettent en avant les atouts du territoire dans les domaines des matériaux, des fibres et de l'eau.

Sur la période 2008-2011, le financement alloué à des bénéficiaires domiciliés en Lorraine à travers les projets de R&D labellisés par les Pôles de compétitivité est de 38 millions d'euros, et place la région au 12ème rang des régions métropolitaines. A noter que 2 régions (Ile de France et Rhône Alpes) concentrent 50 % des financements.

6- Investissements d'Avenir : des résultats, mais qui restent encore bien inférieurs aux potentiels de la région

Les Investissements d'Avenir en Lorraine, ce sont 21 projets pour un montant total de 214,3 millions d'euros. Les résultats lorrains sont en adéquation avec les thématiques-phares de la région, à savoir les matériaux et les procédés, en particulier l'institut de recherche technologique M2P. La gestion environnementale des ressources est également au cœur de nombreux projets lorrains.

Principaux résultats des investissements d'avenir en Lorraine

Le laboratoire «**DAMAS**» porté par l'université de Lorraine, vise à développer des nouveaux alliages métalliques en vue d'alléger les structures sans leur faire perdre leur solidité. Ce laboratoire conforte les

résultats de la 1ère vague avec la sélection du laboratoire d'excellence «**RESSOURCES 21**» sur les ressources métallurgiques.

L'institut de recherche technologique M2P. La création d'un Institut de recherche de niveau mondial dans le domaine des matériaux et des procédés, en relation avec les enjeux de compétitivité des grands acteurs industriels des autres régions voisines du Grand Est concernés par cette thématique, renforce la capacité d'innovation dans un secteur d'avenir.

La gestion environnementale des ressources avec le laboratoire «**ARBRE**» porté par l'Université de Lorraine visant à préserver les écosystèmes forestiers. L'université de Lorraine est par ailleurs partenaire de l'Institut d'excellence sur les Energies Décarbonnées **GEODENERGIES**.

Cinq grands projets en réseau pour développer des nouvelles formations et mettre en œuvre de nouvelles pédagogies au travers de différentes initiatives concernent la Lorraine : le développement des filières en ingénierie, la constitution d'un réseau de formations autour de l'innovation alimentaire ou de filières d'ingénierie de la santé, la valorisation de la formation à distance et la création d'un institut français de formations ouvertes et à distance pour soutenir le développement et la création de PME-PMI innovantes à l'export.

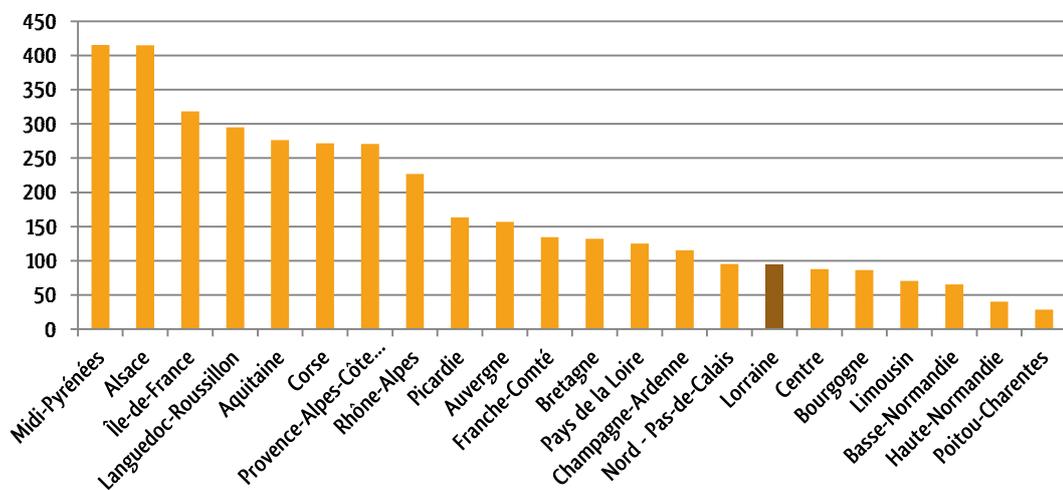
Dans le domaine de la **santé**, les acteurs participent à 3 grandes infrastructures nationales: ANAEES, Bio-banques et F-CRIN. Les équipes lorraines travailleront également sur **la prévention et traitement des maladies inflammatoires non vasculaires et du cancer** dans le cadre du projet interrégional LIPS-TIC.

La présence des **sciences humaines et sociales** est aussi significative. Le projet ORTOLANG porté par l'Université de Lorraine va permettre de mutualiser les données littéraires et de développer de nouveaux outils sur la langue. Les équipes sont aussi mobilisées sur le laboratoire d'excellence Laboratoire des Arts et Médiations humaine et laboratoire d'excellence Finance Croissance et Développement.

Associée à la Franche-Comté et la Bourgogne, la Lorraine est partenaire de **la société d'accélération de transfert de technologies Grand Est** qui sera une structure entièrement dédiée à la maturation des travaux de recherche de laboratoires publics et au transfert des technologies abouties vers le monde socio-économique.

Ramené en euros par habitant, la Lorraine est classée au 16ème rang des régions avec 95 € par habitant contre 415€ en Midi Pyrénées. L'Alsace qui affiche des résultats exceptionnels.

Montants investis dans le cadre des investissements d'avenir rapporté à la population régionale (€)



9 – Formation, qualifications et enseignement supérieur

Dans les tendances de long terme, la population active lorraine marque des évolutions semblables aux tendances nationales en termes de qualifications. La part des non-diplômés dans la population a baissé, celles des diplômés du supérieur a augmenté. Mais des spécificités régionales subsistent.

Ainsi, la part des bacheliers chez les jeunes actifs (25-34 ans) est légèrement supérieure à la moyenne nationale, en raison d'une forte représentation des bacs technologiques et professionnels. Le poids des titulaires de BEP-CAP est également plus important que la moyenne et la part des diplômés du supérieur est inférieure de 2,2 points à la moyenne des régions (hors-Île-de-France). Ces spécificités sont en grande partie liées aux caractéristiques économiques de la région (plus forte présence de l'industrie, moindre présence du tertiaire marchand, de centres de décision et de recherche privée).

La Lorraine est un territoire formant de nombreux diplômés de l'enseignement supérieur. On recense en effet 75 000 étudiants dans la région, dont 52 000 dans la nouvelle Université de Lorraine. Par ailleurs, la Lorraine reste une terre d'ingénieurs avec 5,2% des élèves ingénieurs français formés dans les 16 écoles lorraines.

1- Niveaux de formation en Lorraine

a- Progression des qualifications dans la population active, mais des écarts persistants avec la moyenne nationale

Lors de la dernière décennie, la population non scolarisée des plus de 15 ans a poursuivi une évolution révélée par les recensements successifs de l'INSEE depuis la fin des années 1960, à savoir une hausse généralisée des niveaux de qualifications. La part des non diplômés (+ des titulaires du certificat d'études primaires) a baissé de 8,7 points en 10 ans. Leur représentation dans la population Lorraine reste cependant supérieure de 2,5 points à la moyenne nationale en 2009 (contre +3 points en 1999).

La part des titulaires d'un BEP-CAP reste supérieure dans la population lorraine des plus de 15 ans à ce qu'elle est en France métropolitaine avec un écart de 4,4 points. La Lorraine est au deuxième rang des régions pour l'importance des BEP-CAP dans la population, derrière l'Alsace. Ceci pouvant s'expliquer par l'histoire régionale qui a organisé une offre très importante en formation professionnelle initiale tant sous statut scolaire que sous statut d'apprenti.

La part des Lorrains de plus de 15 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur augmente également, mais montre encore un « retard » qui a tendance à se creuser pour les diplômés supérieurs à BAC+2.

Répartition de la population des plus de 15 ans (non-scolarisée) en fonction du plus haut niveau de diplôme (%)

	France métropolitaine		Lorraine		Ecart Lorraine-France en 1999	Ecart Lorraine-France en 2009	Rang de la Lorraine en 2009
	1999	2009	1999	2009			
non diplômés ou titulaires du CEP	37,6%	29,4%	40,6%	31,9%	+3 pts	+2,5 pts	11
Titulaires du brevet des collèges	8,1%	6,3%	6,3%	5,1%	-1,8 pt	-1,2 pt	22
Titulaires d'un BEP ou CAP	25,0%	24,0%	28,8%	28,4%	+3,8 pts	+4,4 pts	2
Titulaires baccalauréat général ou technologique	12,1%	15,9%	10,9%	14,7%	-1,2 pt	-1,2 pt	19
Bac +2	8,5%	11,8%	7,5%	11,0%	-1 pt	-0,8 pt	12
Formation supérieure à Bac +2	8,8%	12,7%	6,0%	8,9%	-2,8 pts	-3,8 pts	16
	100%	100%	100%	100%			

Données INSEE

b- Catégories socioprofessionnelles : les ouvriers et employés davantage représentés en Lorraine

La Lorraine n'échappe pas au mouvement de tertiarisation de la France depuis la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Le nombre d'employés a dépassé le nombre d'ouvriers à partir du début des années 2000. On assiste également à une augmentation des professions intermédiaires ainsi que des cadres et professions intellectuelles. Le nombre d'artisans et de commerçants marque une stagnation, voire un léger recul sur le long terme.

Cependant, des différences avec la moyenne nationale persistent. Les ouvriers et employés restent plus présents dans la population active que la moyenne nationale. En ce qui concerne les cadres et professions intellectuelles, la Lorraine est au 20^{ème} rang des régions dans la différence entre le poids dans la population active et le poids dans cette catégorie d'emplois.

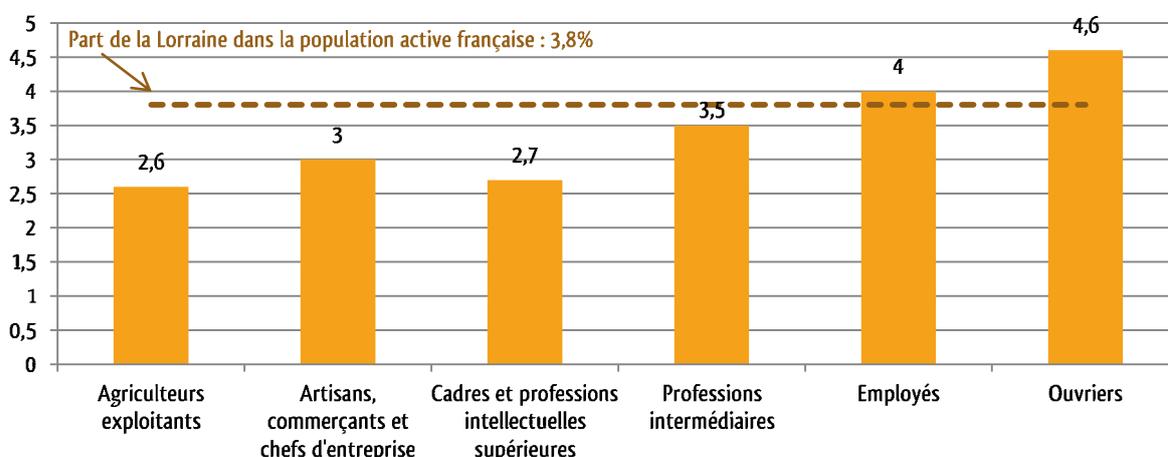
c- 25-34 ans : la part des diplômés du supérieur qui reste inférieure à la moyenne nationale

Les non-diplômés représentent une part similaire à leur poids dans la population des jeunes Français (11,9% contre 11,7% pour la France hors Île-de-France). La Lorraine se situe au 14^{ème} rang des régions pour l'importance des sans diplômes dans la population des 25-34 ans.

La part des 25-34 ans titulaires d'un CAP ou d'un BEP est sensiblement plus importante que la moyenne française (23,6% en Lorraine contre 22,6% en France hors Île-de-France). La Lorraine est au 7^{ème} rang des régions pour la part de CAP-BEP dans la tranche d'âge. Le nombre de titulaires d'un Baccalauréat est également légèrement supérieur, plaçant également la Lorraine au 7^{ème} rang des régions.

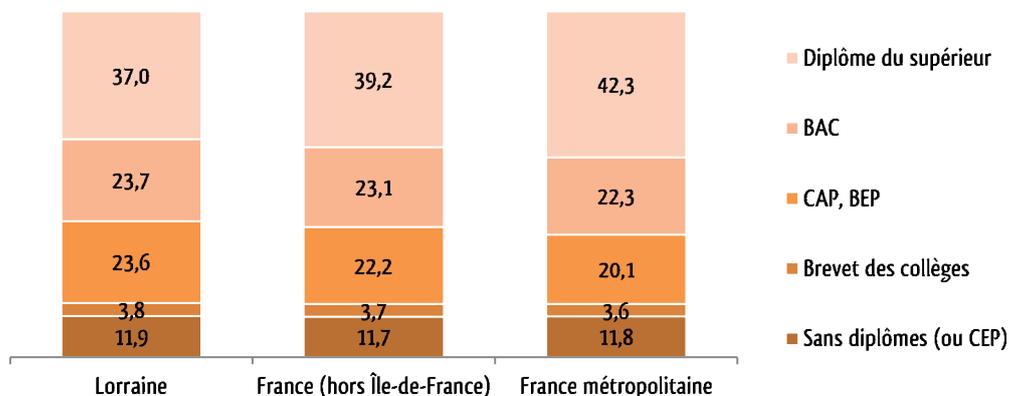
Cependant, c'est au niveau de la part des diplômés du supérieur que la Lorraine montre encore un niveau inférieur à la moyenne nationale. En effet, 37% des 25-34 ans vivant en Lorraine ont un diplôme du supérieur contre 39,2% pour la France (hors Île-de-France) et 42,3% pour la France métropolitaine. La Lorraine est au 14^{ème} rang des régions pour la part des diplômés du supérieur dans les 25-34 ans.

Représentation de la Lorraine dans les CSP au niveau national (%)*



*Note de lecture : La Lorraine représente 3,8% de la population active française et 2,6% des agriculteurs exploitants français

Répartition des 25 - 34ans (non-inscrits dans un établissement scolaire)
selon leur plus haut niveau de diplôme en 2009 (%)



Données INSEE

1- Primaire et secondaire : baisse des effectifs scolaires et fort taux de bacheliers professionnels et technologiques

a- Baisse continue des effectifs scolaires en Lorraine

Formation primaire et secondaire en Lorraine : un déficit de 20 939 élèves depuis 2006

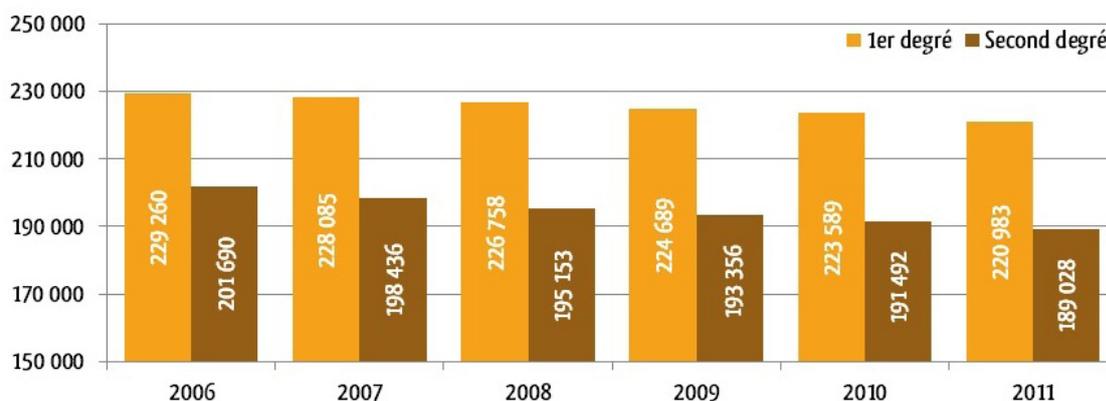
À la rentrée 2011, la Lorraine compte dans le secteur public et privé 410 001 élèves dans le 1er et second degré. On assiste à une baisse régulière des effectifs

avec une baisse de 20 939 élèves depuis 2006, conséquence directe des difficultés démographiques de la Lorraine.

Une tendance qui se poursuit à la dernière rentrée

Pour l'année scolaire 2012-2013, le nombre d'élèves continue de chuter. Le Rectorat annonce une diminution de 4397 élèves par rapport 2010-2011, ce qui porte à un peu plus de 25 000 la baisse du nombre d'élèves depuis 2006.

Evolution du nombre d'élèves du premier et second degré en Lorraine



Source : ministère de l'éducation nationale

b- Un fort taux de bacheliers tiré par les sections technologiques et professionnelles

21 172 bacheliers en Lorraine en 2011

La session 2010 du baccalauréat a compté 19 519 élèves qui se sont présentés au baccalauréat, ce qui correspond à 3,7% des effectifs nationaux. Leur nombre est en progression de 0,1% par rapport à 2005, contre une progression de 5% pour la France. Avec un taux de réussite de 85,6%, la Lorraine affiche les mêmes résultats que pour la France (85,7%).

En 2011, on compte 21 172 bacheliers en Lorraine, ce qui correspond à une augmentation de 8,8%, qui s'explique par une augmentation sensible (+50%) des bacheliers professionnels, un effet statistique lié à une récente réforme*. Le nombre de bacheliers généraux et technologiques est en recul (-3% et -4,3%), en lien avec la baisse des effectifs de certaines séries.

* La réforme de la voie professionnelle du BAC ramène la durée du BAC pro à 3 ans au lieu de 4 auparavant. Ainsi, pendant la période transitoire, deux générations de candidats se cumulent : les BAC pro en 3 ans et les BAC pro en 4 ans. Dès 2013, cet effet statistique devrait s'estomper et ce pourcentage baisser.

En 2011, on note en Lorraine une proportion plus importante de bacheliers professionnels que pour la France (+5,7 points). A contrario, la proportion de bacheliers généraux est inférieure (-6,6 points).

75,8% de bacheliers dans une génération en 2011

Malgré un fort impact de la réforme du baccalauréat professionnel sur les statistiques de 2011, la part de bacheliers dans une génération en Lorraine est supérieure à la moyenne nationale (75,8%, contre 71,8% en France métropolitaine). Ce fort taux de bacheliers place la Lorraine au 4ème rang des 27 Académies métropolitaines derrière Rennes, Versailles et Nice.

Cette différence s'explique essentiellement par un plus fort accès aux baccalauréats technologiques (1,7 point de plus) et professionnels (5,8 points de plus). Cependant, le baccalauréat général représente 3,5 points de moins d'une génération que la moyenne métropolitaine.

Part des bacheliers dans une génération en 2011 (%)

	Lorraine	France métropolitaine
<i>Bacheliers généraux</i>	33,2%	36,7%
<i>Bacheliers technologiques</i>	17,9%	16,2%
<i>Bacheliers professionnels</i>	24,7%	18,9%
TOTAL bacheliers	75,8%	71,8%

Données Ministère de l'éducation nationale, INSEE

c- Plus de 16 000 apprentis en Lorraine

Apprentissage : la Lorraine au 10ème rang des régions pour la part des apprentis parmi les 16-25 ans

16 224 apprentis sont recensés par l'INSEE en 2009 en Lorraine. La région représente ainsi 4% des apprentis français. 50% d'entre eux préparent une formation de niveau V* (ils sont 52,5% en France hors-Île-de-France), 29% préparent une formation de niveau IV (contre 27% en France hors-Île-de-France) et 21% sont en niveaux I, II et III (17% en France

* **Niveaux de formation I et II** : Préparation d'un diplôme de niveau supérieur à bac+2 : licence, master, diplôme de grande école.

Niveau de formation III : Préparation d'un diplôme de niveau bac + 2, type BTS ou DUT.

Niveau de formation IV : Préparation d'un diplôme type brevet professionnel ou baccalauréat professionnel.

Niveau de formation V : Préparation d'un diplôme de second cycle court professionnel.

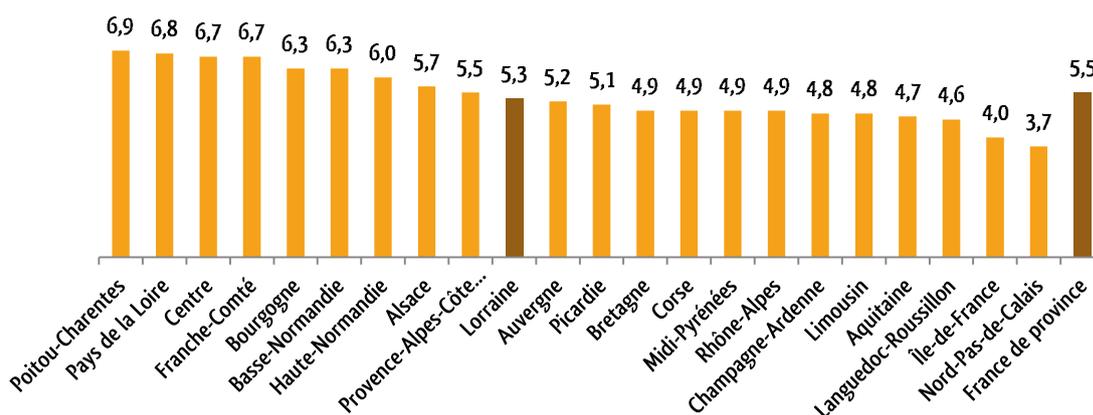
hors-Île-de-France). Avec 5,3% des jeunes de 16-25 ans, la Lorraine se situe au 10ème rang des régions pour l'importance de l'apprentissage.

Mais une insertion professionnelle à 7 mois nettement inférieure à la moyenne pour les anciens apprentis**

Les taux d'insertion des apprentis 7 mois après leur sortie en 2009-2010 témoignent des difficultés économiques de la Lorraine. Leur taux d'emploi est de 58,2% contre 64,4% pour la France métropolitaine, ce qui place l'Académie de Nancy-Metz au 25ème rang des 27 Académies métropolitaines. Cependant, le taux d'emploi augmente très significativement avec le niveau de diplôme. Ainsi, pour les BEP-CAP il est de 49,2% (59% en France), pour les Bac professionnels il est de 65,3% (73,4% en France) et enfin, il est de 75,6% pour les BTS (78,7% en France).

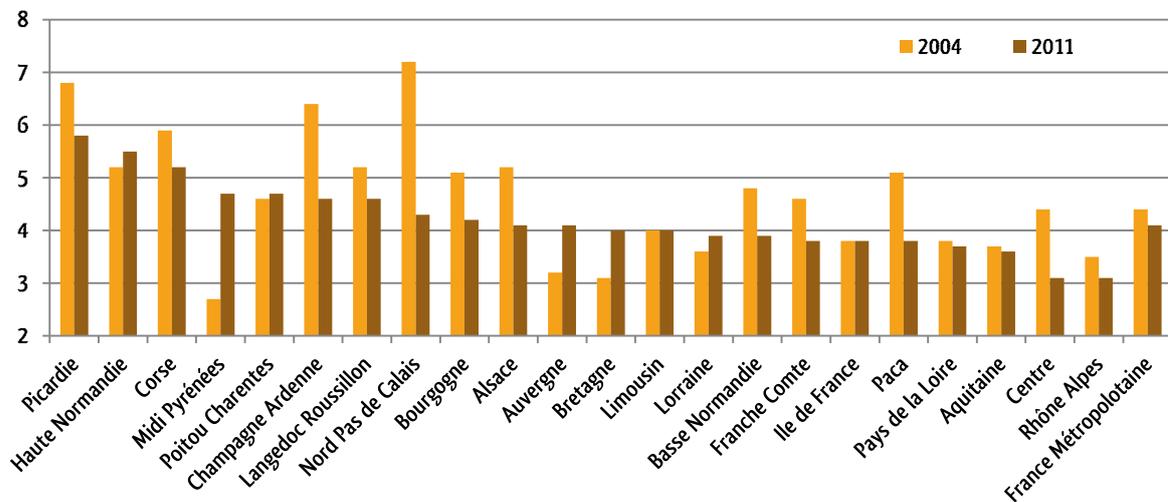
** Statistiques du ministère de l'éducation nationale, voir La géographie de l'école, édition 2011

Part des apprentis parmi les 16-25 ans dans les régions



Données INSEE

Part des jeunes en situation d'illettrisme à l'occasion de la JAPD



Données agence nationale de lutte contre l'illettrisme

Illettrisme : des résultats meilleurs que la moyenne nationale

En 2011, les tests de la JAPD* ont recensé 3,9% d'illettrés en Lorraine contre 4,1% en France métropolitaine. La Lorraine se situe ainsi au 16ème rang des régions pour la part d'illettrés lors de ces tests en 2011. La tendance nationale est à la baisse de l'indicateur. Le taux d'illettrisme était de 3,6% en 2004, mais sa moyenne sur les cinq dernières années s'établissait à 4,15%.

2- Enseignement supérieur : l'An 1 de l'Université de Lorraine

Etablissement unique depuis la réunion au 1er janvier 2012 de quatre établissements d'enseignement supérieur de Nancy et Metz, la rentrée universitaire 2012 est la première de la nouvelle Université de Lorraine (UdL).

52 000 étudiants à l'Université de Lorraine...

A la rentrée 2010-2011, l'Université de Lorraine représente 52 000 étudiants dont 7 000 étudiants étrangers, 3 700 enseignants-chercheurs et enseignants et 3 000 personnels administratifs et techniques avec un budget global de 580 millions. L'UdL compte 80 laboratoires et 4 320 publications scientifiques en 2010 ainsi que plus de 300 contrats de recherche avec l'industrie.

En Lorraine la part des étudiantes à l'université est de 53,4%, en retrait de 2 points par rapport à la moyenne nationale.

... et plus de 75 000 étudiants recensés en Lorraine

A la rentrée 2010-2011, la Lorraine compte 75 331 étudiants, accueillis dans 34 sites, dont 11 sites ayant une ou plusieurs implantations. 64% des étudiants sont inscrits à l'université contre 62% pour la France métropolitaine. 90% d'entre eux font leurs études supérieures dans le secteur public.

* Journée d'appel de préparation à la défense

Etudiants en Lorraine à la rentrée 2010-2011

	Universités hors IUT et ingénieurs		Principales filières courtes				Filières grandes écoles	Autres formations	TOTAL	Evolution relative (%)
	Effectifs 2010-2011	dont doctorat	Effectifs 2010-2011	Effectifs 2010-2011	Paramédicales et sociales	TOTAL	Effectifs 2010-2011	Effectifs 2010-2011	Effectifs 2010-2011	
Nancy-Metz	41495	1365	5413	8565	6248	20226	10398	3212	75331	0
France métropolitaine	1 276501	63683	115557	235052	133212	483821	346386	175112	2281820	0,3
% Lorraine	3,2%	2,1%	4,7%	3,7%	4,7%	4,2%	3,0%	1,8%	3,3%	

La Lorraine représente 3,3% des effectifs étudiants de la France métropolitaine avec une plus forte représentation dans les filières courtes. Par exemple, 4,7% des effectifs nationaux des IUT et des filières paramédicales et sociales sont présent dans la région. La lorraine est par contre moins présente dans les doctorats où elle ne représente que 2,1% des effectifs nationaux.

Baisse de 1100 étudiants d'ici 2020*

La baisse démographique, malgré le renforcement du taux de bacheliers, pourrait aboutir selon l'INSEE, à une diminution de 1 100 étudiants à l'horizon 2020. Toutefois, cette prévision ne prend pas en compte le

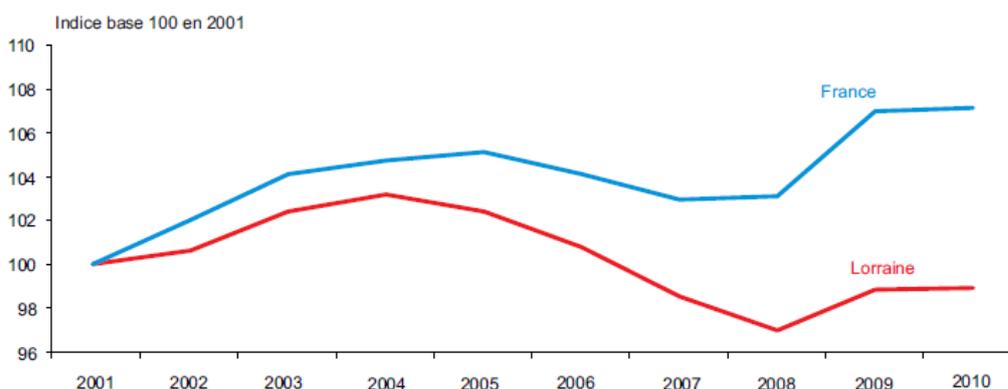
potentiel d'évolution des flux migratoires qui peuvent évoluer au-delà des zones d'attraction actuelles.

La Lorraine compte 32% d'étudiants boursiers, se classant ainsi au 7ème rang des régions les plus aidées. Selon une étude récente de l'INSEE, on compte 18 600 jeunes contraints de cumuler études et emploi en raison de ressources insuffisantes.

Selon l'INSEE, quel que soit l'âge, le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur est plus faible en Lorraine qu'au niveau national. Les étudiants optent plus fréquemment qu'en métropole pour des filières courtes et s'insèrent en moyenne plus tôt dans la vie active.

* INSEE Lorraine, EL n° 272, Les étudiants lorrains un défi : le renforcement de l'attractivité, décembre 2011

Evolution du nombre d'étudiants en Lorraine et en France



Source : MEN-MESR, DEPP

Plus faible accès à l'enseignement supérieur dû à la forte proportion de BAC professionnels et technologiques

L'attrait régional des baccalauréats technologiques ou professionnels est l'un des facteurs explicatifs de cette moindre poursuite d'études après le 1er cycle. En 2008, la sous-représentation des étudiants de 2ème et 3ème cycles persiste en Lorraine (-0,7 et -2,8 points par rapport aux moyennes de province et nationale).

La Lorraine au 8ème rang des régions pour le nombre d'ingénieurs

La Lorraine fait partie des régions les plus dynamiques en ce qui concerne la formation des ingénieurs en France. En 2010-2011, on compte 6 634 élèves dans les formations d'ingénieurs. C'est 5,2% des effectifs nationaux et 6,8% des élèves ingénieurs de province. Ils sont répartis dans 16 écoles d'ingénieurs dont 10 internes à l'Université de Lorraine. 64% des élèves sont formés dans l'aire urbaine de Nancy et 31% dans celle de Metz, le reste étant en formation à Epinal et Thionville.

Etudiants internationaux

La Lorraine compte 6 994 étudiants internationaux (rentrée 2011) dont 1 518 issus de l'UE et 5 476 hors UE, ce qui représente 10,6% des effectifs contre 12,3% pour la France métropolitaine. La Lorraine se situe au 16ème rang des régions derrière Aix-Marseille (11%) et devant Amiens (10,5%).

SITUATION SOCIALE DE LA LORRAINE



PARTIE 3

Le PIB, un indicateur imparfait pour orienter les politiques publiques Page 105

Démographie et société Page 106

1- Démographie Page 106

2- Revenus et inégalités Page 112

3- La place des femmes dans l'emploi Page 117

4- Pauvreté et précarité Page 121

5- Santé Page 127

6- Logement et construction Page 133

Situation de l'emploi Page 139

7- Les évolutions de l'emploi salarié : une décennie perdue Page 139

8- L'emploi lorrain paye un lourd tribut à la crise Page 147

9- Emploi frontalier : 9,2% de la population active Page 152

10- Le nombre de demandeurs d'emploi à un niveau historique Page 157

Le PIB, un indicateur imparfait pour orienter les politiques publiques

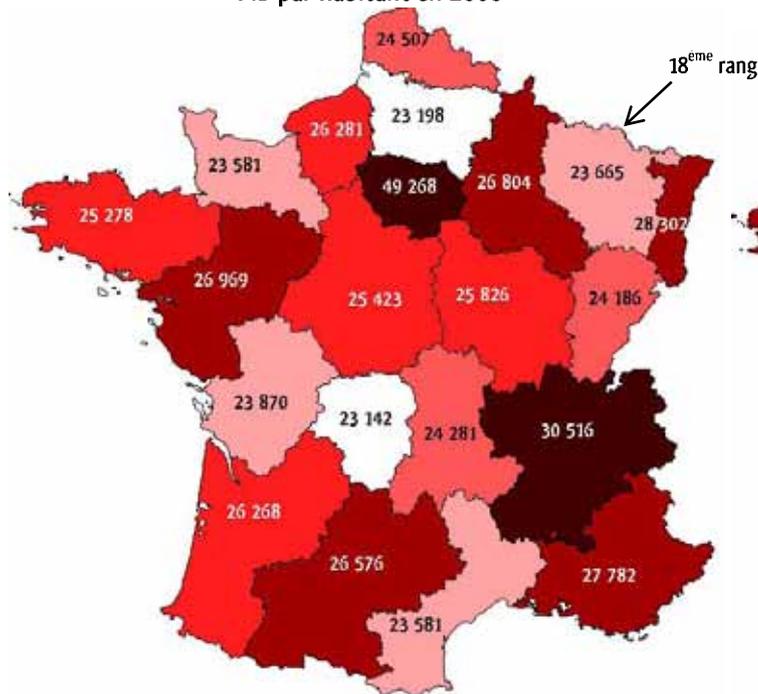
En 2008, la Lorraine est au 18^{ème} rang des régions pour son PIB par habitant et au 17^{ème} rang des régions pour l'indice de développement humain IDH2*.

Elle est au 13^{ème} rang pour la dimension « niveau de vie », au 17^{ème} rang pour la dimension « éducation » et au 18^{ème} rang pour la dimension « santé ». Les analyses proposées dans les chapitres qui suivent permettent d'aborder la situation sociale de la Lorraine à travers près de 80 indicateurs.

* L'Indicateur de Développement Humain (IDH-2) est une déclinaison territorialisée de l'indicateur de développement humain défini par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il reprend les trois grandes dimensions du développement humain : **la santé, l'éducation et le niveau de vie**, c'est à dire la capacité à bénéficier d'une vie longue et saine, la capacité d'accès à l'éducation et aux connaissances et enfin la possibilité d'accéder aux ressources matérielles indispensables pour atteindre un niveau de vie décent. Cette déclinaison de l'IDH est un outil pédagogique qui permet de comprendre très rapidement la situation d'une région au regard du développement humain et de s'approprier les enjeux.

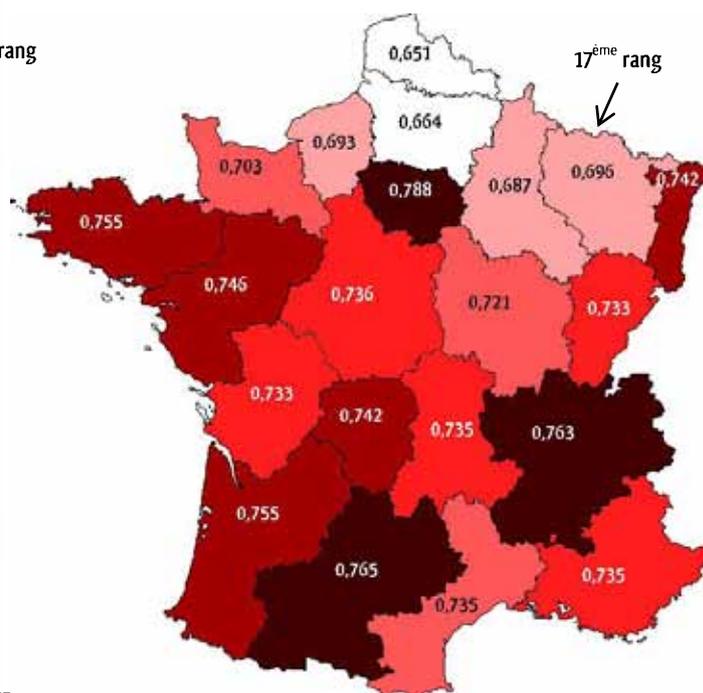
□ IDH-2 permet de refléter des dimensions davantage adaptées aux problématiques territoriales (régions, agglomérations...) : le pourcentage de la population adulte diplômée, le revenu fiscal médian par unité de consommation, l'espérance de vie à la naissance (Hommes - Femmes). Tout comme l'IDH, l'IDH-2 s'échelonne entre 0 et 1. Cet indicateur de contexte est un outil de pilotage des politiques publiques.

PIB par habitant en 2008



Source INSEE

Indicateur de développement humain en 2008 (IDH2)



Sources : D2DPE, Conseil régional Nord Pas de Calais

Démographie et société

1- Démographie

La Lorraine compte 2 352 00 habitants en 2010, soit 3,75% de la population métropolitaine. Alors que la France a gagné 3,9 millions d'habitants lors de la dernière décennie, la population lorraine a augmenté de 37 000 habitants (+1%), la plaçant ainsi au 19^{ème} rang des régions pour son évolution.

Depuis plusieurs décennies, le solde migratoire de la région pèse sur les évolutions de sa population. Ce solde reste négatif (-25 000 personnes entre 2003 et 2008). Le nombre de départs et d'arrivées dans la région ne cesse d'augmenter, à l'image d'une population française toujours plus mobile. Le profil des personnes quittant la région transforme, au fil des années, les caractéristiques même de la population Lorraine. La première conséquence est une baisse plus rapide du poids des jeunes dans la population de la région. La conséquence indirecte est une érosion progressive du solde naturel (la différence entre les naissances et les décès). On assiste en effet à une baisse régulière du nombre de naissances.

Le vieillissement de la population lorraine est également de plus en plus visible. Il va se poursuivre dans les prochaines décennies, avec des disparités territoriales importantes. L'accompagnement du vieillissement de la population va devenir l'un des principaux défis économiques et sociaux dans les années à venir.

1- La population lorraine stagne

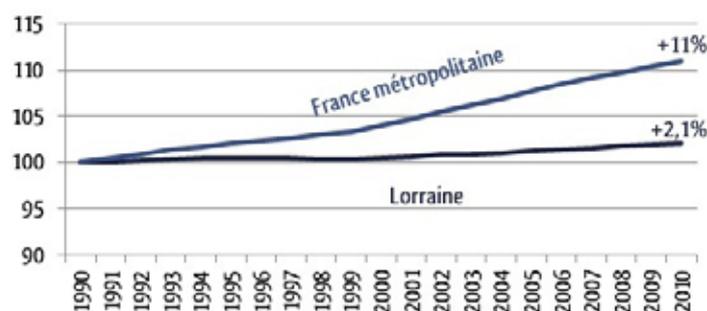
La population a augmenté de 0,09% en 2009, cinq fois moins qu'en France métropolitaine

La Lorraine est peuplée de 2 352 000 habitants au premier janvier 2010 d'après le recensement de la population de l'INSEE. Cela marque une hausse de 0,09% par rapport au 1^{er} janvier 2009, contre une hausse de 0,52% sur l'ensemble de la France métropolitaine. La Lorraine est au 20^{ème} rang des régions pour l'évolution de sa population en un an, devant le Nord-Pas-de-Calais (+0,05%) et la région Champagne-Ardenne, seule région française à perdre des habitants (-0,13%).

Des écarts qui se sont creusés lors de la dernière décennie

En 10 ans, la France a gagné 3 933 000 habitants (+6,7%). La Lorraine n'a que très faiblement contribué à cette hausse, puisqu'elle a enregistré 37 415 habitants supplémentaires sur la même décennie, soit une hausse de 1,6%. Au 1^{er} janvier 2000, la Lorraine représentait 3,94% de la population métropolitaine. Son poids est désormais de 3,75%.

Evolution de la population au 1^{er} janvier (1990=100)



Source INSEE

Comme il l'est expliqué dans la première partie de ce rapport (voir Chapitre Les disparités territoriales de la France), 8 régions regroupant 44% de la population française ont représenté à elles seules 65% de la croissance démographique du pays. Les écarts entre les dynamiques démographiques des régions se sont amplifiés lors de la dernière décennie.

6 régions ont un solde migratoire négatif entre 1999 et 2011

La différence entre les habitants entrants dans une région et ceux qui la quittent est négative pour 6 régions: l'Île-de-France, la Haute-Normandie, la Picardie, la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais et la Champagne-Ardenne. Le solde naturel (différence entre

les naissances et les décès) est négatif en Auvergne et dans le Limousin. On constate des soldes migratoires fortement excédentaires (supérieurs à +0,5% par an) dans les régions du Sud et de l'Ouest de la France (Corse, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Bretagne, PACA, Limousin, Poitou-Charentes).

L'évolution de la population en Lorraine sur la dernière décennie (1999-2011), bien que très faible, reste positive, avec une croissance annuelle moyenne de +0,1%. Le solde migratoire pèse à la baisse sur l'évolution de la population (il entraîne une baisse de 0,1% par an) mais est légèrement compensé par le solde naturel qui affiche +0,3% par an.

Part des régions dans la population métropolitaine et variation annuelle moyenne entre 1999 et 2011 due aux soldes naturel et migratoire (%)

	Part dans la population métropolitaine	Taux de variation annuel moyen 1999-2011		
		Dû au solde apparent des entrées et des sorties	Dû au solde naturel	Total
Corse	0,5%	1,6%	0,0%	1,6%
Languedoc-Roussillon	4,2%	1,1%	0,2%	1,3%
Midi-Pyrénées	4,6%	0,9%	0,2%	1,1%
Aquitaine	5,2%	0,9%	0,1%	1,0%
Bretagne	5,1%	0,7%	0,2%	0,9%
Pays de la Loire	5,7%	0,4%	0,5%	0,9%
Rhône-Alpes	9,9%	0,3%	0,6%	0,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,8%	0,6%	0,2%	0,8%
Île-de-France	18,8%	-0,2%	0,9%	0,7%
Poitou-Charentes	2,8%	0,7%	0,0%	0,7%
Alsace	2,9%	0,1%	0,5%	0,6%
Centre	4,0%	0,2%	0,2%	0,4%
Franche-Comté	1,9%	0,0%	0,4%	0,4%
Limousin	1,2%	0,7%	-0,3%	0,4%
Basse-Normandie	2,3%	0,1%	0,2%	0,3%
Haute-Normandie	2,9%	-0,1%	0,4%	0,3%
Picardie	3,0%	-0,1%	0,4%	0,3%
Auvergne	2,1%	0,3%	-0,1%	0,2%
Bourgogne	2,6%	0,2%	0,0%	0,2%
Lorraine	3,7%	-0,1%	0,3%	0,2%
Nord-Pas-de-Calais	6,4%	-0,4%	0,5%	0,1%
Champagne-Ardenne	2,1%	-0,4%	0,3%	-0,1%
France métropolitaine	100,0%	0,2%	0,4%	0,6%

Source INSEE

Un vieillissement de la population déjà engagé en Lorraine

En 2009, 17,5% de la population en Lorraine a moins de 14 ans, contre 18,3% en France métropolitaine et 18% en province. De 1999 à 2009, la Lorraine passe de 19,1% à 17,5% (-1,6 point), c'est la plus forte baisse des régions (France = -0,6 point, province = -0,7 point).

Les plus de 75 ans représentent 8,6% de la population contre 8,8% en France métropolitaine et 9,4% en province. L'évolution de 1999 à 2009 est également plus forte en Lorraine (+2,4 points, contre +1,8 en France Métropolitaine et +1,9 en Province).

2- Migrations résidentielles et solde naturel : des défis pesants sur les tendances démographiques

En 2008, 5% de la population lorraine n'y habitait pas 5 ans plus tôt

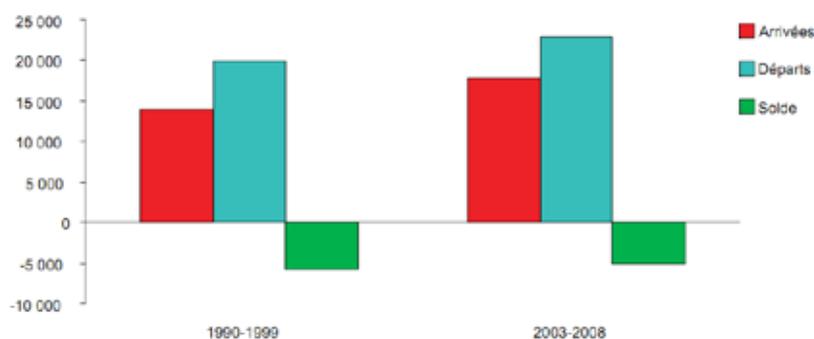
Entre 2003 et 2008, 119 000 habitants ont rejoint la Lorraine et 25 000 de plus l'ont quittée, soit un taux de migrations résidentielles négatives de -23,3 pour 10 000 habitants.

Le solde migratoire de la région a tendance à s'améliorer en comparaison à la décennie des années 1990, mais **les flux de personnes se sont amplifiés**. Ainsi, le nombre de personnes quittant la région a augmenté de 16% en moyenne annuelle et le nombre de personnes arrivant en Lorraine a augmenté de 27%. Cette augmentation de la mobilité des populations affecte donc toujours plus la structure de la population régionale car les catégories de personnes sortant n'ont pas les mêmes caractéristiques (âge, situation professionnelle, ...) que les personnes y entrant.

Les taux de migrations les moins favorables chez les jeunes actifs

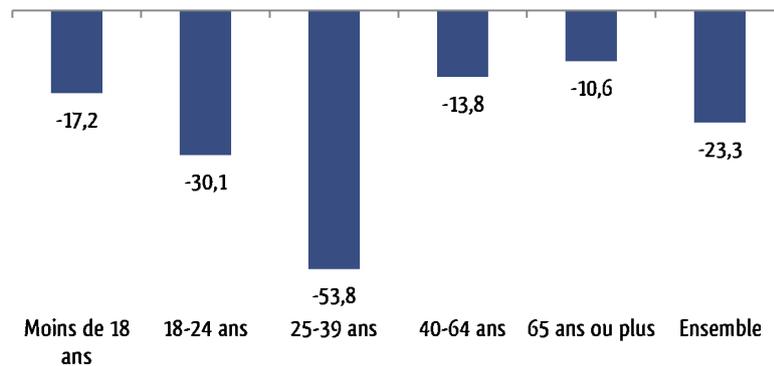
La catégorie de population pour laquelle la différence entre entrants et sortants est la moins favorable est celle des 25-39 ans. Cette catégorie de population a tendance à diminuer dans la population régionale, affectant notamment sur le moyen terme le nombre de naissances.

Mouvements annuels de population entre la Lorraine et les autres régions de France métropolitaine



Graphique INSEE

Taux de migrations résidentielles entre 2003 et 2008 en Lorraine (pour 10 000 habitants)



Source INSEE

Le profil type des entrants

Dans une étude récente*, l'INSEE Lorraine analyse les profils-types des entrants entre 2003 et 2008 en Lorraine. L'étude des flux entrants permet de cibler les populations pour qui la Lorraine est la plus attractive et éventuellement de déterminer les nouvelles cibles à attirer. Les principaux leviers d'attractivité décrits dans les conclusions de l'étude sont l'université, le maintien et le développement de l'emploi local et la poursuite de la croissance de l'emploi frontalier.

Baisse inquiétante du nombre de naissances depuis cinq ans

En 2011, la Lorraine enregistre 26 180 naissances, soit 500 de moins qu'en 2010. Cette baisse du nombre de naissance est principalement due à la baisse du nombre de femmes âgées de 20 à 39 ans (elles sont

* INSEE Lorraine, EL n°274, Migrations résidentielles en Lorraine : 7 profils-types du nouvel arrivant, 01/2012

24 000 de moins qu'en 2000), une situation en partie expliquée par une faible attractivité de la région pour les jeunes couples de 25 à 40 ans, dont le taux de migration est négatif dans la région depuis plusieurs années. Les difficultés à améliorer le solde naturel sont également amplifiées par un taux de fécondité lorrain inférieur à la moyenne nationale.

Conjugué à la hausse du nombre de décès liée au vieillissement de la population, le solde naturel de la région se dégrade depuis plusieurs années. L'excédent naturel (différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès) est de 4 800 habitants en 2011, contre 5 300 en 2010 et 6 900 en 2006.

A ce rythme, l'INSEE projette un solde naturel négatif à l'horizon 2030. A noter que pour la première fois en 2011 il est négatif dans le département des Vosges (3 892 naissances contre 3 973 décès).

3- La population lorraine en 2030 : disparités territoriales et vieillissement

Dans une étude sur les projections de population à l'horizon 2030*, le CESEL et l'INSEE Lorraine envisagent une stagnation de la démographie lorraine. Ces projections de population fonctionnent selon un prolongement des tendances actuelles. Elles ne sont pas des prévisions, mais permettent de mettre l'accent sur les contraintes que les différents territoires vont rencontrer dans les années à venir si les tendances démographiques ne changent pas significativement. Elles permettent également de faire ressortir les leviers possibles pour sortir du scénario tendanciel.

« En 2030, la Lorraine compterait 2 390 000 habitants. Au manque d'attractivité de la région s'ajoute un vieillissement de la population qui paraît inéluc-

table. Les zones d'emploi de Nancy et de Metz continueraient d'attirer des populations jeunes, ou celles de Thionville et surtout de Longwy, en plein renouveau, portées par le Luxembourg.

Des menaces se feraient ressentir sur les zones d'emploi de Neufchâteau, de Remiremont et de Sarreguemines, où la baisse de la population se doublerait d'un vieillissement prononcé. Celles de Bar-le-Duc et de Forbach resteraient incapables d'enrayer un déclin démographique débuté il y a plus de vingt ans. D'autres scénarios sont possibles quant à la fécondité des Lorraines, où l'amplification du travail frontalier. Mais une inconnue demeure sur l'évolution du nombre d'étudiants, et aucun scénario ne remet en cause la forte augmentation à venir du nombre de personnes de plus de 60 ans. Enfin, seul un véritable sursaut de l'emploi pourrait contredire les sombres perspectives pesant sur l'Est-mosellan et les franges Ouest de la région. »

* INSEE Lorraine, EL n°275, La population lorraine en 2030, février 2012

Population en 2008 et projections en 2030 en Lorraine

Zone d'emploi	Population en 2008			Population en 2030			Évolution 2008-2030	
	Nombre d'habitants	dont 60 ans et plus (%)	Âge moyen (années)	Nombre d'habitants	dont 60 ans et plus (%)	Âge moyen (années)	Nombre d'habitants	En %
Longwy	109 000	22,8	40,2	113 600	27,7	42,4	4 600	4
Lunéville	33 100	22,4	39,4	33 200	29,1	42,2	100	0
Nancy	514 200	20,0	38,3	532 000	27,1	41,2	17 800	3
Bar-le-Duc	61 600	22,9	41,1	58 200	35,8	46,0	-3 400	-6
Commercy	45 000	22,6	39,9	48 200	31,5	43,5	3 200	7
Verdun	63 700	23,5	40,3	67 600	31,4	43,5	3 900	6
Metz	506 300	20,3	38,9	526 000	28,6	42,5	19 700	4
Forbach	221 700	21,8	40,3	206 600	34,9	45,6	-15 100	-7
Sarrebouurg	73 700	22,9	40,2	77 300	32,8	44,5	3 600	5
Sarreguemines	112 700	21,8	40,5	111 200	35,3	46,3	-1 500	-1
Thionville	216 000	21,3	39,4	226 000	28,3	42,8	10 000	5
Épinal	163 000	22,8	40,1	166 300	31,8	43,8	3 300	2
Remiremont	85 500	25,7	42,0	82 300	38,3	47,4	-3 200	-4
Saint-Dié	88 600	24,1	40,9	91 500	34,5	44,9	2 900	3
Neufchâteau	52 300	26,2	42,3	50 400	37,6	46,7	-1 900	-4
Lorraine	2 346 400	21,6	39,6	2 390 400	30,5	43,3	44 000	2

Source INSEE Lorraine

D'après le scénario tendanciel, les zones d'emploi de Sarreguemines, Remiremont, Neufchâteau et surtout Bar-le-Duc et Forbach devraient perdre des habitants à l'horizon 2030. Commercy, Verdun et Thionville connaîtraient les plus forts taux d'évolution de la population.

Un vieillissement moins marqué dans les zones frontalières du Luxembourg et autour du Sillon Lorrain

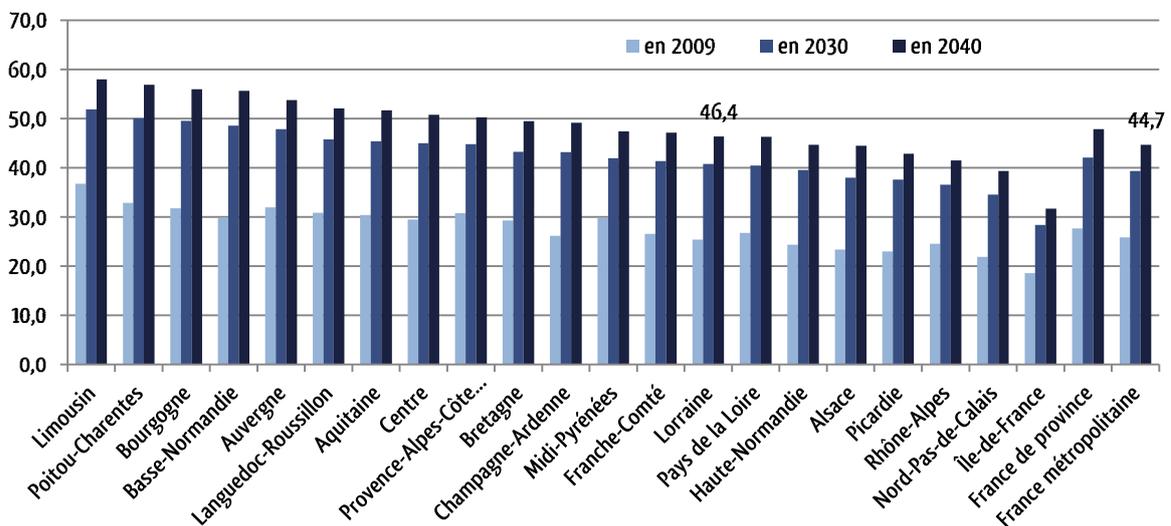
L'âge moyen de la population lorraine passerait de 39,6 ans à 43,3 ans, avec de forts écarts entre les zones d'emploi. Nancy et Lunéville resteraient les zones d'emploi les plus « jeunes ». Longwy passerait du 8ème au 3ème rang régional, suivie par Metz et Thionville. Le vieillissement de la population toucherait davantage les zones d'emploi des Vosges (notamment Remiremont, Neufchâteau et Saint-Dié), et la Moselle Est (Sarreguemines et Forbach).

La Lorraine au 14ème rang des régions pour le vieillissement de la population à l'horizon 2040

En 2009, la population lorraine de plus de 65 ans représente l'équivalent de 25,4% de la population des 15-64 ans. Ce ratio est légèrement inférieur à la moyenne nationale (25,9% pour la France métropolitaine).

Selon les projections de l'INSEE, leur part pourrait passer de 25,4% à 46,4% dans les 30 années à venir. La Lorraine se situerait ainsi au 14ème rang des régions pour l'importance du nombre de seniors par rapport à la population de 15-64 ans.

Part de la population des plus de 65 ans dans le total de la population des 15-64 ans (%)



Source INSEE

2- Revenus et inégalités

Le revenu fiscal moyen des ménages lorrains s'élevait en 2009 à 21 469€, le plaçant au 15ème rang des régions métropolitaines. En tenant compte des effets de la politique de redistribution (prélèvements obligatoires + transferts sociaux), la Lorraine se situe au 12ème rang des régions pour le revenu disponible des ménages. L'une des spécificités des revenus lorrains est que la part des salaires est supérieure à la moyenne française (65% contre 62% en France hors-Île-de-France). La Lorraine est au 20ème rang des régions pour l'augmentation du revenu moyen entre 2006 et 2009.

Les inégalités de revenus ont tendance à être plus développées dans les régions ayant les plus forts taux de croissance du niveau de revenus. Ainsi, la Lorraine est au 10ème rang des régions pour les inégalités.

Enfin, d'après les chiffres issus des salariés du secteur privé, la Lorraine est au 11ème rang des régions pour l'évolution entre 2006 et 2011 du salaire brut moyen.

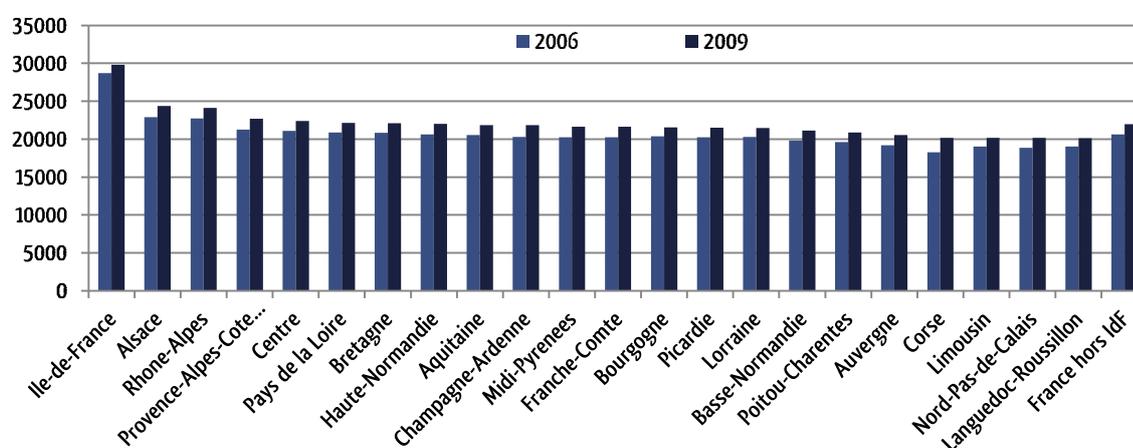
1- La Lorraine au 15ème rang des régions pour les revenus fiscaux des ménages

En 2009, les foyers fiscaux lorrains ont déclaré 27,974 milliards d'euros de revenus, soit une moyenne de 21 469 € par foyer. Cette somme représente 3,37% du total des revenus déclarés par les ménages de France métropolitaine où le revenu moyen est de 21 957 € si l'on ne tient pas compte de l'Île-de-France qui tire la moyenne vers le haut. Cet indicateur place la Lorraine au 15ème rang des régions métropolitaines.

D'après l'INSEE Lorraine*, les revenus déclarés par les ménages lorrains prennent en compte environ la moitié des salaires perçus par les travailleurs frontaliers, essentiellement en provenance du Luxembourg. En 2009, ils s'élèveraient au total à 2,3 milliards d'euros pour le Luxembourg et 620 millions d'euros pour l'Allemagne (données 2010).

* INSEE Lorraine, Les revenus du nord lorrain : « boostés » par les salaires frontaliers, Economie Lorraine n°154, janvier 2009

Revenu net moyen déclaré par foyer fiscal en 2006 et 2009 (euros)



Source INSEE

Entre 2006 et 2009, le revenu moyen par ménage fiscal a augmenté de 6,4% en France métropolitaine hors Île-de-France et a marqué une progression de 5,8% en Lorraine, ce qui la place au 20ème rang des régions pour l'évolution du revenu moyen.

L'approche par le revenu disponible* : l'impact de la redistribution

Le revenu disponible donne une meilleure appréciation des revenus dont disposent réellement les ménages pour consommer et épargner, après les opérations des politiques de redistribution. Ainsi, même s'il reste inférieur à la moyenne française en Lorraine (33 290€ contre 33 654€ en France hors Île-de-France), la Lorraine voit son rang passer de la 15ème à la 12ème

* Le revenu disponible d'un ménage est la somme de toutes les ressources composant le ménage (salaires, revenus du patrimoine, transferts sociaux, ...) duquel on déduit les impôts directs (impôts sur le revenu et taxe d'habitation) et les prélèvements sociaux (CSG, RDS).

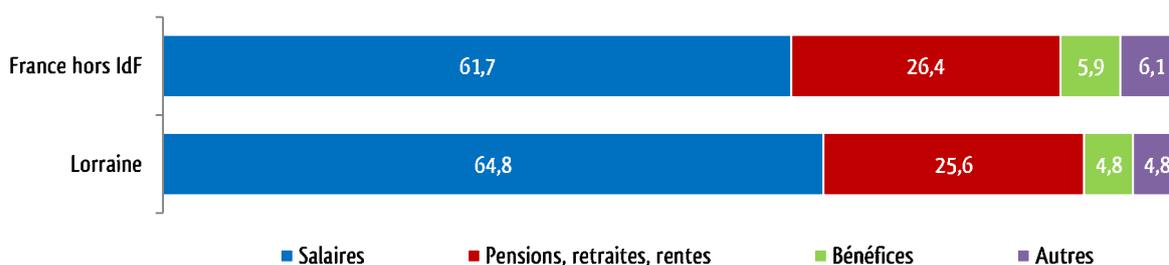
place dans le classement des régions métropolitaines. Entre 2006 et 2009, le revenu disponible a augmenté en moyenne de 7,9% en Lorraine contre +7,5% en France hors Île-de-France.

La part des salaires plus présente que la moyenne

On note une plus grande part relative des salaires dans les revenus déclarés par les ménages en Lorraine par rapport à la moyenne des autres régions (64,8% contre 61,7%).

Les Lorrains ont par conséquent une part moins importante que la moyenne française en matière de revenus mobiliers et immobiliers, ce qui peut également constituer une source d'inégalité. Il est malheureusement très difficile d'accéder à des sources d'informations sur les patrimoines.

Répartition du revenu fiscal des ménages selon la source en 2009 (%)



Données INSEE

2- Les inégalités de revenus

La Lorraine au 10ème rang des régions pour les inégalités

En 2006, l'indice de Gini* était de 0,34 en Lorraine et de 0,34 en France hors Île-de-France.

Les inégalités de revenu en Lorraine sont dans la moyenne nationale. Les écarts entre les régions, bien que relativement faibles, font apparaître de plus fortes inégalités de revenus dans les régions les plus dynamiques (voir dans la première partie de ce rapport, Chapitre 1 : les disparités territoriales de la France).

Ce sont dans les communes urbaines, où les revenus sont plus élevés, que les inégalités sont les plus marquées.

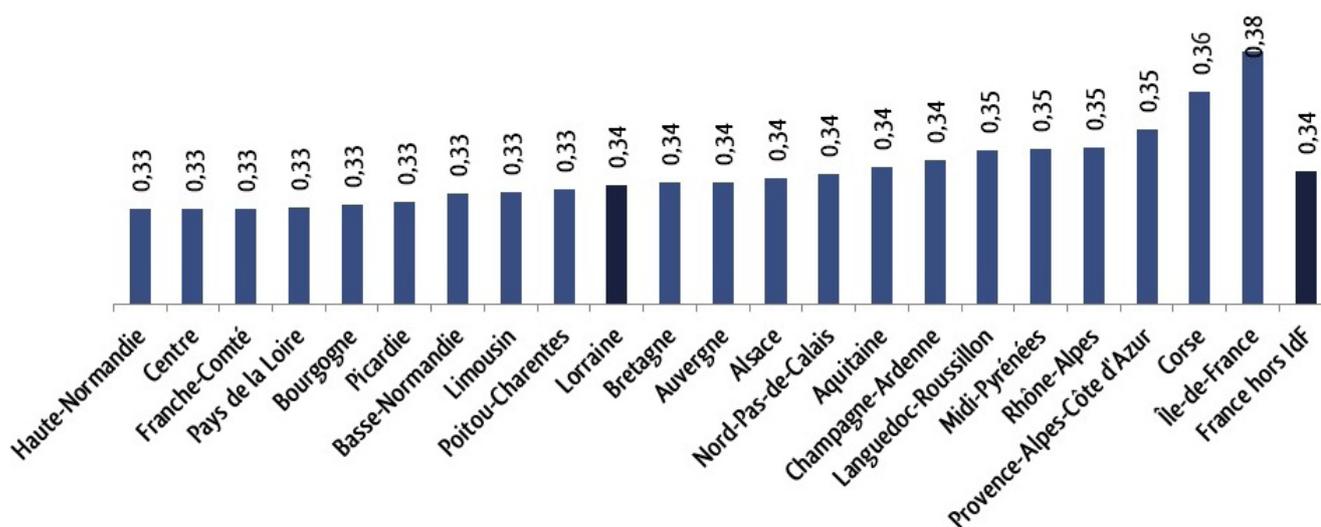
* L'indice de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de revenus. Il varie entre 0 et 1. Plus le coefficient est proche de 0, plus la situation est égalitaire et plus il tend vers 1, plus les inégalités sont fortes.

Les familles monoparentales et les femmes seules ont les niveaux de vie les plus faibles

L'approche par le niveau de vie** permet d'appréhender la question de la richesse monétaire des ménages. Elle donne un aperçu du pouvoir d'achat plus fidèle que le revenu fiscal en prenant en compte le nombre « d'unités de consommation » de chaque ménage. Ainsi, en Lorraine comme en France, les niveaux de vie les plus faibles concernent les familles monoparentales et les femmes seules.

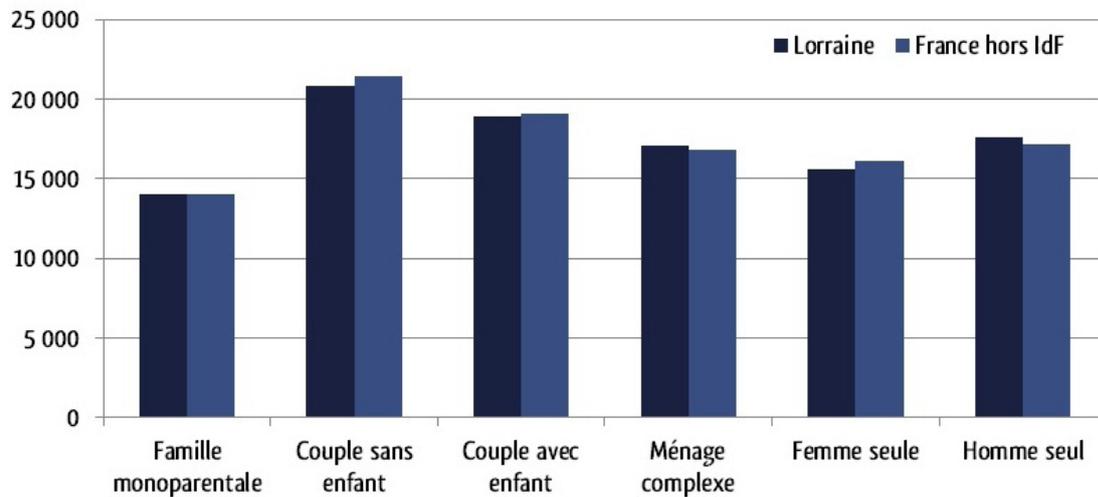
** Le niveau de vie est le revenu disponible total du ménage divisé par le nombre d'« unités de consommation » du ménage. Il permet d'avoir une approche plus concrète des ressources disponibles par « personne » dans un ménage fiscal.

Indice de Gini des revenus disponibles par région



Source INSEE

Niveau de vie de individus selon la situation familiale (€)



Données INSEE

Revenu net moyen déclaré par foyer fiscal par zone d'emploi (euros)

Zone d'emploi	revenu moyen par foyer fiscal 2009	Evolution 2006-2009
Thionville	22 946	8,8%
Nancy	22 859	4,3%
Metz	22 460	5,6%
Sarreguemines	21 505	7,1%
Bar-le-Duc	21 165	7,8%
Longwy	21 057	6,9%
Remiremont	20 553	5,0%
Sarrebourog	20 454	7,9%
Épinal	20 104	5,7%
Neufchâteau	19 902	5,6%
Forbach	19 574	6,1%
Lunéville	19 482	7,8%
Verdun	19 172	6,1%
Saint-Dié-des-Vosges	18 936	2,3%
Commercy	18 876	5,7%
Lorraine	21 469	5,8%

Données INSEE

3- Une plus faible croissance de la masse salariale* en Lorraine ces cinq dernières années

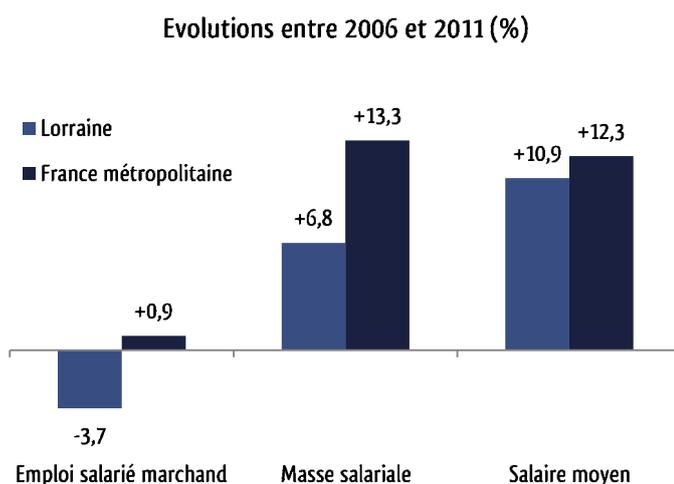
En 2011, le secteur marchand a généré 13,6 milliards d'euros de revenus (bruts) pour les 547 600 salariés lorrains (hors frontaliers). La masse salariale a augmenté de 6,8% en 5 ans, ce qui place la Lorraine au 20ème rang des 22 régions de France métropolitaine, devant la Picardie et Champagne-Ardenne. Ces évolutions sont importantes pour l'économie de la région, car elles conditionnent le pouvoir d'achat des ménages et de nombreux secteurs économiques en dépendent, notamment les secteurs des services à la personne et la construction.

S'il faut ajouter les revenus des travailleurs frontaliers pour parfaire l'analyse (environ 2,5 milliards € pour le Luxembourg), il est clair que les difficultés sur le marché de l'emploi marchand freinent les évolutions de la masse salariale.

* La masse salariale est la somme des salaires bruts versés aux salariés du secteur privé (salaires nets + cotisations salariales).

Salaire moyen brut : la Lorraine au 11ème rang des régions

Le salaire moyen brut des salariés du secteur marchand est en Lorraine de 2 063€ par mois, contre 2 340€ en France métropolitaine (l'Île de France, avec un salaire moyen de 3 000€ tire la moyenne nationale vers le haut). Son augmentation sur la période 2006-2011 a été moins importante qu'en France métropolitaine (+10,9% contre +12,3%). La Lorraine se situe au 19ème rang des régions pour l'évolution du salaire moyen.



Données URSSAF

3- La place des femmes dans l'emploi

Les femmes représentent la moitié de la population lorraine de 15 à 64 ans (49,8%) et 46% des emplois, en raison d'un taux d'activité plus faible. En effet, près de deux tiers seulement des femmes sont actives (65,7%), contre trois quarts des hommes (74,9%), à cause notamment de la forte féminisation des adultes au foyer.

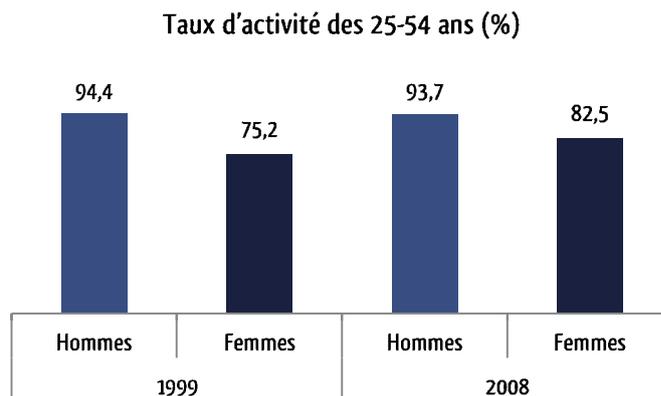
Au déficit d'activité des femmes s'ajoute un risque de chômage supérieur à celui des hommes à tous les âges : le taux de chômage des femmes est 12,9%, contre 10,6% pour les hommes. Au final, 57% des femmes de 15 à 64 ans ont un emploi, contre 67 % des hommes.

Les femmes ont, plus souvent que les hommes, tendance à exercer un emploi ne correspondant pas à leur niveau de formation. Leur positionnement sectoriel explique des conditions moins favorables. Elles subissent en moyenne plus que les hommes des contrats en CDD et à temps partiel.

Elles cumulent ainsi des taux d'activité inférieurs aux hommes avec des conditions d'emploi moins favorables, malgré un niveau de qualifications plus important.

1- Taux d'activité : l'écart se resserre

Entre 1999 et 2008, les femmes ont accru leur présence sur le marché du travail. Le taux d'activité des femmes de 25 à 54 ans est ainsi passé de 75 à 82%, tandis que celui des hommes stagnait à 94%. Le différentiel de taux d'activité est ainsi passé de 19 à 11 points sur cette tranche d'âge.



Source INSEE

L'augmentation globale du niveau de formation a davantage profité aux femmes...

En parallèle, le niveau de formation global de la population active a augmenté. Et cette augmentation a davantage profité aux femmes qu'aux hommes. Il y a toujours, entre 25 et 54 ans, plus de femmes sans diplôme qualifiant que d'hommes (26,3 et 22,5%), mais leur proportion diminue et l'écart se resserre (de 37,7 à 26,3%, de 8 à 4 points). A l'autre bout de la chaîne, on compte relativement plus de femmes diplômées du supérieur que d'hommes (28,7 et 24,8%), et l'écart se creuse (1 et 4 points).

...mais les femmes restent surexposées au chômage

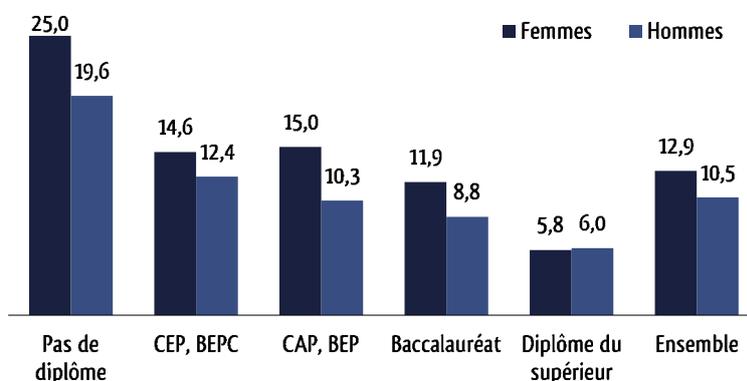
Néanmoins, le risque de chômage des femmes reste plus fort que celui des hommes quel que soit le niveau de formation, sauf chez les diplômés du supérieur (5,8 et 6,0%).

Le troisième enfant fait chuter le taux d'activité des mères

La situation familiale est cruciale dans la détermination de l'activité d'un adulte, notamment le nombre d'enfants. En effet, l'arrivée d'un enfant nécessite une modification du rythme personnel mais également professionnel : changement d'horaires, de quotité du temps travaillé ou même retrait du marché du travail s'imposent.

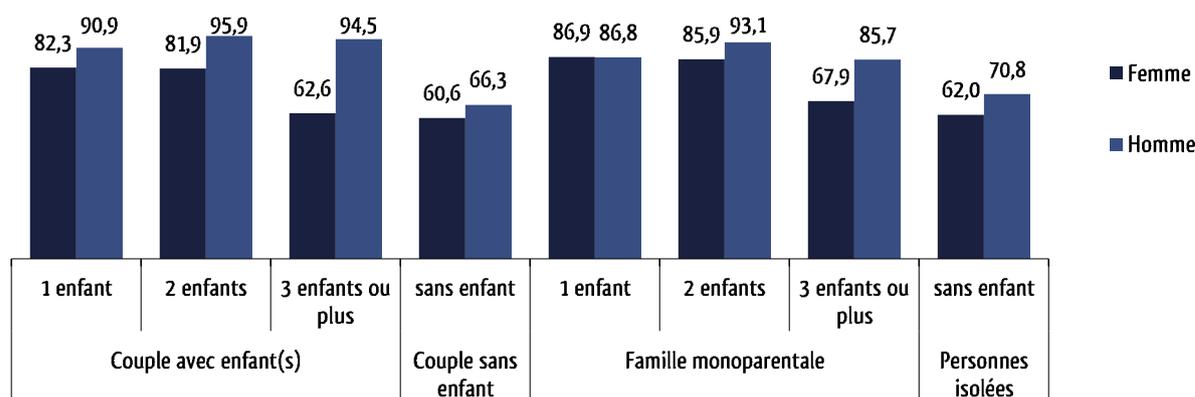
Au sein des couples avec enfant(s), le taux d'activité des pères est supérieur à celui des mères. Dans les couples avec un ou deux enfants, l'écart est de onze points. Le troisième enfant triple ce différentiel (94,5 et 62,6 %). Dans les couples, c'est le plus souvent la mère qui arrête de travailler pour s'occuper des enfants. Le même phénomène se produit dans les familles monoparentales. Dans les ménages sans enfant aussi, les femmes sont moins actives que les hommes.

Taux de chômage (%) en 2008



Données INSEE

Taux d'activité selon la situation familiale en 2008 (%)



Source INSEE

2- Les femmes plus confrontées que les hommes à des situations de déclassement

Malgré une part de diplômés du supérieur plus importante chez les femmes que chez les hommes, les emplois qualifiés restent majoritairement masculins. Un tiers seulement des cadres et professions intellectuelles supérieures sont des femmes quand elles représentent les trois quarts des employés.

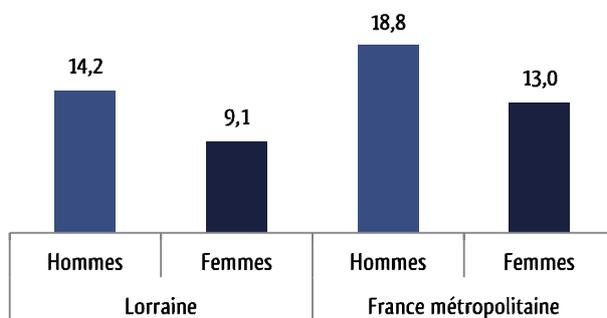
Même à niveau de formation équivalent, les emplois féminins sont globalement moins qualifiés que les emplois masculins. Parmi les diplômés du supérieur, 76% des hommes occupent un emploi qualifié (cadres et professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires), contre 71% des femmes. Le déclassement des femmes est moins marqué avant 30 ans. Dans cette tranche d'âge, seules les diplômées du supérieur accèdent moins aux emplois qualifiés que les hommes.

Aux âges plus élevés, on rencontre moins de femmes que d'hommes dans les catégories sociales supérieures à tous les niveaux de diplôme, signe que l'ascension (occuper un emploi plus qualifié que son niveau de diplôme) fonctionne moins bien pour les femmes.

3- Une qualité d'emploi altérée par le positionnement sectoriel

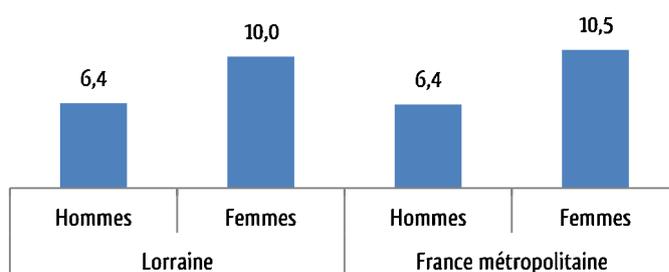
Pour les salariés ordinaires (hors apprentissage, stages, contrats aidés), le CDI est légèrement plus fréquent chez les hommes que chez les femmes (89,2 et 87,7%). L'emploi intérimaire est marginal chez les femmes (1,3%), mais l'emploi en CDD bien plus important que chez les hommes (11,0 et 7,6%). Il ne s'agit pas d'un choix : la limitation de la durée du contrat de travail est subie chez huit femmes sur dix et chez sept hommes sur dix (78,4 et 71,4%). Par ailleurs, Les hommes sont presque deux fois plus nombreux à être non-salariés que les femmes (11,3 et 6,4%).

Part des cadres parmi les actifs en emploi (%) en 2008



Source INSEE

Part des CDD chez les actifs (%) en 2008



Source INSEE

Le positionnement sectoriel et professionnel des femmes explique ces conditions d'emploi moins favorables. Les femmes sont surreprésentées dans les services aux ménages et sous-représentées dans l'industrie. Un petit quart des emplois industriels (23,9%) sont pourvus par des femmes, et seulement un sur onze dans la construction (9,5%). En revanche, la santé, l'action sociale (79,7% de femmes), les « autres services » (66,9%) et l'enseignement (65,0%) sont les secteurs d'activité les plus féminisés. Ce sont des secteurs où la qualification des emplois est plus faible que la moyenne et où la proportion d'emplois à durée limitée est forte.

Les travailleuses se concentrent particulièrement sur certains métiers peu qualifiés dans les services : assistantes maternelles, secrétaires, aides-soignantes, vente, qui sont des métiers presque exclusivement féminins. Les métiers quasi-exclusivement masculins sont les métiers d'ouvriers et de techniciens dans le bâtiment, la métallurgie et la mécanique. Plus de la moitié des femmes (52,9%) se partagent 11 métiers (au sens des familles professionnelles, sur 87). Chez les hommes, il faut prendre en compte 20 métiers pour arriver à ce pourcentage.

Ce positionnement sectoriel et professionnel découle d'orientations différentes au lycée et dans les études supérieures. Les femmes sont ainsi surreprésentées dans les filières littéraires, administratives et sociales, et sous-représentées dans les filières scientifiques et techniques.

Le temps partiel six fois plus élevé pour les femmes

Aux conditions d'emploi plus précaires s'ajoute une propension au temps partiel. Il est six fois plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Un tiers des femmes travaillent à temps partiel (33,8%), mais à peine 4,6% des hommes. Cet écart est plus marqué en Lorraine que dans la moyenne métropolitaine, notamment pour les femmes, avec un écart de 4 points entre le taux lorrain et le taux français. En revanche, 55% des hommes à temps partiel travaillent à mi-temps ou moins, contre 46% des femmes.

Situation vis-à-vis de l'emploi des travailleurs

	Taux de temps partiel (%)	
	Homme	Femme
Lorraine	4,6	33,8
France métropolitaine	5,8	29,9

Source INSEE

4- Pauvreté et précarité

Le taux de pauvreté en Lorraine affichait en 2009 des niveaux équivalents à la moyenne française (13,9%, contre 13,5% en France métropolitaine). Néanmoins, tous les indicateurs de précarité (bénéficiaires de minimas sociaux, chômage de longue durée, surendettement, évolution de la masse salariale, ...) montrent que l'impact de la crise de 2008 a des répercussions importantes en Lorraine. 104 000 personnes bénéficient d'au moins un minima social en Lorraine en 2011. Depuis 2004, leur nombre a progressé plus fortement que pour la moyenne française (+52% contre +41%).

Les données susceptibles d'être analysées en matière de pauvreté et de précarité ne sont disponibles que tardivement. Elles ne permettent pas encore de constater précisément les effets de la crise financière et ses conséquences sur la vie économique de notre région. Cette crise impacte pourtant directement le pouvoir d'achat et plus fortement l'ensemble des ménages à bas revenus pour lesquels les conditions de vie se dégradent plus intensément avec des impacts économiques et humains sur la vie quotidienne. Il est difficile dans ces conditions de piloter les politiques sociales, sans avoir une mesure en temps réel des inégalités et de la pauvreté.

1- Pauvreté monétaire relative, pauvreté institutionnelle, pauvreté ressentie

La pauvreté peut être évaluée principalement pour une région par deux types d'indicateurs économiques et par des constats plus subjectifs. La première approche est celle de la **pauvreté monétaire relative**, qui mesure la part d'une population vivant en dessous du seuil de pauvreté fixé à 60% du revenu médian de la population de référence. Cet indicateur permet en particulier de mieux comparer les effets de la pauvreté entre les territoires. La seconde approche pour appréhender la pauvreté est l'observation de la population bénéficiant d'au moins un **minimum social**. L'évolution de ces chiffres est dépendante de l'évolution des politiques qui peuvent changer dans le

temps. La troisième approche est celle de la pauvreté constatée ou ressentie introduite par les sociologues.

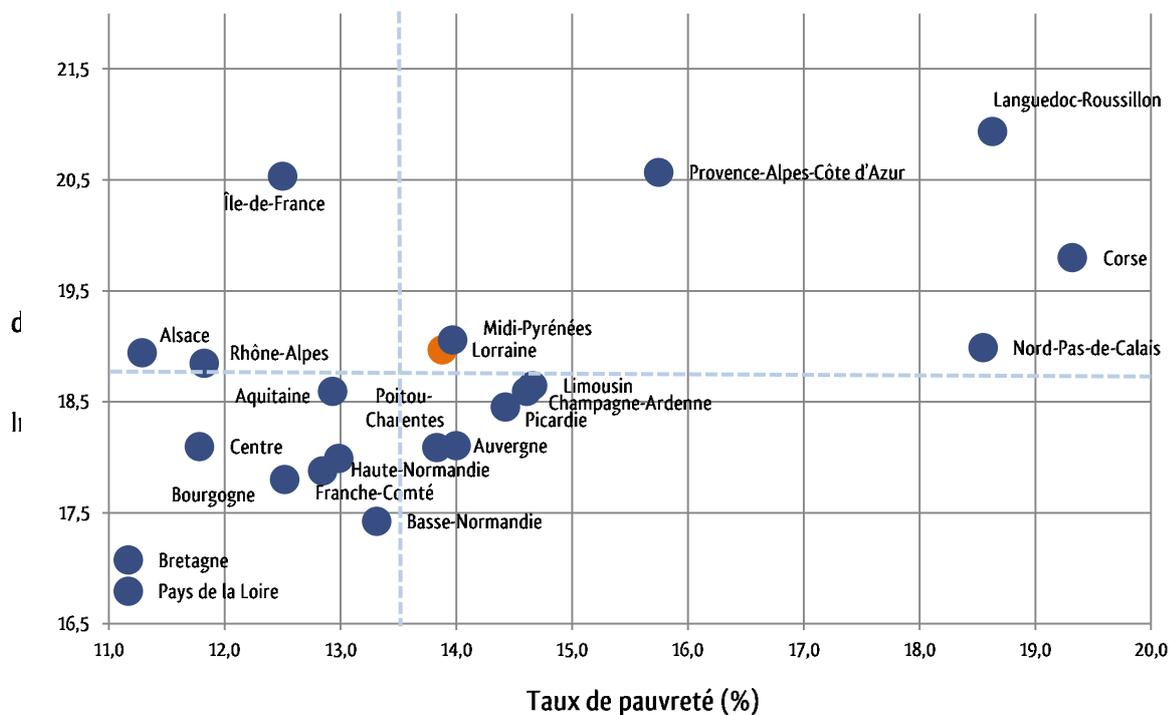
a- Taux et intensité de pauvreté

Un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60 % de la médiane des niveaux de vie, repris ici.

L'intensité de la pauvreté (ou " poverty gap ") est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté.

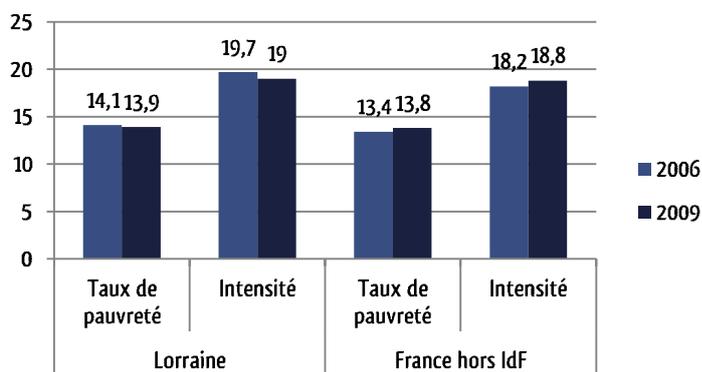
Formellement, il est calculé de la manière suivante : $(\text{seuil de pauvreté} - \text{niveau de vie médian de la population pauvre}) / \text{seuil de pauvreté}$. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté en 2009



Source INSEE

Evolution du taux de pauvreté et de l'intensité de la pauvreté entre 2006 et 2009



Source INSEE

Le taux et l'intensité de la pauvreté en Lorraine sont légèrement supérieurs à la moyenne française, mais en baisse entre 2006 et 2009. Il y a lieu de se montrer très prudents par rapport aux conséquences de la crise économique de 2008. Les indicateurs des tableaux de bord mensuels du CESE de Lorraine montrent que notre Région a été particulièrement impactée par les effets de cette crise.

Une étude récente de l'INSEE fait apparaître qu'au niveau national, le niveau de vie des Français a baissé en 2010. Après avoir progressé de +1,7% par an en moyenne entre 2004 et 2008, ce niveau de vie a seulement augmenté de +0,4 % en 2009, puis a baissé de -0,5% en 2010, en euros constants. Sous les effets de la crise, les Français ont connu des difficultés croissantes de pouvoir d'achat. Et l'Insee prend bien soin de préciser – et la tendance est nouvelle – que toutes les catégories de Français ont été concernées par une baisse ou une stagnation, à l'exception notable des plus riches. « À contre-courant du reste de la population, le niveau de vie au-dessus duquel se situent les

5 % de personnes les plus aisées repart à la hausse (+1,3 % en euros constants) », constate l'institut.

Conséquence de ces évolutions, le nombre de pauvres a donc lui aussi fortement augmenté au niveau national, comme le révèle le tableau ci-dessous, avec des effets sans doute au moins aussi marqués en Lorraine.

Les statistiques de l'Insee font apparaître que les premières et les principales victimes de cette avancée de la pauvreté sont les plus jeunes. « En 2010, la progression de la pauvreté touche tout particulièrement les enfants : après + 0,4 point en 2009, leur taux de pauvreté progresse de 1,9 point, atteignant 19,6 % », ce qui signifie que près d'un enfant sur 5 en France vit sous le seuil de pauvreté.

Par comparaison, le taux de pauvreté, au total, est de 14,1 % en France en 2010, en hausse de 0,6 point sur l'année précédente.

Indicateurs de pauvreté

		2007	2008	2009	2010
Seuil à 60% de la médiane	Nombre de personnes pauvres (en milliers)	8035	7836	8173	8617
	Taux de pauvreté (en %)	13,4	13	13,5	14,1
	Seuil de pauvreté (euros de 2010 / mois)	949	965	968	964
	Niveau de vie médian des personnes pauvres (euros 2010/mois)	776	786	784	781
	Intensité de la pauvreté (%)	18,2	18,5	19	18,9
Seuil à 50% de la médiane	Nombre de personnes pauvres (en milliers)	4281	4272	4507	4755
	Taux de pauvreté (en %)	7,2	7,1	7,5	7,8
	Seuil de pauvreté (euros de 2010 / mois)	791	804	807	803
	Niveau de vie médian des personnes pauvres (euros 2010/mois)	657	662	667	660
	Intensité de la pauvreté (%)	17	17,7	17,4	17,8

Source INSEE

en %	Taux de pauvreté selon la catégorie d'aire urbaine					Taux de pauvreté selon le type de la commune	
	Grands pôles urbains	Espace périurbain	Moyennes et petites aires urbaines	Autres communes multipolarisées	Communes hors influence des pôles	Rurale	Urbaine
Lorraine	16,2	10,1	15,4	12,7	15,6	10,4	15,3
France Hors IdF	15,4	9,7	14,9	13,8	17,3	11,8	14,5

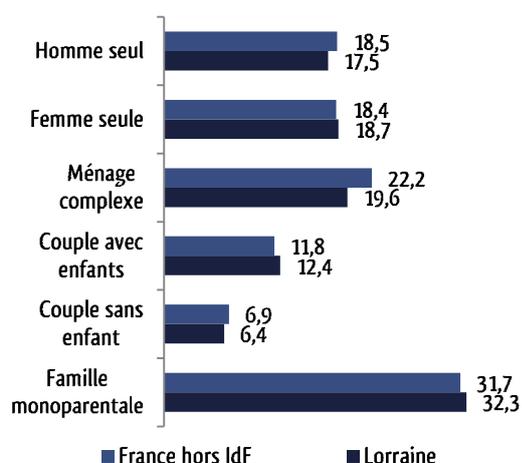
Source INSEE

Le taux de pauvreté sensiblement plus élevé dans les communes urbaines

Le CESEL dans ses études avait déjà constaté la différence de nature de la pauvreté en milieu urbain et en milieu rural. Les villes-centre ont une tendance à concentrer plus de ménages pauvres et de ménages plus intensément pauvres, car on y trouve à la fois plus de personnes isolées, souvent des femmes accompagnées d'enfants, mais aussi parce que ces ménages y trouvent les services susceptibles de les prendre en charge et les logements sociaux, publics et privés. La question de l'intégration des personnes exposées à la pauvreté sur le marché du travail doit être une priorité des politiques de l'emploi.

32,3% de pauvreté pour les familles monoparentales en Lorraine

Taux de pauvreté selon le type de ménage en 2009 (%)



Source INSEE

b- Les minimas sociaux

104 223 bénéficiaires d'au moins un minima social* en Lorraine

En 2011, le nombre d'allocataires des CAF bénéficiant d'au moins un minimum social s'élève à 104 223, soit une hausse de 23% par rapport à 2010 (contre une hausse de 24% en France métropolitaine). Cependant, depuis 2004, leur nombre a plus fortement augmenté que la moyenne métropolitaine (+52% en Lorraine, contre +41% en France).

Plus d'un tiers des personnes éligibles au RSA n'y ont pas recours

Une récente étude de la CNAF** a démontré que fin 2010, plus d'un tiers des personnes éligibles au RSA socle seul et au RSA socle + activité ne recourraient pas à la prestation en France. C'est même le cas pour plus des deux tiers des personnes éligibles au RSA activité seul. L'étude explique que « parmi les foyers éligibles, le non-recours concerne davantage les couples, les hommes seuls et les foyers sans enfants. Il est aussi le fait des moins pauvres d'entre eux, plus proches du marché du travail et aux conditions de

* Les minimas sociaux comptabilisés sont le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), l'Allocation Parent Isolé (API) le Revenu de Solidarité Active socle (RSA, remplaçant le RMI et l'API depuis 2009) ainsi que l'Allocation Adulte Handicapé (AAH).

** Caisse nationale des Allocations Familiales, Les non-recourants au RSA, l'essentiel n°124, juillet 2012

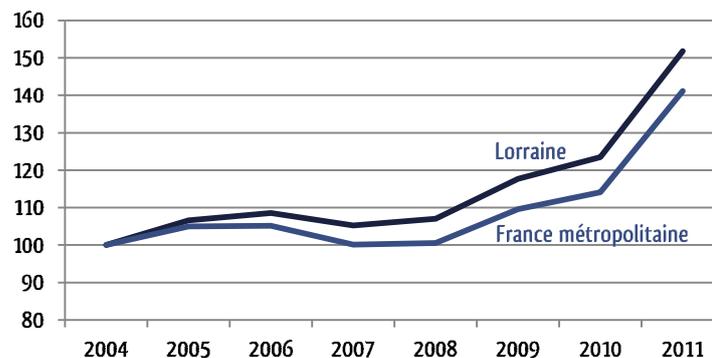
vie moins dégradées ». Dans les raisons révélées par l'enquête, les explications des non-recourant tendent à mettre majoritairement en cause la méconnaissance ou la connaissance partielle des dispositifs et non la peur de la perte d'autres droits qui restent des explications marginales, selon la CNAF.

c- La pauvreté constatée et ressentie

Cette notion plus subjective indique la manière dont les ménages et les personnes ressentent les effets de la pauvreté qui n'est pas de même nature entre les territoires urbains et ruraux par exemple : cette dimension permet de mieux comprendre l'attractivité des régions méridionales où l'on peut avoir « l'impression » de mieux vivre des situations de précarité. De nature plus qualitative ces notions ne peuvent être appréhendées que difficilement par des indicateurs statistiques. Mais elles reflètent la manière dont les personnes réagissent à la précarité : l'impossibilité de se procurer des produits de première nécessité, de choisir le lieu de son logement, de faire fréquenter à ses enfants l'école de son choix, ...

Cette notion impacte également le mode de vie et les difficultés en matière de mobilité, de loisirs, d'accès à la culture... Le Groupe de travail du CESEL sur les réseaux numériques analysera prochainement ce que l'on peut appeler la fracture numérique c'est-à-dire les difficultés techniques, économiques et culturelles pour accéder à Internet.

Bénéficiaires d'au moins un minimum social versé par la CAF (2004=100)



Source CAF

2- Indicateurs de précarité

La précarité peut prendre des formes multiples. Elle est fortement subjective, car se définit souvent comme une forte incertitude de conserver ou de retrouver dans un futur proche une situation acceptable. Sur le marché du travail, on peut la mesurer par les contrats dit « précaires » comme le recours à l'intérim, aux CDD ou encore au temps partiel subit. Il est également possible de l'appréhender par la mesure du chômage de longue durée. En effet, les personnes étant « exclues » de l'emploi depuis une période plus ou moins longue ont une employabilité réduite, c'est particulièrement le cas pour les seniors.

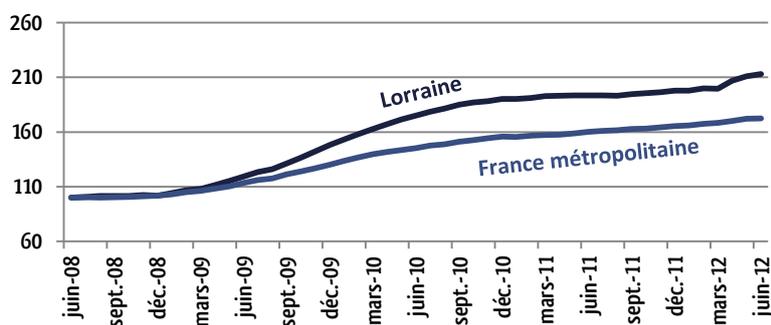
Le chômage de longue durée a plus que doublé en Lorraine depuis la crise de 2008

La Lorraine comptait 28 700 demandeurs d'emplois inscrits depuis plus d'un an en juin 2008. Quatre ans plus tard, on en dénombre 61 150, ce qui représente une hausse de 113% ! Sur la même période, l'indicateur est également à la hausse pour le territoire métropolitain, mais la croissance est plus faible (+73%).

2 250 nouveaux dossiers de surendettement par trimestre en moyenne depuis 2009

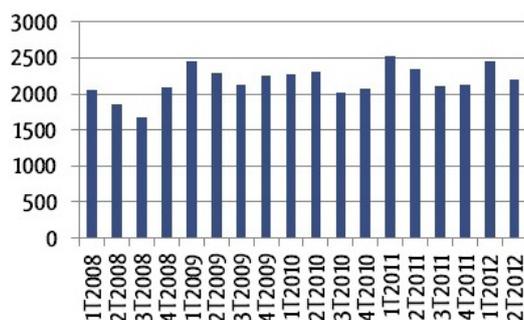
2 196 dossiers de surendettement ont été déposés au deuxième trimestre 2012. L'indicateur marque une baisse de 11% par rapport au trimestre précédent et de 6% par rapport au 2ème trimestre 2011, mais il reste à un niveau élevé.

Nombre de demandeurs d'emplois inscrits depuis plus d'un an (Catégories A B C ; juin 2008=100)



Données Pôle emploi, source DIRECCTE Lorraine et DARES

Nombre de dossiers de surendettement déposés en Lorraine



Données Banque de France

5- Santé

La Lorraine affiche des indicateurs de santé moins bons qu'au niveau national. Malgré un rattrapage de l'espérance de vie à la naissance, l'écart avec la France reste d'un an chez les hommes et de 0,8 année chez les femmes, plaçant la Lorraine respectivement au 16ème et 19ème rang des 22 régions métropolitaines.

La Lorraine connaît une surmortalité prématurée par rapport à la moyenne nationale. Entre 2005 et 2007, le taux de mortalité précoce est de 202 pour 100 000 habitants contre 187 en France métropolitaine. La surmortalité « globale » de la Lorraine s'explique pour les deux tiers par les tumeurs et les maladies cardiovasculaires ou respiratoires. Bien qu'en partie expliquée par la pyramide des âges de la région, elle équivaut en moyenne à 2 300 personnes par an et reste marquée par des contrastes importants au niveau des territoires de la région.

L'offre de soins en Lorraine affiche un déficit important de soins ambulatoires par rapport au niveau national. Ce déficit est encore plus marqué chez les spécialistes et touche principalement les territoires ruraux, qui doivent faire l'objet d'une réflexion particulière sur les moyens de maintenir ou d'augmenter l'offre ambulatoire de proximité. Les maisons de santé pluridisciplinaires sont une piste à développer.

Les dépenses de santé représentent en Lorraine 6,5 milliards d'euros.

1- Des indicateurs de santé moins bons qu'au niveau national

Espérance de vie à la naissance en hausse en Lorraine

Les données du recensement de la population de 2009 montrent une amélioration de l'espérance de vie à la naissance des Lorraines et des Lorrains. Elle est passée de 83,1 années à 83,5 années pour les femmes et de 76,3 à 76,8 pour les hommes par rapport à 2007, soit un gain de 0,4 an pour les femmes et 0,5 pour les hommes en 2 ans. Cependant, l'écart à la moyenne nationale place la Lorraine eu 16ème rang des 22 régions pour l'espérance de vie des hommes et au 19ème rang des régions pour celle des femmes.

Les écarts entre départements sont importants, mais ils restent dans l'ensemble mal classés sur l'ensemble des départements français et les espérances de vie sont toutes inférieures à la moyenne nationale.

Espérance de vie à la naissance (années)

	1968		1995		2003		2007		2009		Rang en 2009	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes								
Meurthe-et-Moselle	66,6	74,3	73,9	81,4	74,7	82,3	76,7	83,6	76,7	83,7	73/96	75/96
Meuse	65,9	74,6	72,9	80,8	74,7	82,4	76,3	82,4	76,7	83,7	73/96	75/96
Moselle	65,5	73	73	80,4	75,1	81,1	76,1	82,7	76,9	82,9	68/96	90/96
Vosges	66,7	74,4	72,5	81,4	74,5	82,1	75,8	83,6	76,4	84	81/96	62/96
Lorraine	66,1	73,8	73,2	81	74,9	81,8	76,3	83,1	76,8	83,5	16/22	19/22
France métropolitaine	67,5	75	73,9	81,9	75,8	82,8	77,5	84,3	77,8	84,3		
Ecart Lorraine-France	-1,4	-1,2	-0,7	-0,9	-0,9	-1	-1,2	-1,2	-1	-0,8		

Données INSEE

Une surmortalité en Lorraine...

Entre 2005 et 2007 en Lorraine, le taux de mortalité est en moyenne de 836 personnes pour 100 000 habitants contre une moyenne française de 750. La différence entre ces deux taux de mortalité représente en moyenne l'équivalent de 2 100 décès supplémentaires par an dans la région. La Lorraine se situe au 3ème rang des régions pour l'importance de la surmortalité après le Nord-Pas-de-Calais (920) et la Picardie (858). Le taux de mortalité marque une amélioration par rapport à la période 1995-1997, où ils étaient de 1 018 en Lorraine contre 921 en France. Néanmoins, la Lorraine ne parvient pas à réduire significativement l'écart avec la moyenne nationale.

... notamment visible dans la surmortalité précoce

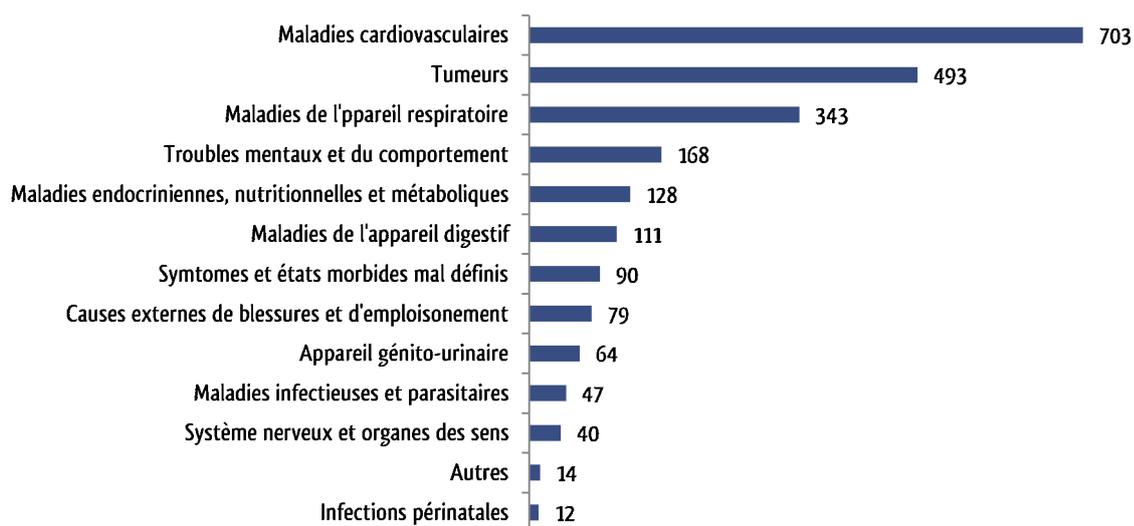
Dans la mesure où les taux de mortalité de la population totale sont fortement liés à la part des personnes âgées dans la population, il est difficile de faire un

lien avec l'état de santé réel des régions. Néanmoins, l'analyse des taux de mortalité pour 100 000 habitants dans la population des moins de 65 ans (mortalité prématurée) nous renseigne sur les décès plus précoces et permet des comparaisons entre territoires. En Lorraine, entre 2005 et 2007, le taux de mortalité précoce est de 202 pour 100 000 habitants contre 187 en France métropolitaine.

Les maladies cardiovasculaires, respiratoires et les tumeurs expliquent les deux tiers de la surmortalité en Lorraine

La surmortalité est essentiellement visible dans les maladies cardiovasculaires, les tumeurs et les maladies de l'appareil respiratoires qui expliquent en moyenne 67% de la surmortalité en Lorraine.

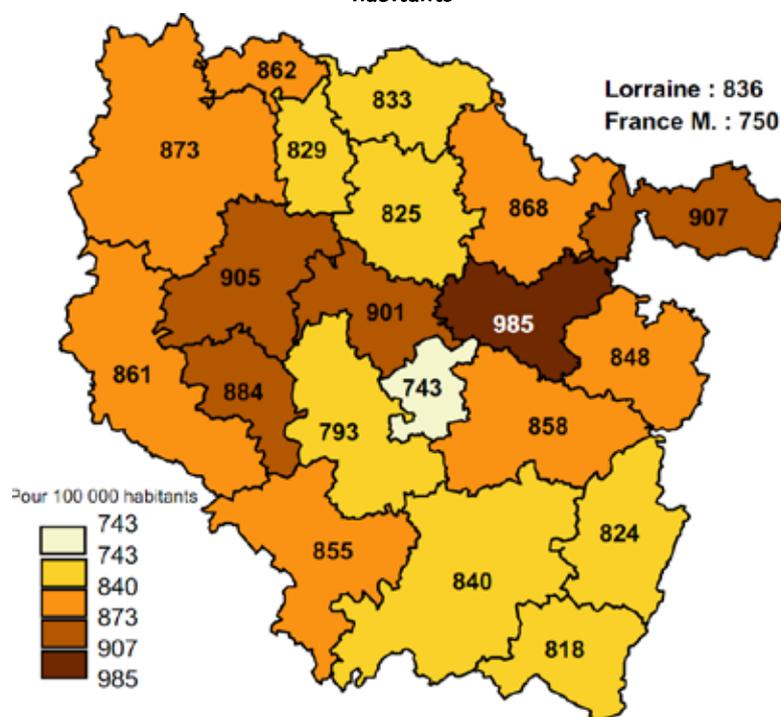
Surmortalité par groupe pathologique en Lorraine par rapport à la France métropolitaine en 2005-2007
(nombre annuel moyen) *



Données INSERM (CépiDc), exploitation ORSAS-Lorraine

*Calcul : différence entre le nombre de décès constaté en Lorraine et le nombre de décès attendus si le taux de mortalité était égal à la mortalité française

Taux de mortalité par territoire de santé et de proximité et en France métropolitaine en 2005-2007 pour 100 000 habitants



Données INSERM (CépiDc), exploitation et carte ORSAS-Lorraine

Des disparités territoriales dans la surmortalité

La surmortalité touche la quasi-totalité des territoires lorrains, à l'exception de Nancy, où elle est inférieure à la moyenne nationale (743 pour 100 000 habitants contre 750 en moyenne en France métropolitaine).

Comme le note l'ARS de Lorraine dans le plan stratégique régional de santé, « dans certains territoires de santé de proximité, les niveaux de mortalité élevés

nécessitent des actions ciblées, à l'instar du Saulnois qui détient le taux de mortalité le plus élevé de Lorraine avec 985 décès pour 100 000 habitants. Dans une moindre mesure, d'autres territoires comme le Bassin Houiller, Sarreguemines-Bitche ou le Val de Lorraine présentent une surmortalité significative relativement au niveau national, mais également régional. »

2- L'offre de soins ambulatoires : un accès insuffisant et inégal sur le territoire

Les défis posés au projet régional de santé 2012-2017 sont importants en ce qui concerne l'accès au soins. D'une part, il est inférieur à la moyenne nationale en ce qui concerne les soins ambulatoires, tant pour les médecins généralistes que pour les spécialistes. La Lorraine accuse un déficit de professionnel libéraux important et qui semble s'accroître.

En 2009, la Lorraine a enregistré l'une des plus fortes baisses des effectifs de médecins inscrits au tableau de l'Ordre : -5,5%.

Par ailleurs, comme dans de nombreuses régions françaises, la Lorraine se caractérise par un vieillissement des médecins libéraux, et plus inquiétant encore, par une fuite devant l'exercice libéral généraliste, pourtant indispensable à la couverture santé des zones rurales. Au 31 décembre 2009, la Lorraine compte 106,6 médecins généralistes pour 100 000 habitants, soit en moyenne 4,7 de moins qu'en France métropolitaine. Les écarts entre les départements sont très importants. La Meurthe-et-Moselle a une densité de généralistes largement supérieure à la moyenne nationale

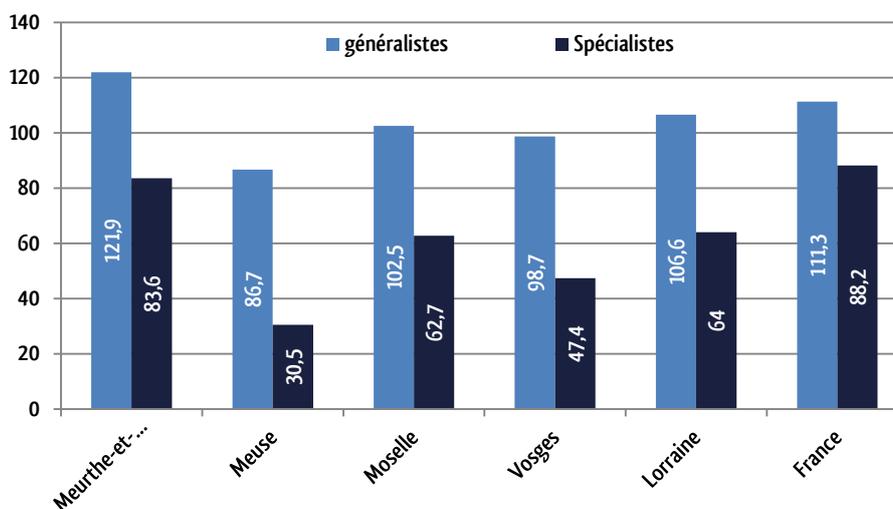
(121,9), alors que la Meuse accuse un déficit très marqué (86,7 médecins pour 100 000 habitants contre 111,3 en France).

La présence de spécialistes libéraux est très faible dans les territoires ruraux. Par exemple, on ne compte que 4 médecins spécialistes pour 100 000 habitants dans les territoires de proximité du cœur de Lorraine (Saint-Mihiel) et 6,8 dans le Saulnois.

Ajoutée à l'accroissement de besoins de soins de proximité d'une population vieillissante, la diminution du nombre de médecins explique ainsi la difficulté croissante d'accès aux soins dans de nombreux territoires ruraux mais également dans certaines zones urbaines défavorisées.

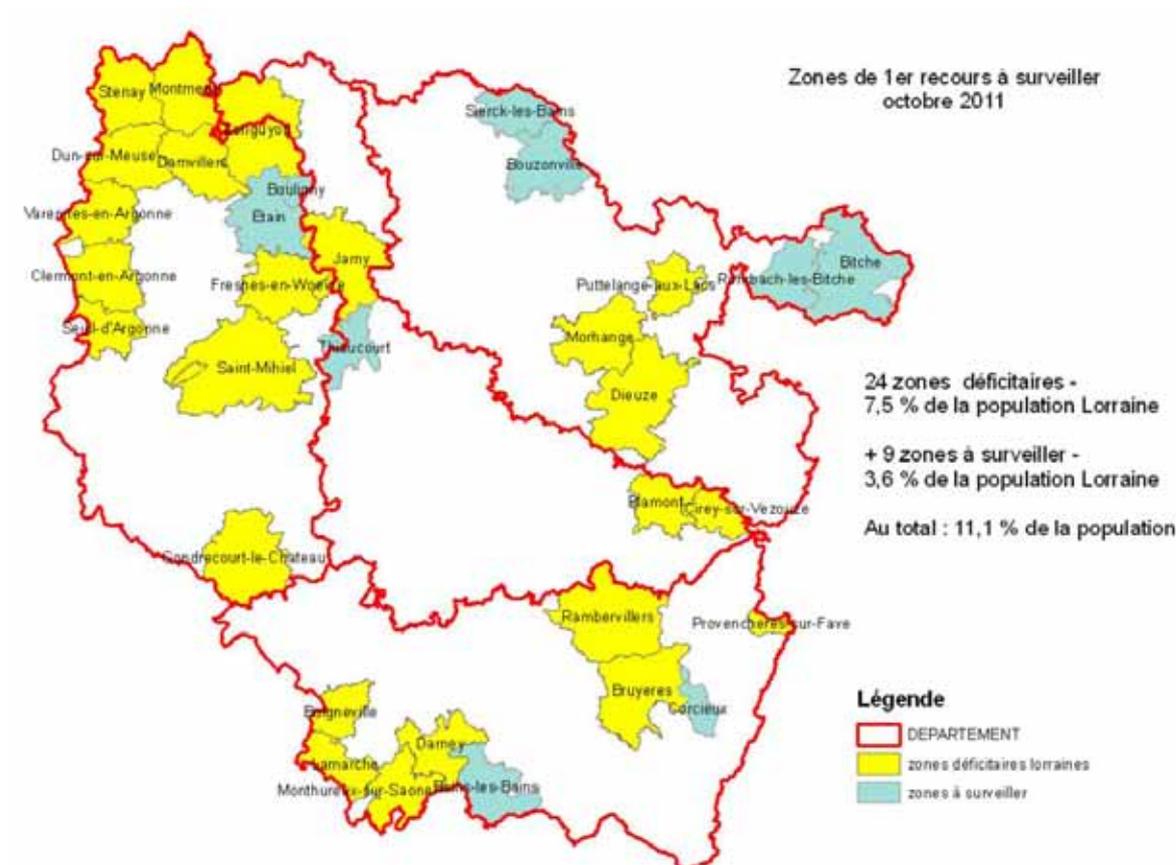
La répartition inégale de l'offre de soins sur l'ensemble du territoire régional accentue les inégalités géographiques de santé des Lorrains. (carte ci-contre)

Densité de médecins généralistes pour 100 000 habitants en 2009



Données DREES – ADELI

Zones de premier recours déficitaires et à surveiller en Lorraine



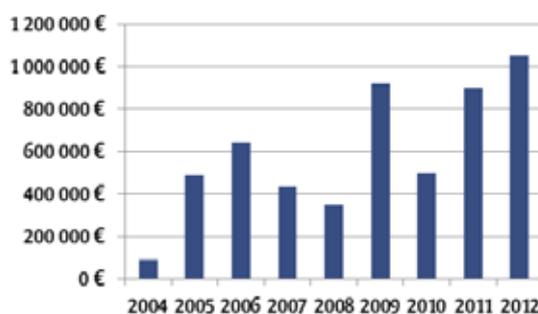
Source : ARS de Lorraine, SROS-PRS volet ambulatoire, novembre 2011

Les maisons de santé pluridisciplinaires : un outil pour l'amélioration de l'accès aux soins

Les maisons de santé pluridisciplinaires contribuent à lutter contre les déserts médicaux. Elles sont pour partie financées par le Conseil Régional de Lorraine, qui a participé au développement de 43 maisons en

Lorraine depuis 2004. Depuis 2009, 3,4 millions d'euros ont ainsi été alloués aux projets lorrains. La Meuse et les Vosges disposent de l'essentiel des maisons pluridisciplinaires existant pour l'heure en Lorraine, mais de nombreux projets sont en réflexion ou en phase de concrétisation sur l'ensemble du territoire lorrain.

Effort budgétaire du Conseil Régional de Lorraine pour le développement des maisons de santé pluridisciplinaires



Données CRL

3- L'offre hospitalière plus abondante, mais concentrée sur le Sillon Lorrain

Une offre plus abondante que la moyenne nationale

En 2009, le taux d'équipement en lits et places en médecine, chirurgie et obstétrique est de 4,37 pour 1 000 habitants en Lorraine, contre une moyenne de 3,86 en France métropolitaine.

Cependant, l'offre hospitalière reste concentrée sur le Sillon Lorrain

Au déséquilibre territorial observé concernant l'offre de soins ambulatoires, s'ajoute un déséquilibre important en matière d'offre de soins hospitalière avec une concentration des équipements et de plateaux techniques modernes sur le Sillon Lorrain.

Un phénomène de concentration accentué récemment par le rapprochement du CHRU de Nancy et du CHR de Metz-Thionville au sein d'une Communauté Hospitalière de Territoire.

Les grands choix stratégiques en matière de santé s'inscrivent par ailleurs dans un contexte de résorption des déficits financiers auxquels sont confrontés certains établissements hospitaliers (notamment en Moselle Est et dans le nord de la Meurthe et Moselle), impliquant une adaptation de l'offre hospitalière lorraine afin de la rendre plus « efficiente ».

Dans son avis sur le PRS (Projet Régional de Santé) 2012-2017, le CESEL a insisté sur le fait qu'une politique de santé ne pouvait pas uniquement se construire sur des critères et considérations budgétaires. Les besoins des populations concernées doivent également être pris en compte.

4- Dépenses de santé en Lorraine : 6,5 milliards d'euros en 2011

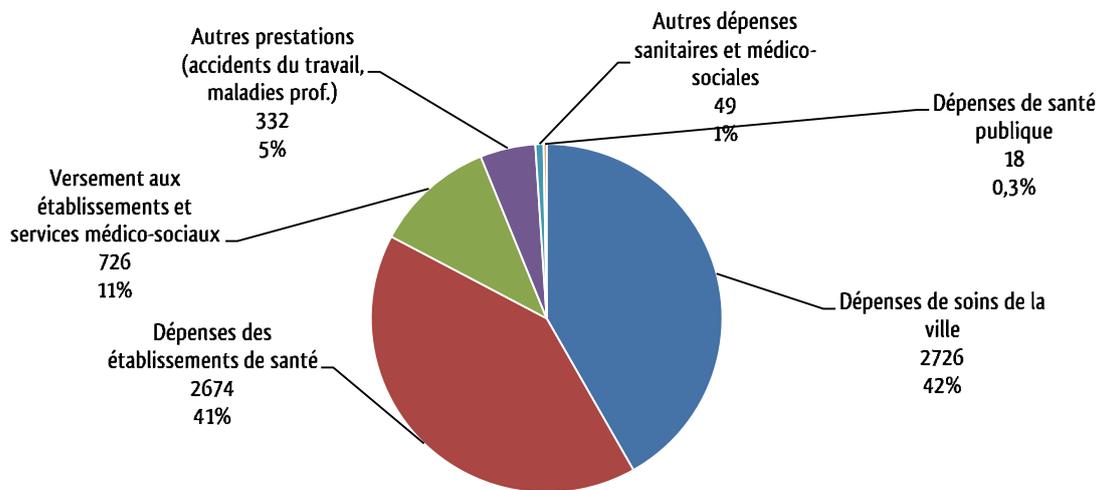
En 2011, les dépenses de santé en Lorraine représentent 3,62% des dépenses nationales de santé (la Lorraine représentant 3,65% de la population nationale). Elles sont financées à 88,5% par l'Assurance Maladie, 9,9% de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie et 1,6% de l'Etat. Elles ont augmenté de 3,07% par rapport à 2010, contre une hausse nationale de 2,86%.

Les dépenses de santé sont composées à hauteur de 42% par les dépenses de soin de ville, et à 41% par les dépenses hospitalières.

En 2011, 5,37 millions d'euros ont été alloués aux **actions de prévention**. Le budget prévention, bien qu'encore insuffisant au regard des défis posés par la surmortalité en Lorraine a cru de 18% par rapport à 2010.

Pour le CESEL, un programme régional d'éducation à la santé reste encore à construire avec l'ensemble des acteurs. La prévention en matière de santé ne relève pas de la seule sphère de la santé mais implique une démarche interministérielle associant l'ensemble des acteurs, il semble plus que nécessaire d'inventer une nouvelle forme de gouvernance tant au niveau national que régional.

Répartition des dépenses de santé en Lorraine en 2011 (en millions € et %)



Données ARS

6- Logement et construction

Le nombre de logements autorisés a marqué une hausse importante en 2011, avec 13 618 permis de construire (+30,6%). Cette progression est essentiellement due aux projets de logements collectifs, leur nombre ayant augmenté de 57% en un an. Le contexte de 2012 est nettement moins favorable. Il est marqué par une baisse importante des autorisations enregistrées.

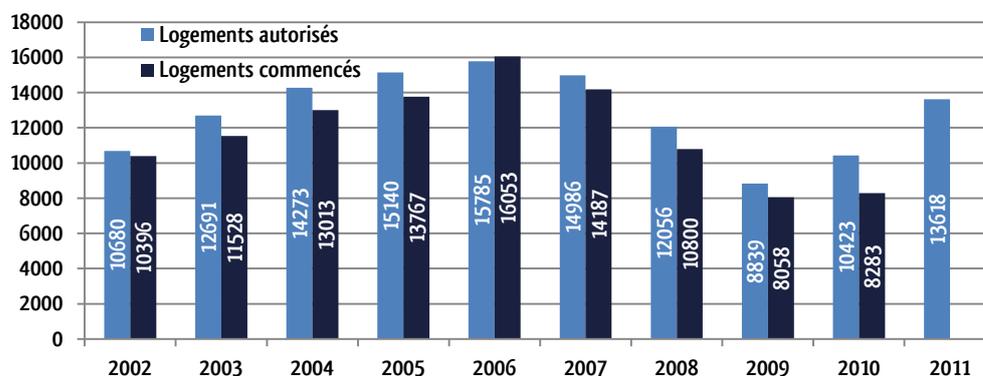
Sur la période 2002-2011, 69 logements ont en moyenne été autorisés pour 10 000 habitants en France, contre 55 seulement en Lorraine. Les faibles perspectives démographiques ainsi que la moindre part des jeunes dans la population totale peuvent expliquer en partie cet écart.

Le Logement reste une préoccupation majeure pour les ménages français : en 2010, en incluant loyers, charges,

taxes, remboursements d'emprunts, dépenses d'eau et d'énergie, un ménage sur deux consacre plus de 18,5 % de ses revenus à son habitation principale. Le coût du logement pèse plus lourdement pour les ménages à faibles ressources.

Enfin, la Lorraine affiche un niveau de précarité énergétique très important dans le parc des résidences. Cette situation nécessite des actions prioritaires dans le cadre de la politique nationale de rénovation thermique qui va débuter en 2013 et pour laquelle la Lorraine doit être une priorité.

Evolution du nombre de logements autorisés et commencés en Lorraine (en date réelle)



Source Sit@del2, Ministère

1- Hausse des autorisations de construction en 2011

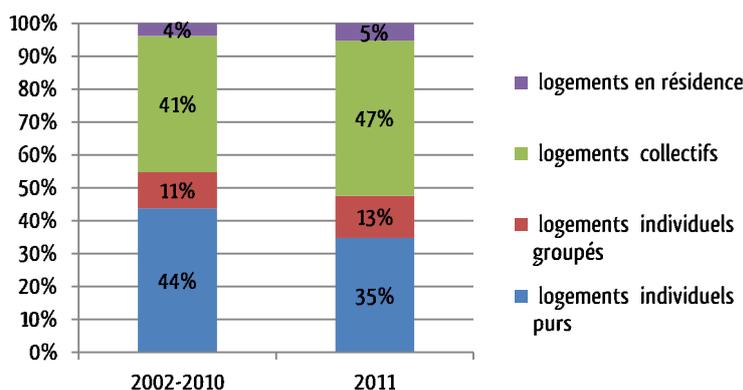
13 618 permis déposés en 2011

Le nombre de permis de construire délivrés en 2011 a sensiblement augmenté en Lorraine (+30,6% par rapport à 2010). Avec 13 618 autorisations, la Lorraine se retrouve au niveau moyen enregistrés en 2007-2008. Cependant, on note en 2010 un écart entre les autorisations et les mises en chantier particulièrement faible en Lorraine. En effet, les logements commencés sur l'année représentent l'équivalent de 79% des autorisations de l'année, alors qu'ils étaient toujours supérieurs à 90% depuis 2002. Le climat d'incertitude économique a sans doute eu un impact sur ce phénomène.

Les logements collectifs en tête

La hausse des autorisations de logement en 2011 est essentiellement due à la hausse des projets de logements collectifs en Lorraine. Entre 2010 et 2011, leur nombre a augmenté de 57%. Les logements individuels purs, sont quant à eux en retrait. De 44% des permis en moyenne entre 2002 et 2010, ils sont passés à 35% du total en 2011.

Répartition des autorisations en fonction du type de logement (%)



Source Sit@del2, Ministère

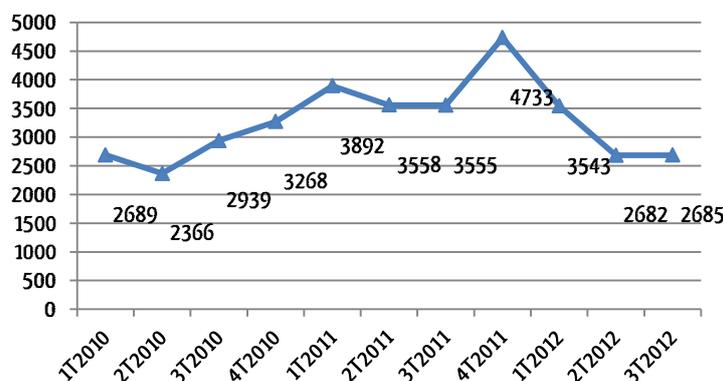
Baisse des autorisations de logement en 2012

Le bilan de 2012 risque d'être moins encourageant que celui de 2011 en termes de constructions de logements. Elles marquent un net recul depuis le 1er trimestre 2012 en Lorraine.

Un rythme de construction en retrait de la dynamique française

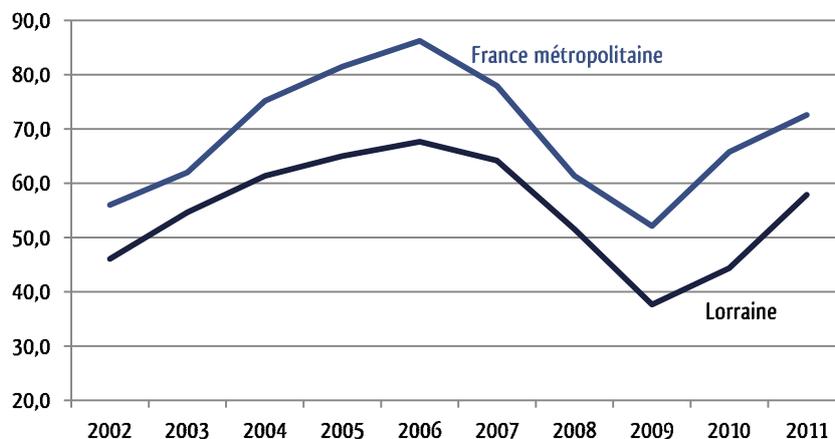
La dynamique démographique lorraine est inférieure à la dynamique française, mais elle ne peut pas à elle seule expliquer le retrait par rapport à la dynamique nationale en termes de construction de logements. Le graphique suivant montre l'évolution du nombre de logements autorisés en moyenne pour 10 000 habitants. Sur la période 2002-2011, 69 logements ont en moyenne été autorisés pour 10 000 habitants en France, contre 55 seulement en Lorraine.

Nombre d'autorisations de logement enregistrées en Lorraine (date de prise en compte)



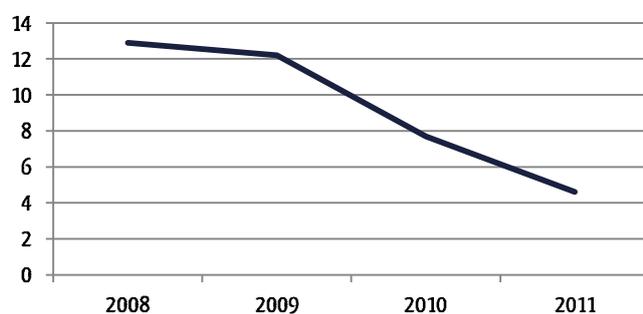
Source Sit@del2, Ministère

Nombre de logements autorisés (en date réelle) pour 10 000 habitants



Sources Sit@del2, Ministère / Recensement INSEE

Montant des aides à la pierre en Lorraine (M€)



Source ARELOR, Les chiffres clés 2011 du logement social en Lorraine

Baisse des aides à la pierre en Lorraine

Depuis 2008, la stratégie initiée par le Secrétariat d'État recentre les efforts de construction sur les zones les plus tendues en France en matière de logement (Ile de France, Paca, Rhones-Alpes...). Cette stratégie est très défavorable à la Lorraine où la baisse des aides à la pierre est la plus importante de toutes les régions française. Si la demande de logements sociaux est en moyenne moins importante que dans d'autres régions, certaines zones (frontière, sillon mosellan) restent d'autant plus tendues que notre région a été particulièrement touchée par les conséquences de la crise économique, ce qu'indiquent bien les chiffres de la fragilisation des ménages dans le parc public.

Concomitamment, le financement de l'hébergement d'urgence et d'insertion a subi en 2011 une baisse de 3%, baisse qui devrait se poursuivre dans la prochaine décennie pour atteindre un niveau de 13% inférieur à celui de 2009. La stratégie du «Logement d'abord» imprimée par le Ministère est tout à fait souhaitable, mais elle se heurte à la fois aux effets de la crise économique et à la pénurie de logements économiquement accessibles pour ces ménages. Elle risque également de mettre en danger la pérennité de tout le réseau associatif et par voie de conséquence, des outils mis à la disposition des ménages les plus fragiles.

2- Le « logement », premier poste de dépense des ménages, pèse toujours plus sur leur budget

Une récente étude du Commissariat Général au Développement Durable* a montré qu'en 2010, en incluant loyers, charges, taxes, remboursements d'emprunts, dépenses d'eau et d'énergie, un ménage sur deux consacre plus de 18,5 % de ses revenus à son habitation principale. Le coût du logement pèse plus lourdement pour les ménages à faibles ressources, les locataires du parc privé et les accédants à la propriété. **Un locataire du parc privé sur cinq dépense plus de 40 % de ses revenus pour se loger.** Depuis quinze ans, le taux d'effort global augmente peu, mais la hausse est plus sensible pour les ménages modestes et les locataires du parc privé. Malgré l'envolée des prix immobiliers, le taux d'effort des accédants s'accroît faiblement, notamment parce que les emprunts se font sur des durées plus longues et que le profil des accédants évolue. L'accès à la propriété devient en effet plus difficile pour les ménages modestes.

* CGDD, Le point sur n°117, La part du logement dans le budget des ménages en 2010, mars 2012

Un effort surtout supporté par les locataires du parc privé...

Le taux d'effort médian des locataires du secteur privé par rapport à leur budget s'élève à 26,6%*, contre 20,1% pour les locataires du parc social. En ce qui concerne les propriétaires de logement, le taux d'effort médian s'élève à 27,2% pour les accédants à la propriété contre 9,5% pour les autres.

L'évolution entre 2008 et 2010 a eu tendance à creuser ces inégalités. En effet, le taux d'effort médian a cru de 1 point pour les locataires du parc privé, et reculé de 0,3 point pour ceux du secteur social. Il a également augmenté plus fortement pour les accédants au logement que pour les autres propriétaires (respectivement +0,8 point et +0,5 point), creusant ainsi l'écart entre les taux d'efforts.

... mais aussi par les ménages les plus modestes

Les inégalités ne concernent pas uniquement les situations face au logement, mais sont accentuées par les différences de taux d'effort en fonction des revenus.

Les ménages les plus modestes consacrent une part de leur budget plus importante que les ménages les

plus aisés. Ce constat est connu depuis longtemps, mais les dernières années ont vu croître les inégalités entre les ménages. Le taux d'effort médian pour les 25% des ménages les moins aisés (1er quartile) a cru de 0,6 point en l'espace de 2 ans, alors qu'il a augmenté de 0,1 point pour les 25% les plus aisés (4ème quartile).

En cause deux phénomènes combinés. D'une part, une hausse importante des coûts liés au logement, chiffrée à +17% entre 2005 et 2010 et d'autre part, les tensions sur les revenus des ménages, notamment les plus modestes suite à la crise de 2008.

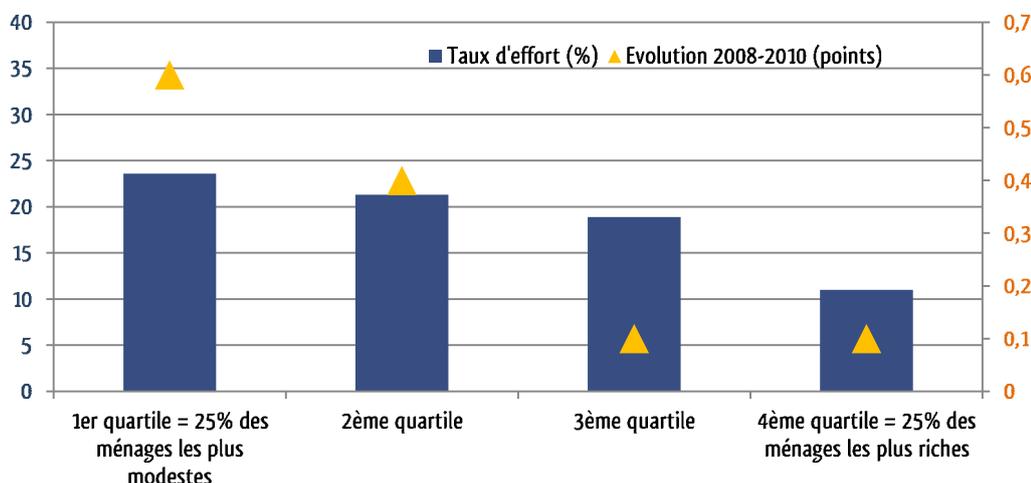
L'accès à la propriété plus difficile pour les ménages les plus modestes

En 2006, dans l'ensemble des ménages accédant à la propriété en France, seuls 10% étaient des ménages modestes, contre 13% en 1996.

Par ailleurs, le coût de l'accession à la propriété a tendance à s'étaler de plus en plus dans le temps. La baisse des taux d'intérêt n'a pas permis de réduire le coût d'accession au logement. En 2002-2006, le montant de l'achat immobilier représentait en moyenne 4 années de revenus contre 3 années entre 1997 et 2001.

* Cela signifie qu'un ménage sur deux, locataire du secteur privé, consacre au moins 26,6% de son budget au logement.

Taux d'effort médian et évolution 2008-2010 du taux d'effort en fonction du niveau de vie



Note de lecture : les 25% des ménages les plus modestes ont un taux d'effort de 23,6% de leur budget dans le logement et ce taux d'effort a augmenté de 0,6 point entre 2008 et 2010

3- La précarité énergétique du parc lorrain : une priorité d'action

Dans une étude de 2010 en partenariat avec le CESEL*, l'INSEE Lorraine a mis en lumière une proportion plus forte de logements énergivores en Lorraine en comparaison à la moyenne nationale. Face aux objectifs de réduction des consommations d'énergie d'au moins 38% en 2020 du Grenelle de l'environnement, le défi est important. Il prend également un aspect social, car la facture énergétique va croître avec la hausse des prix de l'énergie... et la situation parfois dégradée des ménages lorrains.

Un logement lorrain sur cinq énergivore. 208 000 logements lorrains sont considérés comme énergivores (classe G), soit 22% contre 15% en France. Les raisons de cette spécificité résident à la fois dans la situation géographique, mais également dans les caractéristiques mêmes du parc lorrain, avec une forte proportion de maisons individuelles et de logements construits avant 1975.

* INSEE Lorraine, Pour une prospective de l'amélioration de la performance énergétique du parc de logement lorrain, EL n° 223-224, juin 2010

Pour atteindre l'objectif de réduction de 38% en 2020, il faut agir sur l'existant. Il est nécessaire d'opérer en priorité les rénovations des 208 000 logements de classe G. Selon les estimations, le coût de la rénovation se situe dans une fourchette large de 15 à 30 k€ par logement correspondant à un chiffre d'affaires de 3 à 6 milliards d'euros pour les entreprises du secteur, pour permettre une réduction de 34% de la consommation d'énergie totale. Pour réaliser ce marché énorme en termes financiers, mais indispensable si le prix des énergies devait continuer d'augmenter, deux conditions doivent cependant être réunies. D'une part, il convient d'inciter fiscalement la capacité et la volonté des propriétaires des logements en question et, d'autre part, de s'assurer de la capacité des métiers de la construction, en termes de technicité et de compétence, de répondre à cette demande. Force est de constater que les enveloppes de financements proposées aujourd'hui par l'ANAH ne sont pas en rapport avec cet enjeu.

Un soutien important des pouvoirs publics est la condition nécessaire à la réalisation de cet objectif. En effet, 1 propriétaire de logement énergivore sur 3 aura potentiellement des difficultés financières à entamer des travaux de rénovation.

La Lorraine doit être en tête des priorités de la politique de rénovation thermique nationale qui débute en 2013

Dans la feuille de route pour la transition écologique élaborée à l'issue de la conférence environnementale des 14 et 15 septembre 2012 est prévu « un plan de rénovation thermique ambitieux pour rénover en priorité les logements les plus mal isolés. Il sera applicable dès début 2013. Le doublement du plafond du livret A et du livret Développement Durable apportera des ressources nouvelles à la rénovation dans le parc social en augmentant les éco-prêts spécifiques disponibles. Un guichet unique, autour des opérateurs existant, crédit d'impôt développement durable, et EcoPtz, seront concentrés sur les rénovations lourdes des logements les plus mal isolés. Dans le parc privé les propriétaires modestes verront les aides qui leur sont destinées renforcées grâce au revenu des enchères de quotas d'émissions de carbone. Une nouvelle donne ne sera possible que si un nouveau système de financement – impliquant l'intervention de tiers-investisseurs – est mis en place pour décharger les propriétaires de l'avance des frais. Ce dispositif sera renforcé par la contribution des producteurs d'énergie, via le dispositif des Certificats d'Economie d'Énergie. En outre, un appel à projets national sélectionnera les projets locaux en matière de rénovation thermique afin d'aider les financements et/ou leur déploiement.»

La consommation d'énergie par habitant dans le résidentiel et le tertiaire de la Lorraine est la plus forte des régions françaises (1,4 tonnes équivalent pétrole par habitant, contre une moyenne française de 1,05 tonnes). Cela représente une surconsommation de 460 000 tonnes équivalent pétrole par an dans la région. La Lorraine apparaît donc comme légitime pour être la région pilote et prioritaire dans le programme national de rénovation thermique des logements.

Situation de l'emploi

7- Evolution de l'emploi salarié : une décennie perdue

La décennie 2000-2010 a fortement marqué la Lorraine sur le plan de l'emploi. Elle est la région française pour laquelle l'emploi salarié total (marchand + non-marchand) a le plus reculé sur cette période. Alors que la France créait plus d'un millions d'emplois (+4,5%), la Lorraine a connu un recul de près de 30 000 (-3,6%), revenant à son niveau d'emploi de 1999.

L'industrie souffre plus qu'au niveau national et les services progressent moins vite.

Les secteurs industriels ont vu le nombre d'emplois diminuer de plus de 48 000 en Lorraine sur la dernière décennie, baisse plus importante qu'au niveau français (-27% contre -19% en métropole). La Lorraine est au dernier rang des régions pour l'évolution de l'emploi industriel.

Les secteurs des services marchands ont progressé en termes d'emploi, mais à un taux deux fois inférieur à la moyenne nationale : +5% contre + 10%, plaçant aussi la région au 20ème rang. Cela représente une création nette de 14 000 emplois pour la région. Le secteur des services marchands a compensé les destructions d'emplois industriels au niveau français, mais pas en Lorraine.

En ce qui concerne le secteur non-marchand, qui regroupe notamment l'emploi public, la Lorraine est au dernier rang des régions pour l'évolution sur la décennie (+2%, contre +8% en France métropolitaine). Le secteur a même entamé un recul de l'emploi depuis plusieurs années en Lorraine.

1- La décennie 2000-2010 difficile sur le plan de l'emploi en Lorraine

La Lorraine est la région qui a connu le plus fort recul de l'emploi salarié entre 2000 et 2010

En décembre 2010, La Lorraine compte 782 194 emplois salariés, ce qui représente 3,3% des emplois salariés de France métropolitaine. Entre 2000 et 2010, ce nombre a diminué de 3,6% (-29 600 salariés), alors qu'il a progressé de 4,5% en France (+1 017 741 salariés). La Lorraine se situe au 22ème rang des régions pour l'évolution de l'emploi salarié total sur la décennie. Cinq autres régions ont vu également un recul de l'emploi sur la période : Champagne-Ardenne (-3,2%), Franche-Comté (-2,6%), Picardie (-2%), Alsace (-0,6%) et Limousin (-0,1%). (Voir Partie 1 du rapport : les disparités territoriales de la France).

Evolutions de l'emploi salarié total (marchand + non-marchand) en Lorraine et en France métropolitaine

	1 990	2 000	2 010	Evolution 2010/2000	
				%	Nombre
France métropolitaine	20 269 886	22 841 734	23 859 475	4,5%	1 017 741
Lorraine	745 154	811 795	782 194	-3,6%	-29 601
Meurthe-et-Moselle	235 752	252 974	250 402	-1,0%	-2 572
Meuse	57 178	62 636	57 763	-7,8%	-4 873
Moselle	323 337	358 136	346 468	-3,3%	-11 668
Vosges	128 887	138 049	127 561	-7,6%	-10 488

Données INSEE

Tous les départements lorrains perdent des emplois sur la période 2000-2010. Malgré des contrastes territoriaux, les quatre départements de la région sont concernés par la baisse de l'emploi salarié. La Meuse est le département dont la baisse est la plus marquée (-7,8%), suivie des Vosges (-7,6%). La baisse est de -3,3% en Moselle et de 1% en Meurthe-et-Moselle.

Les phases d'évolution de l'emploi salarié lorrain : un décrochage de l'évolution française qui s'amplifie

En 1989, la Lorraine représentait 3,7% de l'emploi salarié français. Depuis cette date, il a cru de 5% en Lorraine (+37 000 emplois) et de 19% en France métropolitaine (+3,8 millions d'emplois). En conséquence, le poids de la Lorraine dans le total des salariés français est passé de 3,7% à 3,3%.

Cette baisse sensible de la part de la Lorraine dans l'emploi français ne s'est pas faite à rythme constant. Plusieurs grandes phases d'évolution doivent être distinguées dans une analyse sur le long terme.

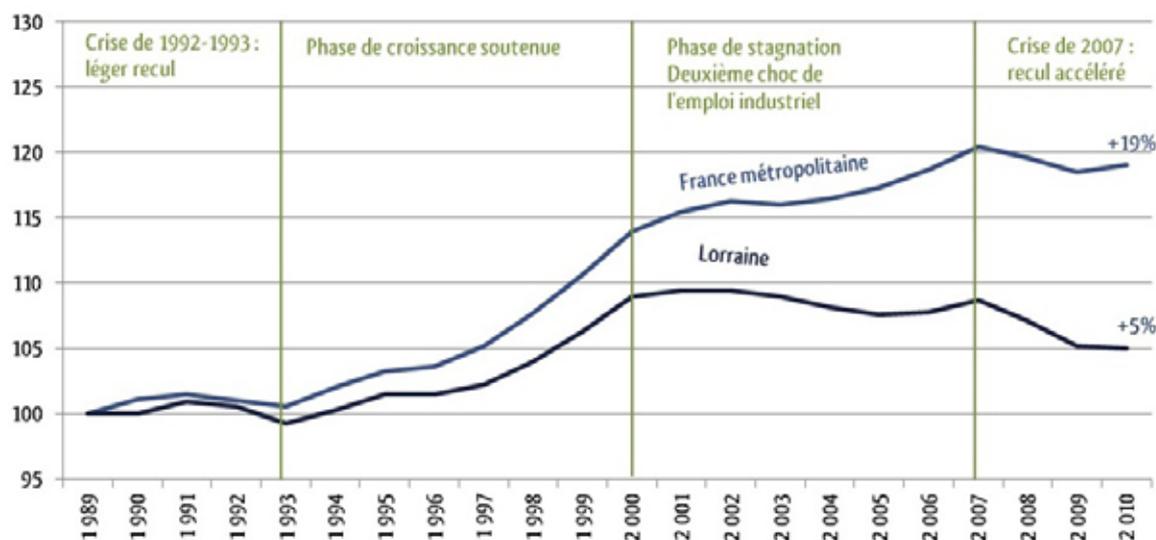
1989-1993 : léger recul dû à la crise de 1992-1993. En France métropolitaine, l'emploi a stagné sur la période (+0,6%). Il a légèrement reculé en Lorraine (-0,7%).

1993-2000 : sept ans de croissance forte de l'emploi. Les dynamiques d'emploi sont soutenues pour la France métropolitaine (+13,3%) et la Lorraine s'inscrit dans la même dynamique avec +9.7%.

2000-2007 : la croissance de l'emploi française reste soutenue, la Lorraine stagne. Sur la période, la croissance de l'emploi française ralentit, mais reste sensible (+5,6%). En revanche, la Lorraine marque un léger recul (-0,2) qui marque une rupture avec la dynamique française avec le deuxième choc de l'emploi industriel.

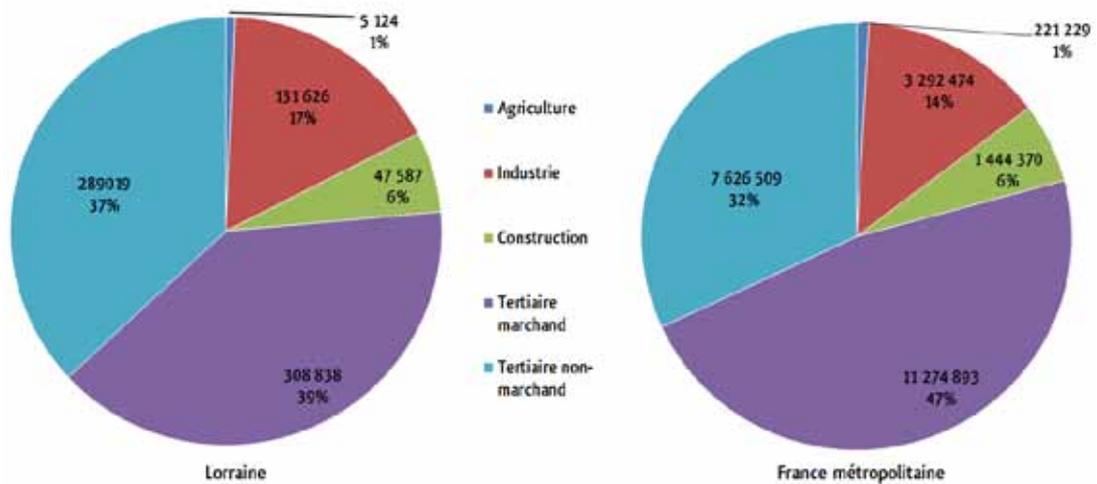
Depuis 2007. La récession mondiale de 2008-2009 a fortement touché la France et particulièrement la Lorraine. C'est donc dans un contexte fragile, marqué par un difficile rattrapage de l'emploi lorrain que se produit ce choc. Entre 2007 et 2010, l'emploi salarié recule de 1,1% en France et de 3,5% en Lorraine qui est la deuxième région la plus touchée après la Picardie (-4%). Depuis cette période, la situation de l'emploi en Lorraine continue à se dégrader (voir chapitre suivant, les analyses sur la période 2008-2012).

Evolution de l'emploi salarié (marchand & non-marchand ; 1989=100)



Données INSEE

Répartition des emplois salariés par secteur d'activité en 2010 (nombre et %)



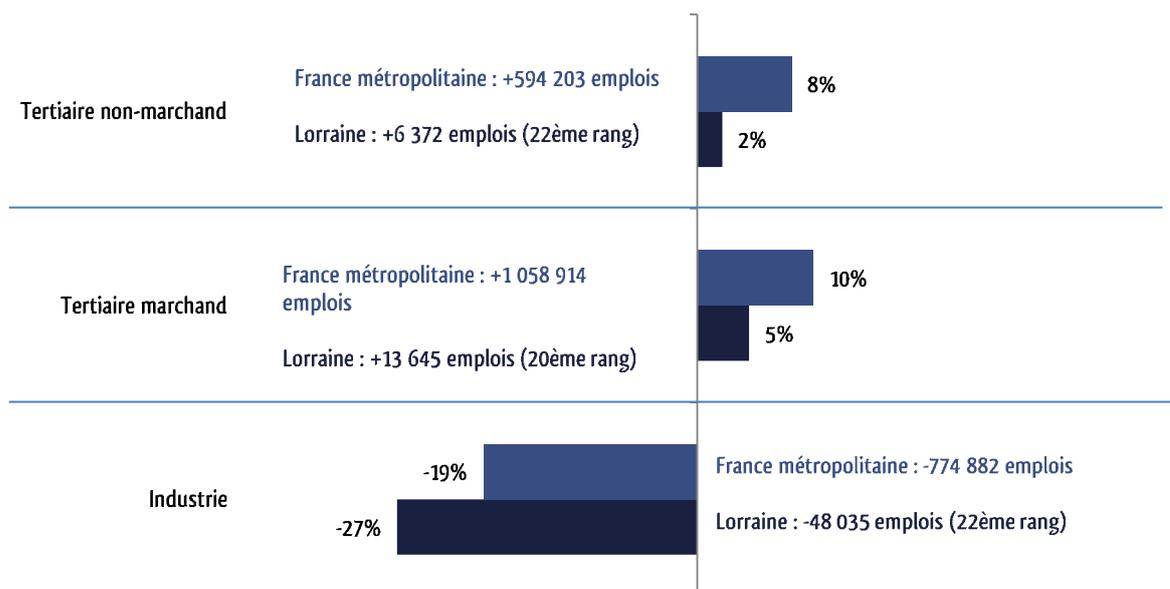
Données INSEE

La Lorraine plus présente dans l'emploi industriel, mais en retard dans le tertiaire marchand

La Lorraine reste plus présente dans les secteurs industriels (17% de l'emploi salarié contre 14% pour la moyenne française). L'écart le plus important de-

meure néanmoins dans les secteurs de tertiaire marchand, où le poids des salariés est en retrait de 5 points par rapport à la moyenne nationale.

Evolution de l'emploi salarié entre 2000 et 2010 dans les trois principaux secteurs et rang de la Lorraine parmi les régions métropolitaines



Données INSEE

2- La désindustrialisation s'est accélérée lors de la dernière décennie

78 600 emplois détruits en 20 ans dans l'industrie

En 1989, la Lorraine comptait 210 195 emplois salariés dans les secteurs industriels (marchand et non-marchand). En 2010, l'INSEE en recense 131 626, soit une baisse de 37% en l'espace de deux décennies. Au niveau de la France métropolitaine, le recul atteint -28% sur la période. Avec 4 % des emplois industriels de la France métropolitaine, la Lorraine se situe au 11ème rang des régions (7ème rang en 2000, avec 4,4% des emplois industriels). Sur la période 1989-2010, elle a pesé pour 6,3% des pertes nationales.

Accélération de la désindustrialisation depuis 2000

48 000 emplois industriels ont été détruits en Lorraine entre 2000 et 2010. **La décennie aura ainsi vu disparaître 27% des emplois industriels lorrains**, contre en moyenne 19% en France métropolitaine. Cette désindustrialisation intervient après sept années de relative stabilisation de l'emploi salarié du secteur.

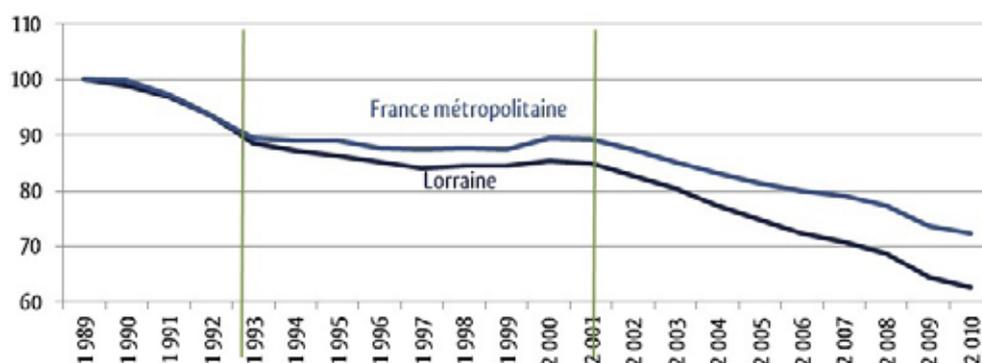
Si l'ensemble des régions ont vu reculer leur nombre d'emplois dans l'industrie, c'est en Lorraine que le recul est le plus marqué depuis 2000. Au total, quatre régions ont vu l'emploi salarié de l'industrie reculer de plus de 25% sur la période : La Lorraine (-27%), la Picardie (-26%), Champagne-Ardenne (-25%) et le Limousin (-25%).

La métallurgie, 1 salarié sur 10 de l'industrie en Lorraine

Le secteur de la métallurgie reste le premier employeur de l'industrie en Lorraine, avec 24 300 salariés, soit 10,6% de l'emploi industriel. Il marque une baisse de 31% en dix ans, soit un recul de 11 100 postes depuis 2 000. Le secteur des industries extractives perd 75% des emplois salariés, résultat de la fermeture du dernier puits de mine de charbon en 2004, et le secteur de la cokéfaction-raffinage perd également 77% de ses emplois, suite à la fermeture de la cokerie de Carling.

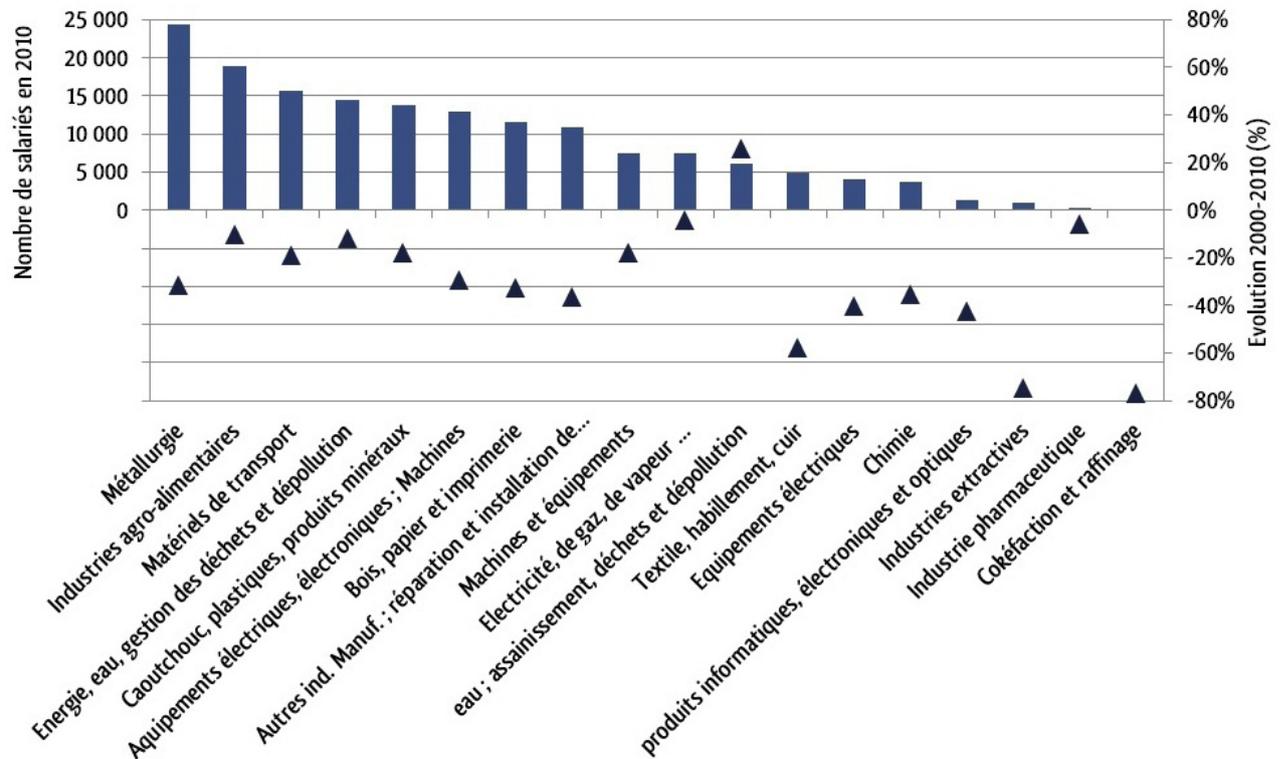
Un seul secteur est créateur net d'emplois, il s'agit du secteur de l'eau-assainissement-dépollution, qui gagne 26% d'emplois sur la décennie (+1 270 salariés).

Evolution de l'emploi salarié dans l'industrie (marchand & non-marchand ; 1989=100)



Données INSEE

Nombre de salariés dans les principaux secteurs industriels en 2010 et évolution entre 2000 et 2010 en Lorraine (%)



Données INSEE

Note de lecture : Les industries agroalimentaires représentent 19 000 emplois salariés. Entre 2000 et 2010, leur nombre a diminué de 10%

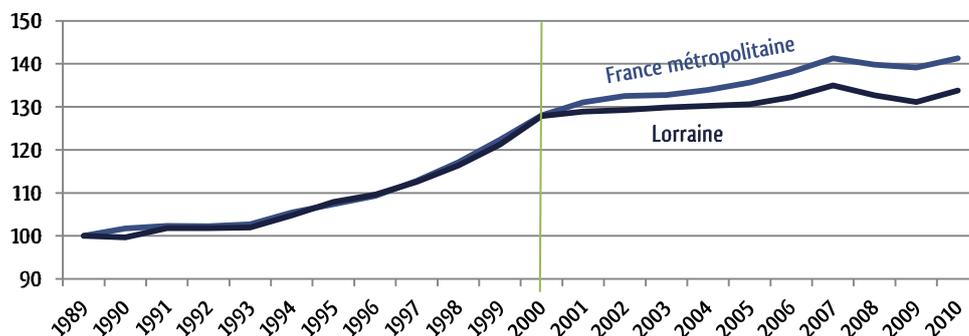
3- L'essor du tertiaire marchand* freiné à partir des années 2000

En 2010, le secteur du tertiaire marchand représente 39% des emplois salariés en Lorraine, contre 47% en France métropolitaine. En 20 ans, leur nombre a progressé de 34% en Lorraine et de 41% en France métropolitaine.

Dans les années 1990, leur croissance était soutenue et équivalente à la croissance Française (+28% entre 1989 et 2000). C'est à partir de 2001 que l'écart entre la France et la Lorraine se creuse. Si l'évolution de l'emploi dans les services marchands est inférieure à la décennie précédente en France métropolitaine, la progression marque un net coup d'arrêt en Lorraine avec une hausse de 6% sur la décennie contre 12% en France.

* On distingue le **tertiaire marchand** (transports, commerce, services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières et financières) du **tertiaire non-marchand** (éducation, santé, action sociale, administration...)

Evolution de l'emploi salarié dans les services marchands (1989=100)



Données INSEE

Pour une analyse de l'évolution de l'emploi dans les services aux entreprises et dans l'industrie, voir chapitre Les évolutions des secteurs d'activité, dans la première partie de ce rapport.

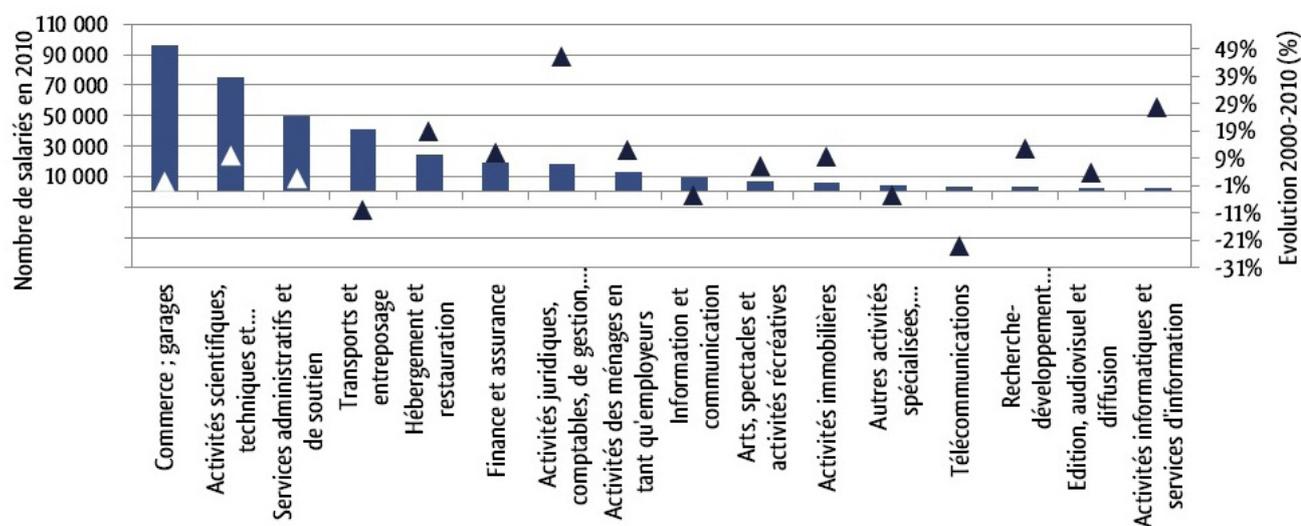
Les services aux entreprises progressent

Entre 2000 et 2010, les évolutions de l'emploi salarié dans les secteurs du tertiaire marchand ont été contrastées. La plupart des secteurs des services aux entreprises ont vu l'emploi augmenter (Activités scientifiques, techniques et administratives : +6 900 emplois ; activités juridiques, comptables et de gestion : + 5 820 emplois ; finance et assurance : + 1 880 emplois ; R&D : +390 emplois). Cependant,

comme le confirme la première partie de ce rapport (voir chapitre *Les évolutions des secteurs d'activité en Lorraine*), le secteur des services aux entreprises en Lorraine marque une progression très inférieure à celle des autres régions françaises.

Le secteur de l'hôtellerie-restauration, connaît une progression avec 3 930 emplois créés sur la période et le secteur de la logistique marque un recul (-10%, - 4 500 emplois).

Nombre de salariés dans les principaux secteurs du tertiaire marchand en 2010 et évolution entre 2000 et 2010 en Lorraine (%)



Données INSEE (note de lecture : l'emploi dans le commerce représente 96 000 salariés et a augmenté de 1% entre 2000 et 2010)

4- La Lorraine au dernier rang des régions pour l'augmentation de l'emploi dans le secteur non-marchand

Le secteur du tertiaire non-marchand regroupe quatre grands secteurs : l'administration publique, l'enseignement, la santé et les services d'hébergement de d'action sociale. Il représente donc des emplois salariés publics mais aussi privés. Avec 289 000 emplois, le tertiaire non-marchand pèse pour 37% de l'emploi salarié total en Lorraine, une part supérieure de 5 points à ce qu'il représente en moyenne en France métropolitaine (32%).

41 200 emplois gagnés entre 1989 et 2002...

Entre 1989 et 2002, la Lorraine a vu le nombre d'emplois croître de 16,5% dans le tertiaire non-marchand, contre une progression de +21,5% en France métropolitaine. Malgré une hausse significative du nombre d'emplois dans ce secteur, la Lorraine est au 21ème

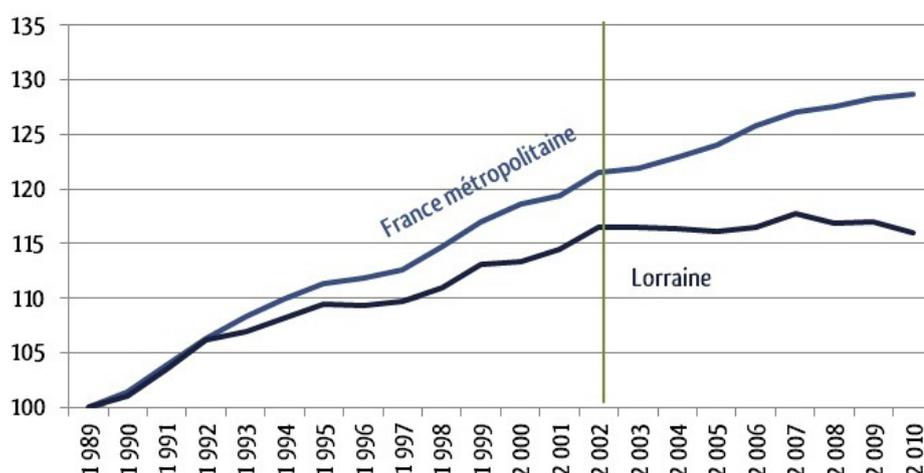
rang des régions métropolitaines pour son évolution et représente 3,2% des emplois créés en France métropolitaine.

... mais une baisse depuis 2002 : « l'exception » lorraine

Entre 2002 et 2010, la Lorraine est la seule région de France métropolitaine qui affiche une baisse de l'emploi dans le secteur tertiaire non-marchand, avec un recul de 0,5% (-1 455 emplois) du nombre de salariés, contre une hausse de 5,8% (+421 000) en France métropolitaine.

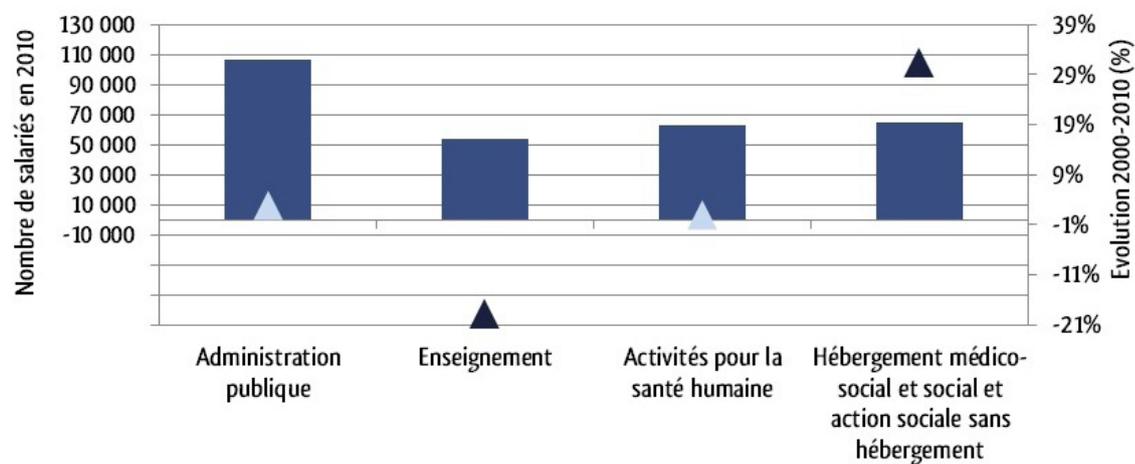
Dans l'administration publique, premier employeur du tertiaire non-marchand, l'emploi salarié marque une hausse de 3% lors de la dernière décennie. L'augmentation est également faible pour les activités liées à la santé (+1%). Elle est sensible dans le domaine de l'action sociale (+31%), mais marque un important recul dans les activités d'enseignement (-19%, soit -12 700 emplois salariés). En France, les activités d'enseignement reculent de -9,4%.

Evolution de l'emploi salarié dans le tertiaire non-marchand (1989=100)



Données INSEE

Nombre de salariés dans les principaux secteurs du tertiaire non-marchand en 2010 et évolution entre 2000 et 2010 en Lorraine (%)



Données INSEE

Note de lecture : les activités pour la santé représentent 63 000 emplois salariés en Lorraine. Ils ont augmenté de 1% depuis 2000

8- L'emploi lorrain paye un lourd tribut à la crise

Dans la mesure où il n'est pas possible de disposer des données de l'emploi non-marchand pour les années 2011 et 2012, l'analyse dans ce chapitre est consacrée aux effets de la crise sur l'emploi est réalisée à partir des données de l'emploi salarié du secteur marchand uniquement. En juin 2012, il représente 542 554 postes en Lorraine. En décembre 2010, il représentait 70% de l'emploi salarié total (marchand + non marchand).

Entre juin 2008 et juin 2012, plus de 30 000 emplois ont été détruits en Lorraine. Le retournement de conjoncture a été plus rapide et plus fort que pour la moyenne des autres régions, en raison notamment des spécificités industrielles de la Lorraine. Depuis le deuxième trimestre 2011, l'emploi repart à nouveau à la baisse, après 4 trimestres d'amélioration (de juin 2010 à mars 2011), faisant entrer la Lorraine dans une nouvelle phase d'incertitudes et de difficultés concernant l'emploi.

Sur les 4 années de crise, la Lorraine est au 18ème rang des régions pour l'évolution de l'emploi. Seules 4 régions ont retrouvé (ou dépassé) leur niveau d'emploi de juin 2008.

Les secteurs les plus touchés sont l'industrie manufacturière (-17 500 emplois), mais aussi la construction (-5 222 emplois), les services administratifs et d'assistance (-5 100 emplois), les transports et la logistique (-3 400 emplois). La situation commence également à se dégrader dans le commerce avec un recul de 3 700 emplois. D'autres secteurs ont mieux résisté à la crise et continuent de créer des emplois, comme la santé et action sociale (+4 400 emplois), l'hôtellerie-restauration (+1 800 emplois), les services scientifiques et techniques (+ 1700 emplois), les secteurs liés à l'environnement (+ 350 emplois).

1- 30 200 emplois perdus dans le secteur marchand depuis le début de la crise

Une crise plus précoce et plus forte en Lorraine...

L'emploi salarié du secteur marchand a commencé son repli dès le 2ème trimestre 2008 avec une baisse de 0,6% par rapport au 1er trimestre 2008, alors qu'il stagnait en France métropolitaine (+0%).

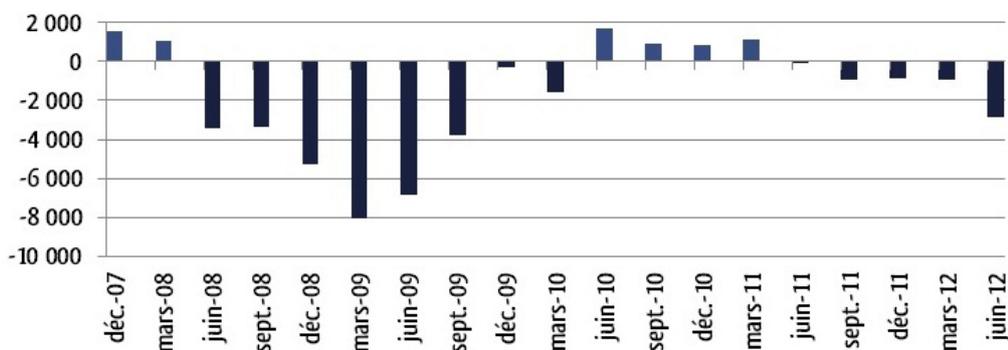
L'emploi a reculé pendant 8 trimestres consécutifs (2 ans) lors de la crise en Lorraine (juin 2008 – décembre 2009), avec une baisse de **5,7%** sur cette période, contre 6 trimestres au niveau national (juin 2008 – septembre 2009), avec une baisse de **3,2%** de l'emploi.

... et l'emploi qui reste à son point bas depuis 2 ans

Après la chute de 2009, l'emploi en France connaît une période d'amélioration qui démarre en décembre 2009 et dure jusqu'à juin 2011. Pendant ces 7 trimestres, l'emploi en France a augmenté de **1,6%**. En Lorraine, une plus faible amélioration de la situation est visible pendant 4 trimestres (juin 2010 à mars 2011), avec une hausse de **0,8%** de l'emploi.

La nouvelle dégradation de l'emploi, entamée en juin 2011, continue en Lorraine avec pour conséquence de retrouver le niveau d'emploi connu à la sortie de la récession de 2008-2009.

Evolution trimestrielle de l'emploi salarié du secteur marchand en Lorraine



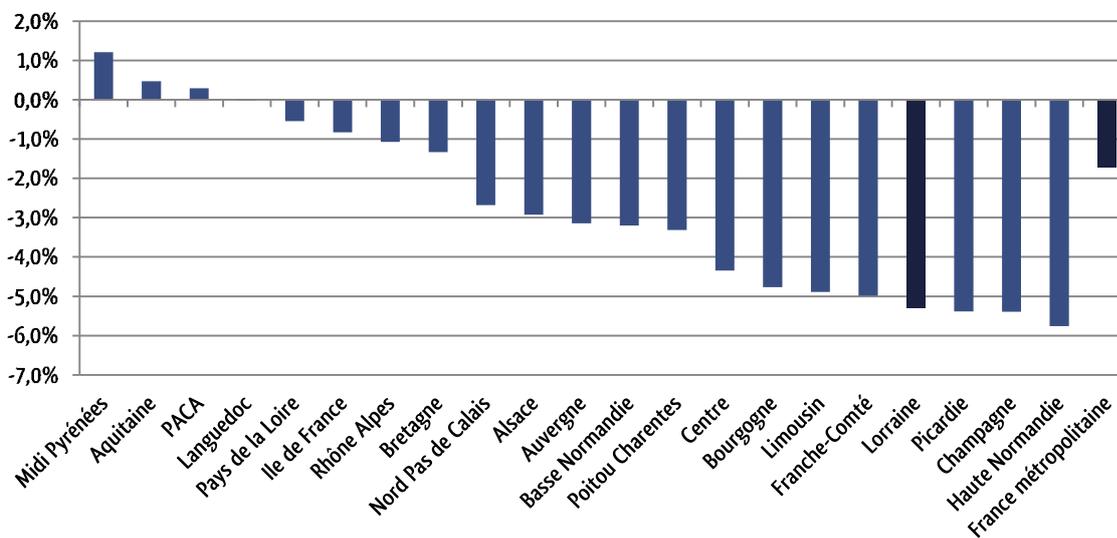
Données URSSAF (CVS)

La Lorraine parmi les régions les plus touchées

La Lorraine n'est pas la seule région à avoir été fortement touchée par ces quatre années de crise. Huit régions ont vu l'emploi salarié du secteur marchand reculer de plus de 4% en quatre ans : Centre (-4,3%), Bourgogne (-4,8%), Limousin (-4,9%), Franche Comté (-5%), La Lorraine (-5,3%), Picardie (-5,4%), Champagne-Ardenne (-5,4%) et Haute-Normandie (-5,8%). Trois régions ont vu l'emploi augmenter pendant ces quatre ans : Midi-Pyrénées (+1,2%), Aquitaine (+0,5%) et PACA (+0,3%).

Ces écarts entre les régions le plus en difficultés et les régions moins touchées par la crise confirment les écarts constatés dans l'analyse réalisée dans la première partie de ce rapport (chapitre : *Les disparités territoriales de la France*).

Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand entre juin 2008 et juin 2012 (%)

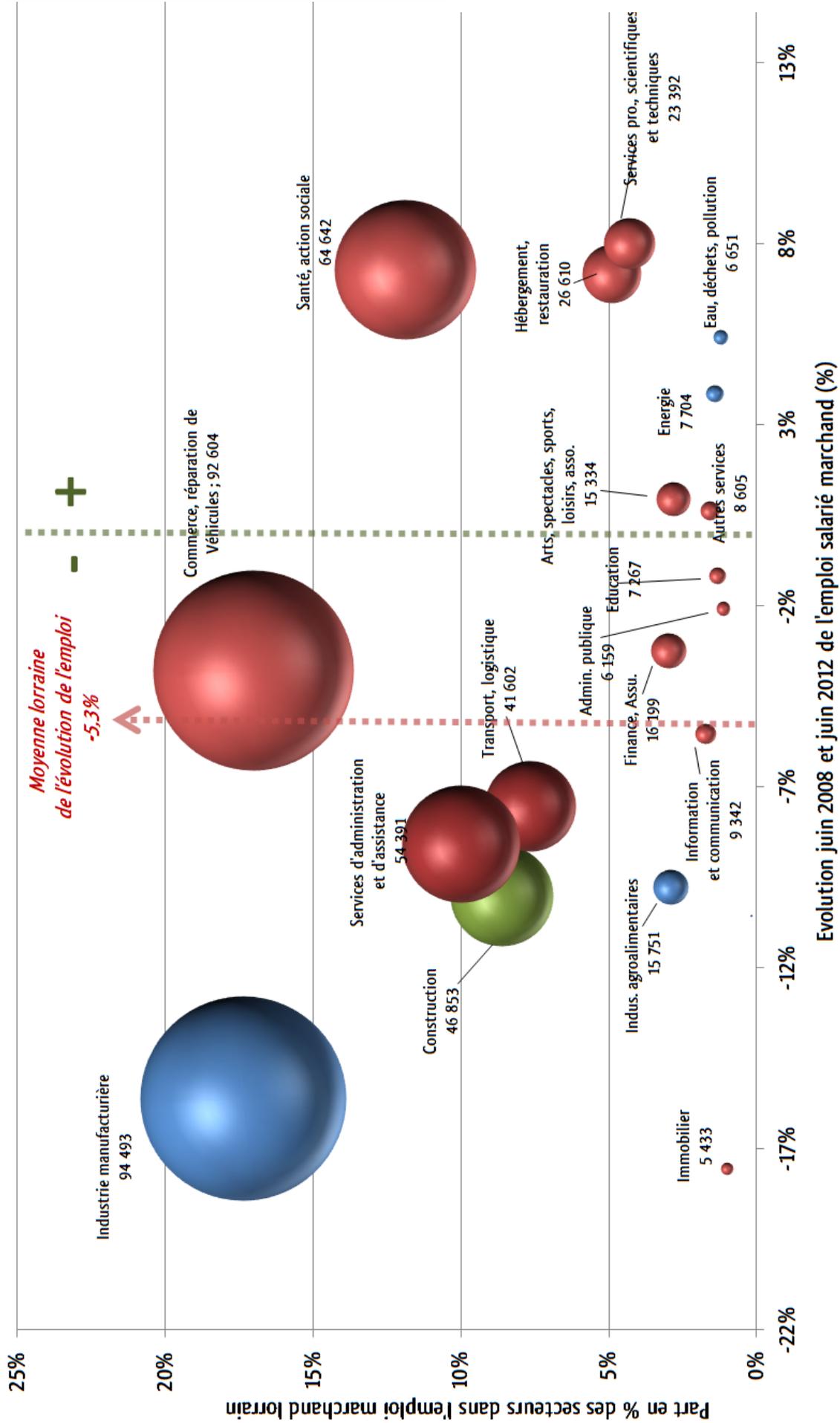


Données URSSAF (CVS)

2- La plupart des secteurs d'activité touchés

C'est l'industrie manufacturière qui a connu le plus fort recul de l'emploi salarié en Lorraine, avec -19 200 emplois en 4 ans (soit -15%). Elle représente 20,2% de l'emploi salarié du secteur marchand en Lorraine. Le secteur de la construction enregistre également une baisse importante des emplois salariés avec -10% en quatre ans, soit une perte nette de 5 225 emplois. Ce secteur représente 46 800 emplois salariés en juin 2012. Seule exception dans l'industrie, le secteur de l'énergie et de l'eau a gagné 630 emplois pendant la crise, soit +5%.

La situation est plus contrastée dans le domaine des services. Les activités de services aux entreprises semblent également souffrir de la conjoncture de ces 4 dernières années. Le secteur des transports et communication est en recul de 7% et l'immobilier et services aux entreprises marque un recul de 5%. Dans les services à la personne, le commerce (et entretien automobile) marque une baisse importante de l'emploi avec -4% (soit 3 950 salariés). Dans le domaine de l'hôtellerie-restauration ainsi que de la santé, des emplois ont été créés pendant la crise (+ 7% dans les deux secteurs, soit + 6170 emplois au total).



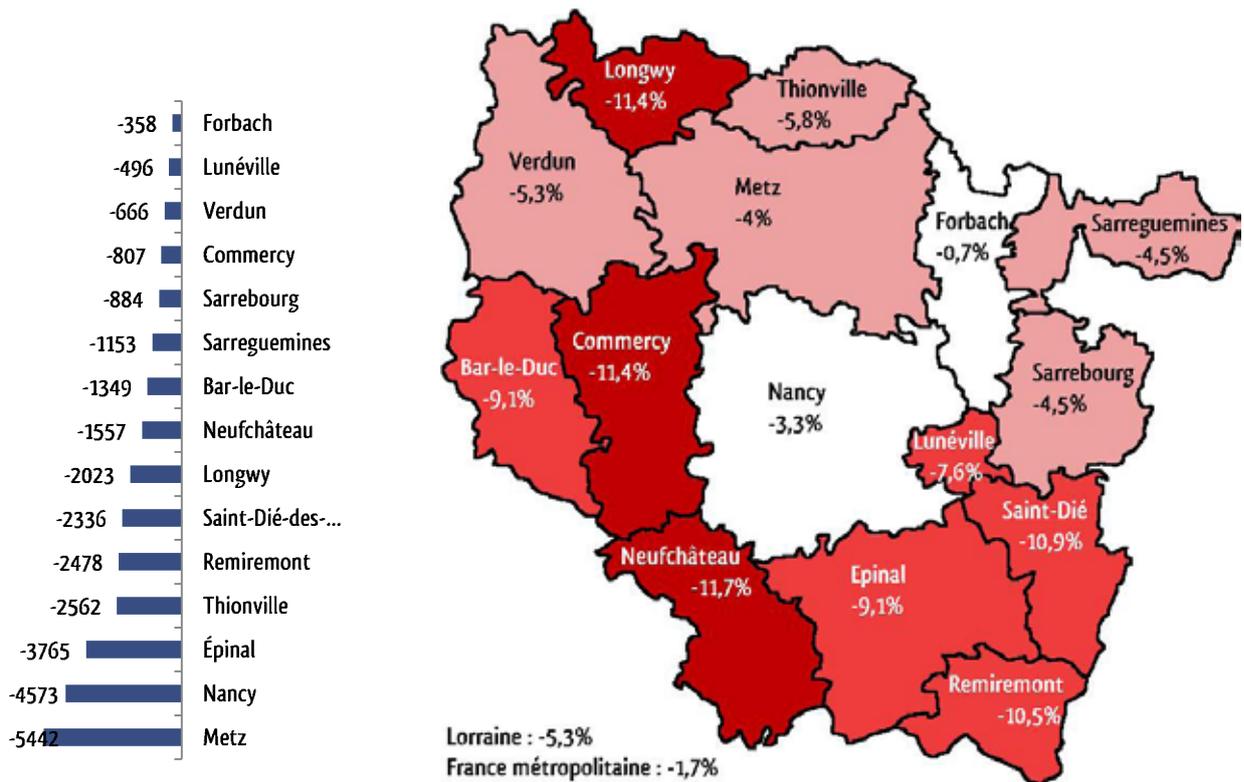
3- Les territoires lorrains face à la crise

Sur la période allant de juin 2008 à juin 2012, toutes les zones d'emploi de Lorraine ont perdu des emplois salariés dans le secteur marchand.

En évolution relative, 5 zones d'emploi affichent un recul supérieur à 10% : Neufchâteau (-11,7%), Longwy (-11,4%), Commercy (-11,4%), Saint-Dié-des-Vosges (-10,9%) et Remiremont (-10,5%). Epinal et Bar-le-Duc affichent également des baisses relatives importantes, avec -9,1%. Ces évolutions sont fortement supérieures à la moyenne régionale qui est de -5,3% sur la période.

C'est à Forbach que le recul de l'emploi salarié est le plus faible (-0,7%). Le bassin d'emploi de Nancy (qui englobe désormais l'ancienne zone d'emploi de Toul) marque un recul de -3,3%, soit -4 573 salariés, légèrement inférieur à la baisse constatée dans la zone d'emploi de Metz qui est de -4%, soit -5 442 salariés. Les bassins d'emploi de Metz et de Nancy concentrent 49,2% de l'emploi salarié du secteur marchand et représentent 32,9% des pertes d'emploi, elles résistent mieux que la moyenne régionale.

Evolution de l'emploi salarié marchand entre juin 2008 et juin 2012



Données URSSAF

9- Emploi frontalier : 9,2% de la population active lorraine

L'emploi frontalier est devenu une source d'activité pour près d'1 actif lorrain sur 10 et continue de progresser en 2011. Il concerne 101 200 salariés, soit un triplement par rapport au niveau d'il y a vingt ans. Le nombre de frontaliers travaillant en Allemagne est passé sous la barre des 20 000 en 2009, mais la baisse semble se ralentir ces dernières années. La progression du nombre de frontaliers vers la Belgique se poursuit, malgré un rythme plus lent : ils sont 5 600 en 2011.

En mars 2012, plus de 77 000 résidents lorrains travaillent au Luxembourg, dont 75% dans les services. Les salaires générés par ces frontaliers peuvent être estimés à 2,5 milliards d'euros annuels, soit l'équivalent de 4,5% du PIB lorrain. Le Luxembourg est un véritable réacteur économique pour notre région. Au vu de la stratégie de diversification menée par le pays (Recherche et développement, logistique, ...), la Lorraine a tout à gagner à amplifier ses collaborations avec le Luxembourg afin de passer une nouvelle étape dans la nature des relations économiques qui la lie à cet Etat. L'approche autour des projets trans-frontaliers est la clé de ces relations (Alzette-Belval, clusters, équipements, formation, logistique, R&D, ...).

1- 101 211 frontaliers recensés en 2011 : trois fois plus qu'en 1990

Une montée ininterrompue du phénomène frontalier en Lorraine

L'emploi frontalier occupe 101 211 actifs lorrains en 2011, soit une hausse de 1,8% (+1 795 emplois) en un an. Depuis 1990, date à laquelle ils étaient estimés à 32 700, leur nombre a plus que triplé en Lorraine (+210%). Ils représentent aujourd'hui près d'un actif sur dix résidant dans la région.

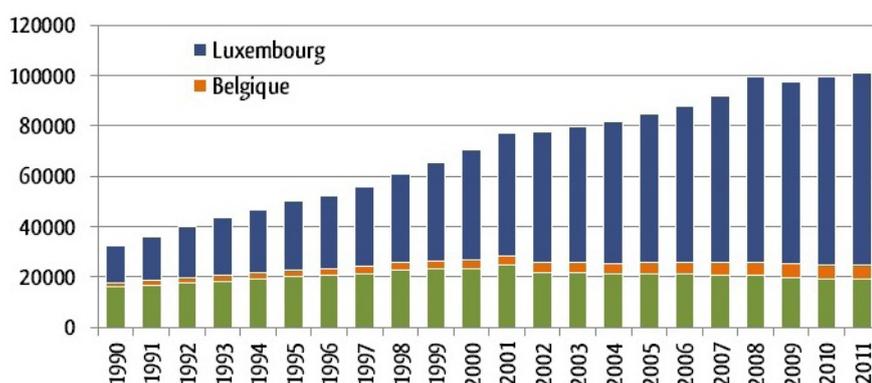
Les frontaliers plus jeunes et mieux formés que la moyenne

D'un point de vue qualitatif, il est intéressant de voir que la part des diplômés du supérieur chez les frontaliers est supérieure de 4 point à celle des non-frontaliers en Lorraine. « Par ailleurs, les travailleurs frontaliers sont en moyenne plus jeunes que les non-frontaliers. Deux tiers d'entre eux ont entre 25 et 44 ans, soit 10 points de plus que les non-frontaliers.**»

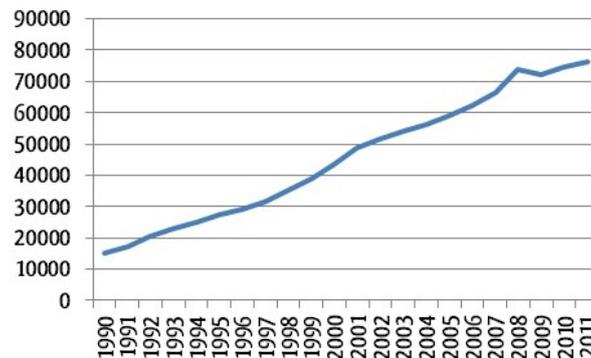
* Base population active au 31 décembre 2011 (1 089 000 personnes), source INSEE

** INSEE Lorraine, *Bilan économique et social 2011 : une année en demi-teinte*

Nombre de travailleurs frontaliers lorrains selon la destination



Nombre de frontaliers lorrains au Luxembourg



Données INSEE

2- Le nombre de frontaliers augmente toujours vers le Luxembourg

7,1% de la population active lorraine travaille au Luxembourg

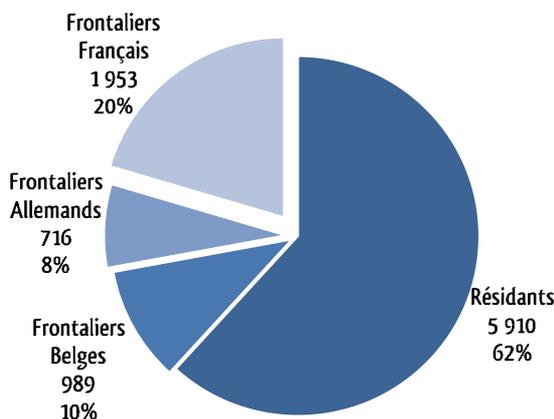
En mars 2012, le STATEC recense au Luxembourg 77 511 travailleurs frontaliers résidant en France. C'est un niveau record pour cet indicateur.

En moyenne, lors des dix dernières années, le Luxembourg a été pourvoyeur de 2 800 nouveaux emplois par an pour les actifs Lorrains, dont 7,1% travaillent désormais dans le Grand-duché.

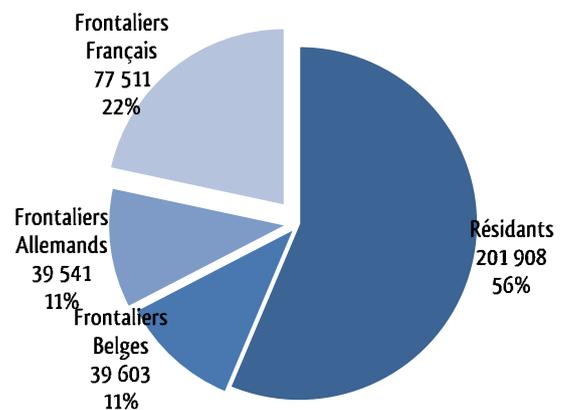
Plus d'un 1 salarié sur 5 du Grand-duché réside en France

Alors que les frontaliers représentent 44% de l'emploi salarié intérieur au Luxembourg (dont 22% pour les Français, diagramme de droite), ils n'ont occupé que 36% des nouveaux postes créés entre mars 2011 et mars 2012 (dont 20% pour les Français, diagramme de gauche). Une des explications est que la croissance de l'emploi au Luxembourg, bien que toujours positive, tend à diminuer par rapport à la période d'avant crise (+5% en 2008, contre +3% en 2011). Dans ce contexte de ralentissement du marché de l'emploi, les frontaliers « profitent moins » des nouveaux emplois créés. Cependant, sur les 9 600 emplois créés entre mars 2011 et mars 2012, les frontaliers français en ont occupé 1 950, soit 20%.

Répartition des emplois salariés créés au Luxembourg entre mars 2011 et mars 2012 en fonction du lieu de résidence des salariés



Répartition de l'emploi salarié au Luxembourg en mars 2012 en fonction du lieu de résidence des salariés



Données STATEC

2,3 milliards d'euros de salaires

L'INSEE a évalué la masse totale des salaires perçus au Luxembourg par les frontaliers lorrains à 2,3 milliards d'euros en 2009. Cela représente 11,5% du total des salaires lorrains. « En 2009, le revenu fiscal moyen en Lorraine est de 19 913 euros. Si on prend en compte tous les revenus des 72 900 frontaliers du Luxembourg, ce revenu est réévalué de plus de 3%. Dans le canton de Fontoy, le revenu moyen est réévalué de 22%. Il est corrigé de plus de 10% dans les cantons de Cattenom, de Villerupt, d'Algrange, d'Audun-le-Roman, de Longwy, d'Herserange, de Florange, de Sierck-les-Bains, et de 8% à Thionville. Le revenu moyen de ses habitants place alors le canton de Cattenom parmi les 5% les plus élevés de France et celui de Thionville parmi les 10%. Cependant, dans le secteur de Longwy particulièrement, travail frontalier et réelle pauvreté coexistent. Les ménages composés de frontaliers sont plus souvent propriétaires que les ménages travaillant seulement en Lorraine. Ils sont moins souvent locataires dans le parc social. »

Le Luxembourg, un réacteur économique aux portes de la Lorraine

L'attrait du Luxembourg pour les frontaliers s'explique aisément si on se réfère à une étude récente sur le pouvoir d'achat** qui classe le Grand-Duché au 3^e rang mondial après Zurich et Genève pour le niveau de salaire net (et au 7^e pour les villes les plus chères).

D'autres indicateurs sont tout aussi favorables :

Le Luxembourg a toujours le PIB par habitant le plus élevé des 27 pays de l'Union Européenne avec un niveau supérieur de plus du double à celui du second, les Pays Bas. Il est classé au 22^e rang mondial des économies les plus compétitives sur 144 pays*** (avec un

* INSEE Lorraine, Economie Lorraine n°280, Revenus des frontaliers lorrains du Luxembourg : des atouts tirés de la métropole luxembourgeoise, mars 2012

** « Prix et salaires 2012 – Wealth Management Research » pilotée par UBS

*** Classement du Forum économique mondial

gain d'une place juste derrière la France qui en perd 3), au 15^e rang pour les dépenses de recherche et développement et même au 4^e rang mondial pour l'attraction des investissements étrangers. Sa démographie est particulièrement dynamique. Le dernier recensement fait état de 512 353 habitants au 1^{er} février soit une hausse de 72 814 habitants depuis 10 ans (+16,6%, soit +1,5% par an) essentiellement due à l'évolution du solde migratoire, la population étrangère ayant augmenté de près de 35% pour dépasser les 220 000 personnes soit 43% de la population totale.

Le Luxembourg n'en subit pas moins le contrecoup de la crise et le pays est confronté, probablement pour la première fois de son histoire, à une dégradation de ses finances publiques.

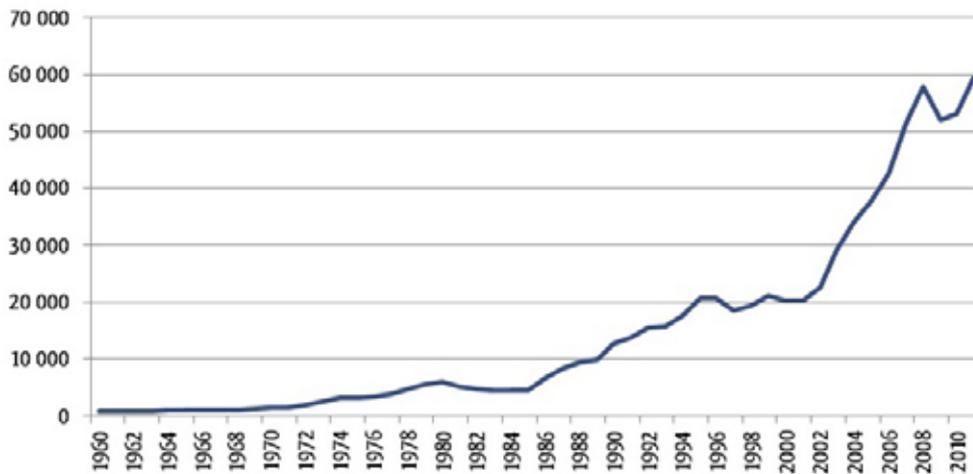
Au stade actuel, les résultats de l'exercice 2012 sont inférieurs aux prévisions budgétaires et devraient mener à un déficit de 2% du PIB alors que le projet de budget pour 2013 présenté début octobre affiche pour sa part un déficit de 1,5%.

Le deuxième trimestre 2012 s'est ainsi traduit par une diminution de la production industrielle de 6 % par rapport à la même période en 2011 (environ - 20% par rapport au niveau d'avant crise en 2006-2008) et les exportations ont chuté de 9% au cours du premier semestre 2012.

De ce fait le ratio dette publique sur PIB doit grimper à 25% en 2013, contre 21,4% en 2012 et 6,7% en 2007. On est bien loin des 91% de la France, mais c'est nouveau pour le Luxembourg.

Concomitamment le taux de chômage a augmenté de 8.4% en un an. Il s'établit maintenant à 6,1% (chiffre corrigé des valeurs saisonnières) au 31 août. Pour rappel ce taux était de 4,2% en 2008 et avait augmenté tendanciellement entre août 2008 et décembre 2010. La baisse amorcée depuis lors s'est achevée en juin 2012 et les chiffres sont repartis à la hausse comme en France.

Evolution du PIB luxembourgeois en millions de dollars



Source Banque mondiale

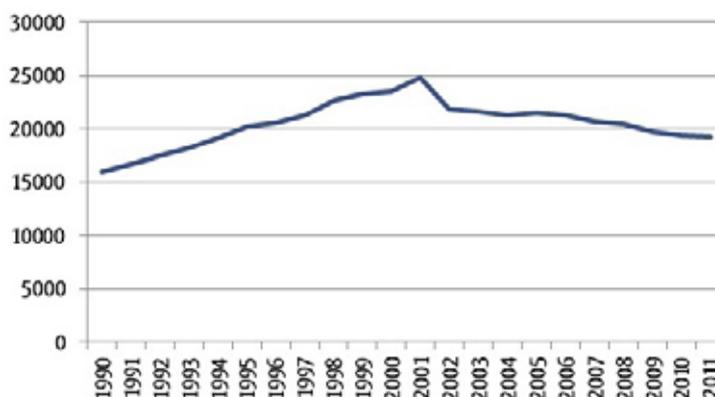
Tous les secteurs ne sont toutefois pas touchés de la même manière. Ainsi l'emploi reste dynamique dans la finance et la Banque Centrale du Luxembourg a recensé 41.492 employés dans ce secteur en juin 2012 soit 1 200 personnes de plus qu'il y a un an (soit +2,8%).

La création de plus de 8 000 emplois par le secteur public depuis 2008 a également atténué les effets de la crise. Mais le modèle social du Luxembourg sera vraisemblablement appelé à être moins généreux si l'on suit le raisonnement de la Banque Centrale du Luxembourg qui estime que seule une croissance annuelle de 4% permettrait durablement de le préserver.

3- Baisse du nombre de frontaliers en Allemagne

Après avoir atteint près de 25 000 emplois en 2001, le phénomène a connu un renversement de tendance en 2002, date à partir de laquelle il n'a cessé de s'éroder. En 2009, les navetteurs lorrains vers l'Allemagne sont même passés sous la barre des 20 000 et ils ne sont plus que 19 255 en 2011. Cette baisse est néanmoins en phase de stabilisation depuis 2010 et elle est peu marquée en 2011 : -0,7% (soit -142 emplois).

Nombre de travailleurs frontaliers lorrains vers l'Allemagne



Source INSEE

Plus de 600 millions d'euros de salaires

D'après une estimation de l'INSEE Lorraine, les salaires nets gagnés par les navetteurs qui habitent en Lorraine et travaillent en Allemagne (dont un nombre important d'Allemands), sont de l'ordre de **618 à 636 millions d'euros en 2010**.

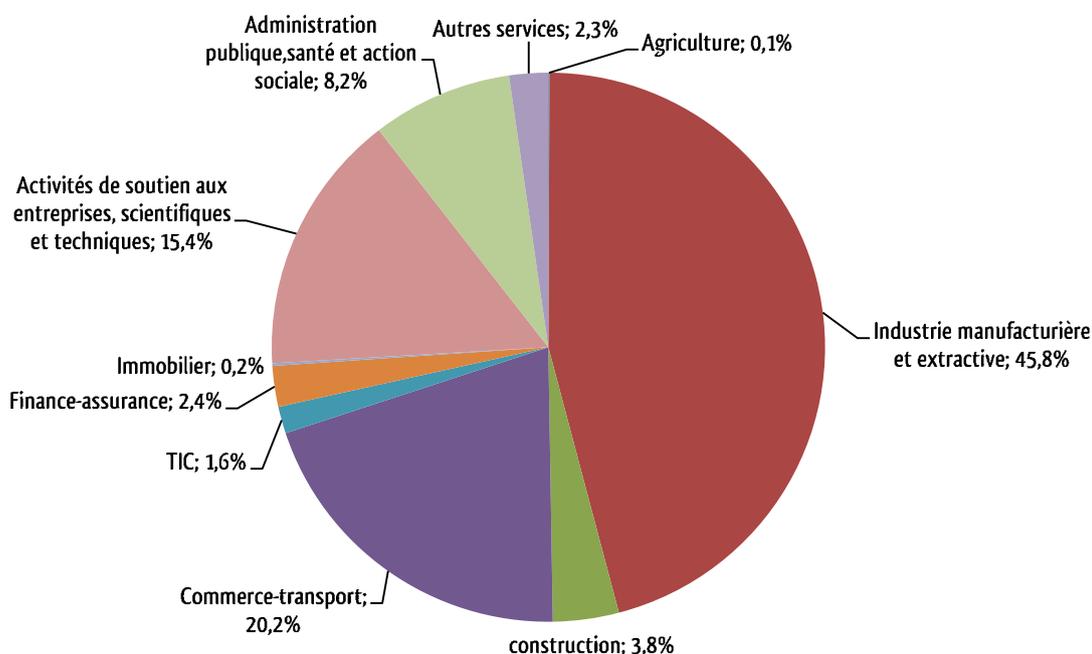
Un emploi majoritairement industriel

Près d'un emploi frontalier en Sarre sur deux concerne l'industrie manufacturière.

4- La hausse continue des frontaliers lorrains vers la Belgique semble marquer le pas en 2011

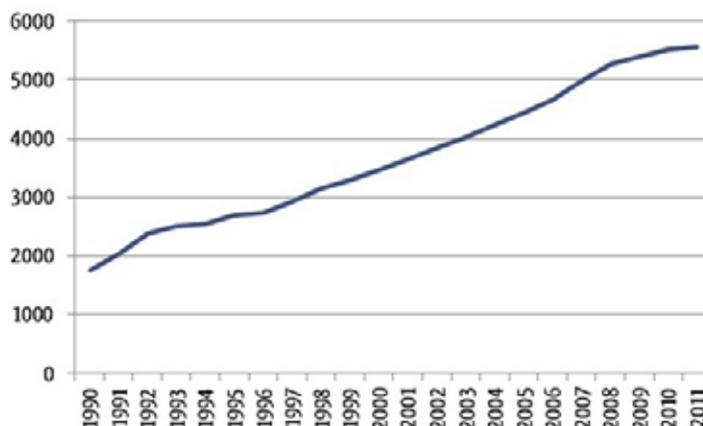
5 560 travailleurs frontaliers vers la Belgique sont recensés en 2011, soit une hausse de 0,7% (37 postes supplémentaires). La dynamique de hausse soutenue enregistrée entre 1996 et 2008 semble ralentir.

Répartition par secteur des frontaliers entrants en Sarre en juin 2010



Source INSEE d'après les données du Statistisches Landesamt des Saarlandes

Nombre de travailleurs frontaliers lorrains en Belgique



10- Le nombre de demandeurs d'emploi à un niveau historique

La crise de 2008 a eu un fort impact sur le nombre de demandeurs d'emploi en Lorraine. Les demandeurs d'emploi en catégories A, B et C* sont 56% de plus qu'en 2008, contre 47% en France métropolitaine. Après des hausses rapides du chômage en 2009, la situation de l'emploi a fait basculer de nombreux demandeurs d'emploi dans des situations de longue durée (+118% depuis juin 2008). Conséquence, le chômage structurel s'installe et menace la situation de nombreux ménages dans la région. Les seniors constituent la tranche d'âge ayant le plus souffert de la crise en Lorraine (+200% depuis juin 2008). A

* **Demandeurs d'emploi de catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

Demandeurs d'emploi de catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 h ou moins au cours du mois).

Demandeurs d'emploi de catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 h au cours du mois).

Demandeurs d'emploi de catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

Demandeurs d'emploi de catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

partir du deuxième trimestre 2012, le nombre de demandeurs d'emplois repart à la hausse, notamment chez les hommes.

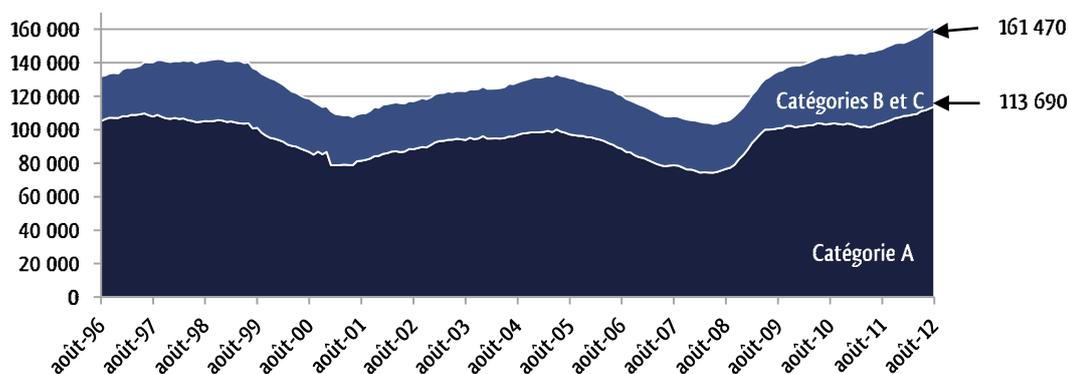
1- 161 470 demandeurs d'emplois en Lorraine en août 2012

La crise de 2008 génère un nombre de demandeurs d'emplois historique en Lorraine

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C a augmenté de 56% depuis juin 2008 et l'arrivée de la crise économique. Au total, ce sont 57 750 personnes supplémentaires qui sont à la recherche d'un emploi dans la région. C'est la première fois que la barre des 160 000 est franchie. Les perspectives actuelles du marché de l'emploi ne nous permettent pas d'anticiper pour l'heure une amélioration de tendance.

En catégorie A, la Lorraine compte 113 690 demandeurs d'emploi, contre 74 800 en juin 2008, soit une hausse de 52% en quatre ans. En France, ils sont 3 011 000 en août 2012. Dans ce chapitre, les statistiques des demandeurs d'emploi sont exprimées en catégories A, B et C.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en Lorraine (catégories A, B et C, données CVS)



Données Pôle emploi – DIRECCTE

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi (cat A, B et C) est de 4 495 000 en août 2012. Il a augmenté de 47% en l'espace de 4 ans (+56% en Lorraine), soit un total de 1 430 000 demandeurs d'emploi supplémentaires. Pour le pays, c'est également un niveau record qui a été atteint suite à la dernière crise. La Lorraine représente 4% de la hausse du nombre de demandeurs d'emplois sur la période. L'impact de la crise sur la hausse du chômage a été plus marqué dans la région que pour la moyenne nationale.

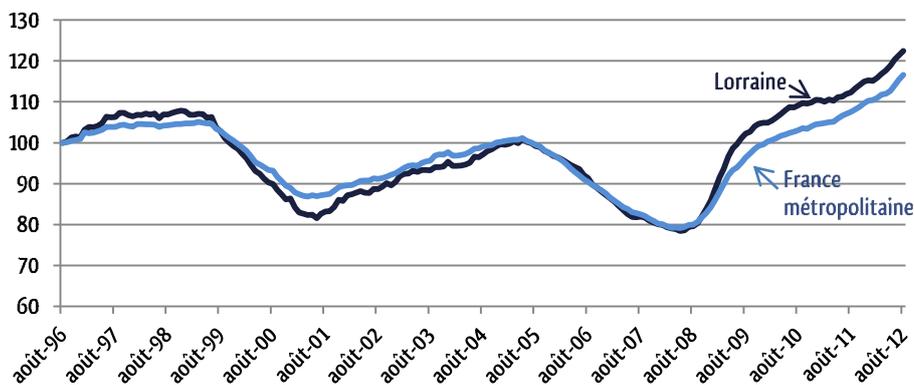
L'écart entre la Lorraine et la France s'est fortement creusé entre juin 2008 et juillet 2009, période durant laquelle la hausse du nombre de demandeurs d'emplois en Lorraine a atteint +29%, contre +20% en moyenne en France métropolitaine. Cet écart important entre la Lorraine et la France n'avait jamais été constaté lors des deux dernières périodes de hausse (1996-1999 et 2001-2004).

Sur les deux dernières années (août 2010-août 2012), le nombre de demandeurs d'emplois a marqué une hausse comparable à la tendance nationale (+12% en Lorraine et +13% en France métropolitaine). Cependant, l'écart accumulé au plus fort de la crise de 2008-2009 ne se réduit pas. Au contraire, depuis début 2012, le nombre de demandeurs d'emploi tend à nouveau à croître légèrement plus vite en Lorraine.

Taux de chômage : 10% en Lorraine

Au premier trimestre 1982, le taux de chômage lorrain était supérieur de 0,1 point au taux de chômage français (6,9% contre 6,8%). En 1990 et en 2000, il était inférieur au niveau national et la Lorraine pointait au 15ème rang des régions. C'est dans la dernière décennie que l'écart s'est creusé avec la tendance nationale. Au premier trimestre 2012, le taux de chômage lorrain (10%) est supérieur de 0,4 point au taux français (9,6%). La Lorraine est désormais au 7ème rang des régions pour son taux de chômage.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C, données CVS, août 1996=100)



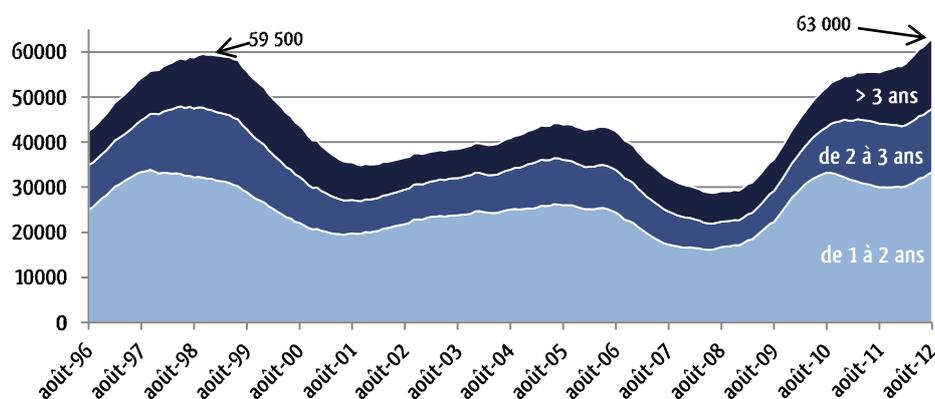
Données Pôle emploi - DIRECCTE - DARES

Taux de chômage au premier trimestre (%) et positionnement de la Lorraine

	1982	1990	2000	2006	2012
Taux de chômage (%) Lorraine	6,9	7,8	8	9,4	10
Taux de chômage (%) France métropolitaine	6,8	8	9	9,1	9,6
Différence Lorraine-France métropolitaine	+0,1	-0,2	-1	+0,3	+0,4
Classement de la Lorraine dans les 22 régions	13	15	15	8	7

Données INSEE

Demandeurs d'emploi de longue durée (> 1 an, cat A, B et C, données CVS)



Données Pôle emploi – DIRECCTE

Le chômage de longue durée s'installe

2008-2009 a été marqué par une hausse brutale du nombre de demandeurs d'emploi en Lorraine et depuis cette période, la situation sur le marché de l'emploi reste très tendue. Dans ce contexte le chômage structurel marque une progression insistante, observable dans l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée.

Depuis juin 2008, la hausse est spectaculaire : +118%, soit plus qu'un doublement du nombre de demandeurs d'emplois de longue durée, qui passent ainsi de 28 700 à 63 000.

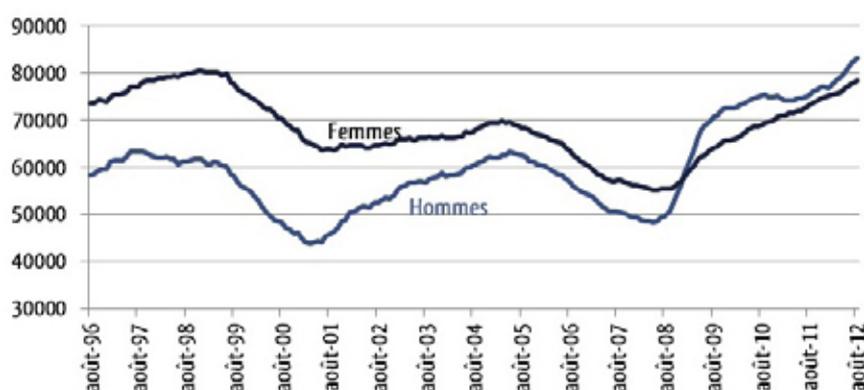
Sur les 12 derniers mois, la hausse s'accélère à nouveau. Le nombre de demandeurs d'emplois de longue durée a augmenté de 13,5% entre août 2011 et août 2012. Elle atteint même +37,2% pour les demandeurs d'emploi dans cette situation depuis plus de 3 ans.

2- Les catégories les plus touchées

En janvier 2009, et pour la première fois en Lorraine, le nombre de demandeurs d'emploi (Cat A, B et C) chez les hommes a dépassé celui des femmes. Cette évolution est liée à la récession qui a, dans un premier temps, fortement touché les secteurs industriels, où les femmes n'occupent que 25% des emplois. Le nombre de demandeurs d'emploi chez les hommes a atteint un niveau historique en Lorraine, avec une augmentation de 71% depuis juin 2008.

Le chômage des femmes a réagi plus lentement au début de la crise. Il n'a pas encore atteint son point le plus haut de décembre 1999 (avec 80 000 demandeurs d'emploi), mais a tout de même augmenté de 42% depuis juin 2008.

Demandeurs d'emploi (cat A, B et C, données CVS)



Données Pôle emploi – DIRECCTE

Le nombre de demandeurs d'emploi chez les seniors a triplé en quatre ans

Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans représentent 21% des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C en Lorraine en août 2012, contre 17% au début de la crise. Avec 34 870 demandeurs d'emploi en août 2012, leur nombre a triplé en l'espace de 4 ans.

Cette hausse est d'autant plus préoccupante que cette catégorie de demandeurs d'emploi rencontre davantage de difficulté à retrouver un emploi, comme le témoignent les chiffres du chômage de longue durée.

Les seniors plus concernés par la hausse du chômage de longue durée

19 300 personnes de plus de 50 ans sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an en Lorraine. Dans la hausse du chômage de longue durée, c'est la catégorie qui connaît la plus forte progression (+145% depuis juin 2008). Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée de moins de 25 ans a augmenté de 114% sur la période et la catégorie concernant les 25-49 ans a augmenté de 95%.

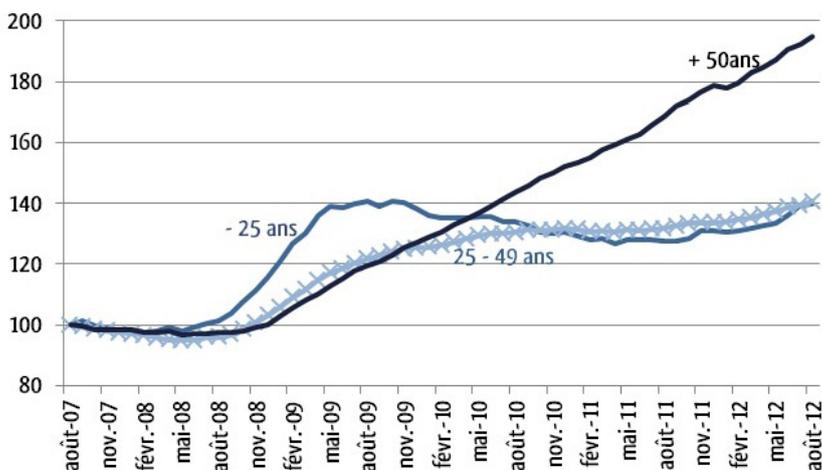
Au total, sur les seniors représentent plus du tiers des nouveaux demandeurs d'emploi de longue durée depuis juin 2008.

Les employés qualifiés : +23 130 demandeurs d'emplois depuis la crise

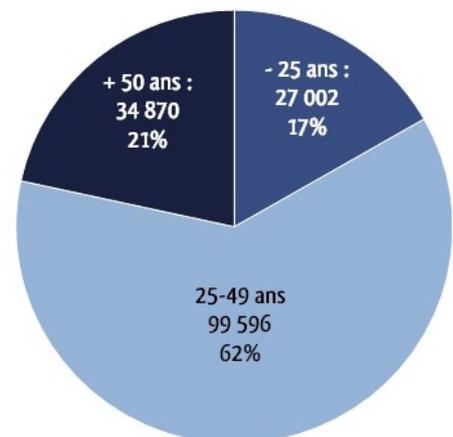
Toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées par la hausse du nombre de demandeurs d'emplois depuis le début de la crise en Lorraine. La catégorie la plus représentée, en nombre, dans les demandeurs d'emplois est celle des employés qualifiés.

Le plus fort taux de progression du nombre de demandeurs d'emplois concerne les ouvriers qualifiés (OP2 et OP3 ; +117%, soit +5 330 demandeurs en 4 ans), qui représentent 3% des demandeurs d'emplois inscrits. Les progressions sont également supérieures à la moyenne (+56%) pour les agents de maîtrise (+81%, soit +2 952 personnes), les ouvriers qualifiés (OP1 et OP2 ; +65%, soit +21 000 demandeurs) et les manœuvres (+61%, soit +5 200 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi (cat A, B et C, données CVS, août 2007=100)

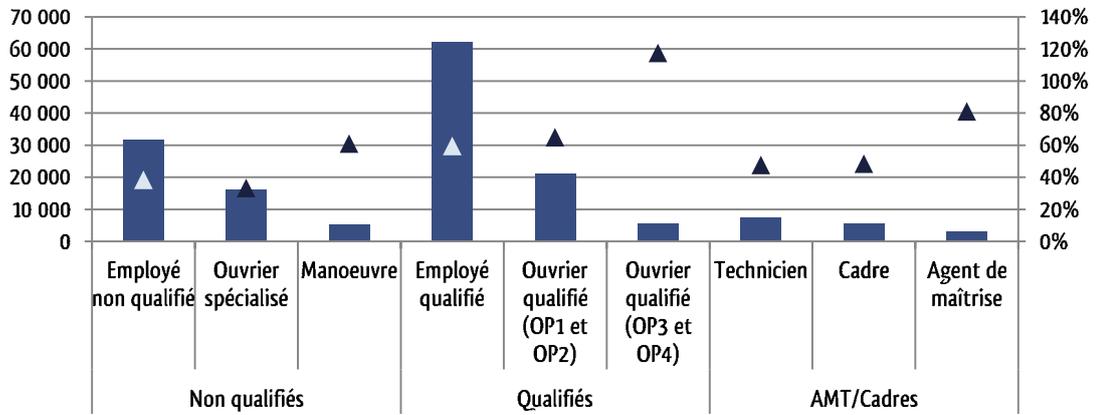


Répartition des demandeurs d'emploi en août 2012 (nombre et %)



Données Pôle emploi – DIRECCTE

Répartition des demandeurs d'emploi en Lorraine en fonction des qualifications et évolution entre juillet 2008 et juillet 2012 (%)



Données Pôle emploi (données brutes, cat ABC)

Note de lecture : les employés qualifiés représentent 60 000 demandeurs d'emplois en catégories ABC. Leur nombre a augmenté de 60% depuis juillet 2008

SITUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA LORRAINE



PARTIE 4

Biodiversité et ressources naturelles Page 165

1- Sols et sous-sols Page 167

2- Eau et milieux aquatiques Page 171

Climat, air, énergie Page 176

3- Qualité de l'air Page 176

4- Transports Page 180

5- Profil énergétique de la Lorraine Page 189

Economie verte Page 195

6- Secteurs et emplois de l'économie verte Page 195

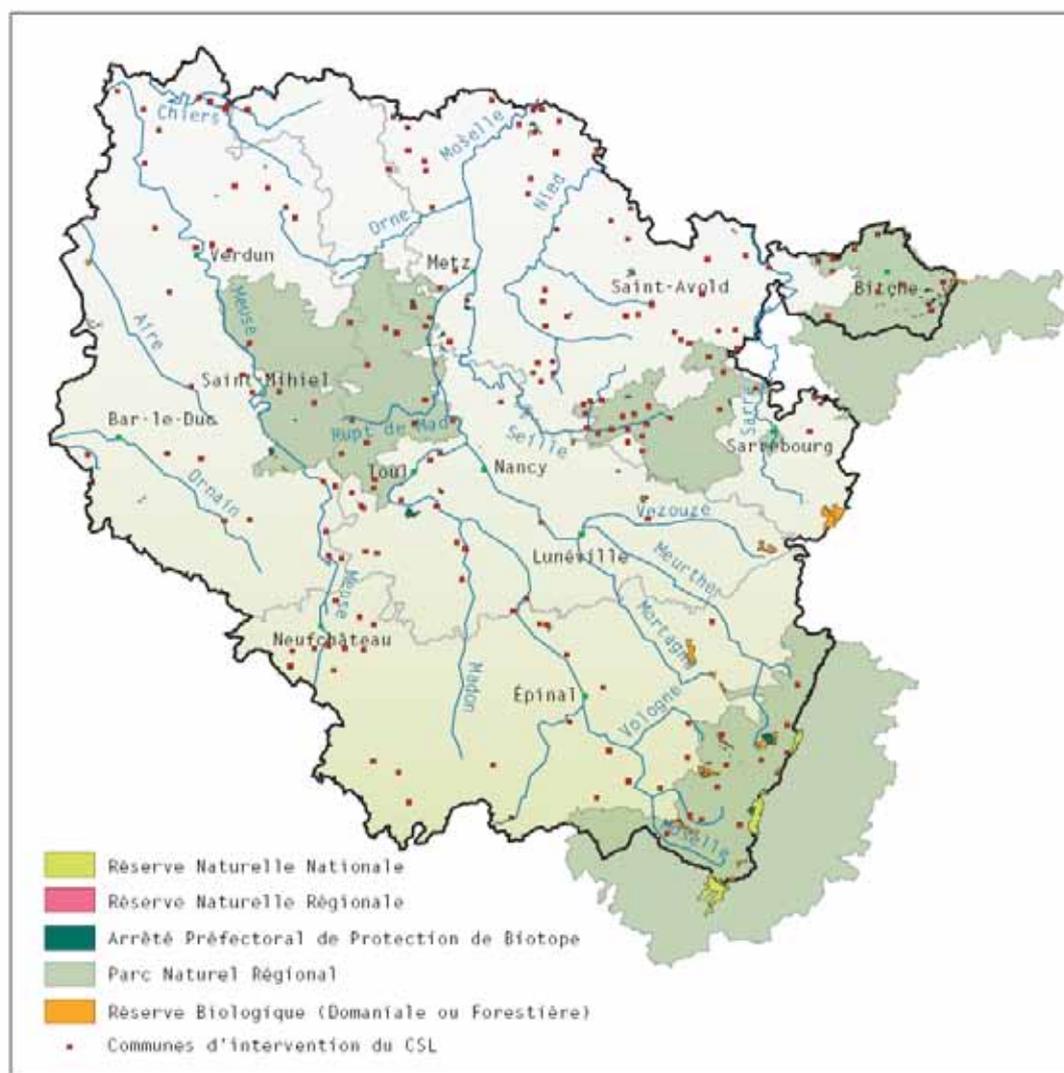
7- Déchets Page 198

Biodiversité et ressources naturelles

La Lorraine, un carrefour d'influences climatologiques et géomorphologiques qui en font une des régions française les plus riches en termes de biodiversité. La Lorraine compte à ce titre 3 parcs naturels régionaux, 7 réserves naturelles nationales, 6 réserves naturelles régionales, 11 réserves naturelles volontaires, 22 arrêtés préfectoraux de protection de biotope, 26 réserves biologiques domaniales ou forestières. Le Conseil régional de Lorraine mène dans ce domaine un politique volontariste.

254 sites sont protégés par le Conservatoire des Sites Lorrain (CSL) pour un total d'un peu plus de 5000 hectares, ce qui en fait l'un des premiers réseau de France pour les Conservatoires. Ce réseau est le résultat d'un engagement de nombreux acteurs (Etat, Conseil Régional, Conseils Généraux, Union Européenne, ...).

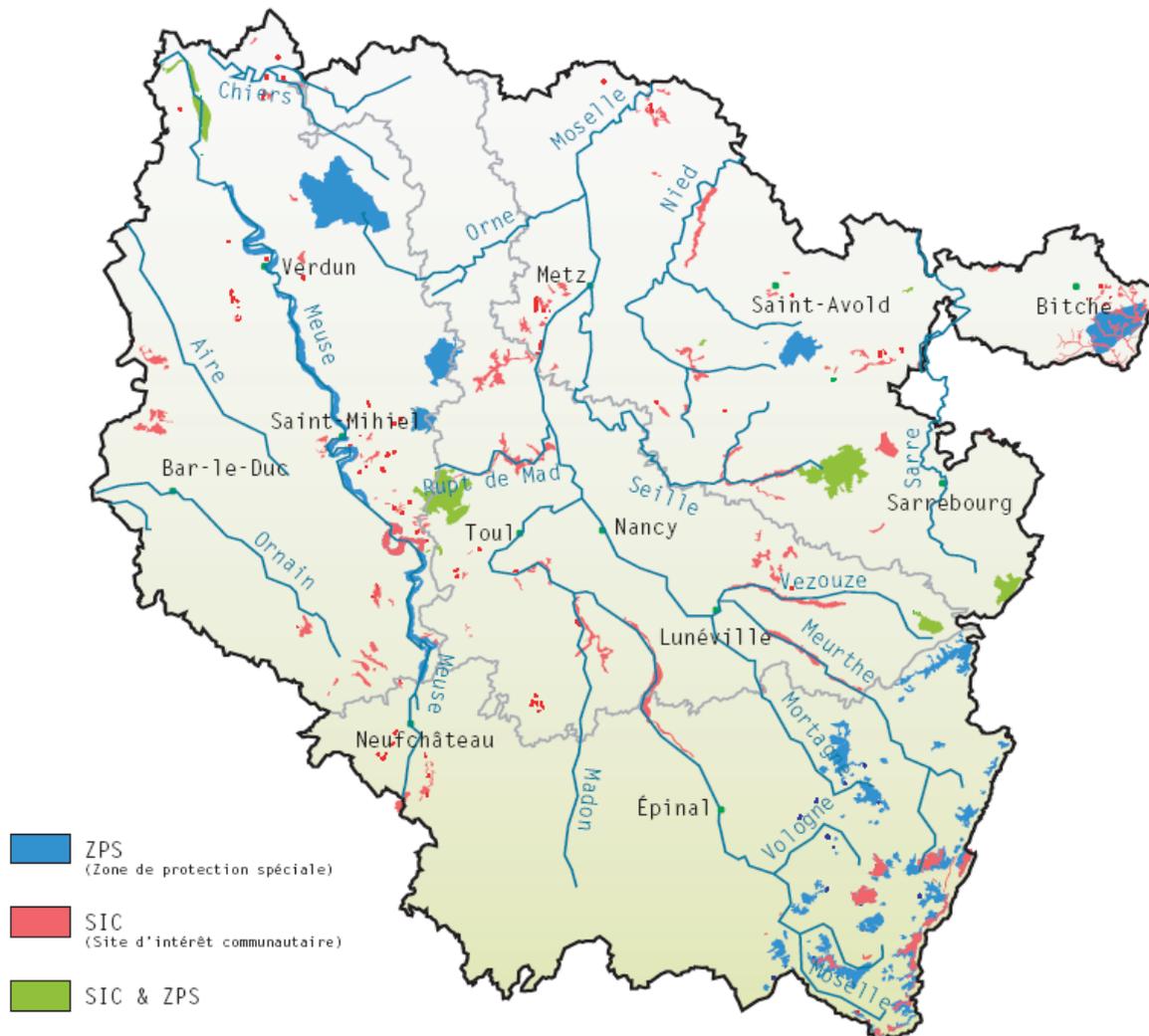
Espaces naturels protégés en Lorraine



Carte des espaces réglementairement protégés de Lorraine
(Réserves Naturelles Nationales et Régionales, APPB, PNR, RBD, RBF)

Le réseau Natura 2000 en Lorraine est également très présent, il concerne 7,2% de la surface régionale sur 87 sites couvrant 170 000 ha. Ces espaces naturels ou semi-naturels ont une grande valeur patrimoniale par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent.

Le réseau Natura 2000 en Lorraine



Source DREAL

1- Sols et sous-sols

1- Une artificialisation croissante du territoire lorrain

L'artificialisation des sols au profit du résidentiel et des zones d'activités

Alors que l'artificialisation des sols a progressé deux fois moins vite en Lorraine qu'en France entre 1990 et 2000 (respectivement +0,26%/an, +0,48%/an), son rythme s'est accéléré sur la période 2000-2006 pour rejoindre la tendance nationale (resp. +0,45%/an ; 0,5%). La « pression territoriale » (somme des cultures intensives et des sols artificialisés) exercée sur la biodiversité s'amplifie donc en Lorraine, comme en France, (respectivement 35,2 et 35,7% du territoire), mais avec de fortes disparités entre les départements : en dehors des Vosges (17,1%) elle est supérieure à 40%.

Le tableau ci-dessous permet d'identifier la nature de l'évolution de l'occupation des sols entre 2000 et 2006 : une des lectures possibles est que l'artificialisation de 3 600 ha s'est faite principalement au détriment des prairies (-2 500 ha) et des zones agricoles hétérogènes (-465 ha).

Cette augmentation des territoires artificialisés au profit des zones industrielles et commerciales, des réseaux de communication ainsi que des espaces urbanisés dans une région où la démographie est stable, pose une vraie question sur la stratégie d'aménagement du territoire, qui mériterait sans doute des objectifs plus ambitieux en termes de protection des sols naturels.

	LORRAINE			France métropolitaine		
	répartition 2006	Evolution 2000-2006	Evolution 2000-2006	Répartition 2006	Evolution 2000-2006	Evolution 2000-2006
	%	ha	%	%	ha	%
Territoires artificialisés	5,7	3594	2,7	5,1	82792	3
Territoires agricoles	55,6	-2977	-0,2	59,8	-78081	-0,2
Forêts et milieux semi-naturels	38,1	-774	-0,1	34,0	-7146	0
Zones humides	0,1	7	0,5	0,3	59	0
Surfaces en eau	0,6	150	1	0,7	2376	0,6
Total du territoire	100,0			100,0		

Source : Corine Land Cover – retraitement CESEL

	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Lorraine	France
Superficie en ha 2006	524591	621144	621627	587378	2354740	54396535
part en territoire artificialisé %	6,8	2,4	9	4,6	5,7	5,1
part en territoire agricole %	59,2	59,7	58,5	44,8	55,6	59,8
part en milieu naturel %	33,2	37,5	31,1	50,5	38,1	34
part en eau %	0,8	0,4	1,2	0,1	0,6	0,7
part en zone humide %	0	0	0,2	0	0,1	0,3

Source INSEE

2- Des espaces prioritaires dans la protection de la biodiversité

Les prairies en diminution

La quête de rentabilité pour les agriculteurs et l'étalement urbain font pression sur l'espace régional couvert de prairies. Cette diminution des espaces enherbés a des impacts considérables sur la biodiversité ainsi que sur l'érosion des sols.

Concilier les multiples fonctions de la forêt

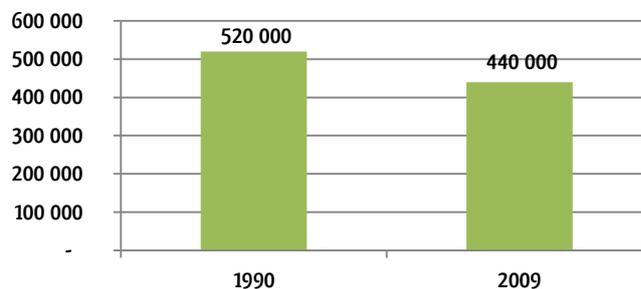
Le nouveau contrat Etat-ONF fixe des objectifs d'augmentation de la production de bois, dont les besoins sont également accrus compte tenu de la multiplication des projets de chaufferies dans la région, fortement consommatrices de bois résiduel. Les fo-

rêts sont des espaces primordiaux pour la protection de la biodiversité, le maintien de cette fonction doit également faire partie des objectifs prioritaires de gestion de ces espaces en Lorraine.

3- Une couverture du territoire en Natura 2000 inférieure à la moyenne nationale

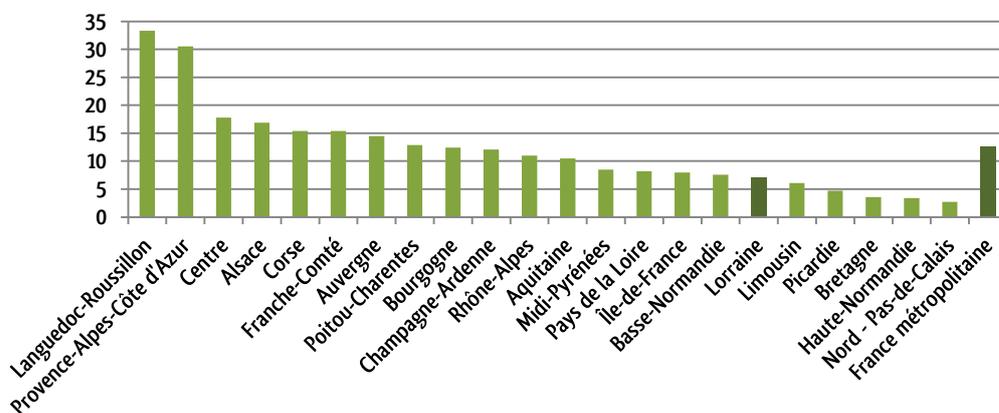
En 2011, la Lorraine est recouverte par 165 800 ha de zones Natura 2000, dont 54 300 en parc naturel régional, ce qui représente au total 7% du territoire régional. La moyenne en France métropolitaine est de 12,5% du territoire recouvert. Cependant, entre 2006 et 2011, la surface Natura 2000 a augmenté plus fortement en Lorraine que la moyenne française (+17,5%, contre +6%).

Surface en prairies en Lorraine (ha)



Données DRAAF

Part du territoire couvert par des espaces Natura 2000



Données Eider, Ministère du développement durable

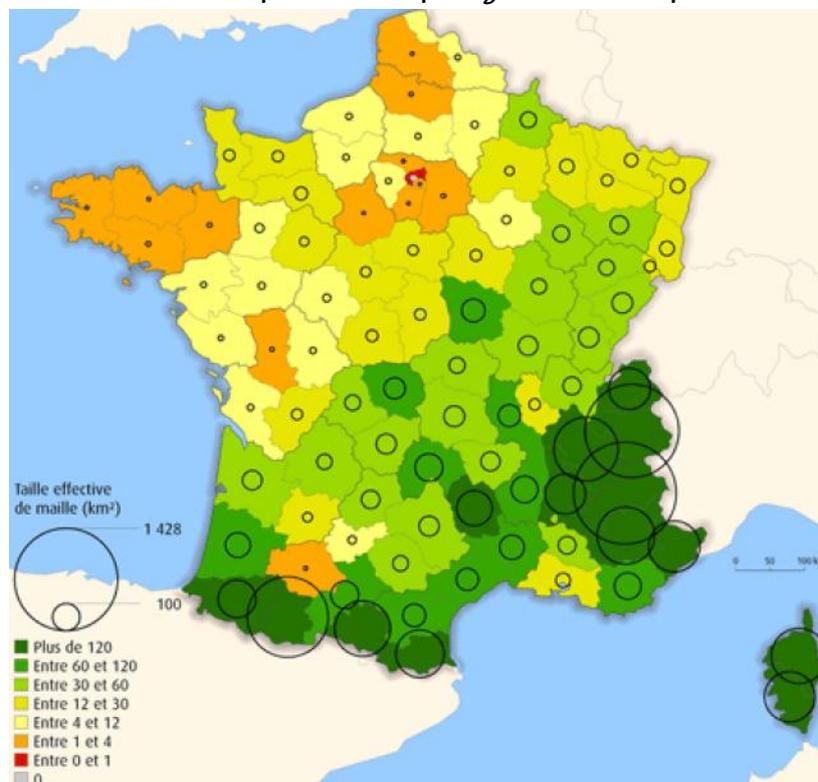
4- Les défis de la trame verte et de la trame bleue

Dans la continuité de la réglementation environnementale, les objectifs visant à un plus grand équilibre entre les différents usages des sols se poursuivent, et doivent être renforcés, dans le cadre de la planification (SCOT, PLU) et de la contractualisation territoriales (Parcs Naturels Régionaux, Pays, intercommunalités etc.). La territorialisation du Grenelle de l'environnement prévoit également la mise en œuvre, dans chaque région, d'un Schéma de cohérence territorial élaboré par l'ensemble des acteurs régionaux, sur le principe de la gouvernance à cinq. Ce schéma est principalement axé sur la constitution d'une trame verte et bleue incluant les corridors écologiques qui permettent les transferts entre les différents milieux, ordinaires et remarquables, actuellement limités par la fragmentation des espaces.

La Trame verte et bleue est un ensemble de continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité, de corridors écologiques et de cours d'eau et canaux, ceux-ci pouvant jouer le rôle de réservoirs de biodiversité et/ou de corridors. Elle se conçoit jusqu'à la limite des plus basses mers en partant de la terre.

La fragmentation des espaces naturels pèse sur la biodiversité par la présence de barrières difficilement franchissables, principaux cours d'eau et grandes voies de transport terrestre, et par la baisse des surfaces des espaces non fragmentés. En France métropolitaine, la fragmentation des espaces semi-naturels augmente régulièrement, tandis que la surface totale des milieux naturels terrestres diminue. Les régions de montagne et les grands ensembles forestiers apparaissent comme les moins fragmentés, à l'opposé en particulier des régions d'agriculture intensive et des grandes vallées.

Taille effective de maille des espaces naturels par région forestière départementale en 2006



Sources : Cemagref d'après UE – SOEs (CORINE Land Cover 2006), IGN 2006.

5- Sites pollués : un pôle de compétences en Lorraine

La Lorraine affiche une forte concentration de sites pollués, liée au passé industriel de la région. Au total, ce sont près de 6 000 ha de friches industrielles qui ont peu à peu été abandonnés avec la fin des activités traditionnelles telles que les activités charbonnières, sidérurgiques, le textile.

Un pôle de compétences pour accentuer le traitement des sols

Le potentiel des compétences lorraines en matière de traitement des sols est très important. Il fait l'objet d'une réelle compétence régionale et donne une visibilité internationale de la région dans ce domaine, notamment avec le GISFI (Gestion d'Intérêt Scientifique sur les friches Industrielles), créé en 2002, avec une station expérimentale à Homécourt qui dispose d'un ensemble de moyens des expérimentations en vraie grandeur pour l'étude des sols, et plus particulièrement des sols contaminés. C'est un consortium de 12 laboratoires publics en partenariat avec des entreprises.

Sites pollués en Lorraine et en France métropolitaine en 2012

	France métropolitaine	Lorraine	Part de la Lorraine
Total des sites et sols pollués faisant l'objet d'une action publique	4109	322	8%
Sites et sols pollués, traités et libres de toutes restriction	466	43	9%
Sites et sols pollués, traités, avec restriction d'usage ou surveillés	1886	128	7%
Sites et sols pollués, en cours d'évaluation ou de travaux	1656	139	8%

Source Eider, Ministère du développement durable

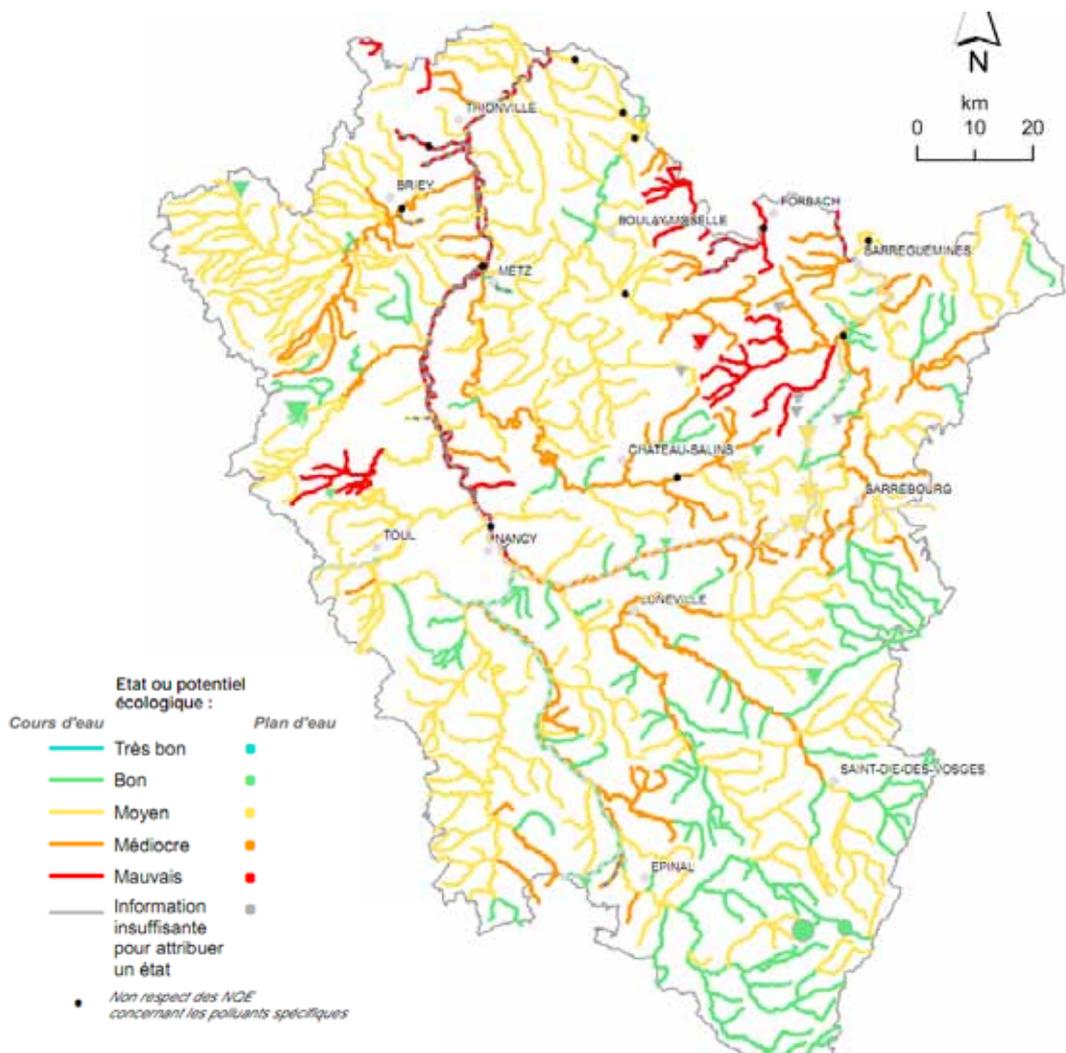
2- Eau et milieux aquatiques

1- L'état écologique de l'eau évolue peu, malgré des progrès face aux polluants « classiques »

Dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) élaboré en 2009, le bassin de l'eau Rhin-Meuse a fixé des objectifs pour 2015 en termes de qualité de l'eau en fonction de plusieurs critères (état écologique, état chimique, état global, ...).

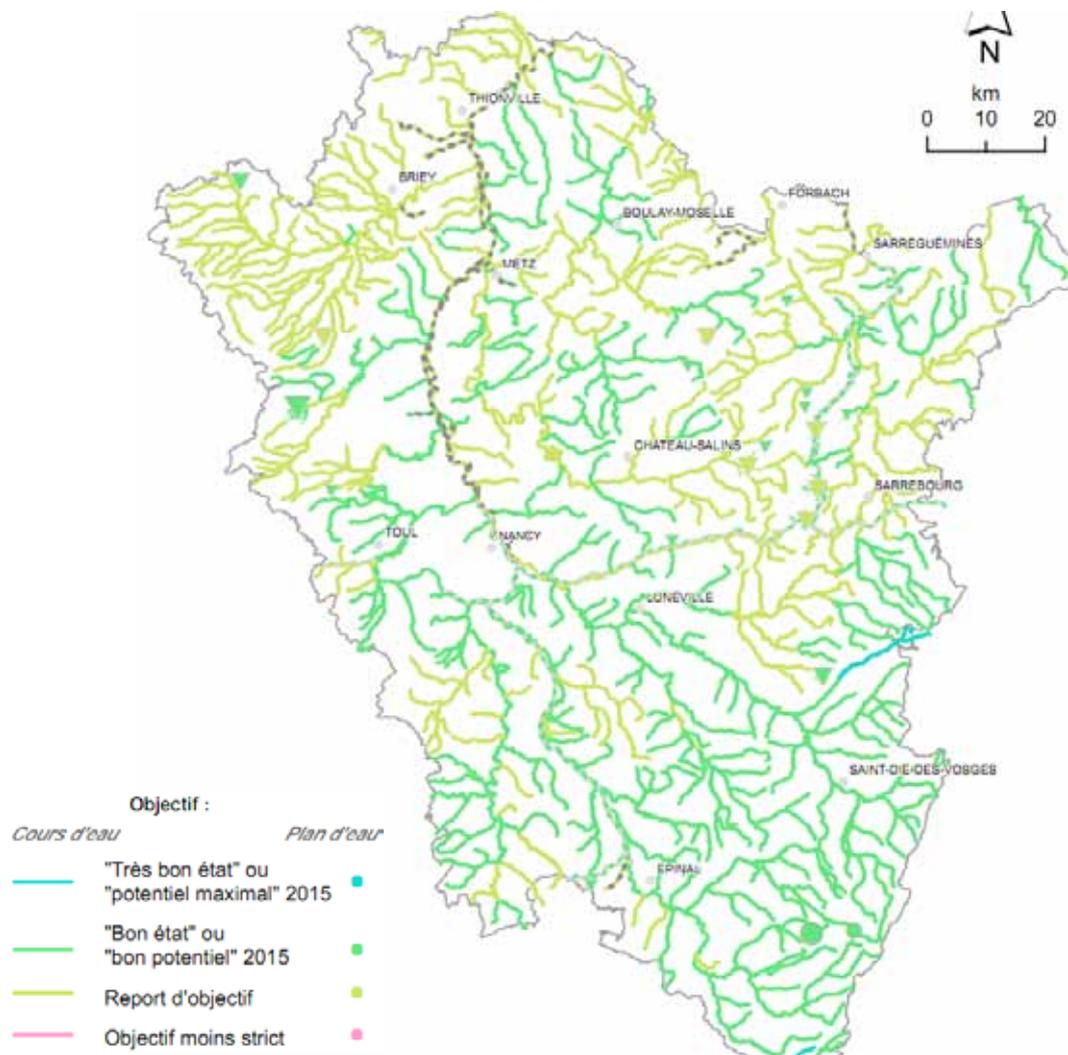
Ci-dessous, un exemple de l'état écologique des eaux et des objectifs fixés par le SDAGE à l'horizon 2015 pour les cours d'eau du secteur Moselle-Sarre.

Etat ou potentiel écologique des eaux de surface en 2009 du secteur de travail Moselle-Sarre



Carte issue du SDAGE « Rhin » - Annexe cartographique – version 8 - Novembre 2009

Objectif d'état écologique des masses d'eau de surface du secteur de travail Moselle-Sarre



Carte issue du SDAGE « Rhin » - Annexe cartographique – version 8 - Novembre 2009

Un bilan intermédiaire en demi-teinte

Dans le cadre de l'application de la directive cadre sur l'eau, une évaluation de la qualité des masses d'eau du bassin Rhin-Meuse est prévue pour 2013. L'agence de l'eau du bassin a réalisé une évaluation intermé-

diaire de la qualité de l'eau afin de réaliser un suivi des objectifs fixés dans le cadre du SDAGE. Le constat est en demi-teinte et pourrait conduire à la conclusion dans le diagnostic de 2013 d'une qualité de la masse d'eau du bassin très en deçà des objectifs fixés par les SDAGE.

La mesure de l'état écologique des masses d'eau

« Le bon état écologique des eaux correspond aux conditions permettant le bon fonctionnement des processus écologiques, en particulier la présence et le maintien des communautés aquatiques, floristiques et faunistiques »*.

Cet état est évalué en fonction de deux principales familles d'indicateurs : d'une part, des caractéristiques physico-chimiques ayant une influence sur la biologie, et, d'autre part, les indicateurs biologiques (l'indice biologique global normalisé, l'indice poisson-rivières, l'indice biologique diatomées).

La classification de l'état écologique est déterminée par la plus basse valeur des résultats des contrôles physico-chimiques et biologiques, ce qui signifie qu'un seul élément négatif suffit à déclasser l'état du point d'analyse.

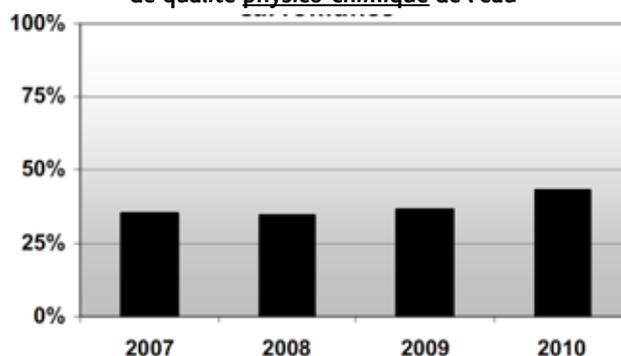
* Agence de l'eau Rhin-Meuse

a- La qualité physico-chimique s'améliore...

On note dans le bassin Rhin-Meuse une amélioration encourageante de la qualité de l'eau vis-à-vis des pollutions classiques pour lesquelles des efforts ont

été consentis de longue date. Cette amélioration est notamment due à une réduction de la pollution industrielle. La qualité physico-chimique concerne les macro-polluants liés à la pollution classique (matières en suspension, nitrates, nitrites, ...).

Pourcentage des sites de surveillance en bon ou très bon état vis-à-vis des éléments de qualité physico-chimique de l'eau



Source Agence de l'eau Rhin-Meuse, à partir de 294 sites de surveillance

b- ...mais la qualité biologique peine à progresser

Le nombre de sites en bon ou très bon état biologique ne représente que le quart des 200 sites de surveillance du bassin Rhin-Meuse.

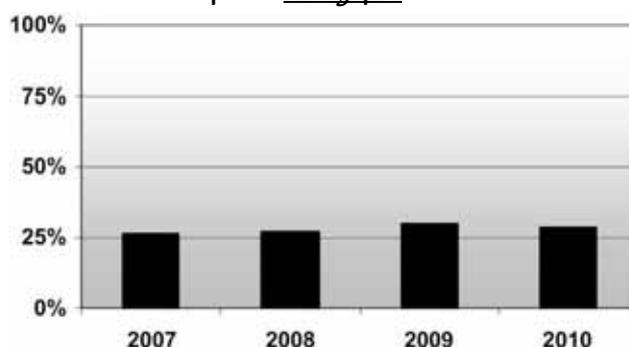
Trois indices sont utilisés pour refléter l'état des peuplements faunistiques et floristiques :

- L'indice biologique diatomique (IBD), il est basé sur la composition des peuplements diatomées, algues microscopiques prélevées sur des supports fixes (cailloux, ...)
- L'indice biologique global normalisé (IBGN), reflète la composition des populations de macro-invertébrés aquatiques qui regroupent les insectes, les crustacés, les mollusques et vers ;
- L'indice poisson-rivière (IPR), basé sur la composition des peuplements piscicoles.

L'indicateur biologique s'éloignant le plus du bon état biologique est l'IBD, avec moins d'un tiers des sites de surveillance en bon ou très bon état. A lui seul, il explique en grande partie les constats sur les éléments de qualité biologique. Cet indice est sensible aux conditions physico-chimiques et à la présence de nutriments, alors que les deux autres sont plus exigeants vis-à-vis des conditions de milieu (état du lit et des berges, continuité écologique,...).

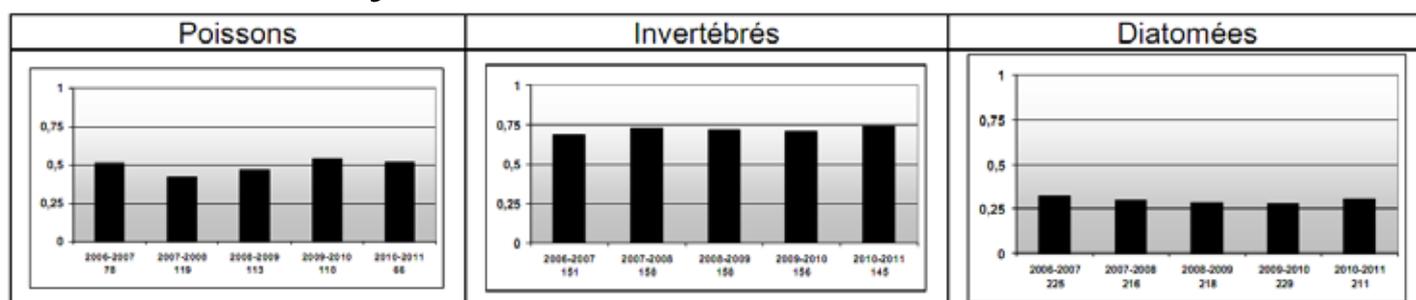
L'agence de l'eau estime que « ces indicateurs montrent que les efforts de reconquête des milieux vont dans le bon sens, comme le montrent les indicateurs biologiques les plus liés aux conditions de milieux [IPR, IBGM], mais peuvent manquer encore parfois d'ampleur pour atteindre les résultats escomptés ou encore être contrariés par la présence d'un « cocktail » de substances présentant une toxicité vis-à-vis de la flore aquatique. »

Pourcentage des sites de surveillance en bon ou très bon état vis-à-vis des éléments de qualité biologique de l'eau



Source Agence de l'eau Rhin-Meuse, à partir de 200 sites de surveillance

Pourcentage des sites de surveillance en bon ou très bon état vis-à-vis des éléments



Source Agence de l'eau Rhin-Meuse

2- La qualité des eaux du robinet en amélioration en Lorraine

Les eaux du robinet

Elles constituent un véritable enjeu de santé publique et leur qualité est bien évidemment liée à la protection des milieux naturels.

La part des captages avec arrêté de déclaration d'utilité publique permet d'assurer la sécurité sanitaire de l'eau destinée aux consommateurs en protégeant les points de captages. Le plan régional santé environnement s'est fixé l'objectif de 100% en 2010. Bien que non atteinte, la part des captages protégés augmente.

Nitrates et pesticides. La tendance générale des concentrations en nitrates de l'eau distribuée est qualifiée de stable par l'ARS. Le pourcentage des populations lorraines alimentées en eaux non conformes vis-à-vis des pesticides se maintient sous la barre des 5%. Il n'y a pas eu de restrictions d'usage de l'eau en raison de la présence de pesticides en 2010 en Lorraine. La tendance globale est à l'amélioration.

L'eau : levier de développement des filières de l'économie verte. Les travaux de recherche et développement ainsi que les axes de développement économique de ce secteur sont importants, notamment du fait de la présence du pôle HYDREOS, pôle de compétitivité de l'eau en Alsace Lorraine. C'est un levier fort du développement régional par l'émergence des filières de l'économie verte.

Indicateurs de protection des captages et de qualité de l'eau en Lorraine

		2007	2008	2009	2010	D 07-09 en points
Protection des captages	Captages protégés avec DUP (Déclaration d'Utilité Publique) (%)	54,86	57,92	60,55	65,50	+10,6
	Débits captés avec DUP (%)	48,83	60,74	62,79	63,53	+16,7
Bactériologie	Part des UDI (Unités de distribution d'eau) conformes en qualité bactériologique (%)	73,59	76,44	75,22	76,34	+2,75
	Population alimentée par une eau conforme en bactériologie (%)	90,52	90,47	92,25	93,10	+2,58
Nitrates	Qualité des eaux distribuées vis-à-vis des nitrates (% des UDI >25mg/L)	13,28	11,93	11,14	11,79	-1,49
	% de la population alimentée par de l'eau à la moyenne annuelle >25mg/L	6,33	4,73	4,61	4,84	-1,49
Pesticides	% des UDI non conformes en pesticides (Situation B1+B2, au moins une analyse non conforme dans l'année)	6,18	5,38	4	1,4	-4,78
	% de la population alimentée par des eaux non-conformes en pesticides	4,17	4,22	3,2	0,83	-3,34
	% des UDI non conformes en pesticides avec la nécessité de restriction d'usage	0,93	0,16	0,08	0	-0,93
	% de la population alimentée par une eau non conforme en pesticides avec la nécessité de restriction d'usage	0,21	0,03	0,02	0	-0,21

Source ARS

Climat, Air, Energie

3- Qualité de l'air

Dans le cadre de l'élaboration du schéma régional climat-air-énergie, l'observatoire AIR Lorraine a fourni un diagnostic des principales évolutions de la qualité de l'air en Lorraine et des enjeux qui sont posés.

Le diagnostic se base sur une analyse, par zone administrative de surveillance, du respect ou non des seuils réglementaires définis dans les Directives européennes.

« Parmi l'ensemble des polluants réglementés, certains problèmes de dépassement des valeurs réglementaires sont observés. La pollution régionale de fond est marquée par une problématique persistante des particules fines et de l'ozone. En situation de proximité industrielle des dépassements occasionnels de dioxyde d'azote, dioxyde de

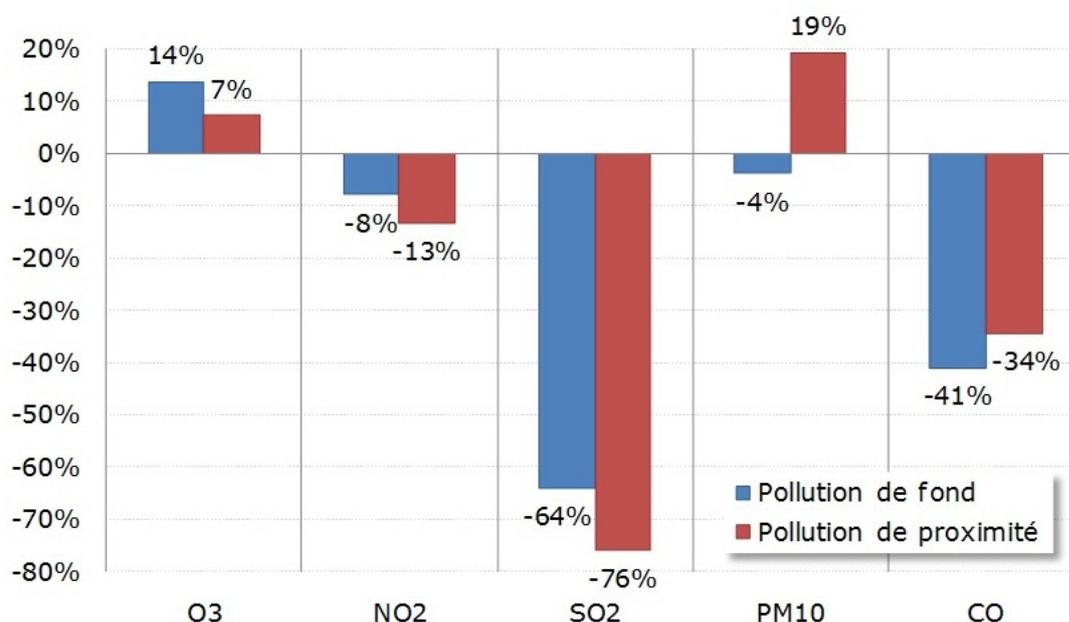
soufre, de benzène et d'hydrocarbures (HAP) sont observés. La proximité au trafic reste un enjeu important au regard des niveaux élevés relevés en dioxydes d'azote et benzène.* »

Ces deux polluants posent des enjeux importants en termes de santé des populations et de réchauffement climatique.

1- Evolution de la qualité de l'air par polluant en Lorraine

* AIR LORRAINE, Schéma Régional Air Climat Energie : évaluation de la qualité de l'air, juin 2011

Evolution des concentrations des polluants en Lorraine entre 2000 et 2010 (%)
(Concentration des principaux polluants règlementés et surveillés
O3 = Ozone / NO2= Dioxyde d'azote / PM10= Particules fines / CO= Monoxyde de carbone / SO2= Dioxyde de soufre)



Graphique AIR LORRAINE

Les principaux constats d'AIR Lorraine sur les évolutions :

- **Dioxyde de soufre (SO₂)** : le polluant est en forte baisse, mais nécessite toutefois le maintien d'une vigilance en proximité industrielle. Ce polluant n'est pas considéré comme un enjeu majeur prioritaire dans la région, mais nécessite toutefois une surveillance obligatoire sur des secteurs de proximité industrielle où des pics et des dépassements sont encore observés.

- **Dioxyde d'azote (NO₂)** : malgré une légère baisse des niveaux de fond, les niveaux en proximité industrielle et trafic routier restent préoccupants. Ce polluant a des impacts néfastes sur la santé et constitue également un enjeu climatique dans la mesure où il participe au mécanisme de formation d'ozone. Les grandes installations industrielles peuvent être source de pointes de pollution.

- **Ozone (O₃)** : un polluant problématique en constante évolution. Les augmentations sont à mettre en parallèle avec les évolutions des conditions climatiques et des émissions des principaux composés précurseurs de l'ozone, comme les oxydes d'azote ou les composés organiques volatiles.

- **Particules (PM₁₀ et PM_{2,5})** : un enjeu majeur pour la protection de la santé humaine. En ce qui concerne les PM₁₀ (les plus dangereuses pour la santé), la Lorraine fait partie des régions où des dépassements de

la valeur limite pour la protection de la santé humaine sont fréquemment observés. Les seuils sont dépassés.

- **Monoxyde de carbone (CO)** : des niveaux acceptables en air ambiant. Ce polluant reste néanmoins problématique en air intérieur, responsable d'intoxications et de décès.

- **Plomb et autres métaux lourds** : des premières investigations rassurantes. Les évaluations préliminaires sur des secteurs jugés prioritaires les valeurs limites du plomb, de l'arsenic, du nickel et du cadmium ont été respectées.

- **Benzène** : la vigilance s'impose en proximité de trafic et industrielle (notamment pour les activités pétrochimiques et sidérurgiques).

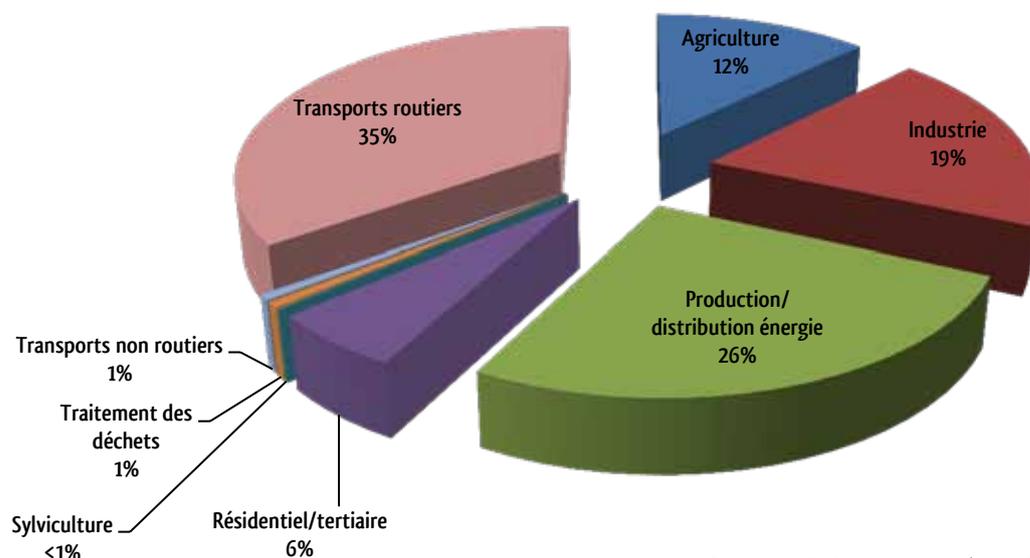
2- Deux polluants à surveiller de près*

a- Oxyde d'azote

Ce polluant présente le double enjeu de la santé publique et du réchauffement climatique, dans la mesure où il participe au mécanisme de formation de l'ozone. En 2006, les émissions totales d'oxydes d'azote en Lorraine s'élèvent à 97 420 tonnes. Le graphique ci-après présente la sectorisation de ces émissions.

* Données : AIR LORRAINE, *Schéma Régional Climat Air Energie : évaluation de la qualité de l'air*, juin 2011

Sectorisation des émissions de NO_x de la région Lorraine



C'est le secteur des transports routiers qui représente la plus forte contribution aux émissions d'oxyde d'azote (plus du tiers).

Le secteur énergétique est le deuxième contributeur. Les 26% qu'il représente sont notamment liés à la présence de centrales thermiques dans la région.

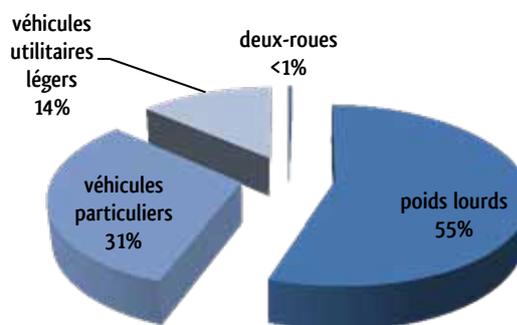
b- Particules fines

Les émissions régionales totales pour l'année 2006 en PM10 sont d'environ 19 000 tonnes dont environ 11500 tonnes de PM2.5.

« Concernant les émissions de PM10, on retrouve 3 secteurs émetteurs importants. Avec environ un quart des émissions totales chacune, l'industrie et l'agriculture sont les deux contributeurs principaux, suivis de près par le secteur résidentiel/tertiaire. Il est important de noter que les émissions des secteurs agricoles et industriels n'ont pas pour origine principale la combustion, au contraire du secteur résidentiel/tertiaire pour lequel l'utilisation du bois est prépondérante (environ 80% des émissions du secteur). »

L'origine des PM2.5 est pour sa part légèrement différente par rapport à la sectorisation des émissions de PM10. En effet, on voit alors se détacher le secteur rési-

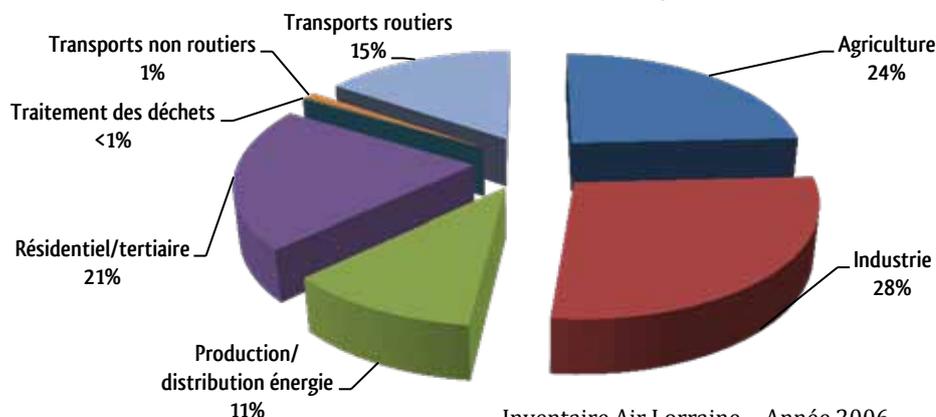
Sectorisation des émissions de NOx du transport routier



Inventaire Air Lorraine - Année 2006

dentiel/tertiaire avec environ un tiers des émissions toujours en raison de l'utilisation du bois. Le second secteur le plus émetteur est l'industrie avec 29% des émissions totales. Enfin le transport routier ressort également avec 20% des émissions avec diverses origines comme l'utilisation des moteurs diesels (véhicules particuliers et poids lourds) ou encore l'abrasion de la chaussée et des composants mécaniques des véhicules (freins, embrayages, pneus...). »

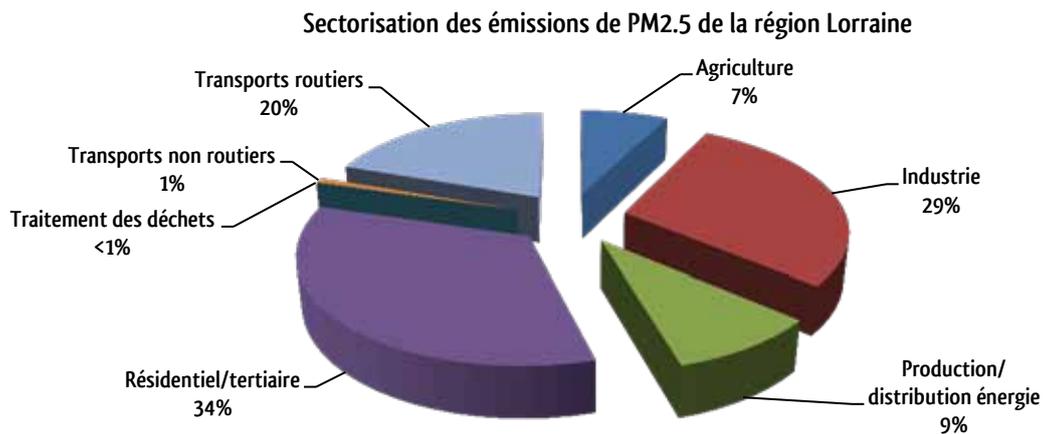
Sectorisation des émissions de PM10 de la région Lorraine



Inventaire Air Lorraine - Année 2006

« L'origine des PM2.5 est pour sa part légèrement différente par rapport à la sectorisation des émissions de PM10. En effet, on voit alors se détacher le secteur résidentiel/tertiaire avec environ un tiers des émissions toujours en raison de l'utilisation du bois. Le second secteur le plus émetteur est l'industrie avec 29% des

émissions totales. Enfin le transport routier ressort également avec 20% des émissions avec diverses origines comme l'utilisation des moteurs diesels (véhicules particuliers et poids lourds) ou encore l'abrasion de la chaussée et des composants mécaniques des véhicules (freins, embrayages, pneus...). »



4- Transports

Les transports de marchandises restent un indicateur pertinent de l'activité économique de la région : repli en 2009, hausse en 2010 puis une nouvelle baisse en 2011 pour les modes liés à l'industrie, l'énergie ou la construction (fluvial et ferroviaire). Le signe positif pour 2010, la progression de 2% de la part du ferroviaire par rapport à la route, risque malheureusement de ne pas se confirmer en 2011 et 2012 si les tendances sur les grands axes routiers se confirment et se généralisent. La Lorraine semble toutefois conserver une activité ferroviaire plus importante que le reste de la France.

Sur les transports de voyageurs, il est inquiétant de constater une baisse quasi-générale de la fréquentation des transports en commun en région à l'exception du TER Métrolor qui continue sa progression malgré des disparités fortes entre les lignes. L'offre conditionne souvent la demande en matière de transport collectifs et nécessite une analyse globale de la chaîne de déplacement. Cette approche implique l'engagement de tous les partenaires de la Région Lorraine pour améliorer collectivement l'attractivité des transports en commun (performance et complémentarité des dessertes, services intermodaux : Simplicité, Simplicim).

Ainsi, et bien que certaines lignes bougent, les évolutions en termes de report modal et de distances parcourues restent très éloignées des objectifs affichés par les politiques nationales et territoriales « climat-air-énergie » ou d'aménagement du territoire.

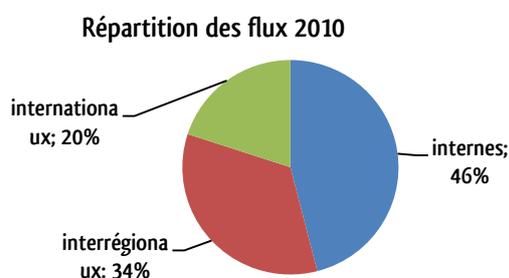
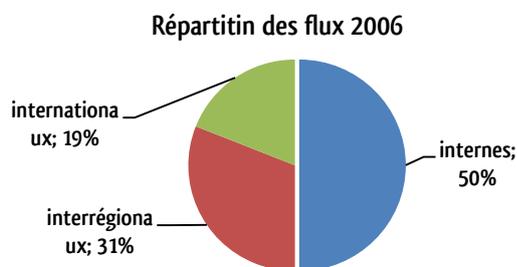
1- Les transports de marchandises sensibles à la conjoncture

a- Nature des trafics et parts modales

En 2010, 145,7 millions de tonnes de marchandises ont été transportées en Lorraine, hors transit, c'est-à-dire que ne sont comptabilisés que les trajets incluant un point de chargement et/ou de déchargement en Lorraine.

L'évolution des flux par rapport à 2006 montre une progression des échanges interrégionaux :

- échanges internes : **46%** (67,1 millions de tonnes); **moins 4 points par rapport à 2006** ;
- échanges interrégionaux Lorraine et le reste de la France : 34% (48,9 Mt) ; **+ 3 points** ;
- échanges internationaux : 20%, (29,65 Mt) ; **-1 point**.



Sources : DREAL Lorraine, ORT2L

Répartition des flux de marchandises en Lorraine (tonnages, 2010) par mode (%) et évolution entre 2006 et 2010 des parts modales (points)

	Part modale en 2010	évolution 2006-2010
Routier	79%	-2
Ferroviaire	14%	+2,2
Fluvial	7%	-0,2

Sources : DREAL Lorraine, ORT2L

La route demeure le mode le plus utilisé quelle que soit la nature des flux, mais la part du fret ferroviaire a progressé de 2,2 points en 2010. Les volumes des transports routiers étant en augmentation sur la période, ce n'est donc pas la baisse relative des transports routiers qui fait progresser la part relative du ferroviaire.

Dans la comparaison entre les modes en proportion de nature de flux transportés, les spécificités de chacun sont toujours les mêmes :

- les flux internes pour le transport routier (55% des trafics routiers)
- les flux nationaux pour le ferroviaire (63% des trafics ferroviaires)
- les flux internationaux pour le fluvial (89% des trafics fluviaux)

b- Transport routier : une hausse de 8% en 2010

La croissance économique enregistrée en France et en Lorraine en 2010 (+1,5%) a généré une reprise du

trafic de marchandises dans la région par rapport à 2009 avec une hausse de 8%.

Une hausse des flux en 2010 après une année de repli en 2009

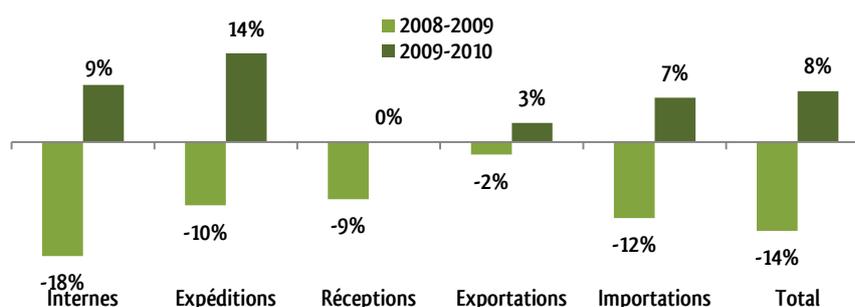
Dans la comparaison des régions, la Lorraine se place à la :

- 5ème rang pour les échanges routiers internationaux avec 5,2 % de l'activité mesurée en valeur (derrière les régions Île-de-France, Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais et Alsace)*.
- 12ème pour transports nationaux** (internes, expéditions et réceptions), avec 4,9 % de l'activité nationale mesurée en tonnes (soit à la 12ème place des régions)

Sur la nature des biens transportés, les produits manufacturés et les matériaux de construction concentrent 60% des tonnages.

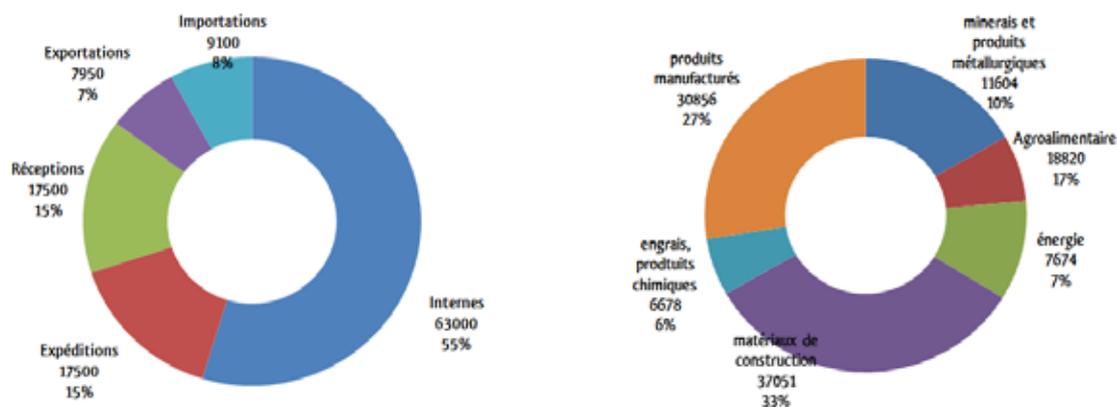
* Source : SOeS, Mémento de statistiques des transports
 ** Source : SOeS, base de données SITRAM

Evolution du tonnage transporté par route en Lorraine (%)



Sources :DREAL Lorraine, ORT2L

- Répartition des flux routiers de 2010 par nature et par type de marchandises (milliers de tonnes et %)



Sources :DREAL Lorraine, ORT2L

Les **tendances 2011 sur les grands axes** routiers indiquent une amplification de cette tendance à la hausse:

A31 : progression des trafics tous véhicules allant de +2 % sur la section centrale Metz-Nancy à + 4% au nord de Metz et + 7% à Custines ou Gentilly. Les pics de circulation sont toujours sur les mêmes stations de comptage :

- 97 000 à Maizières-lès-Metz
- 89000 à Champigneulle
- 80000 à Yutz

La circulation des Poids Lourds (PL) varie entre 8 000 et 12 000 par jour et les hausses du trafic oscillent entre +1,2 et +9 %, les plus importantes étant constatées à Saint-Rémy et Custines. Leur part dans la circulation totale se situe entre 11 et 17 % au nord de Nancy et dépasse les 20 % sur la partie concédée et sur la section commune A31/RN4.

A30/RN52 vers la Belgique +1,5 et +3,8 % jusque +5,6 % à Mont-Saint-Martin, à la frontière belge (30 000 véhicules/jour). Seule baisse à son débouché sur l'A31 (-2 % à Uckange)

Pour la circulation PL la progression est supérieure : + 4 à + 9%.

A4 : stagnation du trafic (hausse <1%) à l'ouest de Metz et à l'est de Saint-Avold et augmentation soutenue au niveau de la croix d'Hauconcourt (+8,5 % mais -12 % pour les PL)

RN4 : hausse uniforme de 2 et 3 % sauf à la station de Sarrebourg avec +6,5 %.

Les trafics poids lourds augmentent de 1,2 % en moyenne, et jusqu'à + 3,7 % à Aulnois-en-Perthois et +6,6 % à Sarrebourg.

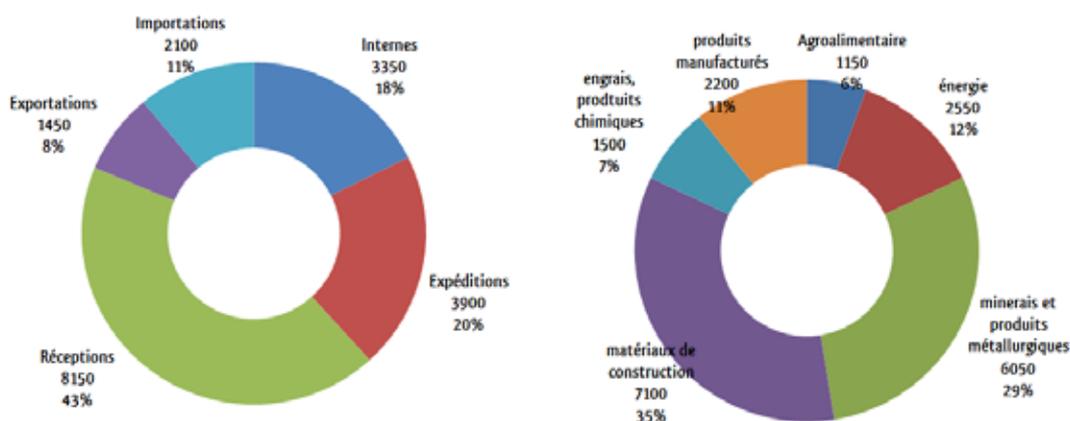
c- Transport ferroviaire : recul des flux en 2011

La tendance pour 2011 est marquée par **une baisse importante des marchandises échangées** (-8% par rapport à 2010). Toutes les zones de prise en charge sont concernées par la baisse, sauf pour les importations (+8%). C'est pour les exportations que la baisse est la plus sensible (-17%), entraînant une dégradation du solde commercial lorrain des marchandises expédiées par voie ferrée.

En revanche, **le nombre de circulations augmente** et deux indicateurs **d'une dynamique du fret ferroviaire** lorraine plus importante que la moyenne française sont à retenir :

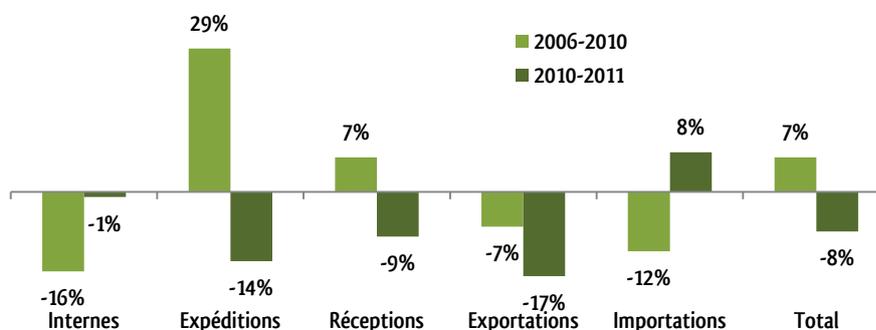
- la hausse de réservation des sillons fret de **+3,8%**, contre -4,3% en moyenne nationale.
- la part des sillons fret atteint **40.9% en Lorraine** contre à peine 18.87% en moyenne nationale.

Répartition des flux ferroviaires de 2011 par nature et par type de marchandises (milliers de tonnes et %)



Sources :DREAL Lorraine, ORT2L

Evolution du tonnage transporté par voie ferrée en Lorraine (%)



Sources :DREAL Lorraine, ORT2L

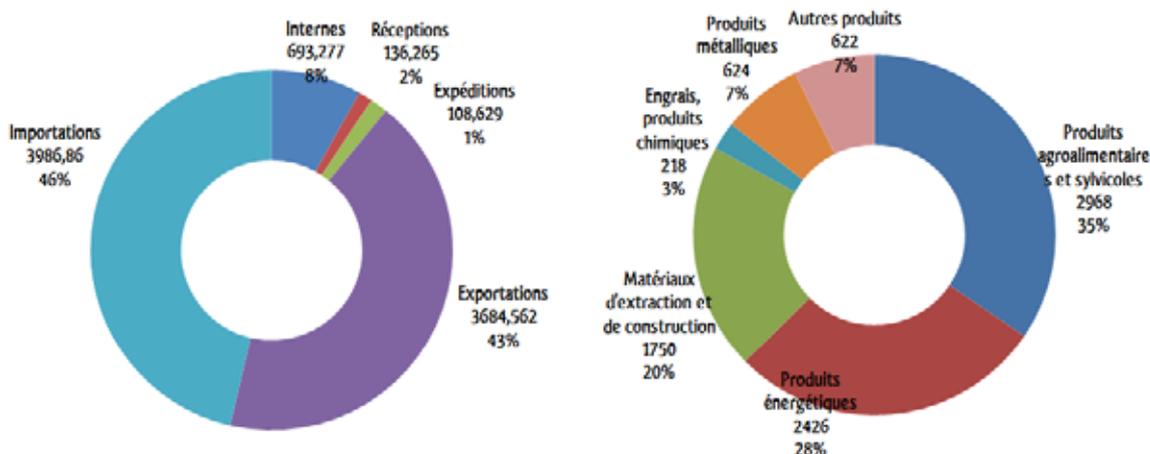
d- Transport fluvial : la marque de la crise industrielle

En Lorraine, le transport fluvial est quasi exclusivement réservé aux flux internationaux de marchandises (89% des flux). La majorité des importations provient des Pays-Bas (83% des marchandises importées) et les exportations sont en grande parties concentrées vers l'Allemagne (43% des exportations), les Pays-Bas (37%) et la Belgique (19%).

Le reflet de la conjoncture industrielle et des reconversions énergétiques de la Lorraine

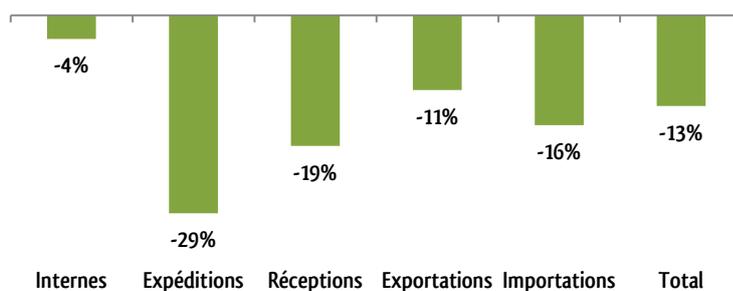
Les flux échangés en 2011 par voie fluviale sont en **net retrait par rapport à 2010** (-13%). Cette baisse est en grande partie expliquée par la baisse de l'activité sidérurgique visible dans la baisse d'activité de ses produits hautement pondéreux (-16% de tonnages traités à Thionville-Illange, -15% à Mondelange-Richemont). La conversion des centrales à charbon de La Maxe et Blénod en centrales à gaz a logiquement conduit à une baisse conséquente de leur approvisionnement.

Répartition des échanges fluviaux de 2011 par nature et par type de marchandises (milliers de tonnes et %)



Sources :DREAL Lorraine, ORT2L

Evolution du tonnage transporté par voie fluviale en Lorraine (%)



Sources :DREAL Lorraine, ORT2L

2- Transports de personnes

a- Une nouvelle hausse pour la fréquentation des TER Métrolor en 2011

En 2011, la fréquentation et l'offre des services de transport ferroviaires du TER Métrolor ont marqué une nouvelle progression (respectivement +4,4% et +1%, par rapport à 2010). C'est la **huitième année consécutive que la fréquentation marque une hausse**. Depuis 2000, les taux de remplissage des TER s'est amélioré dans la mesure où l'offre (en millions de voyages*km) a cru de 59% alors que la fréquentation a augmenté de 76%.

Les évolutions ne sont pas similaires sur tout le territoire. Elles marquent par exemple une baisse de 11,6% sur le secteur « Pays-Haut et Orne » et une hausse de 2,8% sur le secteur « Sillon Lorrain ».*

* Voir ORT2L, *Les chiffres clés des transports en Lorraine*, 2012

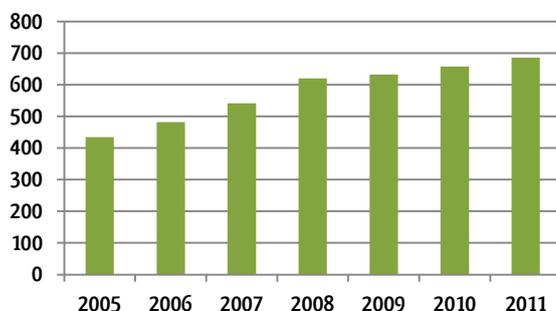
La dynamique du TER Métrolor se confirme dans l'indicateur des **réservations de sillon : la hausse plus forte en Lorraine qu'en moyenne nationale: +1.2% vs +0.9%**. À l'inverse, une inquiétude peut être émise sur le constat d'une **baisse des réservations de sillons sur les trains grandes lignes plus importante en Lorraine que dans le reste de la France : -2.6% contre -1.7%**.

b- Les transports urbains en baisse

L'évolution de la fréquentation dans les 20 PTU** entre 2009 et 2010, est en **baisse quasi-généralisée de l'utilisation des transports en commun** dans les PTU de Lorraine.

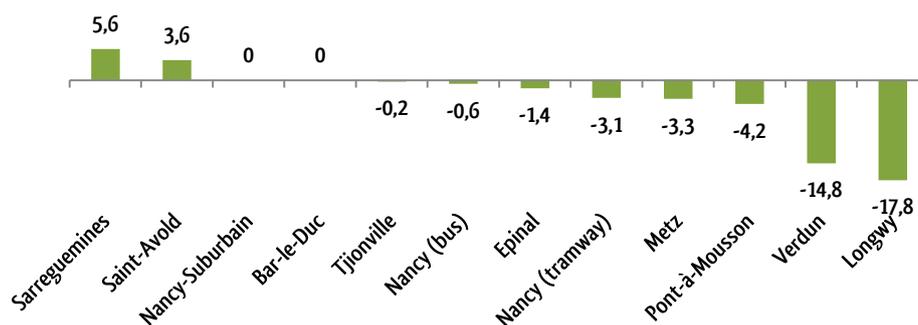
** Le PTU est l'aire de compétence d'une autorité organisatrice de transports collectifs urbains. Ils concernent 245 communes en Lorraine, couvrent 10% du territoire régional et regroupent la moitié de la population lorraine.

Evolution de la fréquentation du TER Métrolor de 2005 à 2011 (services ferroviaires, en millions de voyages*km)



Sources : Conseil Régional de Lorraine, ORT2L

Evolution de la fréquentation des réseaux urbains de transport en commun réalisant plus de 500 000 voyages par an en Lorraine (2009-2010, %)



Sources : INSEE, ORT2L

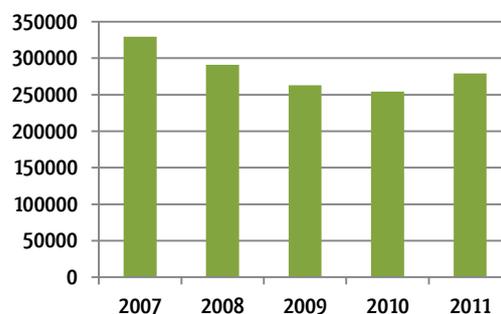
c- Hausse des passagers pour l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine

Pour la **première fois depuis 2007** et l'arrivée du TGV Est-européen, la fréquentation de l'aéroport MNL marque une **hausse de 10% en 2011**. C'est surtout grâce à la **progression des vols réguliers en moyenne de 12%** que l'aéroport se rapproche à nouveau des **280 000 passagers** (279 030). Le peloton de tête des destinations régulières en volume est le même qu'en 2010 : **Lyon, Alger et Nice**. En termes de progression ce sont : Ajaccio (+46.9%), Alger (+11.7%) et Constantine (+10.7%). Les nouvelles destinations offertes rencontrent ainsi leurs clientes, à suivre si l'expérience vers Nantes confirme cette bonne orientation stratégique. À noter également **l'évolution de plus de 50% des vols de transit**. Une marge de progrès est également à trouver du côté des **vols vacances est en hausse de 1.3% seulement**.

3- 79% des actifs lorrains en emploi (soit 763 600 actifs) prennent leur voiture pour aller travailler

En Lorraine, les déplacements domicile-travail continuent d'être largement dominés par l'utilisation de la voiture en 2009. Ce mode représente 79% des trajets, contre 77% en France métropolitaine (hors Île-de-France) alors que **les transports en commun ne sont utilisés que par 6,9% des actifs**, contre 7% en Province. **La répartition modale des trajets n'a pratiquement pas évolué même si il y a eu une légère accélération de la progression des transports en commun : + 0,6 point entre 2006-2009 contre + 1.5 points entre 1999-2009.**

Nombre de passagers à l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine

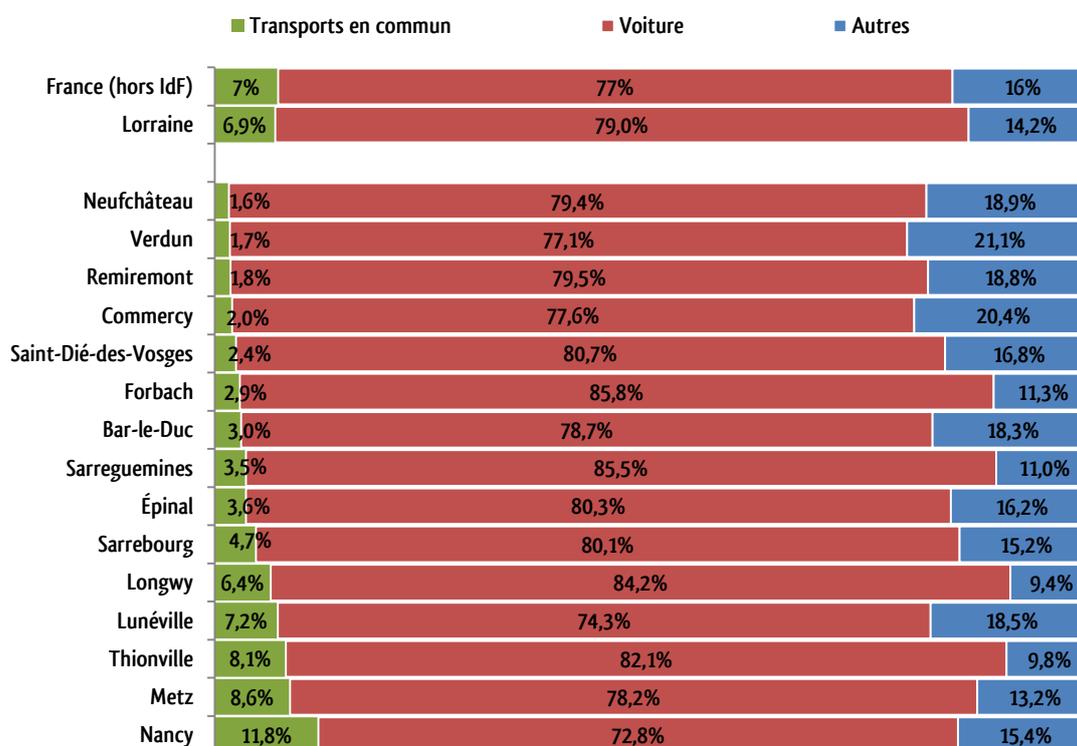


Source : EPMNL

Sur la décennie, en France comme en Lorraine, s'est produit un phénomène de dissociation accélérée entre les lieux de travail et les lieux de vie (voir chapitre Les transformations du territoire lorrain dans la 1ère partie de ce rapport). Cet éloignement croissant entre les centres d'activité et les centres résidentiels a provoqué une **hausse importante des distances parcourues quotidiennement**. Elle pose la question de l'organisation territoriale des infrastructures de transport et des autorités organisatrices de transport en commun*.

* Voir CESEL, Mobilités métropolitaines : un nouveau regard, juin 2010

Part des actifs de plus de 15 ans en emploi selon le mode de déplacement domicile-travail (2009)
(en Lorraine, France hors Île-de-France et dans les zones d'emploi)



Données INSEE, RP 2009, traitement CESEL

La voiture davantage utilisée par les frontaliers...

Si près de 8 Lorrains sur 10 utilisent leur voiture pour les déplacements domicile-travail, ils sont près de 9 sur 10 chez les frontaliers (tous pays de destination confondus).

...mais les transports en commun également

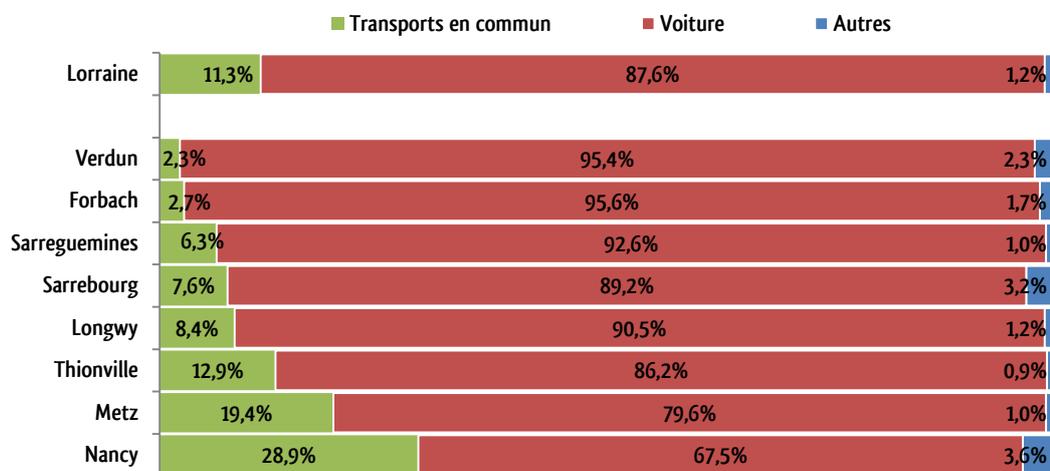
S'ils utilisent en moyenne plus la voiture pour se déplacer, ils sont également plus nombreux à utiliser les transports en commun. Cette répartition se fait au détriment des autres modes de transport (2 roues, à pied), qui ne représentent que 1,2% des déplacements des 90 000 frontaliers contre 14,2% pour l'ensemble des actifs occupés lorrains en 2009.

Les frontaliers résidant dans les zones d'emploi du Sillon Lorrain sont davantage consommateurs de transports en commun pour se rendre sur leurs lieux de travail.

Les zones concentrant des frontaliers à destination de l'Allemagne (Forbach, Sarreguemines et Sarrebouurg) font apparaître un très faible taux d'utilisation des transports en commun.

Cette situation renvoie à une structuration de l'offre des transports en communs différente selon les territoires. Elle pose également la question du travail en commun pour mieux organiser les passages d'un mode à l'autre (optimodalité).

Le nombre de frontaliers utilisant les transports en commun augmente sensiblement dans les communes de Metz, Thionville et Nancy, bien desservies par le TER Métrolor.

Part des actifs de plus de 15 ans travaillant à l'étranger selon le mode de déplacement domicile-travail (2009)

Données INSEE, RP 2009, traitement CESEL

Trajets domicile-travail des frontaliers résidant dans les communes de Thionville, Metz et Nancy (2009)

	Nombre de frontaliers	Transports en commun	voiture
Metz	2 966	41,6%	57,5%
Thionville	5 851	25,0%	73,8%
Nancy	221	51,0%	39,5%

Données INSEE, RP 2009, traitement CESEL

5- Profil énergétique de la Lorraine

La Lorraine est une terre d'énergie. Elle affiche la plus forte consommation par point de PIB des régions, en raison notamment de la présence d'industries dont les besoins énergétiques représentent 10% de la consommation de l'industrie française. Ces consommations connaissent d'importantes baisses suite à la fermeture d'installations industrielles. Le parc du bâti en Lorraine (résidentiel + tertiaire) est également le plus consommateur de France, si on le rapporte au nombre d'habitants de la région : des efforts de consommation sont à faire dans ce secteur, ce qui renvoie à la question de la précarité énergétique, pour laquelle la Lorraine doit être une priorité dans le projet national de rénovation thermique.

La Lorraine contribue à la production de 8,1% de l'énergie française, dont 7,5% de l'électricité. Le mix énergétique en termes de production d'électricité fait apparaître une prédominance du nucléaire (78% de la production régionale d'électricité, contre 75% au niveau national), une part importante du fossile thermique (19% en Lorraine contre 11% en France métropolitaine) et une part relativement faible des énergies renouvelables (3%, contre 14%). Le potentiel des énergies renouvelables est néanmoins important, leur production d'électricité a été multipliée par 2,5 entre 2005 et 2009. Ces potentiels (éolien, biomasse, solaire, y compris solaire thermique) doivent être développés.

1- Consommation finale d'énergie en Lorraine : 5,1% de la consommation française

En 2009, la Lorraine a consommé 7,849 millions de tonnes équivalent pétrole (tep) d'énergie sur les 153,9 millions consommés en France métropolitaine.

La Lorraine représente 15% de la consommation française de charbon

Malgré une baisse importante et continue de la consommation de charbon en France comme en Lorraine, son importance dans la consommation finale d'énergie reste élevée dans la région et représente 14,9% de la consommation d'énergie. Cette consommation est notamment liée aux activités manufacturières de la région.

Lors de la dernière décennie, la consommation d'électricité a baissé en Lorraine alors qu'elle a poursuivi sa hausse en France (-3% contre +12%). La consommation de gaz naturel a également enregistré une baisse plus sensible en Lorraine (-8%) qu'en France métropolitaine (-1%).

Répartition et évolution des consommations finales d'énergie selon la source d'énergie

Données ktep	Part de la consommation totale en France	Part de la consommation totale en Lorraine	Part de la Lorraine dans la consommation française	évolution en France 1999-2009	Evolution en Lorraine 1999-2009
Consommation de charbon	3,4%	14,9%	22,2%	-29%	-21%
Consommation de produits pétroliers	43,1%	33,5%	4,0%	-9%	6%
Consommation de gaz naturel	20,6%	21,9%	5,4%	-1%	-8%
Consommation d'électricité	23,3%	20,0%	4,4%	12%	-3%
Consommation de bois énergie	5,3%	4,7%	4,5%	3%	-15%
Consommation de vapeur et chauffage urbain	2,3%	2,5%	5,6%	30%	38%
Consommation de biocarburants	1,6%	1,0%	3,3%	nd	nd
Consommation finale totale d'énergie	100,0%	100,0%	5,1%	-1%	-2%

La Lorraine représente près de 10% de la consommation énergétique de l'industrie française en 2009

L'industrie occupe une place très importante dans la consommation d'énergie finale en Lorraine (42,9% des consommations contre 22,8% en France). Le secteur a marqué une baisse importante de la consommation les 10 dernières années (-6% en Lorraine et -10% en France métropolitaine). Tous les autres secteurs ont augmenté leur consommation. L'agriculture, qui représente une très faible part de la consommation d'énergie (1,6%), a augmenté ses besoins de 9%. Le tertiaire résidentiel pèse pour près de 37% de la consommation et marque une hausse de 1% sur la période, une hausse similaire à celle des transports qui représentent 18,7% des besoins énergétiques lorrains.

La Lorraine et le Nord-Pas-de-Calais sont les seules régions qui ont baissé leur consommation d'énergie depuis 1990

Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la consommation est en hausse de 13,5% en 20 ans. Deux régions voient leur consommation baisser : la Lorraine (-7,7%) et le Nord-Pas-de-Calais (-4,7%). Ces évolutions coïncident avec la désindustrialisation qui a lieu dans les deux régions marquées par une forte présence d'industrie de base, fortement consommatrices d'énergie. La fermeture d'installations, mais aussi les gains d'efficacité énergétiques ont un impact visible sur les statistiques de consommation d'énergie.

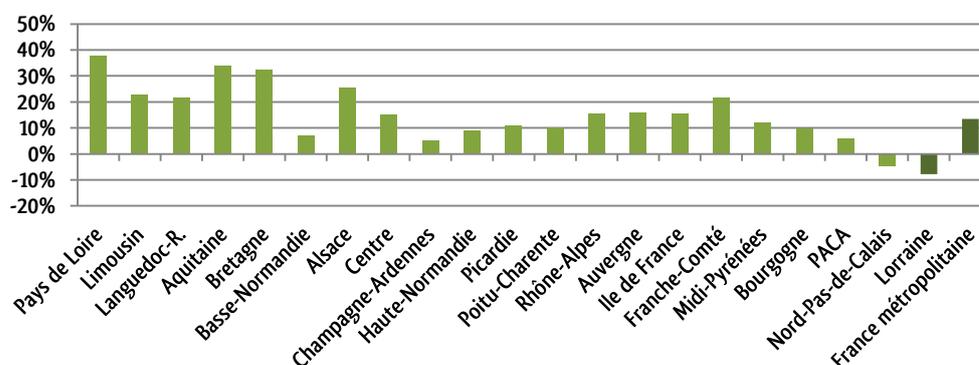
La poursuite de la désindustrialisation depuis 2009, avec la fermeture provisoire ou définitive de certaines installations fortement consommatrices d'énergie en Lorraine va sans doute être notable dans les statistiques de 2010, 2011 et 2012.

Répartition et évolution des consommations finales d'énergie selon le secteur consommateur

Données ktep	Part de la consommation totale en France	Part de la consommation totale en Lorraine	Part de la Lorraine dans la consommation française	évolution en France 1999-2009	Evolution en Lorraine 1999-2009
Industrie	22,8%	42,9%	9,6%	-10%	-6%
Résidentiel et tertiaire	42,4%	36,8%	4,4%	2%	1%
Agriculture	2,4%	1,6%	3,4%	4%	9%
Transports	32,4%	18,7%	2,9%	2%	1%
Consommation finale totale d'énergie	100,0%	100,0%	5,1%	-1%	-2%

Base Eider, Ministère du développement durable

Evolution des consommations totales finales d'énergie entre 1990 et 2009 (%)



Base Eider, Ministère du développement durable

Sur la dernière décennie (1999-2009), la consommation finale d'énergie est en baisse dans 10 régions : Nord-Pas-de-Calais (-12,9%), PACA (-9%), Bourgogne (-7,4%), Midi-Pyrénées (-3,6%), Franche-Comté (-2,8%), Lorraine (-2,1%), Ile-de-France (-2%), Auvergne (-1,1%), Rhône-Alpes (-0,7%) et Poitou-Charentes (-0,5%).

La Lorraine, région la plus consommatrice d'énergie par rapport à son poids économique

La Lorraine représente 5,1% de la consommation totale d'énergie de la France métropolitaine. Ce chiffre est à mettre en parallèle avec le poids de la région dans le PIB français (2,9%) ou encore dans la population française (3,75%). En conséquence, la Lorraine est la région de France pour laquelle le ratio Tep d'énergie consommée par million d'euros de PIB est le plus élevé. L'intensité énergétique de la richesse créée dans les régions est fonction de la part de l'industrie dans

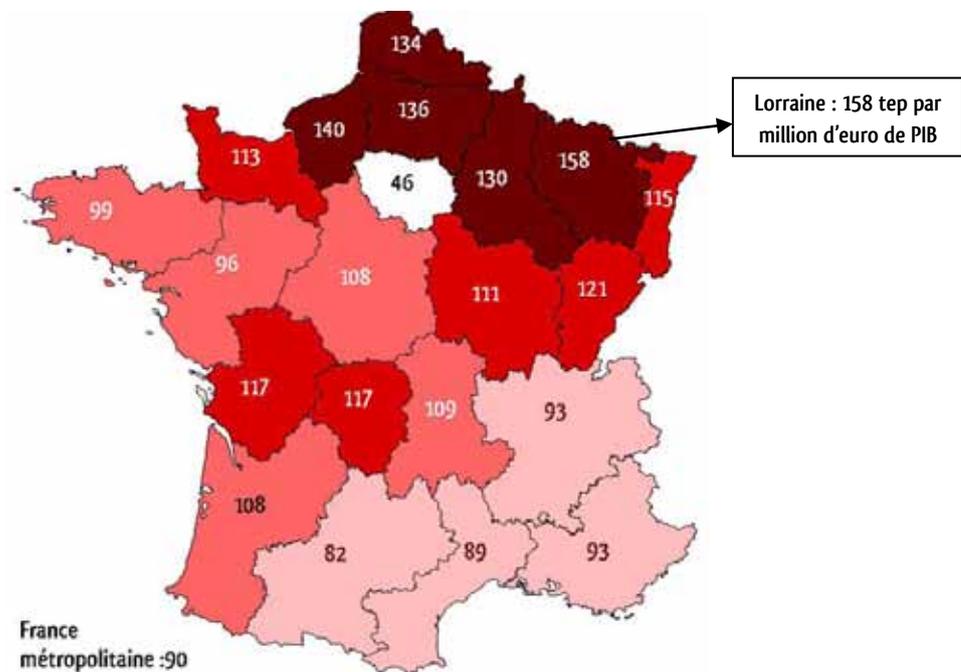
le tissu économique, mais également des spécificités de cette industrie (présence d'industrie chimique, sidérurgique, ...) mais aussi du secteur résidentiel et tertiaire (voir paragraphe suivant).

La consommation industrielle n'explique pas tous les écarts

Les écarts de consommation finale d'énergie sont également visibles dans la consommation du secteur résidentiel et tertiaire qui mesure la consommation d'énergie des bâtiments. En la rapportant aux populations régionales en 2009, la Lorraine est également au premier rang des régions pour l'intensité des besoins en énergie du bâti.

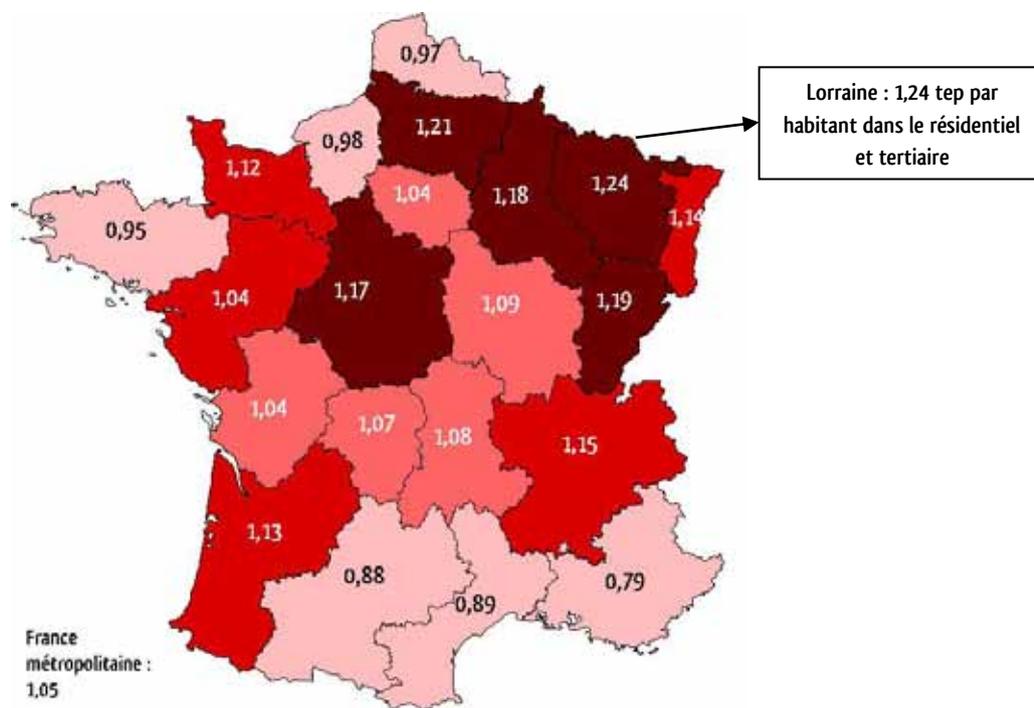
Ce constat renvoie au débat sur la lutte contre la précarité énergétique. La Lorraine doit faire partie des priorités d'action dans le cadre de l'atteinte des objectifs nationaux.

Consommation d'énergie finale tous secteurs, par million d'euros de PIB en 2009 (tonnes équivalent pétrole)



Données Base Eider, Ministère du développement durable, INSEE, calculs et carte CESEL

Consommation d'énergie finale du secteur résidentiel et tertiaire, par habitant en 2009 (tonnes équivalent pétrole)

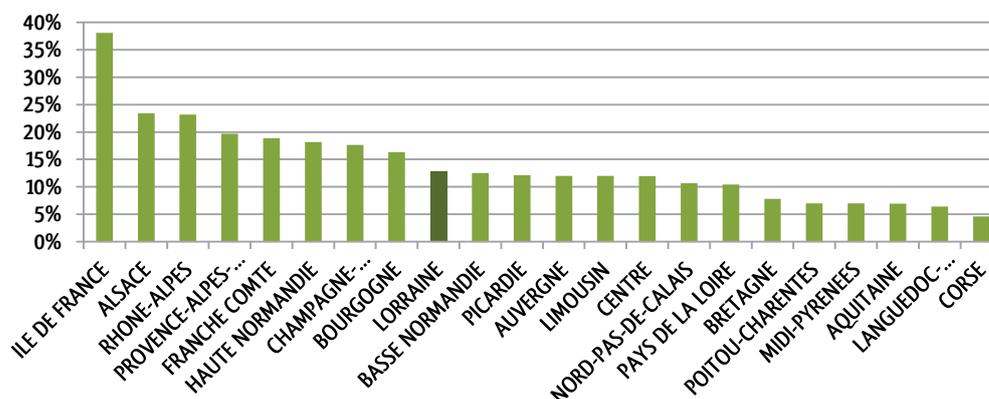


Données Base Eider, Ministère du développement durable, INSEE, calculs et carte CESEL

En 2009, 12,7% des résidences principales en Lorraine étaient raccordées à un réseau de chauffage collectif (y compris urbain), pour une moyenne nationale de 18,1%. Ce faible raccordement peut être mis en parallèle avec les éléments décrits dans le chapitre « Logement » de ce rapport sur la précarité énergé-

tique des résidences lorraines. La part du nombre de logements raccordés à un chauffage collectif a tendance à s'éroder sur la dernière décennie : elle baisse de 1,3 point en Lorraine et 1,2 point en France métropolitaine.

Part de résidences principales raccordées à un réseau de chauffage collectif en 2009 (%)



Base Eider, Ministère du développement durable

2- 8,1% de l'énergie française est produite en Lorraine

La Lorraine a toujours occupé une place particulière en matière d'énergie tant au niveau de la production que de la consommation liée principalement aux besoins de son industrie.

L'énergie produite en Lorraine a représenté près de 10% de la production d'énergie en 1990 et 8,1% en 2009.

D'après les statistiques de l'INSEE, le secteur de l'énergie représente près de 15 000 emplois en Lorraine, soit 4% des emplois du secteur au niveau national.

Evolution de la production d'énergie en Lorraine et en France métropolitaine (Ktep)

	Lorraine	France métropolitaine	Part de la Lorraine
1990	10 096	101 784	9,9 %
2009	8 849	109 298	8,1 %

Source Ministère du développement durable

Salariés et établissements relevant du secteur de l'énergie en Lorraine (2009)

	Nombre d'établissements				Nombre de salariés			
	Ensemble	Industries extractives	Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur, air conditionné	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets, dépollution	Ensemble	Industries extractives	Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur, air conditionné	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets, dépollution
Lorraine	2 397	7,7	41,0	51,3	14 837	7,0	50,4	42,6
France	50 405	8,9	51,5	39,6	374 575	6,7	44,7	48,6
Part de la Lorraine	4,7 %				4 %			

Source INSEE

3- Production d'électricité

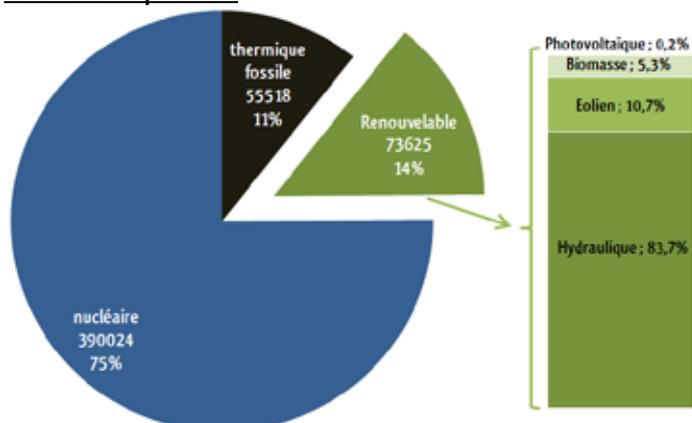
En 2009, la Lorraine produit 7,5% de l'électricité primaire totale produite en France métropolitaine. Au total, cinq régions concentrent les deux tiers de la production totale d'électricité en France (la région Rhône-Alpes, le Centre, la Haute-Normandie, le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine). La première source de génération d'électricité de la Lorraine est le nucléaire. La région produit 8,6% de l'électricité nucléaire du pays au centre de Cattenom. La deuxième spécificité marquante de la Lorraine est sa part dans la production française d'électricité thermique qui s'élève à 15%. Ce sont les deux principales sources de production en Lorraine.

Montée en puissance des énergies renouvelables malgré une part encore faible en Lorraine

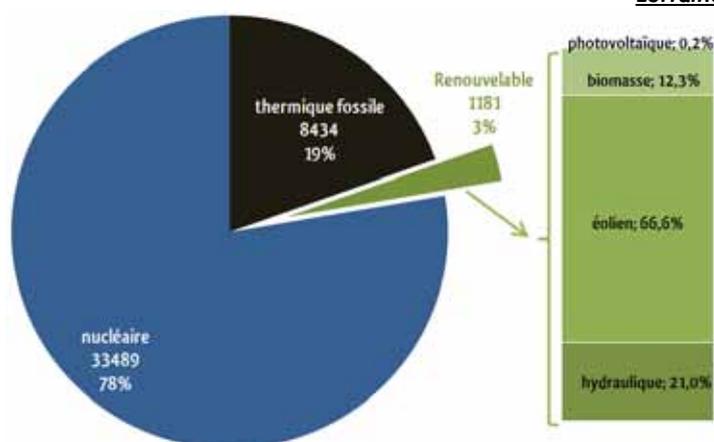
Les énergies renouvelables représentent 3% de la production d'électricité en Lorraine, contre 14% au niveau national, où la production hydraulique est beaucoup plus présente. Ce sont les secteurs de l'éolien et de la biomasse qui contribuent pour l'essentiel à la hausse de la production d'électricité renouvelable en Lorraine entre 2006 et 2009.

Répartition de la production d'électricité selon les sources d'énergie (GWh et %) en 2009

France métropolitaine



Lorraine



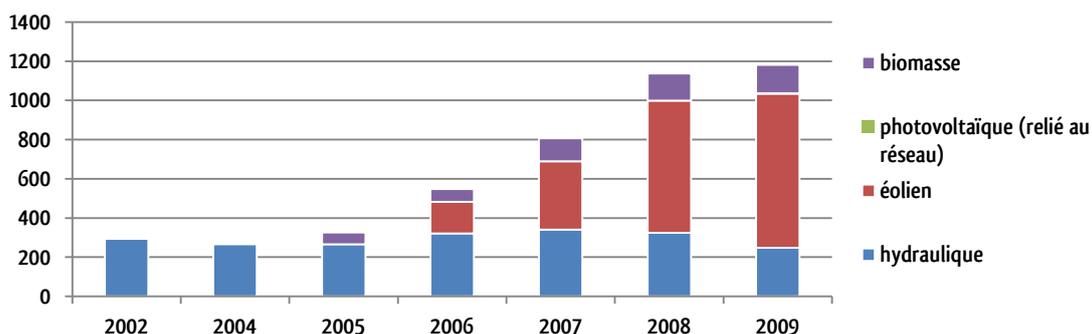
Base Eider, Ministère du développement durable, extraction CESEL

1 180 GWh d'électricité renouvelable produite en Lorraine en 2009

Si la part du renouvelable reste faible dans la production d'électricité en Lorraine, sa production a été multipliée par 2,5 depuis 2005, pour atteindre une

production proche de 1,2 TWh. D'après les données de windpower.net, la puissance installée en énergie éolienne est de 691 MWh, soit 9% du total installé en France (y compris offshore). Le parc est essentiellement concentré en Meuse (373MWh) et en Moselle (199MWh).

Evolution de la production d'électricité renouvelable en Lorraine (GWh)



Base Eider, Ministère du développement durable, extraction CESEL

Economie verte

6- Secteurs et emplois de l'économie verte

La transition vers une croissance verte est une réalité en Lorraine. Elle se dessine peu à peu dans l'émergence progressive de projets structurants dans des activités nouvelles ou appliquées aux mutations durables des activités traditionnelles de la région, comme :

- La chimie verte ;
- Les fibres ;
- Les énergies renouvelables ;
- Le bois
- Le transport multimodal ;
- L'eau ;
- La dépollution des sols ;
- L'éco-conception dans l'approche cycle de vie des produits ;
- L'éco-construction dans le bâtiment ;
- Les matériaux et ressources rares ;
- Le captage du CO2 ;
- Les véhicules du futur ;
- ...

Toutes ces activités sont génératrices de croissance et d'emplois, en produisant des biens ou services ayant pour finalité d'accroître la protection de l'environnement ou de gérer les ressources naturelles.

1- Croissance verte : un concept à intégrer dans le développement des filières industrielles stratégiques

La protection de l'environnement est devenue une opportunité d'investissement génératrice de croissance et d'emplois. Cette évolution est perçue comme essentielle dans la plupart des pays.

Les filières de la croissance verte sont les conditions du développement économique et industriel et devront se construire dans un objectif d'optimisation de l'utilisation de la ressource énergétique et des matières premières non-renouvelables.

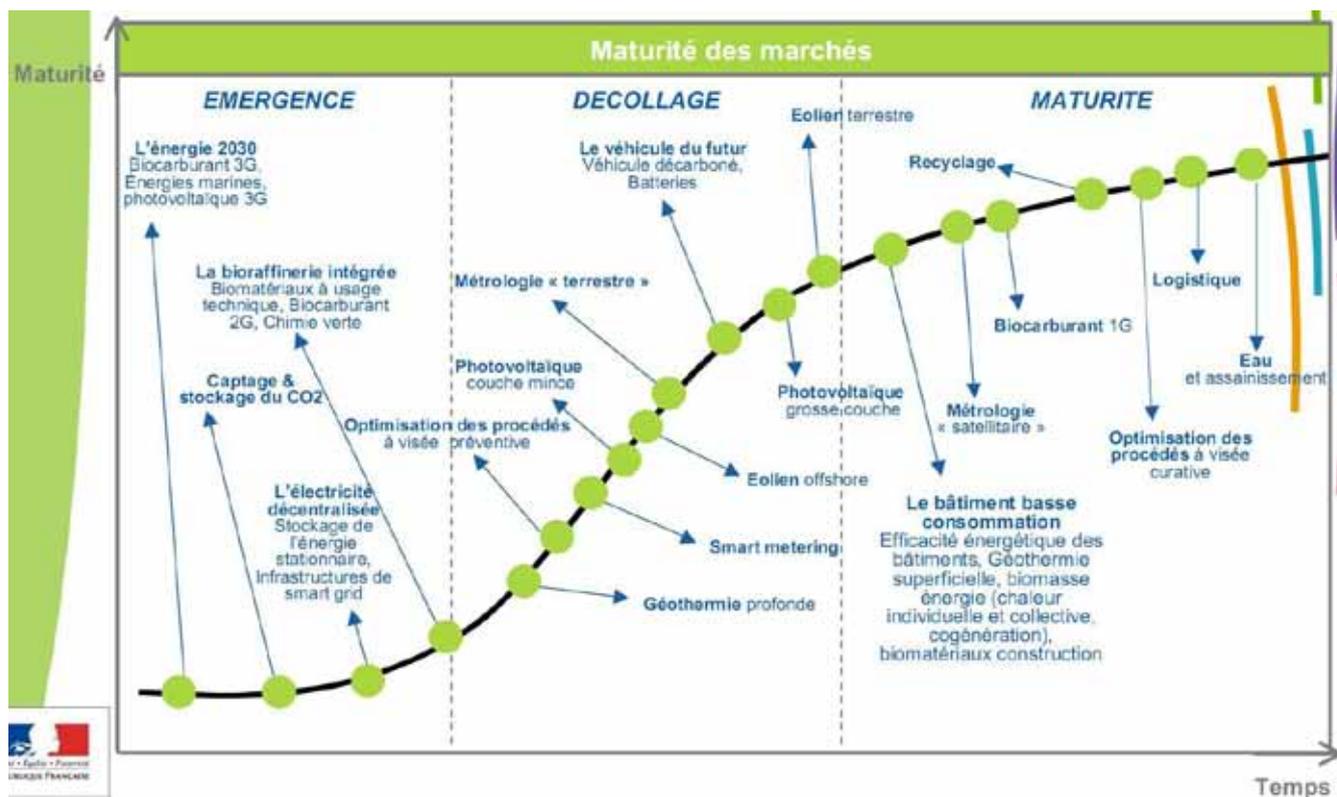
Le rapport sur les filières industrielles de l'économie verte*, produit en 2010 par le CGDD met en avant 18 filières pour la France :

Biomasse énergie ; Biocarburants ; Energies marines; Eolien ; Photovoltaïque ; Géothermie ; Captage, stockage et valorisation du CO2 ; Bâtiment à faible impact environnemental ; Véhicule décarboné ; Logistique et gestion de flux ; Réseau énergétique intelligent ; Stockage de l'énergie ; Recyclage des déchets ; Chimie verte ; Biomasse matériaux ; Eau et assainissement ; Métrologie/instrumentation ; Optimisation des procédés.

La Lorraine est capable d'être identifiée sur certains de ces secteurs, classés par le Ministère en fonction de leur maturité.

La Lorraine apparaît en effet dans un certain nombre de ces secteurs avec des capacités réelles de développement : eau (Pôle Hydreos), recyclage et cycle de vie (Ecorévia, Labex Ressources 21), biomasse de deuxième génération (Bure), captage et stockage du CO2 (ULCOS), réseaux électriques intelligents (Ecocité Alzette Belval), ... et également dans des problématiques transverses : matériaux (Pôle Matériaux), chimie verte, transport durable, etc.

* Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), *Filières industrielles stratégiques de l'économie verte*, juin 2010



Graphique CGDD

2- Les emplois de l'économie verte

Il est difficile de mesurer le nombre d'emplois liés à l'économie verte. Ils sont visibles dans deux approches :

- **L'activité des entreprises** qui modifient les processus techniques de fabrication et les moyens nécessaires à une bonne utilisation des ressources. L'emploi ainsi défini concerne le nombre d'emplois dans les entreprises concernées.

- **Les métiers des personnes actives.** L'identification repose notamment sur les qualifications des actifs, les compétences particulières mobilisées ou à acquérir en vue de l'adaptation aux transformations des activités des entreprises.

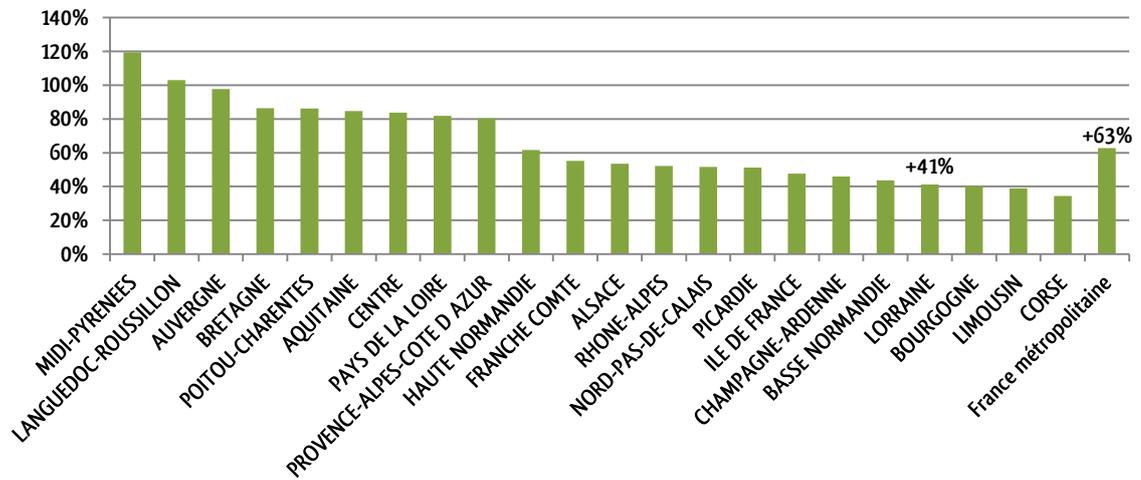
Les secteurs identifiés par le Ministère du développement durable en matière d'économie verte pour la production des statistiques correspondent aux activités suivantes :

- démantèlement d'épaves
- récupération de déchets triés
- captage, traitement et distribution d'eau
- collecte et traitement des eaux usées
- collecte des déchets non dangereux
- collecte des déchets dangereux
- traitement et élimination des déchets non dangereux
- traitement élimination des déchets dangereux
- dépollution et autres services de gestion des déchets
- travaux d'isolation
- gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles

Près de 6 000 emplois salariés dans le secteur marchand en Lorraine, 3,9% des emplois verts français

La Lorraine se situe au 19^{ème} rang pour l'évolution entre 1993 et 2009 des emplois dans les principaux secteurs de l'économie verte. La Lorraine représente 3,9% des emplois dans ces secteurs, ce qui est nettement supérieur à son poids dans l'emploi marchand qui se situe à 3,1% en 2011.

Evolution 2009/1993 de l'emploi salarié marchand dans les principaux métiers de l'économie verte (%)



Données UNEDIC / Base Eider Ministère du développement durable

Certains secteurs plus représentés

Les secteurs des traitements et de l'élimination des déchets dangereux, non-dangereux, le traitement des eaux et la récupération de déchets triés représentent chacun plus de 4% des emplois nationaux dans ces domaines

Emplois dans les principaux secteurs de l'économie verte en France et Lorraine

	Lorraine		France métr.		Part de la Lorraine (%)
	Nombre d'emplois en 2009	Evolution 2009/1993	Nombre d'emplois en 2009	Evolution 2009/1993	
démantèlement d'épaves	231	-18%	5688	24%	4,1
récupération de déchets triés	1016	12%	23713	48%	4,3
captage, traitement et distribution d'eau	1048	48%	33709	30%	3,1
collecte et traitement des eaux usées	617	769%	11982	158%	5,1
collecte des déchets non dangereux	814	352%	34395	138%	2,4
collecte des déchets dangereux	111	61%	3175	32%	3,5
traitement et de l'élimination des déchets non dangereux	929	22%	13419	51%	6,9
traitement et de l'élimination des déchets dangereux	277	131%	6620	154%	4,2
dépollution et autres services de gestion des déchets	208	201%	2612	2412%	8
travaux d'isolation	590	-43%	16187	16%	3,6
gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles	116	582%	1636	241%	7,1
TOTAL	5957	41%	153 136	63%	3,9

Données UNEDIC / Base Eider Ministère du développement durable

7- Déchets

Déchets ménagers ou industriels, le double défi de leur réduction et de leur valorisation (recyclage matière et organique) questionne le processus de fabrication des produits dans sa globalité. La logique du cycle de vie des produits poursuit ces objectifs en cherchant à limiter l'usage des ressources et l'impact environnemental d'un produit, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à son élimination ou sa réintroduction, pour partie, dans la chaîne de production. Cette approche développement durable a également pour effet d'améliorer la chaîne de valeur des produits. Elle doit être développée en Lorraine, région qui dispose d'un ensemble de compétences dans ce domaine.

La quantité de déchets ménagers collectés en Lorraine est en stagnation en 2009. L'objectif du Grenelle est une baisse de 7% entre 2009 et 2014. Le taux de valorisation est en augmentation : entre 2007 et 2009, il passe de 27% à 31%. Avec un objectif de 35% en 2012 et de 45% en 2015, les efforts sont à poursuivre pour atteindre les objectifs du Grenelle. De nouvelles filières de valorisation telle que la méthanisation (déchets agricoles et ménagers) doivent également être encouragées en Lorraine

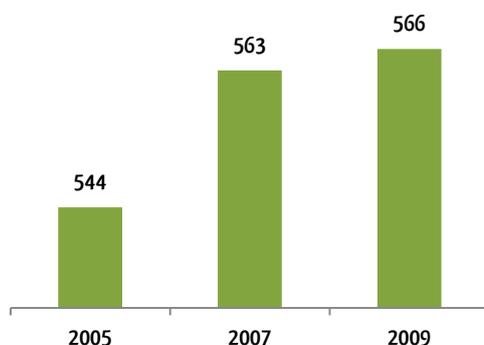
1- Stabilisation des déchets ménagers en 2009 et hausse du taux de valorisation

Objectif du Grenelle de l'environnement : réduction des déchets produits de 7% entre 2009 et 2014, soit -28kg/hab.

Les déchets ménagers au sens large (c'est-à-dire contenant une part des déchets des commerçants, artisans et administrations) qui ont été pris en charge par les services publics en Lorraine se sont élevés à 1 325 550 tonnes en 2009, soit 566 kg par habitant et par an. En 2007, leur quantité correspondait à 563 kg/hab/an. A défaut d'une baisse des quantités collectées, l'évolution tend vers un tassement de la tendance haussière.

La quantité des ordures ménagères résiduelles au sens large a baissé de 19kg/hab par rapport à 2007, alors que la collecte en déchetterie a augmenté de 21kg/hab.

Quantité de déchets collectés par habitant en Lorraine dans le cadre du service public



Source Ademe Lorraine

Objectif du Grenelle de l'environnement : taux de valorisation en 2012 : 35% ; en 2015 : 45%

Le principal débouché des ordures ménagères reste l'enfouissement en Lorraine, avec 43% des déchets. Sa part est en baisse au profit d'une meilleure valorisation : 31% en 2009, soit 3 points de plus qu'en 2007 et 10 points de plus qu'en 2005. Les deux principales filières de valorisation, à savoir le tri-récupération de

matière et le compostage sont en hausse dans la région (respectivement +5,9 points et +4,1 points dans la destination des déchets entre 2005 et 2009).

En 2009, le traitement biologique des déchets se limite au compostage, en l'absence d'installation de méthanisation opérationnelle à cette date*.

* L'usine de méthanisation Methavalor à Morsbach (57) est entrée en service en septembre 2011.

Filières d'élimination / valorisation des déchets collectés dans le cadre du service public en 2009 (hors déchets inertes, tonnes et %)

	2009				Lorraine 2009	Lorraine 2007	Lorraine 2005	Evolution 2005-2009
	54	55	57	88				
Enfouissement	145 552 39,7%	51 505 56,3%	283 816 50,8%	38 661 20,0%	519 535 42,9%	562 131 46,8%	642 756 51,2%	-19,2% -8,2
Compostage	37 379 10,2%	5 982 6,5%	51 549 9,2%	18 911 9,8%	113 821 9,4%	96 150 8,0%	66 807 5,3%	70,4% 4,1
Tri/Valorisation de matière	71 193 19,4%	18 604 20,3%	121 094 21,7%	47 735 24,7%	258 625 21,4%	224 867 18,7%	193 914 15,4%	33,4% 5,9
Traitement thermique	101 704 27,8%	9 832 10,7%	89 629 16,0%	85 352 44,1%	286 517 23,7%	275 890 23,0%	286 095 22,8%	0,1% 0,9
Filières spécifiques	808 0,2%	184 0,2%	1 620 0,3%	495 0,3%	3 108 0,3%	2 653 0,2%	3 082 0,2%	0,8% 0,0
Non-défini	9 807 2,7%	5 454 6,0%	11 139 2,0%	2 418 1,2%	28 818 2,4%	38 999 3,2%	63 895 5,1%	-54,9% -2,7
Total	366 443 100,0%	91 561 100,0%	558 847 100,0%	193 572 100,0%	1 210 424 100,0%	1 200 690 100,0%	1 256 549 100,0%	-3,7%
Taux de valorisation	29,6%	26,9%	30,9%	34,4%	30,8%	26,7%	20,7%	10,0

Source Ademe Lorraine

2- Une grande proportion de déchets industriels, mais un meilleur taux de valorisation qu'au plan national

Sur les déclarations 2008 de déchets industriels non dangereux, la Lorraine en recense 3,3 Mt, soit 14% de la quantité nationale (*compte tenu des seuils d'obligation de déclaration des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, une étude de l'ADEME a estimé que les quantités déclarées représentaient 1/3 des quantités totales*).

2,4 Mt de déchets ont été traités : 52% sont éliminés par stockage ou incinération, **48% sont valorisés par récupération d'énergie ou par recyclage**, contre respectivement 65,4% et 34,6% pour la moyenne nationale.

A noter que plus de 70% des déchets traités dans un département sont issus de ce département, 25% proviennent d'autres départements et 3% sont issus de l'étranger.

Sur les déclarations 2008 de déchets industriels dangereux, la Lorraine représente **4,3% des quantités nationales avec 200 000 t sur 4.8 Mt** (selon la même étude de l'ADEME 2004, ces déclarations représentent 80% des déchets dangereux totaux). 41% de ces déchets proviennent de la métallurgie et de l'industrie chimique.

2/3 des déchets produits en Lorraine sont traités en région : 233 000 t en 2008 (4.1% du national) : là encore le **taux de valorisation en Lorraine est supérieur au niveau national avec 47% contre 44 %**.

En revanche, ne sont pas comptabilisées dans cette analyse les 700 000 t de déchets dangereux importés par an par la Lorraine (principalement Meurthe-et-Moselle et Moselle), **qui en exporte également 85 000 t** (Vosges et Moselle).

Enfin, la question des déchets radioactifs est toujours prégnante en Lorraine : avec la centrale de Cattenom, d'une part, et l'éventualité du stockage profond des déchets haute et moyenne radioactivité à Bure (débat public en 2013), d'autre part.

La centrale de Cattenom

4 réacteurs de 1 300 MW chacun

Déchets d'1 tranche de 1 000 MW par an :

500 t de déchets de faible radioactivité

200 t de déchets de moyenne radioactivité

25 t de déchets de haute radioactivité

Stockés en surface sur site et dans le centre de stockage de l'Aube.

ANNEXES



Situation économique
sociale et environnementale
de la Lorraine 2012

SERVICES AUX ENTREPRISES

4920Z Transports ferroviaires de fret
 4941A Transports routiers de fret interurbains
 4941B Transports routiers de fret de proximité
 4941C Location de camions avec chauffeur
 5020Z Transports maritimes et côtiers de fret
 5040Z Transports fluviaux de fret
 5121Z Transports aériens de fret
 5320Z Autres activités de poste et de courrier
 5829A Édition de logiciel système et de réseau
 5829B Edit. logiciel outil développ. & langage
 5829C Edition de logiciels applicatifs
 6110Z Télécommunications filaires
 6120Z Télécommunications sans fil
 6130Z Télécommunications par satellite
 6190Z Autres activités de télécommunication
 6201Z Programmation informatique
 6202A Conseil en système & logiciel informati.
 6202B Tierce mainten. syst. & appli. nformati.
 6203Z Gestion d'installations informatiques
 6209Z Autres activités informatiques
 6311Z Traitement donnée, hébergement & activ. connexe
 6312Z Portails Internet
 6621Z Évaluation des risques et dommages
 6622Z Act. des agents & courtiers d'assurances
 6910Z Activités juridiques
 6920Z Activités comptables
 7010Z Activités des sièges sociaux
 7021Z Conseil en relation publique & communic.
 7022Z Conseil pr affaire & aut. cons. gestion
 7111Z Activités d'architecture
 7112A Activité des géomètres
 7112B Ingénierie, études techniques
 7120A Contrôle technique automobile
 7120B Analyses, essais & inspection technique
 7311Z Activités des agences de publicité
 7312Z Régie publicitaire de médias
 7320Z Études de marché et sondages
 7410Z Activités spécialisées de design
 7420Z Activités photographiques
 7430Z Traduction et interprétation
 7490A Activité des économistes de la construction
 7490B Act. spéc. scientif. & techniq. diverses
 7711A Loc. courte durée voit. & v. auto. léger
 7711B Loc. longue durée voit. & v. auto. léger

7712Z Location et location-bail de camions
 7721Z Loc. & loc.-bail article loisir & sport
 7729Z Loc. & loc.-bail aut. bien perso. & dom.
 7731Z Loc. & loc.-bail machine & éqpt agricole
 7732Z Loc. & loc.-bail mach. & éqpt pr constr.
 7733Z Loc. & loc.-bail mach. bur. & mat. info.
 7734Z Loc. & loc.-bail mat. transport par eau
 7735Z Loc. & loc.-bail mat. transport aérien
 7739Z Loc. & loc.-bail mach., éqpt & bien div.
 7740Z Loc-bail propr. intel., sf oeuvre avec ©
 7810Z Activ. agence placement de main-d'oeuvre
 7820Z Activ. des agences de travail temporaire
 7830Z Aut. mise à dispo. de ressource humaine
 8010Z Activités de sécurité privée
 8020Z Activités liées aux systèmes de sécurité
 8030Z Activités d'enquête
 8121Z Nettoyage courant des bâtiments
 8122Z Aut. act. nettoyage bâtim. & nett. ind.
 8129A Désinfection désinsectisation dératisation
 8129B Autres activités de nettoyage n.c.a.
 8211Z Services admin. combinés de bureau
 8219Z Photocopie & aut. act. spé. sout. bureau
 8220Z Activités de centres d'appels
 8230Z Organisation salon profession. & congrès
 8291Z Act. recouv. fac. & info. fin. s/client.
 8292Z Activités de conditionnement
 8299Z Autre activité de soutien aux entr. nca.

INDUSTRIES « HISTORIQUES »*

0510Z Extraction de houille
 0710Z Extraction de minerais de fer
 1310Z Prépa. de fibres textiles et filature
 1320Z Tissage
 1330Z Ennoblement textile
 1391Z Fabrication d'étoffes à mailles
 1392Z Fab. d'article textile, sauf habillement
 1393Z Fabrication de tapis et moquettes
 1394Z Fabric. de ficelles, cordes et filets
 1395Z Fabric. de non-tissés, sauf habillement
 1396Z Fab. autre textile techniq. & industriel
 1399Z Fabrication d'autres textiles n.c.a.

* Méthode : Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications, *L'industrie en Lorraine*, OREFQ info n°40, octobre 2011

1411Z Fabrication de vêtements en cuir
1412Z Fabrication de vêtements de travail
1413Z Fabrication de vêtements de dessus
1414Z Fabrication de vêtements de dessous
1419Z Fabric. autres vêtements et accessoires
1420Z Fabrication d'articles en fourrure
1431Z Fabric. d'articles chaussants à mailles
1439Z Fabrication d'autres articles à mailles
1910Z Cokéfaction
2410Z Sidérurgie

INDUSTRIES « DE RECONVERSION »

2211Z Fabrication et rechapage de pneumatiques
2219Z Fabric. d'autres articles en caoutchouc
2221Z Fab. plaque, feuille, tube, etc. plast.
2222Z Fab. d'emballage en matière plastique
2223Z Fab. élément mat. plasti. pr construct.
2229A Fab. pièce techniq. base mat. plasti.
2229B Fab. prod. conso. courante en plastique
2611Z Fabrication de composants électroniques
2612Z Fab. de cartes électroniques assemblées
2620Z Fab. ordinateur & équipement périphériq.
2630Z Fabric. d'équipements de communication
2640Z Fab. produit électronique grand public
2651A Fab. équipement d'aide à la navigation
2651B Fab. instrumentation scientifiq. & tech.
2652Z Horlogerie
2670Z Fab. matériel optique et photographique
2711Z Fab. moteur génér. transfo. & mat. élec.
2712Z Fab. mat. de distrib. & de cde électri.
2720Z Fabric. pile & accumulateur électrique
2731Z Fabrication de câbles de fibres optiques
2732Z Fab. aut. fil & câble éltron. ou éltriq.
2733Z Fabric. matériel installation électrique
2740Z Fabric. appareils d'éclairage électrique
2751Z Fabrication d'appareils électroménagers
2752Z Fab. appareils ménagers non électriques
2790Z Fabric. d'autres matériels électriques
2910Z Construction de véhicules automobile



CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LORRAINE

Hôtel de Région - Place Gabriel Hocquard
BP 81004 - 57036 Metz Cedex 1
Tél. 03 87 33 60 26 - Fax 03 87 33 61 09

<http://ces.lorraine.eu> - cese@lorraine.eu
www.facebook.com/ceselorraine
www.twitter.com/ceselorraine

NOVEMBRE 2012